

**Origines de la grâce
dans le droit pénal romain
et français
du Bas-Empire à la Renaissance**

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 heures

PAR

Pierre DUPARC

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. PETOT, *Professeur*

SUFFRAGANTS { M. HUGUENEY, *Professeur*
 { M. DUMONT, *Professeur*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
SOCIÉTÉ ANONYME
22, Rue Soufflot, PARIS 5^e
1942

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Nom du Candidat : **DUPARC.**

Prénom : **Pierre.**

Date de la soutenance : 30 Mai, à 14 heures.

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

DUPARC (Pierre). — Origines de la grâce dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance. — Paris, SI-REY., éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

DUPARC (Pierre). — Origines de la grâce dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance. — Paris, SI-REY., éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

DUPARC (Pierre). — Origines de la grâce dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance. — Paris, SI-REY., éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

DUPARC (Pierre). — Origines de la grâce dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance. — Paris, SI-REY., éditeur, 1942, in-8°, pages.

(Thèse de Droit, Paris 1942,
n°)

**Origines de la grâce
dans le droit pénal romain et français
du Bas-Empire à la Renaissance**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Origines de la grâce
dans le droit pénal romain
et français
du Bas-Empire à la Renaissance**

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 30 Mai 1942, à 14 heures

PAR

Pierre DUPARC

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. PETOT, *Professeur*

SUFFRAGANTS { **M. HUGUENEY, *Professeur***
 { **M. DUMONT, *Professeur***

**LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
SOCIÉTÉ ANONYME
22, Rue Soufflot, PARIS 5^e
1942**

Origines de la grâce
dans le droit pénal romain
et français
du Bas-Empire à la Renaissance

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

Pierre DUPARC

Présenté par

Monsieur le Recteur, M. le Doyen

M. le Professeur, M. le Doyen

M. le Doyen, M. le Doyen

LIBRAIRIE

de

RECUEIL SIREY

10, rue de la Harpe

à Paris

1887

INTRODUCTION

Les origines de la grâce, dans le droit pénal romain et français du Bas-Empire à la Renaissance, ont été négligées ou traitées superficiellement (1). Cette étude présente cependant un intérêt général. Elle fait saisir l'évolution de l'organisation judiciaire et les vicissitudes de l'idée d'Etat : la grâce varie avec la puissance des autorités établies. La grâce prit une extension immense dès que la notion de souveraineté devint une réalité ; elle tint lieu de plusieurs institutions aujourd'hui distinctes, mais qui ont des traits communs, telles que l'amnistie, la réhabilitation et la grâce proprement dite ; elle intervint surtout dans presque tous les cas de diminution ou de suppression de la responsabilité, cas qui sont tranchés de nos jours par une justice plus évoluée.

*
* *

Avant de commencer cette étude il faut préciser ce qu'on entend par le mot *grâce*. La grâce est une mesure de clémence du chef de l'Etat, ou de ses remplaçants locaux, supprimant ou diminuant la peine qui a été prononcée, ou qui pourrait l'être régulièrement. La grâce est essentiellement une mesure de clémence, mais certains caractères formels et juridiques la différencient du simple pardon.

En général un pardon est une décision privée, tandis que la grâce est un acte public. La grâce en tout cas est prononcée

(1) ROUX-DESSARP, SERMET, GOBRON, par exemple, traitent rapidement la période antérieure au XVI^e siècle ; VIAUD ne s'occupe que de la fin de l'ancien régime.

par le chef de l'Etat ou ses remplaçants locaux ; ce caractère d'octroi par l'autorité publique est nécessaire : les pardons privés à propos de vengeances privées, nombreux surtout entre le IX^e et le XIII^e siècle, ne sont pas des grâces, mais des accords contractuels. La grâce suivit d'ailleurs au Moyen-Age le sort des autres droits régaliens : les seigneurs en disposèrent comme le roi.

La grâce a des effets sur la peine qu'elle diminue ou supprime ; elle n'a pas d'effet sur la condamnation elle-même. Toutefois ce caractère est moins net qu'on pourrait le croire ; nous en reparlerons plus loin à propos de la différence entre grâce et absolution.

Enfin la grâce peut intervenir avant le jugement, et dans ce cas il est quelquefois difficile de la distinguer d'une simple mesure de pardon ; il y a grâce quand une condamnation aurait pu ou aurait dû être prononcée. Il faut que la mesure de clémence ait prévenu la peine qui normalement aurait été infligée ; il faut donc qu'il y ait eu culpabilité, sous réserve des idées spéciales du Moyen-Age à ce sujet. La grâce suppose également une organisation judiciaire et l'existence d'un droit de répression publique ; un prince ne grâcie pas s'il ne peut pas infliger une peine : ainsi au XI^e siècle les premiers Capétiens ne grâciaient pas, ils pardonnaient seulement à leurs ennemis.

*
**

Cette définition est d'autant plus importante que la terminologie en matière de grâce fut très flottante jusqu'à nos jours.

Le terme de droit romain qui correspondait à notre terme général *grâce* était *indulgentia* ; on trouve aussi *restitutio*, *venia*, *abolitio* ; ces expressions continuèrent d'être en usage sous les Mérovingiens et les Carolingiens. Aux XII^e et XIII^e siècles les différentes manifestations de la grâce n'avaient pas souvent de nom ; elles se dissimulaient sous des expressions comme *conducere aliquem in villam*, ou même sous



des phrases encore plus vagues (1). Au début du xiv^e siècle *absolutio* eut une grande vogue, sans doute par suite de la confusion qu'on faisait entre grâce et absolution (2). Un peu avant le milieu du xiv^e siècle apparut le terme *remissio* qui devait prendre une si grande extension dans la deuxième moitié du xiv^e et au xv^e siècle. Enfin au xv^e siècle on rencontre l'*abolition* avec un sens peu net (3). Le mot *gratia*, *grâce*, ne fut pas souvent employé au Moyen-Age avec le sens que nous lui donnons aujourd'hui ; il n'était guère employé qu'en matière civile et désignait des dons ou des concessions gracieuses (4). Cependant on le trouve quelquefois en matière criminelle dès le milieu du xiv^e siècle (5).

A partir du xvr^e siècle la terminologie se diversifia. Parmi les mesures de grâce ou de clémence on distingua les *lettres de grâce* et les *lettres de justice* ; les premières comprenaient les *lettres d'abolition* (amnistie particulière à un individu), *d'amnistie*, *de rappel de ban ou de galère*, *de commutation de peine*, *de réhabilitation* ; les secondes comprenaient les *lettres de rémission*, accordées en cas d'homicide involontaire ou de légitime défense, et les *lettres de pardon*, accordées dans les mêmes cas lorsqu'il n'y avait pas condamnation à la peine de mort (6). En fait ces *lettres de justice*, comme leur nom l'indique, ne faisaient plus guère partie du domaine de la grâce ; elles n'y étaient maintenues factivement que pour des raisons fiscales (7).

*
* *

Par ses principaux caractères la grâce s'opposait nettement

(1) Cf. *infra*, p. 64 et s.

(2) En 1347 : *remissio sive absolutio* ; Arch. Nat. JJ. 77, fol. 42, n° 75. La plupart des grâces dans JJ. 75 (1342-1346) sont appelées *absolutio*. — Cf. l'ordonnance de 1360, *infra*, p. 132, n° 1.

(3) Cf. *infra*, p. 133 et s.

(4) Voir l'art. de DU CANGE et nombreux exemples dans la série JJ.

(5) *Gratia sive remissio* en 1345 ; Arch. Nat. JJ. 75, fol. 102 v., n° 204. Les remises d'amende furent peut-être à l'origine de ce changement de sens ; cf. pièce just., n° 11.

(6) Ordonnance de 1670, ISAMBERT, t. 18, p. 403. JOUSSE, *op. cit.*, partie III, l. II, t. XX (t. III, p. 375 et s.).

(7) Cet état de chose était déjà constaté sous l'ancien régime ; cf. DENISART, *op. cit.*, t. 9, p. 313.

à l'asile, *protection que trouve une personne dans un lieu inviolable où elle ne peut être l'objet d'aucune mesure de coercition* (1) ; le caractère local ou le caractère religieux de l'asile ne se trouve pas ou se trouve peu dans la grâce ; par contre le caractère politique de la grâce ne se trouve pas dans l'asile.

Cependant ces deux institutions avaient des points communs. Leur but était au fond le même : l'impunité du coupable. De plus l'asile était fréquemment suivi de grâce ; non seulement le coupable qui se réfugiait dans un lieu d'asile ne pouvait être l'objet d'une contrainte, mais souvent sa peine était diminuée quand il sortait de l'asile. Il semble bien que ces diminutions de peine étaient le résultat de transactions entre le réfugié et l'Eglise d'une part, l'autorité judiciaire et politique de l'autre ; le réfugié ne sortait de l'asile que sous condition, après accord. Il en fut ainsi au moins aux origines. Mais quand l'autorité politique était forte, il n'y avait plus transaction ; le coupable était bloqué dans le lieu d'asile ; pour obtenir une remise de peine en sortant il fallait une grâce (2). Il en était de même pour l'asile personnel, pour la grâce d'un condamné demandé en mariage par une femme, peut-être aussi pour le privilège de la Fierté ; dans tous ces cas, plus ou moins dérivés de l'asile, la grâce royale devait intervenir (3).

La grâce s'opposait également à l'absolution. En principe l'absolution concernait seulement un inculpé et le déclarait non coupable d'une infraction, tandis que la grâce concernait un condamné et supprimait seulement la peine ; la différence était donc grande.

Mais il faut remarquer que bien souvent la grâce était donnée à un inculpé, et l'absolution pouvait intervenir après

(1) TIMBAL, *op. cit.*, p. 1.

(2) *L'effet du droit d'asile est très variable : il peut n'assurer qu'une protection provisoire, entraîner au contraire une diminution automatique de peine ou même l'impunité complète.* ; TIMBAL, *op. cit.*, p. 2, et développement pp. 99-108, p. 202-207. L'auteur ne semble pas avoir vu dans ces diminutions de peine après asile des cas de grâce. Cf. *infra*, p. 45.

(3) Cf. *infra*, p. 74, 127, 179.

une première condamnation ; de plus la grâce semblait parfois dépasser la simple suppression de peine par suite de la réhabilitation. La grâce, permettant au Moyen-Age de remplacer des jugements de droit strict par des jugements d'équité, en particulier pour les cas d'homicide involontaire ou de légitime défense, tendait à se confondre avec l'absolution, comme le prouve d'ailleurs la terminologie au début du xiv^e siècle. Une distinction plus sûre serait basée sur les autorités qui prononçaient ces deux actes : l'absolution venait du juge et la grâce du prince ; mais par suite de la confusion des pouvoirs il est parfois difficile de séparer le juge du prince. Pour terminer on peut considérer que l'absolution tranchait une question de fait : les points allégués contre l'inculpé ou le condamné étaient déclarés faux ; la grâce, elle, s'occupait davantage de la question de droit, de la responsabilité : si le fait brutal entraînait une condamnation imméritée, la grâce pouvait intervenir. Mais en tout cas il faut noter que l'absolution, ou la condamnation, était obligatoirement prononcée à la fin d'un procès, à la différence de la grâce qui restait toujours facultative et dépendait du bon plaisir du prince (1).

(1) Sur les rapports entre l'absolution et la grâce dans les justices ecclésiastiques voir *infra*, p. 171 et s.

Sources manuscrites

Les sources manuscrites de la grâce sont très abondantes aux XIV^e et XV^e siècles ; en particulier un nombre très élevé de copies de lettres de rémission nous est parvenu.

Les principaux fonds consultés se trouvent aux Archives Nationales, à Paris. Un certain nombre d'actes de grâce originaux y sont conservés dans la série K des *Monuments historiques*. Les registres de la chancellerie, dans la série JJ, livrent une masse considérable de copies. Plusieurs procès et arrêts du Parlement criminel à propos de la vérification et de l'enregistrement des grâces sont contenus dans la série X²A ; des renseignements moins nombreux sont contenus dans les séries X¹A et Z.

La Bibliothèque Nationale (ms latin 5909), la Bibliothèque du Sénat (ms 8936) ont fourni quelques précisions secondaires.

Il est certain que d'autres fonds, en France et à l'étranger, auraient pu être consultés avec fruit (*Cf.* par exemple pièce justif. n° 12).

Sources imprimées

- ABLEIGES (Jacques d'). — *Le grand coutumier de France*. Ed. Laboulaye et Dareste. Paris, 1868, in-8°. — Ed. L. Charondas Le Caron, avec annotations. Paris, 1598, in-4°.
- AMBROISE (saint). — *Sancti Ambrosii... opera omnia*, dans *Patrologie latine* de Migne. Paris, 1866, 4 vol. in-4° (t. III : *litterae*).
- Annales Bertiniani*. — Ed. G. Waitz (*Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*). Hannovre, 1883, in-8°.
- Annales Laurissenses maiores. Annales regni Francorum*. Ed. Kurz (*Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*). Hannovre, 1895, in-8°.
- Annales Nazariani*. — Ed. Pertz. (*Monumenta Germaniae historica. Scriptorum*, t. I ; p. 19 et s.). Hannovre, 1826, in-fol.
- AUGUSTIN (saint). — *Epistulae*. Ed. Al. Goldbacher. (*Corpus scriptorum ecclesiasticorum latinorum*, publié par l'Académie de Vienne, t. 34, 44, 57, 58). Vienne, 1895-1923, 4 vol. in-8°.
- BARTHÉLÉMY (L.). — *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*. Marseille, 1882, in-8°.
- BAYE (Nicolas de). — *Journal de Nicolas de Baye, greffier du Parlement de Paris... 1400-1417*. Ed. Al. Tuetey. (*Société de l'histoire de France*). Paris, 1888, in-8°.
- BEAUMANOIR (Philippe de). — *Coutumes de Beauvaisis*. Ed. Am. Salmon. (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*). Paris, 1899-1900, 2 vol. in-8°.
- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ (C. J.). — Voir *Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine...*
» Voir *Livre des droiz et des commandemens...*
- BEHREND. — Voir *Lex salica*.
- BEUGNOT (A.). — Voir *Olim*.
- BORETIUS (Alfred) et KRAUSE (Victor). — *Capitularia regum Francorum* (*Monumenta Germaniae historica. Legum sectio II*). Hannovre, 1883-1897, 2 vol. in-4°.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — *Nouveau coutumier général...* Paris, 1724, 4 vol. in-fol.
- BOUTARIC (E.). — *Actes du Parlement de Paris* (*Archives de l'Empire*). Paris, 1863, 2 vol. in-4°.
- BOUTILLIER (Jean). — *Somme rural*. Ed. Charondas Le Caron. Paris 1603, in-fol.

- BRUNEL (Clovis). — *Recueil des actes des comtes de Pontieu, 1026-1279.* (Collection de Documents inédits sur l'histoire de France). Paris, 1930, in-4°.
- Capitularia regum Francorum.* — Voir BORETIUS et KRAUSE.
- Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père de Chartes. — Ed. Benjamin Guérard. (Collection de Documents inédits sur l'histoire de France. Collection des cartulaires de France). Paris, 1840, 2 vol. in-4°.
- Cartulaire de l'église Notre-Dame de Paris. — Ed. Benjamin Guérard. (Collection de documents inédits sur l'histoire de France. Collection des cartulaires de France). Paris, 1850, 4 vol. in-4°.
- Catalogue des actes de François 1^{er}. — (Académie des sciences morales et politiques. Collection des ordonnances de France). Paris, 1887-1908, 10 vol. in-4°.
- CHARONDAS LE CARON. — Voir ABLEIGES (J. d').
- CHARTIER (Alain). — *Chronique de Charles VII.* Paris, 1858, 3 vol. in-8°.
- CHASSENEUZ (B. de). — *Consuetudines ducatus Burgundiae.* Lyon, 1732, in-4°.
- CHASTELLAIN (Georges). — *Œuvres.* Ed. Kervyn de Lettenhove. (Académie royale de Belgique). Bruxelles, 1863-1866, 8 vol. in-8°.
- Chronique scandaleuse (Journal de Jean de Roye... ou).* — Ed. Bernard de Mandrot. (Société de l'histoire de France). Paris, 1894-1896, 2 vol. in-8°.
- Code de Justinien. — Voir *Corpus juris civilis*.
- Code pénal [de 1791]. — *Loi donnée à Paris le 6 octobre 1791.* Paris, 1791, in-4°.
- Code pénal [de 1810]. — *Ed. originale et seule officielle.* Paris, 1810, in-8°.
- Code théodosien. — Voir *Corpus juris civilis*.
- COLLET (Philippe). — *Explication des statuts, coutumes et usages observés dans la province de Bresse, Bugey, Valromey et Gex...* Lyon, 1698, in-fol.
- Concilia.* — Voir LABBE. — Nansi.
- COQUILLE (Gui). — *Œuvres.* Paris, 1646, in-fol.
- Corpus juris civilis. Codex Justinianus,* éd. Paul Krueger. Berlin, 1892, in-4°.
- » *Digesta Justiniani augusti,* éd. Mommsen. Berlin, 1868-1874, 2 vol. in-4°.
 - » *Novellae,* éd. Rudolf Schoell et Wilhelm Kroll. Berlin, 1899, in-4°.
 - » *Theodosiani libri XVI,* éd. Mommsen et Meyer. Berlin, 1905, 3 vol. in-4°.
- Coutumes de Saint-Gilles.* — Ed. M. A. de Lamothe. Alais, 1873, in-8°.
- Coutumes et institutions de l'Anjou et du Maine antérieures au XVI^e siècle.* — Ed. C. J. Beauteemps-Beaupré. Paris, 1877-1883, 5 vol. in-8°.

- Coutumier d'Artois*. — Ed. Ad. Tardif. (*Recueil de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire du droit*). Paris, 1883, in-8°.
- Coutumiers de Normandie. Première partie : le très ancien coutumier de Normandie. Texte latin*. — Ed. Ad. Tardif. Rouen, 1881, in-8°.
- COVILLE (A.). — *L'ordonnance cabochienne (26-27 mai 1413)*. (*Collection de textes pour servir à l'établissement et à l'enseignement de l'histoire*, t. 8). Paris, 1891, in-8°.
- CUVELIER. — *Chronique de Bertrand Duguesclin*. Ed. Charrière. (*Collection de documents inédits sur l'histoire de France*). Paris, 1839, in-4°.
- DELABORDE (H. Fr.). — *Recueil des actes de Philippe-Auguste...* (*Chartes et diplômes relatifs à l'histoire de France publiés par les soins de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*). Paris, 1916, in-4°.
- ENFISART (J. B.). — *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*. Nouvelle éd., Paris, 1783-1807, 13 vol. in-8°.
- Digeste*. — Voir *Corpus juris civilis*.
- DOUËT D'ARCQ (L.). — *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI* (*Société de l'histoire de France*). Paris, 1863-1864, 2 vol. in-8°.
- » *Grâce faite à un prisonnier du Châtelet, à l'occasion de la naissance de Charles V* (*Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. XL). Paris, 1879, in-8°.
- DU CANGE. — *Glossarium mediae et infimae latinitatis...* Paris, 1840-1850, 7 vol. in-4°.
- DU MOULIN (Charles). — *Caroli Molinaei... omnia quae extant opera...* Paris, 1681, 5 vol. in-fol. — T. II, p. 551-632 : *quaestiones Joannis Galli* ; p. 648-657 : *arresta Parlamenti Tholosani*.
- DUPONT (Gustave). — *Le registre de l'officialité de l'abbaye de Cerisy (1314-1457)*. (*Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, 30^e vol., 2^e livr.). Rouen, 1880, in-8°.
- EGINHARD. — *Vie de Charlemagne*. Ed. et trad. L. Halphen. (*Les classiques de l'histoire de France au Moyen-Age*, n° 1). Paris, 1923, 2 vol. in-16.
- » *Œuvres complètes*. Ed. A. Teulet (*Société de l'histoire de France*). Paris, 1840-1843, 2 vol. in-8°. T. II : *lettres*.
- Epistolae merovingici et karolini aevi* (*Monumenta Germaniae historica*). Berlin, 1892-1902, 6 vol. in-4°.
- ESPINAS (Georges). — *La vie urbaine de Douai au Moyen-Age*. Paris, 1913, 4 vol. in-8°. T. III et IV : *preuves*.
- Etablissements de saint Louis*. Ed. Paul Viollet (*Société de l'histoire de France*). Paris, 1883-1886, 4 vol. in-8°.
- FLODOARD. — *Histoire de l'église de Reims*. Ed. et trad. Lejeune. Reims, 1854-1855, 3 vol. in-8°.
- Formulae merovingici et karolini aevi*. — Ed. Karl Zeumer. (*Monumenta Germaniae historica. Legum sectio V. Formulae*). Hannover, 1882-1886, 2 vol. in-4°.

Fors de Bigorre. — Ed. J. Fourgous et G. de Bezin. (*Bulletin de la société Ramond*, 4^e trim., p. 180 et s.). Bagnères-de-Bigorre, 1901, in-8°.

FORTUNAT. — *Venanti... Fortunati... opera pedestria*. Ed. Bruno Krusch. (*Monumenta Germaniae historica. Auctorum antiquissimorum tomi IV pars posterior*). Berlin, 1885, in-4°.

FOURGOUS et BEZIN. — Voir *Fors de Bigorre*.

FRANCISQUE-MICHEL. — Voir *Rôles gascons*.

GARNIER (Joseph). — *Chartes de communes et d'affranchissement en Bourgogne*. Dijon, 1867, 2 vol. in-4°.

GIRAUD (Charles). — *Essai sur l'histoire du droit français au Moyen-Age*. Paris, 1846, 2 vol. in-8°. T. I : *chartes et coutumes*, 1^{re} partie. T. II : *chartes et coutumes*, 2^e partie.

GRÉGCIRE DE TOURS. — *Histoire des Francs...* Nouvelle éd. par René Poupardin (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*). Paris, 1913, in-8°.

» *Les livres des miracles et autres opuscules [De gloria confessorum]*. Ed. Bordier (*Société de l'histoire de France*). Paris, 1857-1864, 4 vol. in-8°.

GUÉRARD (Benjamin). — Voir *Cartulaire*.

GUI (Bernard). — *Manuel de l'inquisiteur* ; éd. et trad. G. Mollat et G. Drioux (*Les classiques de l'histoire de France au Moyen-Age*, 8^e vol.). Paris, 1926, 2 vol. in-12.

» *Practica Inquisitionis heretice pravitatis*. Ed. C. Douais. Paris, 1886, in-4°.

GUILHIERMOZ (Paul). — *Enquêtes et procès, étude... suivie du Style de la chambre des enquêtes...* Paris, 1892, in-4°.

HAENEL. — Voir *Lex romana Visigothorum*.

HINCMAR. — *Opera omnia [Vita sancti Remigii]*. Ed. Migne (*Patrologie latine*, t. 125-126). Paris, 1852, 2 vol. in-4°.

HONORIUS D'AUTUN. — *Honorii Augustodunensis Opera omnia*. Ed. Migne. (*Patrologie latine*, t. 172). Paris, 1854, in-8°.

HUILLARD-BRÉHOLLES (M.) et LECOY DE LA MARCHE. — *Titres de la maison ducale de Bourbon. (Inventaires et documents publiés par la direction des Archives Nationales)*. Paris, 1867-1874, 2 vol. in-4°.

ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY. — Voir *Recueil général des anciennes lois françaises*.

Journal d'un bourgeois de Paris (1405-1449). Ed. Al. Tuetey (*Société de l'histoire de France*, doc., t. III). Paris, 1881, in-8°.

KOHLER (Ch.). — *Etude critique sur le texte de la vie latine de sainte Geneviève de Paris avec deux textes de cette vie. (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, fasc. 48)*. Paris, 1881, in-8°.

KURZ. — Voir *Annales Laurissenses maiores*.

LABBE (Philippe). — *Concilia Galliae*. Paris, 1671-1672, 17 vol. in-fol.

LAMOTHE (M. A. de). — Voir *Coutumes de Saint-Gilles*.

- LANGLOIS (Ch. V.). — *Textes relatifs à l'histoire du Parlement*. Paris, 1888, in-8°.
- LA ROCHE-FLAVIN (Bernard de). — *Treize livres des parlemens de France...* Bordeaux, 1617, in-fol.
- LAURIÈRE. — Voir *Ordonnances des rois de France...*
- LE CACHEUX (Paul). — *Actes de la chancellerie d'Henri VI concernant la Normandie sous la domination anglaise (1422-1435)*. Rouen et Paris, 1907, 2 vol. in-8°.
- LE COQ (Jean). — Voir DU MOULIN.
- Leges Burgundionum*. — Ed. Ludwig Rudolf de Salis (*Monumenta Germaniae historica. Legum sectio I. Legum nationum germanicarum tomus II pars I*). Hannovre, 1892, in-4°.
- Leges Saxonum et Lex Thuringorum*. — Ed. Claudius von Schwerin. (*Fontes juris germanici antiqui in usum scholarum ex Monumentis Germaniae historicis separatim editi*). Hannovre et Leipzig, 1918, in-8°.
- Leges Wisigothorum*. — Ed. Zeumer. (*Monumenta Germaniae historica. Leges I, II*). Hannovre et Leipzig, 1902.
- LEMAIRE (Emm.). — *Archives curieuses de la ville de Saint-Quentin*. Paris, 1888-1910, 2 vol. in-4°.
- L'ESTOILE (Pierre de). — *Mémoires-journaux*, publiés par G. Brunet, A. Champollion, E. Halphen, Paul Lacroix, Ch. Read, Tamizey de Larroque et Tricotel. Paris, 1875-1878, 6 vol. in-8°.
- Lex romana Visigothorum*. — Ed. Gustav Haenel. Leipzig, 1849, in-fol.
- Lex salica*. — Ed. Behrend, 2^e éd. Weimar, 1897, in-8°.
- Livre des droiz et des commandemens d'office de justice* (le). — Ed. Beautemps-Beaupré, Paris, 1865, 2 vol. in-4°.
- LOYSEAU (Charles). — *Œuvres*. Lyon, 1701, in-fol.
- LUCE (Siméon). — *Chronique du Mont-Saint-Michel (1343-1468)*. (*Société des Anciens textes français*). Paris, 1879-1883, 2 vol. in-8°.
- LUCHAIRE (Achille). — *Études sur les actes de Louis VII*. Paris, 1885, in-4°.
- MANSI. — *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio...* Florence, 1759-1798, 31 vol. in-fol. — Paris, 1903-1927, 55 vol. in-fol.
- MARTIN (Henri). — *Le livre rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin*. Saint-Quentin, 1881, in-4°.
- MASUER. — *Masueri... practica forensis...* Paris, 1555, in-12.
- MERLET (Lucien). — *Registres des officialités de Chartres*. (*Bibliothèque de l'École des Chartes*, 4^e série, II, p. 574). Paris, 1855, in-8°.
- MIROI (Albert). — *Lettres de provision de lieutenant général et sénéchal de Provence délivrées en faveur de Tanguy du Chastel*. (*Bulletin philologique et historique du Comité des Travaux historiques et scientifiques*. Années 1938 et 1939, p. 95). Paris, 1940, in-8°.
- MURATORI. — *Antiquitates italicæ mediæ ævi sive dissertationes...* Milan, 1738-1742, in-fol.

- MUYART DE VOUGLANS (Pierre Fr.). — *Instruction criminelle suivant les lois et ordonnances du royaume...* Paris, 1762, 2 vol. in-4°.
- NÉRON (Pierre) et GIRARD (Et.). — *Les édits et ordonnances des très chrestiens roys Francois 1^{er}... et Louis XIV...* Paris, 1685, in-fol.
- Novelles. — Voir *Corpus juris civilis*.
- Olim. — *Les Olim ou registres des arrêts de la cour du roi*. Ed. A. Beugnot (Collection de documents inédits sur l'histoire de France). Paris, 1839-1848, 3 t. en 4 vol. in-4°.
- Ordonnances des rois de France de la troisième race. — Ed. par Eusèbe de Laurière et ses continuateurs. Paris, 1723-1847, 23 vol. in-fol.
- PAPE (Guy). — *La jurisprudence du célèbre conseiller et juriconsulte Guy Pape dans ses Décisions...* par M^e Nicolas Chorier... 2^e éd., Grenoble, 1769, in-4°.
- PASQUIER (Félix). — *Texte roman des coutumes municipales de Seix en Couserans...* Foix, 1893, in-8°.
- FERTZ. — Voir *Annales Nazariani*.
- PETIT-DUTAILLIS (Charles). — *Documents nouveaux sur les mœurs populaires et le droit de vengeance dans les Pays-Bas au xv^e siècle. Lettres de rémission de Philippe le Bon*. Paris, 1908, in-8°.
- » *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII (1187-1226)*. (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, 101^e fasc.). Paris, 1894, in-8°.
- FETOT (Pierre). — *Registre des Parlements de Beaune et de Saint-Laurent-lès-Chalon*. (Société d'histoire du droit). Paris, 1927, in-8°.
- PLANIOL (Marcel). — Voir *Très ancienne coutume de Bretagne*.
- PLINE. — *Lettres* (Collection des Universités de France). Paris, 1927, 3 vol. in-8°.
- PRAROND (E.). — *Introduction à quelques parties d'une étude sur les lois et les mœurs à Abbeville, 1184-1789 ; tables combinées et extraits du Livre rouge et du Livre blanc de l'échevinage*. Paris, 1906, in-8°.
- QUINTILIEN. — *Declamationes*. Ed. Constantin Ritter. (*Bibliotheca scriptorum graecorum et romanorum Teubneriana*). Leipzig, 1884, in-12.
- Recueil général des anciennes lois françaises*, par Isambert, Jourdan et DECIUS. Paris, 1821-1833, 29 vol. in-8°.
- RICHER. — *Histoire de France (888-995)*. Ed. et trad. par Robert Latouche. (Classiques de l'histoire de France, n^o 12). Paris, 1930, 2 vol. in-12°.
- RIVIÈRE (H. Fr.). — *Histoire des institutions de l'Auvergne...* Paris, 1874, 2 vol. in-8°.
- ROCKINGER (Ludwig). — *Briefsteller und formelbücher des elften bis vierzehnten jahrhunderts. (Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte, t. 9, 1)*. Munich, 1863, in-8°.

- Rôles gascons.* — Ed. Francisque-Michel et Ch. Bémont. (*Collection de documents inédits sur l'histoire de la France*). Paris, 1885-1906, 4 vol. in-4°.
- ROYE (Jean de). — Voir *Chronique scandaleuse*.
- SALIS. — Voir *Leges Burgundionum*.
- SCHWERIN. — Voir *Leges Saxonum*.
- SÉNÈQUE. — *Dialogues*. Ed. Bougey et Waltz (*Collection des Universités de France*). Paris, 1920-1929, 5 vol. in-8°.
- Statuta delphinalia, hoc est libertates per illustrissimos principes delphinos viennenses... concessae...* Grenoble, 1619, in-4°.
- STEIN (Henri). — *Inventaire analytique des ordonnances enregistrées au Parlement de Paris jusqu'à la mort de Louis XII*. (*Archives Nationales*). Paris, 1908, in-fol.
- Style de la Chambre des enquêtes.* — Voir *GUILHIERMOZ*.
- TARDIF (Ad.). — Voir *Coutumier d'Artois*. — *Coutumiers de Normandie*.
- TERTULLIEN. — *De pudicitia*. Ed. et trad. F. de Labriolle. (*Textes et documents pour l'étude historique du christianisme*, 3). Paris, 1906, in-16.
- TEULET (Alex.) et LABORDE (Jos. de). — *Layettes du Trésor des Chartes*. (*Inventaires et documents publiés par la direction des Archives Nationales*). Paris, 1863-1875, 3 vol. in-4°.
- Thalamus parvus. Le petit Thalamus de Montpellier*. Montpellier, 1836, in-4°.
- THIERRY (Augustin). — *Recueil des documents inédits de l'histoire du Tiers-Etat*. (*Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*). Paris, 1850-1870, 4 vol. in-4°.
- THOMAS (A.). — *Le théâtre à Paris et aux environs à la fin du XIV^e siècle* (*Romania*, 1892, p. 606-611). Paris, 1892, in-8°.
- Très ancienne coutume de Bretagne...* Ed. Marcel Planiol. (*Bibliothèque bretonne armoricaine*, fasc. II). Rennes, 1896, in-8°.
- TUETÉY (Alexandre). — *Inventaire analytique des livres de couleur et bannières du Châtelet de Paris*. (*Inventaires et documents publiés par la direction des Archives Nationales*). Paris, 1899-1907.
- Voir *BAYE* (Nicolas de). — *Journal d'un bourgeois de Paris*.
- VALBONNAIS. — *Histoire du Dauphiné...* Genève, 1722, 2 vol. in-fol. T. II : preuves.
- VIARD (Jules). — *Documents parisiens du règne de Philippe VI de Valois...* (*Société de l'histoire de Paris*). Paris, 1899-1900, 2 vol. in-8°.
- VILLON (François). — *Œuvres, éd. par un ancien archiviste...* (*Les classiques français du Moyen-Age*). Paris, 1911, in-12.
- VIOLLET (Paul). — Voir *Etablissements de saint Louis*.
- WALTZ. — Voir *Annales Bertiniani*.
- YVE DE CHARTRES. — *Decretum*. Ed. Migne (*Patrologie latine*, t. 161). Paris, 1855, in-4°.

ZEUMER (Karl). — Voir *Formulae merowingici et karolini aevi. Leges Wisigothorum*.

ETUDES CRITIQUES

ALBERTINI (Eug.). — *L'empire romain. (Peuples et civilisations)*. Paris, 1936, in-8°.

BATIFFOL (Père). — *Etudes d'histoire et de théologie positive*. Paris, 6^e éd., 1920, in-8°.

BAUCHOND (Maurice). — *La justice criminelle du magistrat de Valenciennes au Moyen-Age*. Paris, 1904, in-8°.

BECCARIA (Cesare). — *Des délits et des peines*. 2^e éd. de Faustin Hélie. Paris, 1870, in-12.

BERRYAT-SAINT-PRIX. — *Recherches sur les procès faits dans le Moyen-Age aux animaux. (Mémoires de la Société des Antiquaires de France, t. VIII)*. Paris, 1829, in-8°.

BLANCHET et DIEUDONNÉ. — *Manuel de numismatique française*. Paris, 1912, 4 vol. in-8°.

BOCA (Jean). — *La justice criminelle de l'échevinage d'Abbeville au Moyen-Age, 1184-1516. (Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons, t. IV)*. Lille, 1930, in-8°.

BOUSSARD (Jacques). — *Le comté d'Anjou sous Henri Plantagenêt et ses fils (1151-1204). (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, fasc. 271)*. Paris, 1938, in-8°.

BRANDT DE GALAMETZ. — *Les fiancées volontaires et l'asile dans le mariage. (Bulletin de la Société d'émulation d'Abbeville, 1904, p. 188-199)*. Abbeville, 1904, in-8°.

BRUSSEL. — *Nouvel examen de l'usage général des fiefs en France...*, Paris, 1727, 2 vol. in-4°.

CHAMPION (Pierre). — *François Villon, sa vie et son temps. (Bibliothèque du xv^e siècle, v. XX et XXI)*. Paris, 1913, 2 vol. in-8°.

CHÉNON (Emile). — *Histoire générale du droit français public et privé des origines à 1815*. Paris, 1926-1929, 2 vol. in-8°.

CLERCQ (Carlo de). — *La législation religieuse franque de Clovis à Charlemagne. Etude sur les actes des conciles et les capitulaires, les statuts diocésains et les règles monastiques (507-814). (Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'histoire et de philologie de l'Université de Louvain, 2^e série, 38^e fasc.)*. Louvain-Paris, 1936, in-8°.

DELACHENAL (R.). — *Histoire de Charles V*. Paris, 1909-1931, 5 vol. in-8°.

DESMAZE (Ch.). — *Les pénalités anciennes. Supplices, prison et grâce en France*. Paris, 1866, in-8°.

DESSERTAUX (Fernand). — *Des effets, en droit privé, de la restitutio du condamné à la servitude pénale ou à la déportation. (Revue d'histoire du droit, t. VII)*. Haarlem, 1927, in-8°.

- DU BOYS (Albert). — *Histoire du droit criminel des peuples modernes... depuis la chute de l'empire romain jusqu'au XIX^e siècle.* Paris, 1854-1860, 3 vol. in-4^o.
- DUCOUDRAY (Gustave). — *Les origines du Parlement de Paris et la justice aux XIII^e et XIV^e siècles.* Paris, 1902, in-8^o.
- DUPONT-FERRIER (Gustave). — *Les officiers royaux des bailliages et sénéchaussées et les institutions monarchiques locales en France à la fin du Moyen-Age.* (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, 145^e et 146^e fasc.). Paris, 1902, 2 vol. in-8^o.
- ESMEIN (A.). — *Eléments de droit constitutionnel.* Paris, 1896, in-8^o.
- *Histoire de la procédure criminelle en France et spécialement de la procédure inquisitoriale depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours.* Paris, 1882, in-8^o.
- *Mélanges d'histoire du droit et de critique. Droit romain.* Paris, 1886, in-8^o.
- FLAMMERMONT (Jules). — *Histoire des institutions municipales de Senlis.* (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, 45^e fasc.). Paris, 1881, in-8^o.
- FLOQUET (A.). — *Histoire du privilège de saint Romain...* Rouen, 1833, 2 vol. in-8^o.
- FOURNIER (Paul). — *Les officialités au Moyen-Age (1180-1328).* Paris, 1880, in-8^o.
- FUSTEL DE COULANGES. — *Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. La monarchie franque.* Paris, 1888, in-8^o.
- GANSHOF (François L.). — *Etude sur l'administration de la justice dans la région bourguignonne de la fin du X^e au début du XIII^e siècle.* (Revue historique, t. 135, p. 193-218). Paris, 1920, in-8^o.
- GARRAUD (René). — *Traité théorique et pratique du droit pénal français.* Paris, 1898-1902, 6 vol. in-8^o.
- GIRY (A.). — *Etude sur les origines de la commune de Saint-Quentin.* Saint-Quentin, 1887, in-4^o.
- *Histoire de la ville de Saint-Omer et de ses institutions jusqu'au XIV^e siècle.* (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, 31^e fasc.). Paris, 1877, in-8^o.
- *Les Etablissements de Rouen. Etudes sur l'histoire des institutions municipales...* (Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, fasc. 55 et 59). Paris, 1883-1885, 2 vol. in-8^o.
- *Manuel de diplomatique.* Nouvelle éd., Paris, 1925, in-8^o.
- GLASSON (E.). — *Histoire du droit et des institutions de la France.* Paris, 1887-1903, 8 vol. in-8^o.
- GOBRON (J.). — *Des sources du droit de grâce dans la législation romaine. Le droit de grâce sous la constitution de 1875.* (Thèse de la Faculté de droit de Paris). Paris, 1893, in-8^o.
- GRAND (Roger). — *La prison et la notion d'emprisonnement dans l'ancien droit.* (Revue historique de droit français et étranger, 4^e série, 19^e et 20^e année ; p. 58-87). Paris, 1940-1941, in-8^o.
- GRÜN (Alphonse). — *Notice sur les archives du Parlement de Paris. Actes du Parlement de Paris, 1^e série.* (Archives de l'Empire. Inventaires et documents). Paris, 1863, in-4^o.

- GUESNON (A.). — *Les origines d'Arras et de ses institutions*. Arras, 1896, in-8°.
- HALKIN (Léon E.). — *La cruauté des supplices de l'Ancien Régime*. (*Revue historique de droit français et étranger*, 4^e série, 16^e année ; p. 131-144). Paris, 1937, in-8°.
- HALPHEN (Louis). — *Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne...* Paris, 1921, in-8°.
- *La lettre d'Eude II de Blois au roi Robert*. (*Revue historique*, t. XCVII), Paris, 1908, in-8°.
- *L'essor de l'Europe (XI^e-XIII^e siècles)*. (*Peuples et civilisations*). Paris, 1932, in-8°.
- *Les Barbares, des grandes invasions aux conquêtes turques du XI^e siècle* (*Peuples et civilisations*, v). Paris, 1940, in-8°.
- *Les institutions judiciaires en France au XI^e siècle. Région angevine*. (*Revue historique*, t. LXXVII, 1901, p. 297-307 ; reproduit dans la *Revue de l'Anjou*, t. XLIV, 1902, p. 337-373).
- HÉFELÉ (Charles Jos.). — *Histoire des conciles d'après les documents originaux*. Trad. par Dom H. Leclercq. 3^e éd. Paris, 1907-1921, 8 t. en 16 vol. in-8°.
- JASSEMINE (Henri). — *La Chambre des Comptes de Paris au XV^e siècle*. Paris, 1933, in-8°.
- LABANDE (L.-H.). — *Histoire de Beauvais et de ses institutions communales*. Paris, 1892, in-8°.
- LAVISSE (Ernest). — *Etude sur le pouvoir royal au temps de Charles V*. (*Revue historique*, t. 26, p. 233-280). Paris, 1884, in-8°.
- LECOY DE LA MARCHE (A.). — *Le roi René, sa vie, son administration, ses travaux artistiques et littéraires*. Paris, 1875, 2 vol. in-8°.
- LE FOYER (Jean). — *Deux problèmes de la formation de la théorie de l'apanage royal en France*. (*Revue d'histoire du droit*, t. XIII). La Haye, 1934, in-8°.
- *Exposé du droit pénal normand au XIII^e siècle*. (Thèse de la Faculté de droit de Paris). Paris, 1931, in-8°.
- LEMARIGNIER (Jean-Fr.). — *A propos de deux textes sur l'histoire du droit romain au Moyen-Age (1008 et 1308)*. (*Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. CI ; p. 157 et s.). Paris, 1940, in-8°.
- LONGNON (Auguste). — *Etude biographique sur François Villon, d'après les documents conservés aux Archives Nationales*. Paris, 1877, in-8°.
- *La formation de l'unité française (Leçons au Collège de France en 1889-1890 publiées par H.-Fr. Delaborde)*. Paris, 1922, in-8°.
- LOT (Ferdinand). — *Etudes sur le règne de Hugues Capet et la fin du X^e siècle*. (*Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes*, 147^e fasc.). Paris, 1903, in-8°.
- LUCÉ (Siméon). — *Histoire de Bertrand du Guesclin...* Paris, 1876, in-8°.
- MICHEL (Léopold). — *Les institutions municipales de Genève au XV^e siècle*. (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*). Genève, 1912, in-8°.

- MOMMSEN (Th.). — *Le droit public romain*. Trad. Giraud. (T. I-VII du *Manuel des Antiquités romaines* de Marquardt et Mommsen). Paris, 1889-1895, 3 vol. in-8°.
- MOREL (Octave). — *La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux... (1328-1400)*. (*Mémoires et documents publiés par la Société de l'Ecole des Chartes*, t. III). Paris, 1900, in-8°.
- MOURRET (Fernand). — *Histoire générale de l'Eglise*. Paris, 1924-1930, 9 vol. in-8°.
- PALANQUE (J.-R.). — *Saint Ambroise et l'empire romain. Contribution à l'histoire des rapports de l'église et de l'Etat à la fin du iv^e siècle*. Paris, 1933, in-8°.
- PAS (Justin de). — *Le bourgeois de Saint-Omer ; sa condition juridique dans les institutions communales*. (Bibliothèque de la Société d'histoire du droit des pays flamands, picards et wallons, II). Lille, 1930, in-8°.
- FERROT (Ernest). — *Les cas royaux. Origine et développement de la théorie aux XIII^e et XIV^e siècles* (Thèse de la Faculté de droit de Paris). Paris, 1910, in-8°.
- REIN (Wilhelm). — *Das Criminalrecht der Römer...* Leipzig, 1844, in-8°.
- ROUX-DESSARP (G.). — *De la grâce*. (Thèse de la Faculté de droit de Paris). Paris, 1893, in-8°.
- SEIGNOBOS (Charles). — *Le régime féodal en Bourgogne jusqu'en 1360...* Paris, 1882, in-8°.
- SERMET (E.). — *Le droit de grâce, son histoire, son fonctionnement actuel, son avenir*. (Thèse de la Faculté de droit de Toulouse). Toulouse, 1901, in-8°.
- SERPILLON (François). — *Code criminel, ou commentaire sur l'ordonnance de 1670*. Lyon, 1784, 2 vol. in-4°.
- SOUDET (F.). — *Mémorial de l'échiquier des archevêques de Rouen, 5 juin 1381*. (Bibliothèque d'histoire du droit normand, 1^{re} série, textes, t. VI). Caen, 1926, in-8°.
- TANON (L.). — *Histoire des justices des anciennes églises et communautés monastiques de Paris...* Paris, 1883, in-8°.
- TARDIF (Adolphe). — *Histoire des sources du droit français. Origines romaines*. Paris, 1890, in-8°.
- *La procédure civile et criminelle aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1885, in-8°.
- TIMBAL DUCLAUX DE MARTIN (Fierre). — *Le droit d'asile*. (Préface de Gabriel Le Bras). Paris, 1939, in-8°.
- VALAT (Georges). — *Poursuite privée et composition pécuniaire dans l'ancienne Bourgogne*. (Thèse de la Faculté de Droit de Dijon). Dijon, 1907, in-8°.
- VAN ESPEN. — *Dissertatio canonica de intercessione sive interventione episcoporum... seu asylo templorum*. Louvain, Lyon, 1778. in-4°.
- VIAUD (Jean). — *Le droit de grâce à la fin de l'Ancien Régime et son abolition pendant la Révolution*. Paris, 1906, in-8°.
- VIOLLET (Paul). — *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*. Paris, 1890-1903, 3 vol. in-8°.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE LA GRACE DU BAS-EMPIRE A LA RENAISSANCE

Cette première partie est plus spécialement une étude historique des origines de la grâce. Nous verrons comment, du Bas-Empire à la Renaissance, la grâce dépendit des pouvoirs publics et de la notion d'Etat. Sous les premiers Capétiens le pouvoir central était faible et la grâce n'existait pas ; mais à la fin du xv^e siècle la situation se retrouva la même qu'au v^e siècle et la grâce redevint un droit régalien.

CHAPITRE PREMIER

La grâce dans le droit romain du Bas-Empire

La grâce dans le droit romain a été étudiée (1), mais il est nécessaire d'en reprendre et d'en exposer les grandes lignes au Bas-Empire, afin d'en saisir l'influence sur le droit du Moyen-Age. Nous examinerons surtout le droit du Code théodosien et de la compilation de Justinien, puisque ce sont ces ouvrages qui ont inspiré nos légistes des XII^e et XIII^e siècles.

Le mot latin *indulgentia* correspondait à peu près à notre appellation générale *grâce*, mais beaucoup d'autres termes, comme *venia*, *oblivio*, *amnestia*, *abolitio* étaient employés. La terminologie, variable suivant les époques, restait d'ailleurs assez vague.

L'EMPEREUR SOURCE DE TOUTE GRACE.

La grâce au Bas-Empire n'a pas plusieurs sources, comme sous la République, ou même pendant les deux premiers siècles de notre ère : elle s'est concentrée, comme toute la justice, surtout depuis Dioclétien, dans les mains de l'empereur. Les trois pouvoirs politiques, le peuple, les magis-

(1) GOBRON, *op. cit.* Dans ce travail intéressant mais peu détaillé l'auteur a eu le tort de traiter en son ensemble le droit de grâce sous l'empire ; comme il n'y a pas la moindre unité dans cette période il en résulte une certaine confusion.

trats, le Sénat, qui pouvaient grâcier auparavant, ont perdu leurs attributions.

Le droit de grâce du peuple disparut le premier. L'assemblée du peuple, dans les comices par curies, puis par tribus, ou même par centuries, pouvait rappeler les exilés sous la république ; dès le début de l'empire elle perdit tous ses droits qui passèrent, en vertu de l'*imperium* à l'empereur (1).

Certains magistrats jouissaient sous la république du droit d'intercession ; en particulier les tribuns de la plèbe pouvaient faire suspendre les poursuites, rendre inviolable un accusé ; cette institution, différente de la grâce, tendait aux mêmes résultats. Quand Auguste eut acquis la *tribunitia potestas* l'intercession se confondit avec la grâce (2). Les gouverneurs de province, proconsuls, légats, pouvaient d'autre part remettre les peines et accorder des *restitutio in integrum* au début de l'empire (3) ; du 1^{er} au III^e siècle ce droit disparut peu à peu (4) : Trajan commença à l'enlever ou à le subordonner à l'approbation impériale, et après Dioclétien une délégation expresse de l'empereur fut nécessaire (5).

Le Sénat retint plus longtemps ses prérogatives en matière de grâce ; il jouissait encore au début de l'empire du droit de rescinder les jugements criminels et faisait des restitutions aux condamnés en les grâciant ; il accordait des abolitions

(1) GOBRON, p. 34-35 et 58. — Sur les pouvoirs d'Auguste, cf. ALBERTINI, p. 15-21.

(2) GOBRON, p. 28-29 et 60-61.

(3) *Quid in personam eorum statuendum sit, qui a Publio Servilio Calvo proconsule in triennium relegati, et mox ejusdem edicto restituti, in provincia remanserunt, proxime tibi rescribam...* ; Trajanus Plinio ; Lettres de Pline, livre X, n° 65. Cf. Lettres livre X, n° 40.

(4) *Erit autem vel hoc maxime corrigendum, quod qui damnati ad poenam erant, non modo ea sine auctore, ut scribis, liberati sunt ; Trajanus Plinio, livre X, n° 41 ; cf. n° 40, Plinius Trajano : neces-sario ergo rem totam, dum te consulerem, in suspenso reliui.* — QUINTILIEN, *Declamationes*, 372. — TERTULLIEN, *De pudicitia*, XIV, 25 (éd. cit., p. 141). — *Poenam sua dictam sententia praesidi provinciae revocare non licet ; constitution de Dioclétien et Maximien, Code de Justinien, IX, 47, 15.* — *Divi fratres Arruntio Siloni rescripserunt non solere praesides provinciarum ea quae pronuntiaverunt ipsos rescin-dere ; Digeste, XLVIII, 19, 27.*

(5) Sur l'empereur juge suprême et la délégation de juridiction aux fonctionnaires, cf. MOMMSEN, t. V, p. 255 et ALBERTINI, p. 31-32.

de poursuite aux accusateurs ; il pouvait même, jusqu'au début du III^e siècle, par un sénatus-consulte, accorder des abolitions générales : ces mesures étaient d'ailleurs inspirées directement par l'empereur (1). Mais dès le I^{er} siècle l'empereur limitait les effets de l'abolition générale du Sénat (2) ; après Antonin le Pieux le Sénat ne paraît plus avoir eu aucun pouvoir, et l'*abolitio publica* se fondit dans l'*indulgentia generalis* du prince (3).

Ainsi dès le début du III^e siècle les empereurs possédaient seuls tout droit de grâce (4). Au Bas-Empire les mesures de clémence étaient généralement données par un rescrit du prince ; pour obtenir une grâce il fallait s'adresser au tribunal de l'empereur, *adire secreta*, et obtenir un rescrit, *impetrare rescriptum* (5).

LA GRACE IMPÉRIALE ET LE CHRISTIANISME.

Le caractère religieux de la pénalité, et spécialement de

(1) *Ulpianus, libro secundo de adulteriis. Si interveniente publica abolitione ex senatus consulto, ut fieri adsolet, vel ob laetitiam aliquam, vel honorem domus divinae, vel ex aliqua causa, ex qua senatus censuit abolitionem reorum fieri...* ; Digeste, XLVIII, 16, 12. — Mommsen a bien saisi les pouvoirs du Sénat au début de l'Empire en cette matière, mais il n'a pas étudié les changements qui se sont produits et la nouvelle situation au Bas-Empire ; *Droit public*, t. II, 848.

(2) *Papinianus, libro primo de adulteriis... dubitationem auget edictum Domitiani, quo cautum est abolitiones ex senatus consulto factas ad hujusmodi servos non pertinere* ; Digeste, XLVIII, 3, 2.

(3) Cf. GOBRON, *op. cit.*, p. 54-57.

(4) *Callistratus libro quinto de cognitionibus. Vetinae quoque Italicensi rescripserunt [divi fratres] suam mutare sententiam neminem posse idque insolitum esse fieri...* ; nonnulla exstant principalia rescripta, quibus vel poena eorum minuta est, vel in integrum restitutio concessa, sed id dumtaxat a principibus fieri potest. Digeste, XLVIII, 19, 27. — Cf. *infra*, p. 30, n° 6.

(5) *Viginti librarum auri illatione multatus et perpetua infamia inustus nec speciali quidem rescripto notam eluere mereatur* constitution des empereurs Gratien, Valentinien et Théodose de 381 ; Code de Justinien, X, 32, 33. — *Centum milibus vitam agat, nec nostra adeat secreta, nec impetrare rescripta speret, sed etiam impetratis careat* ; constitution des empereurs Honorius et Arcadius de 400 ; Code de Justinien, I, 3, 14. — *Sitque hujusmodi personis interdictum tenore sacra nostra adire secreta et impetrare rescripta* ; constitution des mêmes empereurs de 405 ; Code théodosien, XVI, 2, 35.

la grâce, marqué dans la Rome antique par les privilèges de grâce du flamine de Jupiter et des Vestales, et par les abolitions lors des *lectisternia* (1), avait bien diminué au cours des siècles ; l'empereur, au moyen du culte d'Auguste, avait accaparé tous les privilèges religieux en matière de pardon (2). Mais le triomphe du christianisme au iv^e siècle fit naître de nouvelles occasions de grâce, par l'intercession du clergé et la solennisation de certaines fêtes.

Les évêques étendirent leur protection à tous les malheureux qui recouraient à eux ; ils intercédèrent auprès des pouvoirs publics en faveur des criminels qui se réfugiaient dans leur église, ou pour les condamnés qui les imploraient. Il faut remarquer que le droit d'asile ne fut vraiment reconnu qu'au début du v^e siècle ; au iv^e siècle, quand un coupable se réfugiait dans une église, il comptait beaucoup plus sur l'intercession du clergé que sur l'inviolabilité du lieu (3). Certes l'intervention des clercs n'avait pas d'effet obligatoire, et elle n'était pas toujours suivie de grâce ; mais par suite de l'influence croissante de la nouvelle religion les empereurs refusaient rarement d'accéder à ces supplications. On trouve des exemples remarquables dans la vie de saint Ambroise, l'évêque-diplomate, le conseiller de plusieurs empereurs : ce saint utilisa une porte par laquelle on amenait les bêtes pour aborder Gratien, qui ne voulait pas être dérangé pendant un spectacle et pour lui arracher la grâce d'un condamné (4).

(1) GOBRON, p. 6-14 : cf. DU BOYS, *op. cit.*, t. I, p. 402. Les auspices pouvaient aussi, dans certaines circonstances, entraîner la grâce d'un inculpé. — Cf. TIMBAL, p. 27.

(2) Sur le culte impérial, ALBERTINI, *op. cit.*, p. 155-161.

(3) *Confugientes ad ecclesias censebantur implorare interventionem episcoporum.* Van ESPEN., IV, p. 65. — *Nihil ad ecclesiam perjugium erat quam clericorum deprecatio seu intercessio* ; Cf. TIMBAL, *op. cit.*, p. 57.

(4) SOZOMÈNE, *Histoire*, VII, 25, dans Timbal, p. 52-53. — Lettres de saint Ambroise à Théodose : *novi te piwm, clementem, mitem... rogavi enim clementiam tuam* ; ep. XL, col. 1150-1152. *Me petente, liberasti plurimos de exiliis, de carceribus, de ultimis necis poenis... Opto ut per tuam clementiam Ecclesia Dei sicut innocentium pace et tranquillitate gratulatur, ita etiam reorum absolutione laetetur* ;

Saint Augustin agissait de même (1). En 344 le concile de Sardique déclare que le devoir des évêque est d'implorer le pardon de tous les coupables réfugiés dans leur église (2) ; en 441 le concile d'Orange, présidé par saint Hilaire, est aussi net (3). Ce droit d'intercession prit une telle extension que, dès la fin du iv^e siècle, les empereurs étaient obligés de modérer les agissements du clergé : des condamnés conduits au supplice étaient parfois enlevés de vive force aux gardes (4).

La célébration de certaines fêtes religieuses avait toujours été à Rome l'occasion d'abolitions de poursuites ou de grâces. Pour les chrétiens la fête de Pâques particulièrement, avec son sens de rédemption, de rachat des fautes, entraînait la *restitutio* du coupable à son état antérieur, sur le plan juridique comme sur le plan moral. A la fin du iv^e siècle des grâces collectives étaient régulièrement accordées pour cette fête, comme en 367 et 368 par les empereurs Valentinien II, Valens et Gratien (5), en 381, 384 et 385 par les empereurs

ep. LXI, col. 1233. — Sur ce rôle de saint Ambroise, cf. PALANQUE, *op. cit.*, p. 113, 229, 288-289, 380 et *passim*.

(1) *Ad Hipponiensem ecclesiam confugit et ibi erat, ut confugientes solent, expectans quo modo per intercessionem nostram sua negotia terminaret* ; ep. CXV. — Intercession de saint Augustin en faveur des Donatistes (ep. C) : *neque enim vindictam de inimicis in hac terra requirimus... Vos rogamus ne occidantur, pro quibus Dominum rogamus, ut corrigantur*.

(2) Canon VII : *Sed quoniam saepe contingit, ut ad misericordiam Ecclesiae confugiunt, qui injuriam patiuntur, aut qui peccantes in exilio vel insulis damnantur, aut certe quamcumque sententiam excipiunt, subveniendum est his et sine dubitatione petenda indulgentia*. HÉFELÉ, t. I, p. 572.

(3) Canon V : *Eos qui ad ecclesiam confugerint tradi non oportere, sed loci reverentia et intercessione defendi*. MANSI, t. VI, p. 437.

(4) *Addictos supplicio et pro criminum immanitate damnatos nulli clericorum vel monachorum, eorum etiam quos synoditas vocant, per vim atque usurpationem vindicare liceat. Quibus in causa criminali humanitatis consideratione, si tempora suffragantur, interponendae provocationis copiam non negamus, ut ibi diligentius examinetur, ubi contra hominis salutem per errorem vel gratia cognitoris oppressa putatur esse justitia... ; eorum enim de his plenum volumus esse iudicium, qui, si ita res est et crimen exigerit, rectius possint punire damnatos*. Constitution de 398 ; Code de Justinien, VII, 62, 29.

(5) *Ob diem paschae, quem intimo corde celebramus, omnibus*.

Valentinien II, Théodose et Gratien (1), en 380 et 386 par les empereurs Valentinien II, Théodose et Arcadius (2). Comme les autres grâces collectives, l'abolition pascalle ne s'appliquait ni aux relaps, ni à certains crimes déclarés irrémissibles. De plus elle ne fut jamais établie une fois pour toutes, mais devait chaque fois être ordonnée par l'empereur (3).

EFFETS DES GRACES.

La grâce rendait au condamné une partie ou la totalité de ses droits, et pouvait avoir ou non un effet rétroactif ; la portée de l'*indulgentia* était déterminée par la seule volonté de l'empereur, et aucune règle ne limitait la *restitutio* (4).

La remise de la peine, l'*indulgentia* au sens strict du mot,

quos reatus adstringit, carcer inclusit, claustra dissolvimus. Adamen sacrilegus in majestate, reus in mortuos, veneficus sive maleficus, adulter, raptor, homicida, communione istius muneris separantur ; 5 mai 367 (ou 369) ; Code théodosien, IX, 38, 3. — 6 juin 368 ; Code théodosien, IX, 38, 4.

(1) *Paschalis laetiliae dies ne illa quidem gemere sinit ingentia, quae flagitia fecerunt, pateat insuetis horridus carcer aliquando luminum. Alienum autem censemus ab indulgentia...*, en 381 ; Code théodosien, IX, 38, 6. — *Religio anniversariae obsecrationis hortatur...* ; en 384 ; Code théodosien, IX 38,7. — *Ubi primum dies paschalis extiterit, nullum teneat carcer inclusum* ; en 385 ; Code théodosien, IX, 38, 8.

(2) *Ideo denique pro festivitate paschali, quam communi et praeclsa professione veneramus, noxas remittimus* ; en 380 ; Code théodosien, *Constitutiones Sirmondianae*, 7. — *Studiis nostrae serenitatis, quibus etiam praeter consuetudinem statutaе atque annuae lenitatis ad propagandas ex more indulgentias naturali beneficio semper animamur, desideratum bonis mentibus tempus advenit. Neque enim alias magis talibus beneficiis imperatoriam decet aequare pietatem, quam cum toto penitus orbe terrarum sacer dies festiva sollemnitate reparatur... Nullius nos manibus in absolvendis injuriam faciemus homicidis ; nullius inultis toros remisso adulteriorum ac talium scelerum supplicio deseremus ; causam, quae late tenditur, majestatis integram reservamus. Non aliquos in astra peccantes, non venarios aut magos, non falsae monetae reos absolvendorum felicitati conectimus...* ; en 386 ; Code théodosien, *Constitutiones Sirmondianae*, 8.

(3) Dans le même ordre d'idée les empereurs défendirent d'infirmer la torture pendant le carême et le temps de Pâques ; cf. en 380, 389, 408, Code théodosien, IX, 35 ; 4, 5 et 7.

(4) DESSERTAUX, *op. cit.*, 1.

était parfois seule octroyée (1), et dans ce cas le statut civil, familial ou politique n'était pas rétabli (2) ; la peine pouvait aussi être simplement diminuée (3). La remise de peine pouvait être donnée pour différents crimes, et elle prenait des noms variés ; c'est ainsi qu'il y avait *liberatio poenae* pour un condamné aux mines (4), *restitutio civitati romanae* pour un débiteur insolvable (5) ; un banni, déporté ou relégué, obtenait un *commeatus* ou un *remeatus*, une permission de retour (6). Il faut noter que la *poena remissa* n'était pas une manifestation de grâce, mais une réformation de jugement, par exemple dans le cas d'un homicide involontaire pour un meurtrier non coupable (7).

En plus de la remise de la peine il pouvait y avoir d'autres

(1) REIN ne croyait pas que l'*indulgentia specialis*, ou grâce individuelle, pût se borner à une simple remise de peine ; cette théorie contraire aux faits a été réfutée par GÖBRON, p. 78-79, mais ce dernier n'a cependant pas saisi complètement l'identité de l'*indulgentia specialis* et des diverses restitutions (p. 77).

(2) *Indulgentia, patres conscripti, quos liberat, notat ; nec infamiam criminis tollit, sed poenae gratiam facit* ; déclaration de Valentinien au Sénat qui demandait une grâce collective, 19 mai 371, *Code théodosien*, IX, 38, 5. Il ne faudrait pas interpréter trop largement cette déclaration et croire que la grâce laissait toujours subsister l'infamie ; ceci prouve simplement que la grâce ordinaire n'entraînait pas la *restitutio in integrum*. De même : *generalis indulgentia nostra redditum exsilibus seu deportatis tribuit, non etiam loca militiae pridem adempta concessit neque integram atque illibatam existimationem reservavit* ; constitution de Philippe ; *Code de Justinien*, IX, 51. — Cf pour la puissance paternelle. *Code de Justinien*, IX, 51, 9.

(3) *Quibus vel poena eorum minuta est, vel in integrum restitutio concessa ; Callistratus, libro quinto de cognitionibus ; Digeste, XLVIII, 19, 27.*

(4) *Cum quidam servus in metallum damnatus beneficio principis esset jam poena liberatus...* ; *Digeste, XLVIII, 19, 8.*

(5) *Si debitor poenam sententiae passus est... postea civitati romanae restitutus...* ; *Code de Justinien, IX, 51, 3.*

(6) *Nemo potest commeatum remeatumve dare exuli, nisi imperator, ex aliqua causa ;* Marcianus, à propos des *relegati* et des *deportati in insulam* ; *Digeste, XLVIII, 18, 4.* Sur les *commeatus*, permissions à des militaires, ordres de route, cf. *Code de Justinien, XII et XLII.*

(7) *Qui, si probaverit non occidenti animo Iustum a se percussum esse, remissa homicidii poena secundum disciplinam militarem sententiam proferet... crimen enim contrahitur, si et voluntas nocendi intercedat...* ; *Code de Justinien, IX, 16, 1.* Cf. *infra*, p. 34.

restitutions partielles ; le grâcié recouvrait sa *dignitas*, c'est-à-dire ses droits civils et politiques, si ceux-ci lui étaient rendus expressément (1) ; de même la restitution des biens devait être stipulée, sinon les biens restaient confisqués (2).

Enfin des grâces totales étaient souvent données sous la forme de *restitutio in integrum* ; non seulement la peine était supprimée, mais le condamné était réhabilité : il recouvrait ses droits civils et politiques, son patrimoine (3).

GRACES INDIVIDUELLES ET GRACES COLLECTIVES.

La grâce individuelle, grâce accordée à un seul individu pour un crime déterminé, était quelquefois appelée *indulgentia specialis*, pour l'opposer à l'*indulgentia generalis* ; mais le plus souvent, comme elle se manifestait par une *restitutio*, elle prenait ce nom. Nous avons vu que cette *restitutio* pouvait être partielle ou *in integrum*.

Sous le nom d'*indulgentia generalis*, *indulgentia communis*, ou *abolitio generalis*, *abolitio publica*, on confondait au Bas-Empire les grâces collectives qui avaient des caractères communs très proches de l'amnistie moderne. Ces grâces étaient ordinairement des mesures politiques, accordées à la suite de troubles, de guerres civiles, dans l'espoir de pacifier les esprits ; les compétitions et les désordres qui se produisaient à certains changements d'empereur en multipliaient

(1) *In quaestione testamenti, quod deportati filius remeante patre fecisset, remotis Ulpiani atque Pauli notis Papiniani placet valere sententiam, ut in patris sit filius potestate, cui dignitas ac bona restituta sunt* ; en 321 ; Code de Justinien, IX, 51, 13.

(2) *Si deportatus restitutus dignitatem quidem indulgentia principis recipiavit, in sua autem omnia bona non est restitutus* ; Ulpianus, libro quinto opinionum ; Digeste, XLVIII, 23, 2. — *Cum patrem tuum in metallum damnatum fuisse proponas, ejusque bona merito a fisco occupata sunt, non ideo, quod ex indulgentia mea poena tantummodo metalli liberatus esset, etiam honorum restitutionem impetravit, nisi speciale beneficium super hoc fuerit impetratum* ; constitution d'Antonin ; Code de Justinien, IX, 51, 2.

(3) *Oblatus est ei Julianus Licinianus ab Aelio Ulpiano tunc legato in insulam deportatus, Antoninus Augustus dixit : restituo te in integrum provinciae tuae. Et adjecit : ut autem scias quid sit in integrum : honoribus et ordini tuo et omnibus ceteris* ; Code de Justinien, IX, 51, 1.

les conditions d'octroi. Constance accordait un pardon général après la mort de son rival Magnence en 353 (1) ; Honorius et Arcadius agissaient de même en 396 envers la province de Lycie où certains troubles s'étaient produits (2) ; des grâces collectives étaient données par Honorius et Théodose II en 400 (3) et en 410 (4).

Les fêtes ou les événements heureux poussaient naturellement l'empereur à la clémence (5) ; nous avons vu qu'il en était ainsi lors de la fête de Pâques ; mais déjà en 248, lors de la célébration du millénaire de la fondation de Rome, le premier empereur chrétien, Philippe, accordait une amnistie générale (6). Parfois une naissance dans la famille impériale était une occasion de grâce collective : Constantin fêtait ainsi la naissance d'un petit-fils en 322, l'enfant de son fils Crispus (7). Par contre une autre source de grâce collective avait disparu depuis Dioclétien : la *lex oblivionis*, par la-

(1) *Omnia penitus amputentur, quae tyrannicum tempus poterat habere tristissima. Universos ergo praecipimus esse securos exceptis quinque criminibus quae capite vindicantur* ; Code théodosien, IX, 38, 2.

(2) *Devotissimae nobis provinciae Lyciae priorem faman meritumque inter ceteras renovari censemus... ne quis posthac civem Lycium contumelioso nomine injuriae audeat vulnerare* ; Code théodosien, IX, 38, 9.

(3) *Omnes omnium criminum reos vel deportatione depulsos vel relegatione aut metallis deputatos, quos insulae varitis servitutibus aut loca desolata, haec nostra indulgentia liberamus* ; Code théodosien, IX, 38, 10.

(4) *De his, qui tyrannicae praesumptionis... aut sacramenta sectati ad nostrum imperium redierunt, hanc volumus esse sententiam, ut, quos inter incendia tyrannidis adsumptae fidelis paenitudo revocavit, ordinem et fructum militiae non amittant...* ; Code théodosien, IX, 38, 11. — *Liberata re publica tyrannidis injuria omnium criminum reos relaxari praecipimus* ; 6 août 410 (?) ; Code théodosien, IX, 38, 12.

(5) *Neque enim convenit inter festivas caeremonias et venerabiles sacri temporis ritus strepere infelicitum dissonas voces... et non deceat inter serena votorum ac dicatas aeterno numini pias voces aliquid triste sentire, audire, conspicere* ; pour Pâques 386 ; Code théodosien, *Constitutiones Sirmondianae*, 8. Cf. *supra*, p. 28.

(6) Code de Justinien, IX, 51, 7 ; Cf. *supra*, p. 30, n° 2. .. Cf. MOURRET *op. cit.*, 8, p. 326.

(7) *Propter Crispi atque Helenae partum omnibus indulgemus praeter veneficos...* Code théodosien, IX, 38, 1.

quelle les empereurs accordaient un pardon général au début de leur règne, n'existait plus au v^e siècle (1).

Les effets de la grâce collective étaient semblables à ceux des grâces individuelles : ils pouvaient être partiels ou totaux (2).

CRIMES RÉMISSIBLES ET CRIMES IRRÉMISSIBLES.

L'empereur ne remettait pas indifféremment tous les crimes au Bas-Empire : certains coupables étaient presque sûrs d'obtenir leur grâce, d'autres ne recevaient que difficilement leur pardon. Certains crimes étaient même considérés comme irrémissibles ; l'empereur réglementait et limitait lui-même son droit de grâce à sa guise, mais il restait toujours libre et ne se croyait jamais absolument tenu de suivre les règles qu'il avait édictées. Là encore l'influence du christianisme fut grande.

Parmi les personnes particulièrement dignes de pardon, il faut citer les veuves et les orphelins, par exemple lorsqu'ils étaient accusés de complicité avec des faux-monnayeurs (3). Certains coupables repentants, surtout lorsqu'ils dénonçaient leurs complices, étaient certains d'avance de la grâce de l'empereur ; Arcadius et Honorius agissaient ainsi pour réduire des troubles intérieurs (4). D'autre part des empereurs, conscients peut-être de la trop grande facilité avec laquelle certains individus étaient proscrits, se réservaient expressément pendant deux ans, en vue d'une grâce, le droit de

(1) GOBRON, *op. cit.*, p. 64.

(2) *Tutor filiorum, quorum te bonorum possessionem accepisse disis, in metallum damnatus et postea ex indulgentia generali regressus, quamquam locupletior sit, actione tutelae administratæ tuæ non tenetur, si non gratia sententiæ facta specialiter statum pristinum cum bonis recuperavit* ; constitution d'Alexandre Sévère ; Code de Justinien, IX, 51, 4. Cf. IX, 51, 7 (*supra*, p. 30, n. 2).

(3) *Viduas autem ac pupillos speciali dignos indulgentia credidimus* ; en 329 ; Code théodosien, IX, 21, 4 ; Code de Justinien, IX, 24, 1.

(4) *Is vero, qui usus fuerit factione, si vel sero, tamen incognita adhuc consiliorum arcana patefecerit, absolutione tantum ac venia dignus habebitur* ; en 397 ; Code théodosien, IX, 14, 3.

restituer les biens confisqués (1). Enfin au v^e siècle la notion de culpabilité devint moins nette : la grâce de l'empereur fut accordée fréquemment à des individus que le droit romain antérieur ne croyait pas coupables et qu'il ne condamnait pas ; l'homicide involontaire, l'homicide commis par nécessité, qui n'étaient pas punis au iv^e siècle (2), furent au v^e siècle la source de nombreuses grâces (3).

La liste des crimes irrémissibles est difficile à dresser ; d'ailleurs l'empereur pouvait toujours la modifier. Les constitutions impériales qui fixaient la peine correspondant à un crime déclaraient parfois, pour renforcer la répression, que les coupables ne pourraient bénéficier de grâce ; il en était ainsi pour la calomnie (4), ou la destruction des digues du Nil (5), pour le fait d'avoir soumis un décurion à la torture

(1) *Ne quis proscriptorum bona, vel eorum qui publicam videntur excepiisse sententiam, intra biennium aestimet postulanda. Abstineant facultatibus intra id temporis expetendis, ut aut proprias quis recipiat, si, ut nobis ingentum est, duriores casus et tristiores fortunam imperatoria humanitate molliamus, aut tum denum postulet, cum jam fiscalem potius quam proscriptorum rem expetisse noscatur ; constitution d'Arcadius et d'Honorius ; Code théodosien, IX, 42, 17.*

(2) *Qui hominem occiderit, aliquando absolvitur : et qui non occidit ut homicida damnatur : consilium enim uniuscujusque, non factum puniendum est. Ideoque qui, cum vellet occidere, id casu aliquo perpetrare non potuerit, ut homicida punietur : et is, qui casu jactu teli hominem imprudenter occiderit, absolvitur. Paul, Sentences, V, 26. Cf. supra, p. 30, n. 7.*

(3) *De homicidiis casu an voluntate factis... Merito ergo male usurpata prohibentes hac edictali lege sancimus, ut homicidium, quod tamen casibus imputaverit confessio supplicantis, non aliter indulgentia, nisi nostri numinis annotatione praestetur, quoniam rariora erunt facinora sub nostrum ventura iudicium, nec ulla nisi discussis rebus venia continget. Postquam tamen ad cujuscunque cognitoris tribunal annotatio nostra pervenerit, examinari fidem precum diligenter jubemus, ut, si homicidium vel casu vel vitandae mortis necessitate constiterit admissum, venia, tribuatur orantibus. En 445 ; novelle de Valentinien III, tit. 19.*

(4) *Fallaciter inculsantibus, maxime post exhibitionem accusati, nullius juris color velut derivata accusatione proficiat ; non publica abolitio, non privata talibus prospiciat subveniatque personis, non specialis indulgentia ne beneficium quidem eos generale subducatur ; en 382 ; Code théodosien, IX, 37, 3, et Code de Justinien, IX, 46, 9.*

(5) *Ut numquam supplicandi eis vel recipiendi civitatem vel dignitatem vel substantiam licentia tribuatur ; en 409 ; Code de Justinien, IX, 38, 1, et Code théodosien, IX, 32, 1.*

(1), pour les agissements d'un évêque déchu qui fomenta des troubles (2), pour les juges coupables de vol (3), pour les ravisseurs d'enfant (4), pour les rebelles politiques (5).

Dans les abolitions pascals on trouve des listes plus systématiques de cas irrémissibles ; certains n'apparaissent que de temps en temps, comme la fausse-monnaie (6), l'inceste (7), le parricide (8), la violation de sépulture (9). Mais il faut mettre à part les cinq grands crimes qui se trouvent exceptés dans toutes les abolitions pascals (10) ; ce sont la lèse-majesté, l'homicide, l'adultère, le rapt (11), et enfin l'empoisonnement ou la magie qui sont généralement réunis. Les coupables de ces crimes au moins des quatre premiers, était éga-

(1) *Code de Justinien*, X, 32, 33 ; cf. *supra*, p. 26, n. 5.

(2) *Code théodosien*, XVI, 2, 35, et *Constitutiones Sirmondianae*, 2 ; *Code de Justinien*, I 3, 14 ; cf. *supra*, p. 26, n. 5.

(3) *Judices qui se furtis et sceleribus fuerint maculasse convicti, ablatis codicillarum insignibus et honore exuti inter pessimos quosque et plebeios habeantur. Nec sibi posthac de eo honore blandiantur, quo se ipsi indignos judicaverunt* ; en 380 ; *Code théodosien*, IX, 27, 1.

(4) *Plagiarii, qui viventium filiorum miserandas infligunt parentibus orbitates, metalli poena cum ceteris ante cognitis suppliciis tenebantur... Eos autem qui pro hoc crimine jam in metallum dati sunt, nunquam revocari praecipimus* ; en 315 ; *Code théodosien*, IX, 18, 1.

(5) Et même pour ceux qui intervenaient en leur faveur, *denique jubemus etiam, eos notabiles esse sine venia, qui pro talibus unquam apud nos intervenire temptaverint* ; constitution de 397 ; *Code théodosien*, IX, 14, 3 ; *Code de Justinien*, IX, 8, 5 (2).

(6) En 384, 385, 386 ; cf. *supra*, p. 28-29. Peut être une sorte de lèse-majesté.

(7) En 381, 384, 385 ; *ibidem*. Se rattache à l'adultère.

(8) En 381 ; *ibidem*. C'est un homicide particulièrement grave.

(9) En 367, 384, 385 ; *ibidem*. Se rattache peut-être à la magie.

(10) En 367, 368, 381, 385, 386 par exemple ; *ibidem*.

(11) Le rapt pouvait quelquefois cependant être l'objet de grâce : *Si quis non dicam rapere, sed vel attentare matrimonii jungendi causa sacratas virgines vel viduas, volentes vel invitatas, ausus fuerit, capitali sententia ferietur. Filii ex tali contubernio nati, punitis his juxta legem, in hereditatem non veniant ; quibus [parentibus] etiamsi principali beneficio praestetur vita et facultas...* ; en 364 ; *Code théodosien*, IX, 25, 2. Il est probable que les ravisseurs purent toujours être graciés individuellement, à titre exceptionnel, et qu'il en fut de même pour tous les crimes dits irrémissibles.

lement exclus de l'asile (1). Le principe des cas irrémissibles, énumérés le plus souvent et sous la forme la plus nette dans les abolitions pascales, fut sans doute renforcé par un courant l'idée du catholicisme primitif : certains chrétiens croyaient que l'Eglise ne pouvait pardonner l'homicide, l'adultère ou autres péchés de la chair et l'idolâtrie (2).

LES ABOLITIONS.

Il est nécessaire de voir rapidement ce qu'étaient les abolitions au Bas-Empire, bien qu'elles ne fassent pas partie de la grâce proprement dite. Nous avons déjà rencontré les abolitions générales, mais elles n'étaient pas différentes des grâces collectives et demeuraient sans rapport avec les simples abolitions.

Aux origines l'abolition arrêtaient seulement l'instruction criminelle et annulait la procédure. Mais bientôt les *abolitiones publicae* ou abolitions générales, données à l'occasion de fêtes religieuses, produisirent des effets plus durables : on n'osa plus incriminer de nouveau les individus que la fête avait libérés. Au Bas-Empire les abolitions générales étaient complètement assimilées aux grâces collectives ; le titre *de generali abolitione* du *Code de Justinien* le prouve nettement (3).

L'*abolitio privata* par contre n'eut jamais rien de commun avec la grâce individuelle normale : c'était bien une mesure ayant quelque ressemblance avec un pardon, mais elle pro-

(1) *Novelles*, XVII, c. 7 ; TIMBAL, p. 89-90 et 92.

(2) La pénitence dans l'Eglise fut sévère jusqu'au III^e siècle ; une tendance rigoriste accrut le nombre des péchés irrémissibles, ou au moins difficilement rémissibles, et dégénéra d'ailleurs en hérésie : hérésie montaniste, et *De pudicitia* de Tertullien, au début du III^e siècle, Cathares et Novatianistes, nombreux du milieu du III^e siècle au début du VI^e. Cf. BATIFFOL, *op. cit.*, p. XV-XXIV, p. 48-61 ; TERTULLIEN, *éd. cit.*, p. XIX et s.

(3) *Code de Justinien*, IX, 43 ; en particulier la constitution 2 de 286 dans ce titre : *cum eo tempore, quo indulgentia nostra crimina extinxit, accusatio a te instituta non fuerit, publicae abolitionis praescriptio cessat* ; constitution 3 de 371, cf. *supra*, p. 30, n. 2 (*Code théodosien*).

fitait à l'accusateur et non à l'accusé. En effet l'accusateur courait des risques en droit romain ; la *tergiversatio* ou *calumniā* était châtiée et celui qui se désistait de la poursuite sans raison suffisante était puni d'infamie et d'amende par le sénatus-consulte Turpillien. L'*abolitio privata*, accordée par le juge de l'affaire, et non par le prince, permettait à l'accusateur de se retirer de cette affaire sans être poursuivi à son tour (1).

Le caractère commun à toutes les abolitions, c'est qu'elles intervenaient non seulement avant que la peine fût commencée, mais avant qu'il y ait eu condamnation.

(1) Code de Justinien, IX, 45 : *ad senatus consultum Turpillianum* ; IX, 42 : *de abolitionibus*. — *Abolitio... non a principe, sed a competentī iudice postulari debet, id est si per errorem seu temeritatem seu calorem ad accusationem prosiluerit • hoc enim accusator explānans abolitioni locum faciet* ; en 319 ; Code de Justinien, IX, 42, 2. — *Fallaciter incusantibus accusationis abolitio non dabitur* ; en 382 ; Code de Justinien, IX, 42, 3. — Cf. Code théodosien, IX, 37, *de abolitionibus*.

CHAPITRE II

La grâce depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin du IX^e siècle

La chute de l'empire romain et l'établissement de royaumes barbares n'entraînèrent pas la disparition de la grâce ; après une courte période d'anarchie et d'incertitude celle-ci survécut pour quelques siècles encore. Les principes du droit romain sur ce sujet subsistèrent, consolidés par les règles et les pratiques de la religion chrétienne. Le système de composition pécuniaire qui s'établit alors était soigneusement réglementé et les pouvoirs des souverains en matière de grâce n'en furent pas amoindris (1).

LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN ET LES LOIS BARBARES.

L'apport des envahisseurs barbares est difficile à déterminer ; il semble qu'ils ne pouvaient guère connaître la grâce avant d'entrer en Gaule, car ils ne formaient pas un Etat avec organisation judiciaire complète. Mais ils adoptèrent assez vite les cadres romains pour leur vie publique. A la fin du v^e et au début du vi^e siècle la grâce survivait en Gaule, avant que les rois Mérovingiens en reprissent partout l'usage régulier. Les rois Francs, Burgondes ou Wisigoths commencèrent peut-être à octroyer des grâces à leurs sujets

(1) Sur le rôle de la composition pécuniaire, cf. *infra*, p. 54 et s.

gallo-romains, par suite de la personnalité des lois ; ou bien ils furent d'abord poussés à grâcier par des motifs religieux ; mais ils possédèrent bientôt un droit général de grâce.

Les lois franques furent rédigées uniquement pour des barbares, et non pour des gallo-romains. La loi salique, de la fin du v^e siècle, la plus ancienne, ne connaît en droit pénal que la guerre privée et les compositions ; il en est de même de la loi ripuaire, augmentée et remaniée depuis le vi^e siècle et qui n'eut pas une grande extension. Ces lois passent d'ailleurs sous silence aussi bien l'asile que la grâce, ce qui ne veut pas dire qu'asile et grâce fussent inconnus des Francs au début du vi^e siècle (1).

Les lois burgondes au contraire contiennent des dispositions sur la grâce comme sur l'asile (2). La grâce apparaît d'abord dans la *lex romana Burgundionum* ou *Papien*, composée entre 502 et 516 ; celle-ci, reprenant une novelle de Valentinien III, prévoit la grâce du roi dans les cas d'homicide involontaire ou commis par nécessité (3) ; elle prévoit aussi la grâce d'un coupable de rapt, en reprenant une constitution du *Code théodosien* (4). La loi personnelle des Burgondes, *liber constitutionum* ou *lex gundobada*, composée entre 500 et 517, ne faisait dans ses parties primitives aucune allusion à la grâce ; mais une constitution de Sigismond qui y est insérée nous livre un cas de grâce pascalle individuelle pour l'année 517 : le roi grâcie deux adultères à cause de cette fête, et leur remet la peine de mort, sous la réserve

(1) Les Francs connaissaient l'asile dès Clovis, cf. TIMBAL, p. 118 ; il en était de même pour la grâce comme nous le verrons plus loin.

(2) Sur l'asile dans les lois burgondes et wisigothiques, cf. TIMBAL, p. 117 et 122.

(3) *Si vero homicidium casu vel vitande mortis causa forte dicatur admissum, ad principis notitiam per relationem iudicis est referendum, et ejus sententia expectanda, secundum legem ex corpore novellarum Theodosii et Valentiniani ad Maximum patricium datam ; lex romana Burgundionum*, II, 2 (SALIS, p. 126). Cf. le texte de cette novelle *supra*, p. 34, n. 3.

(4) *Quod si devotam Deo puellam raptor abduxerit, et de conjunctione viri illa consenserit... ; quibus autem si principali beneficio praestatur vita, filios legitimos in potestate habere non possunt... ; lex romana Burgundionum*, IX, 4 (SALIS, p. 132). Cf. *Code théodosien*, IX, 25, *supra*, p. 35, n. 11.

expresse que cette exception ne s'étendra à aucun autre crime du même genre (1).

Les lois des Wisigoths contiennent encore plus de dispositions touchant la grâce. La loi romaine des Wisigoths, ou *bréviaire d'Alaric*, promulguée en 506, est une œuvre très importante, qui eut une grande influence en Occident au Moyen-Age ; elle est surtout inspirée du *Code théodosien* et des *Novelles* ; elle comprend un choix de textes de lois romaines impériales, compilées immédiatement avant 506 par une commission nommée par Alaric II, et une *interpretatio*, probablement l'œuvre de juristes du v^e siècle. Cette loi reprend l'abolition pascale (2) et l'*abolitio publica* dans le sens d'une suspension de poursuite (3) ; elle prévoit de nouveau la grâce pour les coupables d'homicide involontaire ou commis par nécessité (4), pour les ravisseurs (5), pour les pros-

(1) *Et quoniam Aunegilde post mariti prioris obitum in sua potestate consistens se antedicto Fridegislo non solum ex parentum consensu, verum etiam proprio arbitrio et voluntate donaverat..., fidemque placiti libidinis ardore succensa dirumpens ad Baltamodi non tam vota cucurrit, quam ad consuetum flabitum remeavit, atque ob hoc non aliter tantum crimen tantumque dedecus libertatis quam sanguinis sui effusione debuerit expiari, tamen distractioni publicae dierum reverentiam praeponentes iubemus, ut Aunegilde divino humanoque dehonesta judicio pretium hoc est c c c solidos, Fridegislo coacta solvat... Data sub die IIII. Kalendas Aprilis Lugduno, Agapito consule. Liber constitutionum, LII, 3 (SALIS, p. 85-87).*

(2) *Lex romana Visigothorum, Codex theodosianus, IX, 28, (HAENEL, p. 200).* En réalité *Code théodosien, IX, 38, 8 ; cf. supra, p. 29, n. 1. Interpretatio. Sacrilegus, adulter, incesti reus, raptor, sepulcrorum violator, veneficus, maleficus, adulterator monetae, homicida diebus paschae nullatenus absolvantur. Reliqui omnes, quos minorum causarum culpa constringit, diebus venerabilibus paschae specialiter absolvantur ; HAENEL, p. 202.*

(3) *Lex romana Visigothorum, Pauli Sententiae, V, 19 (HAENEL, p. 432).*

(4) *Lex romana Visigothorum, Novellae Valentiniiani (HAENEL, p. 276) ; cf. supra, p. 34, n. 3. Interpretatio. Lex ista praecipit, ut, si quis ad principem convolaverit, asserens se casu homicidium perpe-trasse, non voluntarie a se homicidium fuisse commissum, et si per supplicationem a rerum dominis veniam potuerit impetrare, a rectore provinciae, ubi casus iste commissus est, id specialiter debet inquiri et si certa fuerit suggestio supplicantis, veniam mereatur obtentam ; HAENEL, p. 276.*

(5) *Lex romana Visigothorum, Codex theodosianus, IX, 20 (HAENEL, p. 194).* En réalité *Code théodosien, IX, 25, 2 ; cf. supra, p. 35, n. 11.*

crits (1) ; par contre elle déclare irrémissibles, en suivant toujours des constitutions impériales, l'enlèvement d'enfants (2), les crimes et délits des juges (3). La loi personnelle des Wisigoths, *liber judiciorum*, connaît aussi la grâce, mais dans une constitution du roi Chindaswind, de la première moitié du VII^e siècle, et non pas dans les *Antiqua*, dans la vieille loi d'Euric de la fin du V^e siècle. Chindaswind déclare, semble-t-il, que le roi peut grâcier tous les criminels, à l'exception des rebelles, pour la grâce desquels il faut l'assentiment du clergé et des grands (4).

L'INTERCESSION DE L'ÉGLISE AUX ÉPOQUES MÉROVINGIENNES ET CAROLINGIENNES.

Pendant l'anarchie du V^e siècle, à la chute de l'empire romain, l'intercession de l'Eglise fut le moyen normal d'obtenir une grâce ; les habitudes de composition pécuniaire favorisaient d'ailleurs l'intervention du *sacerdos*, car la peine afflictive était d'ordinaire facilement remplacée par un arrangement (5). Ce fut par l'intermédiaire du catholicisme que la grâce paraît s'être implantée chez les Francs, dont les lois et les mœurs ignoraient cet usage ; l'Eglise,

(1) *Lex romana Visigothorum*, *Codex theodosianus*, IX, 32, 4 (HAENEL, p. 206). En réalité *Code théodosien*, IX, 42, 17 ; cf. *supra*, p. 34, n. 1. *Interpretatio*. Bona ejus, qui proscribi meruerit, intra biennium non competantur. Si quis vero intra biennium proscripti bona petierit, quod meruerit, non valebit, quia solita misericordia nostra pietas commoveri et reddere, quae merito commota jussit auferri.

(2) *Lex romana Visigothorum*, *Codex theodosianus*, IX, 14 (HAENEL, p. 188). En réalité *Code théodosien*, IX, 18, 1 ; cf. *supra*, p. 35, n. 4.

(3) *Ibidem*, IX, 21 (HAENEL, p. 194). En réalité *Code théodosien*, IX, 27, 1 ; cf. *supra*, p. 35, n. 3.

(4) Flavius Chindaswindus rex. De servandâ principibus pietate parcendi. Quotiescumque nobis pro his, qui in causis nostris aliquo crimine implicati sunt, subplicatur, et suggerendi tribuimus aditum et pia miseratione delinquentibus culpas omittere nostre potestati servamus. Pro causa autem gentis et patrie hujusmodi licentiam denegamus. Quod si divina misratio tam sceleratis personis cor principis misereri compulerit, cum adsensu sacerdotum majorumque palatii licentiam miserandi libenter habebit. *Lex Visigothorum*, VI, 1, 6.

(5) ESMEIN, *Mélanges*, p. 360-370.

gardienne des traditions, fut certainement la principale cause de cette survivance auprès des rois francs, peu capables à l'origine de s'inspirer directement du droit romain comme les Wisigoths.

A l'époque mérovingienne c'est presque toujours par l'intercession de l'Eglise que les grâces sont obtenues ; il n'existe sans doute pas une vie de saint de cette période sans exemple d'intercession. Il en fut peut-être ainsi dès Childéric, qui aurait fait grâce à quelques criminels, vers le milieu du v^e siècle, à la requête de sainte Geneviève (1). Chilpéric, cédant aux instances de Grégoire de Tours fit grâce de la vie vers 581 à des voleurs qui s'étaient introduits par effraction dans la basilique de saint Martin (2). Sainte Radegonde femme de Clotaire I^{er}, morte avant 587, implorait très souvent le roi, son mari, pour arracher des criminels à la mort (3). Saint Germain, saint Aubin, saint Remi, ou même de pieux anachorètes, agissaient de même au vi^e siècle (4). Cette intervention du clergé était si fréquente que des formules en facilitaient l'exercice : on trouve un modèle de lettre pour demander une grâce dans ces conditions parmi les *Formulae Salzbургenses* du viii^e siècle (5).

(1) *Vita sanctae Genovefae*, ch. 24. dans Kohler, éd. cit., p. 26-27, p. 60. Cf. pour sainte Geneviève et saint Martin, *ibidem*, p. LXXII.

(2) *His diebus basilica sancti Martini a furibus effracta fuit... Quod cum regi Chilperico nuntiatum fuisset, jussit eos alligari vinculis, et suo conspectui praesentari. Tunc ego, metuens ne ob illius causam homines morerentur, qui vivens in corpore pro perditorum vita saepius deprecatus est, epistolam regi precatationis transmissi, ne nostris non accusantibus, ad quos prosecutio pertinebat, hi interficerentur. Quod ille benigne suscipiens, vitae restituit.* Grégoire DE TOURS, *Histoire*, I, 6, ch. 10 (FOUPARDIN, p. 218).

(3) *Qualiter vero si quis pro culpa criminali, ut adsolet, a rege deputabatur interfici, sanctissima regina moriebatur cruciatu, ne designatus reus moreretur in gladio ? Qualiter concursabat per domesticos fideles servientes et proceres, quorum blandimentis mulcebat animum principis, donec in ipsa ira regis unde processerat sors mortis inde curreret vox salutis ?* FORTUNAT, *Vita sanctae Radegundis*, X (KRUSCH, p. 41).

(4) Cf. *infra*, p. 45-46 et 52.

(5) *De cetero notum sit bonitati vestrae, quia quidam homines, peccatis exigentibus, usque ad nostram devenerunt praesentiam, rogantes nos bonitatem apud vestram pro earum reatum intercedere. Rogamus humiliter prudentiam vestram, ut pro his exigentibus cul-*

Une collaboration étroite des pouvoirs temporel et spirituel était réalisée : non seulement la grâce royale suivait l'intercession ou la levée d'excommunication, mais la levée d'excommunication à son tour était souvent subordonnée à l'assentiment ou à la grâce du roi (1). Il faut remarquer par exemple l'attitude prudente de Grégoire de Tours, quand il s'agit de recevoir Leudaste, favori disgracié et condamné, dans la communion des fidèles (2). La constitution de Clotaire II, qui suivit le concile franc de Paris, en 614, montre comment les clercs grâciés par le roi devaient recevoir leur pardon de l'évêque (3). Les conciles de Tolède, qui étaient, grâce à leur composition mixte, de véritables organes du gouvernement civil, témoignent encore mieux de cette interpénétration de l'Eglise et de l'Etat (4) ; le cinquième concile de Tolède de 636 réserve au roi le droit de pardonner un certain nombre de fautes (5) ; d'après le 7^e concile de 646

pis indulgentiam mereantur apud vestram suscipere clementiam, quia nostrum est secundum apostolicam auctoritatem pro delinquentibus veniam impetrare, ut disciplinam et membra eorum ob amorem aeternae vitae concedatis, et usque ad legitimam emendationem de pretio taxato pervenire valeant secundum iussionem vestram, et ut post emendationem in conspectu vestro adstare et servitium impendere, sicut antea fecerunt, et in gratia vestra fideliter permaneant... *Formulae Salzbургenses*, 64 (ZEUMER, p. 454). Cette demande de grâce est adressée à un juge ; cf. chapitre suivant.

(1) Par exemple en 589 : *In hoc sinodo Basina, Hilperici regis filiam, quam supra cum Chrodielda a communione remotam dirimus, coram episcopis sola prostrata, veniam petit... Sed utrisque rex veniam impertire deprecatus est, et sic in communione receptae, Pectavo regredi jussae sunt...* Grégoire DE TOURS, *Histoire*, l. X, 20 (POUPARDIN, p. 445). — Cf. VIOLLET, t. I, p. 405-407.

(2) *Nobis epistolam sacerdotum... detulit, ut in communionem reciperetur. Sed quoniam litteras reginae non vidimus, cujus causa maxime a communione remotus fuerat, ipsum recipere distuli.* *Histoire*, l. VI, ch. 30.

(3) *Si quis clerecus, quolibet honore monitus, in contimtu episcopo suo vel praetermisso, ad principem aut ad potentioris quasque personas ambulare vel sibi patrocinia elegerit expetendum, non recipiatur, praeter si pro veniam vedetur expetere. Et si pro qualebit causa ad principem expetierit et cum ipsius principis epistola ad episco suo fuerit reversus, excusatus recipiatur ; canon 3 ;* BOBETIUS, cap. 9, p. 21.

(4) Cf. TIMBAL, p. 121-122. — La Septimanie resta aux Wisigoths pendant tout le VII^e siècle.

(5) *In his omnibus quae praemisimus, potestatem indulgentie in.*

les laïcs passés à l'étranger pour trahir leur roi doivent être punis par la confiscation des biens et l'excommunication, à moins qu'ils ne soient admis à la communion sur la prière de l'évêque auprès du roi (1) : le 12^e concile de 681, dont la partie qui nous intéresse a beaucoup circulé en Gaule sous forme de fragments, recommande aux évêques d'accepter à la communion ceux que le roi a grâciés ou reçus à sa table (2).

A l'époque carolingienne les cas d'intercession apparaissent un peu moins souvent dans les textes ; cependant jusqu'à Charles le Chauve la grâce du prince, l'intercession ecclésiastique et la levée d'excommunication restèrent mêlées. D'après le premier capitulaire de Saxe, daté de 785, la confession et la pénitence du coupable, attestées par le prêtre, entraînaient la remise de la peine de mort pour certains crimes capitaux commis secrètement : il en était ainsi pour la lèse-majesté, les sacrifices païens, le rapt, le meurtre de certaines personnes (3). De nombreux coupables s'adressaient aussi à Rome pour obtenir le pardon de leurs fautes, et priaient le pape d'intercéder en leur faveur auprès du souverain ; les rapports des premiers empereurs carolingiens avec la papauté favorisèrent ces démarches. Léon III intercédait en 801 en faveur de ses propres ennemis auprès de Charlemagne (4) ; le pape Nicolas I demandait à Charles le Chauve et à

culpīs delinquentium principi reservamus ; ut juxta bonitatis et pietatis suae moderamen, ubi emendationem prospererit mentium, veniam tribuat culpārum ; canon 8 ; LABBE, V, col. 1738 ; MANSI, X, 653. — HÉFELÉ, III¹, p. 278.

(1) *Utrum tamen sit illi quandoque communicandum, pietati principis discernendum relinquimus, cujus procul dubio potestatis est subditorum culpas misericordiae judiciiue sententia temperare ; canon 1 ; LABBE, V, col. 1836 ; MANSI, X, 763. — HÉFELÉ, III¹, p. 286.*

(2) *Si quos culpatorum regia potestas aut in gratiam benignitatis receperit, aut mensae suae participes effecerit, hos etiam sacerdotum et populorum conventus suscipere in ecclesiastica communione debet ; canon 3 ; LABBE, VI, col. 1221 ; MANSI, XI, 1023. — HÉFELÉ, III¹, p. 544.*

(3) Art. 14. *Si vero pro his mortalibus criminibus letenter commissis aliquis sponte ad sacerdotem confugerit et confessione data agere poenitentiam voluerit, testimonio sacerdotis de morte excusetur ; BORETIUS, I, cap. 26, p. 68-69. HALPHEN, Etudes critiques, p. 171-184.*

(4) *Jubente ipso [Karolo], ii qui eundem pontificem anno superiore deposuerunt, in judicium adducti, et habita de eis quaestione, secun-*

Ermentrude en 862 la grâce de Baudouin qui avait ravi leur fille (1), et Jean VIII engageait en 876 Charles le Chauve à la clémence envers un meurtrier (2). Charlemagne reconnaissait officiellement, dans la *divisio regnorum* de 806, le droit d'intercession de tous les *honorati homines*, qui pouvaient être d'ailleurs quelquefois des laïcs (3).

Enfin une forme d'intercession particulièrement fréquente aux époques mérovingienne et carolingienne se trouve dans l'asile : les criminels qui se réfugiaient dans un lieu d'asile, non seulement ne pouvaient être l'objet d'aucune mesure de coercition, mais obtenaient généralement leur grâce par l'intermédiaire des prêtres de l'endroit où ils s'étaient réfugiés. Nous avons déjà essayé de délimiter les domaines respectifs de la grâce et de l'asile (4) ; à l'époque mérovingienne et carolingienne la grâce du coupable n'est pas un simple effet de l'asile : grâce et asile sont seulement mêlés (5). Toutefois ces cas spéciaux de grâce doivent être étudiés, et ils l'ont été, avec l'asile pour plus de facilité ; nous en citerons simple-

dum legem romanam, ut majestatis rei, capitis damnati sunt. Pro quibus tamen papa pio effectum apud imperatorem intercessit ; nam et vita et membrorum integritas eis concessa est ; coeterum pro facinoris magnitudine exilio deportati sunt ; Annales Laurissenses, a. 801.

(1) Lettre 7 ; *Epistolae op. cit.*, t. IV, p. 272-274 ; LABBE, t. VIII, col. 393. Préambule : *Fidelium universitas gentium ex varis mundi partibus...*, si qua forte criminis noxa, vel seniorum suorum formidine detinentur, ad hanc sanctam omnium terrarum matrem romanam ecclesiam... recurrunt, et ab ea non solum animae, sed et corporis salvationem... humili prece suscipere precantur.

(2) Lettre 12 ; *Epistolae, op. cit.*, t. V, p. 11 ; LABBE, t. IX, col. 10.

(3) *Neque aliquis illorum hominem fratris sui pro quibuscumque causis sive culpis ad se confugientem suscipiat nec intercessionem quidem pro eo faciat, quia volumus ut quilibet homo peccans et intercessione indigens intra regnum domini sui vel ad loca sancta vel ad honoratos homines confugiat et inde justam intercessionem mereatur.* BORETIUS, I, p. 128, art. 7.

(4) Cf. *supra*, introduction, p. 7-8.

(5) P. Timbal le reconnaît implicitement et en partie, p. 141 : *En face d'un pouvoir fort, comme l'est celui des premiers Carolingiens, l'effet automatique du droit d'asile qui l'avait emporté à l'époque des invasions, tend à s'atténuer et l'intercession, que les laïques importants et les clercs pratiquent toujours pour les affaires temporelles, reprend, en présence d'une justice régulière, un rôle prépondérant.*

ment quelques exemples. Clovis accorda, sur l'intercession de saint Remi, remise de la peine de mort et de la confiscation de ses biens à un grand personnage réfugié dans l'église Notre-Dame de Reims (1). En 786 des Thuringiens rebelles s'étaient rendus dans le monastère de Fulda, auprès du corps de saint Boniface, et l'abbé intervint en leur faveur ; Charlemagne leur accorda la vie, mais leur fit crever les yeux (2).

LA GRÂCE ROYALE DU MILIEU DU VI^e SIÈCLE AU MILIEU DU IX^e.

La grâce, inconnue des lois franques, avait survécu au v^e siècle surtout par le moyen de l'intercession ecclésiastique. Mais la grâce royale pure, sans intervention de l'Eglise, se développa rapidement dès le vi^e siècle (3). Après avoir vaincu les Wisigoths et les Burgondes les rois francs furent en présence d'un élément gallo-romain plus important qu'au nord de la Loire ; d'autre part l'influence de la loi romaine des Wisigoths contribua à faire revivre certaines conceptions du droit romain.

Le *bréviaire d'Alaric*, très apprécié et répandu en Occident aux vi^e et vii^e siècles, fut copié et glosé à maintes reprises en France ; il donna naissance à plusieurs compilations aux viii^e et ix^e siècles (4). L'*Epitome Aegidii*, rédigé en France au début du viii^e siècle, reprend l'abolition pascalle, les grâces pour les criminels, pour les coupables d'homicide invo-

(1) *Eulogius quidam vir praepotens convictus apud regem Chlodowicum de crimine regiae majestatis, cum se purgare non posset, ad ecclesiam Sanctae Mariae et ad intercessionem beati Remigii confugium fecit. Cui sanctus Remigius et vitam et rerum possessionem apud regem obtinuit* ; HINCMAR, *vita sancti Remigii*, ch. XLVIII (éd. cit., t. 125, col. 1165).

(2) *Thuringi namque timore perterriti ad corpus beati Bonifacii martyris confugerunt, ut per merita venerationemque ipsius sancti rex relaxaretur illis noxam... Porro pater monasterii illius consolabatur eos verbis pacificis dulcisque sermonibus, per nuntiumque suum intimavit haec omnia regi... Rex vero, quoniam erat mitissimus... moderantissime illud deportavit*. *Annales Nazariani*, éd. cit., p. 41-42.

(3) Suivant Viollet (t. I, p. 222), à l'époque franque la pleine puissance du roi suppose sans difficulté le droit de grâce.

(4) Cf. HAENEL, introduction ; TARDIF, *Histoire des sources*, p. 136-141.

lontaire ou commis par nécessité (1) ; l'*Epitome monachi*, écrit en France par un moine au VIII^e siècle, reprend également l'abolition pascalle et la grâce pour les proscrits, pour les coupables d'homicide involontaire ou commis par nécessité, en même temps qu'il déclare irrémissibles les crimes et délits des juges (2). L'*Epitome de Wolfenbüttel*, rédigé en France entre 754 et 769, très sommaire, ne cite guère que l'abolition pascalle (3) ; par contre l'*Epitome Lugdunensis*, composé à Lyon sous Charlemagne, cite avec l'abolition pascalle les grâces accordées aux proscrits et aux coupables d'homicide involontaire (4). Enfin la *lex romana Curiensis* ou *Epitome sancti Galli*, composée sans doute en Rhétie vers le milieu du IX^e siècle, reprend l'abolition pascalle, l'abolition publique de poursuite et la grâce aux homicides involontaires (5). Cette *lex romana Curiensis* était une œuvre publique,

(1) HAENEL, p. 202. — *Et ut res criminosi ante biennium nullus competere praesumat, quia pietatis intuitu a principe reddi solent* ; HAENEL, p. 206. — *Si quis ad principem confugerit et casu vel vitandae mortis necessitate se homicidium fecisse suggesserit, et per supplicationem veniam impetraverit, si certa fuerit suggestio, veniam mereatur obtentam : tamen a rectore provinciae debet inquiri* ; HAENEL, p. 276.

(2) HAENEL, p. 203. — *Bona ejus, qui proscribi meruit, intra biennium non petantur, et si petantur, non valeat, quia solet ad misericordiam nostra pietas commoveri* ; HAENEL, p. 207. — *Si quis ad clementiam nostram convolaverit, asserens se casu homicidium perpetrasse, non voluntarie, non aliter indulgentia nisi nostri numinis annotatione praestetur : postquam tamen ad rectores provinciae annotatio nostra pervenerit, debet inquiri : si certa fuit suggestio, veniam mereatur* ; HAENEL, p. 277. — *Judices, qui se furtis et sceleribus maculaverint... inter pessimos et plebeios habeantur, nec unquam ad honorem pristinum redeant* ; HAENEL, p. 195.

(3) *Diebus pasche minoribus culpe rei absolve* ; HAENEL, p. 203.

(4) HAENEL, p. 203. — *Bona proscriptorum a quocumque intra biennium non petantur, quia, si quis petierit, etiamsi obtinuerit, non valebit eo, quod misericordia principum reddat subinde quod commota abstulit* ; HAENEL, p. 207. — *Quod cui casu provenisse contigerit, non aliter indulgentiam obtinere quam praestatione principis possit...* ; HAENEL, p. 277.

(5) HAENEL, p. 203. — *Post abolitionem publicam a delatore suo reus post tricesimum diem repeti non potest* ; HAENEL, p. 433. — *Quicumque homo homicidium sine sua voluntate fecerit, et ipse homo qui hoc fecit a principem suggesserit quod per sua voluntate hoc non fecisset, si probatum fuerit quod verum dicat, veniam consequatur* ; HAENEL, p. 277.

une loi d'application pratique, au moins en partie, pour la Rhétie : ses dispositions eurent donc des conséquences directes ; tous les autres textes étaient des œuvres privées, mais leur influence fut grande et les souverains s'en inspirèrent.

Dès 596 un des plus anciens édits mérovingiens, une *decretio* de Childeberr II, faisait allusion à la grâce et à l'asile dans le même article : il interdisait aux grands d'intervenir auprès du roi pour obtenir la grâce des coupables de rapt (1). En 797, dans le second capitulaire de Saxe, Charlemagne voulut remédier à l'emploi abusif de la peine de mort dans la loi saxonne pour des cas qui n'étaient punis ailleurs que d'amendes ; de plus il voulait faire de cet acte un instrument de pacification ; il n'affirma cependant son droit de grâce qu'avec des restrictions et le subordonna au consentement des Saxons (2), car ce peuple, vaincu depuis peu et encore primitif, était peut-être opposé à cet empiètement du pouvoir royal, comme les Francs avant Clovis. Au début du ix^e siècle les effets de la grâce étaient précisés par Charlemagne, après que l'empereur se fût réservé le droit de grâcier (3) ; suivant le capitulaire d'Aix, de 809 (4), le grâcié ne

(1) *Pari conditione convenit Kalendas Marcias omnibus nobis adunatis, ut admodo quicumque praesumpserit raptum facere, unde impiissimus vitius adcreverit, vitae periculum periatur : et nullus de optimatibus nostris praesumat pro ipso precare, sed unusquisque admodum inimicum Dei persequatur... Et si ad ecclesiam confugium fecerit, reddendus ab episcopo, absque ulla precatone exinde separentur.* BORETIUS, t. I, p. 16, cap. 7, ch. 4.

(2) *De malefactoribus qui vitae periculum secundum ewa Saxonum incurrere debent placuit omnibus [Karolo praecellentissimo rege... simulque congregatis Saxonibus], ut qualiscumque ex ipsis ad regiam potestatem confugium fecerit, aut in illius sit potestate atrum interficiendum illis reddatur, aut una cum consensu eorum habeat licentiam ipsum malefactorem cum uxore et familia et omnia sua foris patriam facere et infra sua regna aut in marcu, ubi sua fuerit voluntas collocare, et habeant ipsum quasi mortuum.* *Capitulare Saxonum*, art 10 ; BORETIUS, I, p. 72, cap. 27. — Cf. HALPHEN, *Etudes critiques*, p. 197-200. CLERCQ, *op. cit.*, p. 193.

(2) Cf. *infra*, p. 53.

(4) *Capitula quae domnus imperator Aquis palatio constituit de illis hominibus qui propter eorum culpas ad mortem dijudicati fuerint et postea vita eis fuerit concessa, si ipsi justitiam ab aliis requisierint aut ab eis justitiam quaerere voluerit, qualiter inter eos*

pouvait devenir scabin, ni être admis à témoigner de son innocence par serment, mais devait recourir au jugement de Dieu. Charles le Chauve reprenait en 873, dans le capitulaire de Quierzy, les dispositions de son aïeul (1) ; il avait déjà fait une allusion à la grâce dans le capitulaire de Piste de 862 (2) ; ce sont les derniers capitulaires où ce droit se trouve mentionné.

Parallèlement à ces textes généraux, des cas particuliers de grâce royale, sans intercession de l'Eglise, nous sont parvenus. Il y a peu d'exemple de grâce royale pure et simple sous les Mérovingiens ; vers 582 Chilpéric eut un fils après avoir perdu plusieurs enfants : dans sa joie il accorda une grâce qui semble avoir été générale à tous les prisonniers et

juditium terminetur. [1] Primum omnium de illis causis pro quibus judicatus fuit ad mortem nullam potest facere repetitionem, quia omnes res suae secundum judicium Francorum in publico fuerunt vocatae. Et si aliquid in postmodum, postquam ei vita concessa est, cum justitia adquirere potuerit, in sua libertate teneat et defendat secundum legem. In testimonio non suscipiatur nec inter scabinos legem judicandam locum non teneat. Et si ad sacramentum aliquid ei judicatum fuerit quod jurare debeat, si aliquis ipsum sacramentum falsum dicere voluerit, cum arma contendat. [2] Si alicui post judicium scabinorum fuerit vita concessa, et ipse in postmodum aliqua mala perpetravit et justitiam reddere noluerit, dicendo quod mortuus sit... statutum est ut superiorem juditium sustineat quod antea sustinere debuit. Et si aliquis adversus eum aliquid male fecerit, secundum aequitatis ordinem licentiam habeat suam justitiam requirendi de causis perpetratis postquam ad mortem judicatus est... Capitulare Aquigranense, BORETIUS, cap. 61, I, p. 148. Ansegisi collectio, livre 3, n° 47, 48, BORETIUS, I, p. 430. — Cf. Capitulare missorum Aquisgranense primum de 809, art. 28 : Ut postquam quisque ad mortem fuerit judicatus, neque judex fiat neque scabinus neque testis neque ad sacramentum recipiatur ; sed unde alii jurare debent, ipse semper ad judicium Dei examinandus accedat. BORETIUS, cap. 62, I, p. 151.

(1) *De illis liberis hominibus, qui infames vel clamodici sunt de testeis vel latrocinis et rapacitatibus et assalturis vel de infidelitate nostra et cum furto non comprehenduntur, si eis jam vita perdonata est propter aliquod malefactum, fiat de illis, sicut in capitulari avi et patris nostri continetur in libro III, capitulo XLVII... Capitulare Carisiacense, art. 3 ; BORETIUS, cap. 278, II, p. 343.*

(2) *Ut unusquisque episcopus in sua parochia et missi in illorum missaticis et comites in illorum comitatibus... curam habeant, ut quicumque raptores et deprædatores ibi sunt... ad rationem deducantur, ut secundum legem quae ibi male facta habent emendent aut solvant secundum legale placitum aut per indulgentiam sibi impetrent perdonari. Capitula Pistensia, art. 2 ; BORETIUS, cap. 272, II, p. 306.*

débiteurs d'une amende fiscale (1). Le même roi, vers 587, remettait toute peine à un homme qui avait commis un meurtre dans l'état de légitime défense (2). A l'époque carolingienne des cas plus nombreux nous sont parvenus, mais ils ne concernent guère que des crimes de lèse-majesté. Ainsi Tassilon, duc de Bavière, condamné à mort par l'assemblée des Francs, fut grâcié par Charlemagne en 794 (3). En 831 Louis le Pieux grâcia ceux qui, à l'instigation de ses fils, s'étaient révoltés l'année précédente contre lui, et qui avaient été condamnés à mort par l'assemblée du peuple (4). Pour consolider le régime de la fraternité les rois francs accordaient en 851 (5) et en 860 (6) des abolitions générales rendues

(1) *Dehinc Chilperico regi post multa funera filiorum filius nascitur. Ex hoc jubet rex omnes custodias relaxare, vinctos absolvi compositionesque neglegenti fisco debitas praecipit omnino non exegi.* Grégoire DE TOURS, *Histoire*, l. VI, 23 (POUPARDIN, p. 226).

(2) *Cramsius... ad regem petit... dicens : « Vitam peto, o gloriose rex, eo quod occiderim omnes, qui parentes meus chlam interfecisti, res omnes diripuerunt »... Cramsius vero iterum ad regem abiit ; judicatum est ei, ut convincerat super se eum interfecisse...* Grégoire DE TOURS, *Histoire des Francs*, l. IX, ch. 19.

(3) *Noxae convictus, uno omnium assensu ut majestatis reus capitali sententia damnatus est. Sed clementia regis licet morti addictum liberare curavit.* Annales Laurissenses, a. 788. — *His peractis de Tassiloni definitum est capitulum... In medio sanctissimi adstetit concilii, veniam rogans pro commissis culpis... Et idcirco dominus noster, misericordia motus, praefato Tassiloni gratuito animo et culpas perpetratas indulsit et gratia pleniter concessit... Unde tres breves ex hoc capitulo uno tenore conscriptas fieri praecepit : unum in palatio retinendum, alium praefato Tassiloni, ut secum haberet in monasterio, dandum, tertium vero in sacri palatii capella recondendum.* BORETIUS, cap. 28, l. p. 74.

(4) *Eosque, qui anno superiori propter seditionem... dominum imperatorem offenderant, venire jussit... Primumque a filiis ejus, ac deinde a cuncto... populo judicatum est ut capitalem subirent sententiam. Tunc dominus imperator solita pietate vitam et membra illis indulsit... Hi quoque, qui in exilium fuerant, adducti et absoluti, gratiamque domni imperatoris adepti sunt.* Annales Bertiniani, a. 831.

(5) *Hlotharii, Hludowici et Karoli conventus apud Marsnam secundus. [1] Ut omnium preteritorum malorum et contrarietatum et supplantationum ac malarum machinationum atque molitionum seu nocumentorum in invicem actorum abolitio... fiat.* BORETIUS, cap. 207, t. II, p. 72.

(6) *Hludowici, Karoli et Hlotharii conventus apud Confluentes...*
[7] *Ut illis hominibus, qui in talibus perturbationibus... in Deum et*

nécessaires par les troubles et les révoltes des grands. En 856 Charles le Chauve, désireux de se concilier les Aquitains insoumis, accordait une amnistie très générale à tous ceux qui avaient quelque raison de craindre la justice royale (1).

Enfin la forme diplomatique de certaines grâces royales, la rédaction de l'acte, nous est conservée dans une formule du règne de Louis le Pieux, qui servait de modèle à la chancellerie ; cette formule se rattache aux grâces accordées au concile de Thionville en 821 en faveur de ceux qui s'étaient joints à la révolte de Bernard ; elle contient le rappel d'un exilé et la restitution de ses biens confisqués (2). Un autre formule, entre 814 et 825, est moins nette : elle a trait seulement aux biens d'un meurtrier, confisqués après son exécution, et restitués à son héritier (3).

in sanctam ecclesiam atque in nos peccaverunt, si se ex veritate recognoscentes petierint et deinceps nobis veraciter fideles esse voluerint... rationabilis misericordia impendatur non solum in indulgentia commissorum... verum etiam in largitione honorum... BORETIUS, cap. 242, t. II, p. 156. Cf. cap. 270, t. II, p. 299, (c) 2.

(1) *Haec... capitula misit dominus rex Karolus ad Francos et Aquitanos qui ab eo desciverant... per fideles missos suos... [4]. Mandat vobis [noster senior], quia, si aliquis est de vobis, qui non se confidit in sua conscientia, ut rectam rationem precare aut non valeat, aut non audeat, et se recognoscit et paenitet et misericordiam illius et indulgentiam petierit, quia illum, tantum ut inante, sicut debet, se caveat, voluntate unicuique, qui sic se recognoscit, misericordiam et indulgentiam donat. [5] Mandat vobis, ut ne aliquis de illo inante dubitet, qua ipsam rectam rationem, qui illam quaerit, semper illi vult conservare et illam misericordiam, quam modo illi concedit, similiter illam semper vult conservare... BORETIUS, cap. 262, t. II, p. 280.*

(2) Pièce just. n° 1. — Cf. les tres breves rédigés lors de la grâce de Tassilon, *supra*, p. 50, n. 3.

(3) *Praeceptum de rebus reddendis. Notum igitur esse volumus omnium fidelium nostrorum, tam praesentium quam futurorum, sagacitati, quia quidam vasallus noster nomine Richardus ad nostram accedens clementiam, innotuit celsitudini nostre, dicens, quia, cum Fastrada regina... ad Franconovurd ventret, avus suus nomine Hortilaicus casu accidenti in praesentia ejus ipse interfecit, quia prius ipse idem hominem nomine Ruotmundum interfecerat, et hac occasione omne proprium ejus, quod habebat in pago illo... ad publicum revocatum fuisset... Nos vero, Dei misericordia inspirante, deprecationem ejus exaudientes, res proprias, quas praedictus avus Richardi nomine Hortilaicus juste et legaliter eo tempore, quo haec res contigit, possidebat et ad publicum revocatae fuerant, libera-*

LA GRACE NON ROYALE DU VI^e AU IX^e SIÈCLE.

Au Bas-Empire le droit de grâce appartenait exclusivement à l'empereur. Cependant il est probable que dès la fin du iv^e siècle les *rectores* ou *judices*, administrateurs des *civitates*, même sans délégation expresse de l'empereur, usaient plus ou moins régulièrement de cette prérogative : la faiblesse du pouvoir central, l'anarchie qui régnait et l'isolement des provinces ne devaient pas toujours permettre le recours à l'empereur. En tout cas au vi^e siècle les *judices* ou *comites*, successeurs des administrateurs romains, grâciaient d'une manière régulière.

C'est encore par l'intercession de saints que cette grâce est le mieux connue. Avant 550 saint Aubin suppliait le juge de la cité d'Angers de délivrer des condamnés enfermés dans une prison, et, sur son refus, il obtenait cette délivrance par un miracle (1) ; saint Germain agissait de même à son passage par Avallon avant 576 (2). Un peu avant 581 *Eparchius*, saint anachorète d'Angoulême, obtenait d'un juge la grâce d'un criminel condamné à la pendaison (3). Au viii^e siècle

litis nostre numere per hanc nostram auctoritatem praedicto Richardo perpetualiter ad habendum reddere placuit... Et ut haec auctoritas diuturnis temporibus inviolatam et inconvulsam obtineat firmitatem, anuli nostri impressione signare praecepimus. Formulae imperiales, n^o 49 ; ZEUMER, p. 323.

(1) *Cum in civitate Andecava turris portae cohaerens damnatis esset carcer effecta, praetereunte beato Albino fiebat insolentia de vocibus inclusorum. Tunc ad judicem precator accedit, ut eos pietatis causa de custodia relaxaret. Quod cum ille aure surda differret, mox pontifex ad Deum... convertens... FORTUNAT, Vie de saint Aubin, ch. XVI ; KRUSCH, p. 31.*

(2) *Castello Avallone iter agens ingreditur, ubi reorum multitudo tenebantur ergastulum. Hinc a Nicasio comite invitatus ad prandium vir Dei coepit de misericordia habere colloquium, ut datis fidejussoribus relaxarentur de vinculo et partem culpae cederet pietatis intuitu. Quod ille facere distulit obstinato spiritu. FORTUNAT, Vie de saint Germain, ch. XXX ; KRUSCH, p. 17-18.*

(3) *Quodam vero tempore, dum pro furtum quis ad adpendendum deduceretur, qui et in alia multa scelera, tam in furtis quam in homicidiis, accusabatur ab incolis criminosius, et haec ei [Eparchio] nuntiata fuissent, misit monachum suum ad deprecandum judici, ut scilicet culpabilis ille vitae concederetur. Sed insultante vulgo... dimitti non potuit. Interea... patibulo condemnatur... Ille [Eparchius]*

les comtes pouvaient toujours grâcier, car dans les *Formulae Salzbургenses*, compilées sans doute avant 802, se trouve le texte d'une intercession d'évêque auprès d'un comte (1).

La grande réforme judiciaire de Charlemagne, l'établissement de *scabini*, juges permanents, paraît avoir enlevé aux comtes le droit de grâcier ; le capitulaire d'Aix-la-Chapelle, entre 802 et 813, interdit aux comtes et aux *vicarii*, de remettre la peine de mort après la sentence des *scabini* (2). Mais cette règle ne dura guère. Les comtes reprirent vite le droit de grâcier, dès Louis le Pieux sans doute. Deux lettres écrites par Eginhard avant 840, pour fléchir les comtes Poppon et Hatton, demandent des mesures de grâce à propos d'un délit de chasse et d'un mariage de serf sans autorisation (3).

prosternitur in oratione et tamdiu in lacrimis ad Deum fudit preces, quoadusque, disrumpit obice cum catenis, terrae restitueretur adpensus... Comitum accersiri jubet... At ille : « Libenter te audio, sancte sacerdos ; sed insurgente vulgo, aliud facere non potui, timens super me seditionem moveri ». Grégoire DE TOURS, *Histoire*, l. 6, ch. 8 (POUPARDIN, p. 217). — *Vitaque a iudice obtenta, liber abscessit ;* Grégoire DE TOURS, *De gloria confessorum*, ch. 101. — Cf. MURATORI, *op. cit.*, t. I, p. 400 : *Quibus ex verbis aperte intelligimus, non solum quae forent munia, sed etiam quanta auctoritas comitum, quando vitam reis mortis donare poterant.* — Cf. un cas plus douteux : Grégoire DE TOURS, *De gloria confessorum*, ch. 61.

(1) Formule 64, *ad comitem* (ZEUMER, p. 454) ; cf. *supra*, p. 42.

(2) *Ut vicarii munera ne accipiant pro illos latrones, qui ante comite iudicati fuerint ad mortem ; quod si hoc perpetraverint, tale iudicium sustineant, sicut et latro iudicatus fuit ; quia postquam scabini eum dijudicaverint, non est licentia comitis vel vicarii et vitam concedere.* Art. 13 ; BORETIUS, t. I, cap. 77, p. 171-172. — Cf. CLERCQ, *op. cit.*, p. 217-218.

(3) Lettre 7. *Ad Popponem comitem. Duo pauperes homines confugerunt ad limina beatorum martyrum... qui in praesentia vestra convicti fuerunt de quodam furto... furando feramina in dominica foresta : cuius partem compositionis jam solverunt, et adhuc solvere deberent, sed... non habent unde solvere propter paupertatem suam... ; parcere dignemini.* — Lettre 16. *Ad Hattonem comitem... Quidam homo vester... venit ad limina... ; veniam postulans pro eo quod conservam suam, ancillam vestram, sibi in conjugium sociasset sine vestra iussione... Precamur a vobis indulgentiam...*

CHAPITRE III

Disparition de la grâce de la fin du IX^e siècle au début du XII^e siècle

La grâce avait duré sans interruption depuis l'empire romain jusqu'au IX^e siècle ; mais après le règne de Charles le Chauve l'affaiblissement de l'Etat, la désorganisation de la justice, les guerres privées amenèrent sa disparition, sans qu'il soit possible de préciser la date de cette évolution. On ne trouve plus alors que quelques cas de clémence, qui peuvent faire illusion, mais n'ont rien de commun avec la grâce.

CAUSES DE DISPARITION DE LA GRACE.

A Rome la répression était fondée sur l'intérêt public et s'exerçait par poursuite d'office ; les peines étaient la défense d'une société s'efforçant, par un châtiment exemplaire, de prévenir la répétition des forfaits (1). L'empereur, qui jouissait d'un pouvoir absolu et possédait toute justice, pouvait remettre la peine prononcée en son nom et renoncer à la vengeance publique. Les Romains n'ignoraient pas la composition, ou accord entre la famille de la victime et le délin-

(1) CHÉNON, *Histoire du droit*, t. I, p. 262. Du point de vue de l'asile : TIMBAL, p. 96 et s.

quant, mais elle était très réglementée, et n'entraînait pas de guerre privée (1).

A l'époque mérovingienne et carolingienne ce caractère public de la répression avec poursuite d'office subsistait (2) ; les rois mérovingiens, les premiers empereurs carolingiens étaient des souverains absolus, et, en droit, sinon toujours en fait, ils n'admettaient pas les guerres privées, veillant avec soin à ce que la *pax regis* fût observée (3). La composition, qui prit alors une grande extension, était l'objet d'une réglementation minutieuse, et ne devait jamais dégénérer en guerre privée ; d'ailleurs les peines afflictives continuaient d'exister à côté de la composition (4). Aussi la grâce, comme nous l'avons vu, se prolongea très régulièrement jusque vers le milieu du ix^e siècle.

Mais à la fin du ix^e siècle une évolution se produisit ; la

(1) Dès le temps de Paul : *ab accusatione destitit qui cum adversario suo de compositione ejus criminis quod intendebat fuerit locutus* ; Digeste, XLVIII, 16, 6. Mais l'accommodement devait avoir lieu devant le magistrat et il était impossible en cas de meurtre ; cf. FUSTEL DE COULANGES, *op. cit.*, p. 476-481 ; ESMEIN, *Mélanges*, p. 363-364.

(2) Cf. à titre d'exemple la *decretio* de Childebert II en 586 (BORETIUS, I, p. 15) et le capitulaire de Charlemagne entre 804 et 813, *capitulare qualiter missi nostri de latronibus agere debent* (BORETIUS, I, p. 180).

(3) *Ut pax et disciplina in regno nostro sit, Christo propiciante, perpetua, et ut revellus, vel insullentia malorum hominum severissime reprimatur* ; édit de Clotaire II de 614, art. 11 ; BORETIUS, I, p. 22. — *Si quis pro fida precium recipere non vult, tunc ad nos sit transmissus* ; capitulaire de 779, art. 22 ; BORETIUS, I, p. 51. — *Et hoc firmiter banniamus, ut parentes interfecti nequaquam intimitia super commissum malum adaugere audeant neque pacem fieri petenti denegare* ; capitulaire missorum de 802, art. 32 ; BORETIUS, I, p. 97. — *De armis infra patria non portandis...* ; et *si fido sus sit, discutiat tunc quis e duobus contrarius sit ut pacati sint, et distringantur ad pacem, etiamsi noluerint* ; capitulaire missorum de 805, art. 5 ; BORETIUS, I, p. 123. — *Ut comites et missi ac vassi nostri et ministeriales regni nostri unusquisque secundum ordinem... pacem et justitiam... faciant* ; capitulaire de Piste de 869, art. 11, cf. art. 12 ; BORETIUS, II, p. 336.

(4) *Id ergo decretum est ut apud quemcumque latrocinium comprobatur, vitae incurrat periculum, et latro... vita carebit*, dans le pactus pro tenore pacis de Childebert I et Clotaire I ; art. 1, 2, BORETIUS, p. 3. *Judex raptorem occidat*, dans la *decretio* de Childebert II, art. 4. — FUSTEL DE COULANGES, *op. cit.*, p. 459-471.

cause de ce changement est la faiblesse du pouvoir central et des pouvoirs régionaux, incapables d'assurer la paix et la justice ; l'Etat ne pouvait plus poursuivre les crimes, et la vengeance privée se donna libre cours. Aux x^e et xi^e siècles les guerres privées et les accords entre familles constituaient seuls tout le droit pénal ; les roturiers comme les nobles, les clercs mêmes et les serfs engageaient des guerres familiales, concluaient des trêves ou des paix pour venger un meurtre ou une injure (1).

Il n'existait plus de tribunaux régulièrement organisés dans le monde des feudataires ; les parties choisissaient leurs juges comme elles l'entendaient, et surtout l'accord à l'amiable jouait un rôle considérable ; la poursuite était difficile : la partie lésée, si elle n'était pas assez forte pour obtenir satisfaction, devait solliciter l'appui d'un seigneur plus puissant (2). Le roi lui-même ne pouvait obtenir aux x^e et xi^e siècles la comparution et le jugement régulier des coupables de lèse-majesté, surtout lorsque ces derniers étaient de trop grands personnages ; mais il exerçait son droit de vengeance comme il le pouvait, à l'instar de ses sujets (3).

Dans le monde des vilains la répression des forfaits pouvait avoir lieu d'office par les agents du seigneur, mais cette poursuite avait le caractère d'exploitation d'un revenu : l'a-

(1) Cf. *infra*, HALPHEN, *op. cit.* — FETIT-DUTAILLIS, *op. cit.*, p. 42 et s. : *la vengeance familiale est une des premières formes organisées de la justice.* — CHÉNON, *op. cit.*, *les guerres privées*, n° 277 ; t. I, p. 749.

(2) Pour les institutions judiciaires dans le monde des feudataires en Anjou, voir L. HALPHEN, *les institutions judiciaires : toute organisation de tribunaux régulièrement constitués... faisait défaut* ; p. 39. — Pour les contestations entre puissances féodales en Bourgogne, voir GANSHOF, *op. cit.* : *absence de toute voie de droit régulière, de toute juridiction organisée..., tendance à la conciliation, à l'accord*, p. 217. — Cf. la lettre d'Eu de Blois, *infra* ; HALPHEN, *art. cit.*

(3) Cf. la lettre de Fulbert de Chartres à Foulque Nerra qui avait fait assassiner le comte du palais sous les yeux de Robert le Pieux en 1008 : *talem etiam a rege conditionem impetravimus, si veneris in iudicium, ut non super vitam aut super membra, sed super facultates ultio reflectetur* ; LEMARIGNIER, *art. cit.* L'auteur de l'article constate (p. 159) que *le droit de la victime*, et ce droit est exercé par le roi, *s'exprime en un droit de vengeance : ultio super vitam, super membra, super facultates.*

mende était la seule peine prononcée, sauf rare exception (1). D'ailleurs l'influence de l'Eglise, qui répugnait à la peine de mort, ne pouvait que contribuer à cet affaiblissement de la répression dès qu'il n'y eut plus de pouvoir central fort (2). Dans ces conditions il ne pouvait y avoir de grâce ; les souverains des x^e et xi^e siècles, incapables de punir les criminels, et la société de l'époque, qui se soumettait rarement à un jugement régulier, ne pouvaient même le concevoir.

CAS DE GRACE FACTICES.

S'il est difficile de comprendre comment la grâce aurait pu exister de la fin du ix^e au xi^e siècle, quelques textes pourraient cependant faire croire qu'elle a survécu dans de rares circonstances. On trouve parfois des remises de peine dûes à la clémence royale, des expressions comme *rex eum in gratiam resumit* ou *regis gratiam meretur* (3) ; l'intercession ecclésiastique, la clémence du roi et la levée d'excommunication paraissent même se mêler comme à l'époque mérovingienne ou carolingienne (4). Mais ce sont des apparences.

Il faut remarquer que ces mesures de clémence étaient toujours prononcées par le souverain dans des cas où le forfait l'atteignait directement (5), et qu'elles ne suivaient

(1) Pour l'Anjou voir L. HALPHEN, *op. cit.* : quant aux pénalités, en dehors de quelques cas où l'on se contentait de la fustigation, la seule prononcée était l'amende, p. 37 ; les vilains... étaient, au point de vue judiciaire, comme aux autres points de vue, surtout exploités, p. 39. — Pour la Bourgogne voir GANSHOF, p. 194, et surtout SEIGNOBOS, *op. cit.*, l. III : jusqu'à la fin du xi^e siècle les actes de propriété qui énumèrent les terres, les vilains et leurs redevances, les profits et les droits attachés aux grands domaines, ne mentionnent jamais la justice ; depuis le xiii^e siècle ils la mentionnent presque toujours ; p. 236.

(2) FUSTEL DE COULANGES, *op. cit.*, p. 482-486. Du point de vue de l'asile. TIMBAL, p. 108-109.

(3) Vers 921, après sa révolte en Lorraine, Ricuin se rendit et *rex... eum in gratiam recepit* ; RICHER, I, ch. 27. — En 922 Gislebert, ancien rebelle, est rappelé d'exil, *regis gratiam per Heinrichum meretur* ; RICHER, I, ch. 39.

(4) Le comte Erlebold, décédé excommunié en 921, fut absous après sa mort par le concile de Trolly, *intercedente rege et obnixe flagitante* ; FLODOARD, *op. cit.*, IV, 16. — Sur l'intercession, cf. *infra*.

(5) Cf. FUSTEL DE COULANGES (p. 474) : Plus vous approchez de l'anar-

jamais une condamnation régulière. Le roi ordonnait un châtiment quelconque, sans jugement et par vengeance ; puis son courroux se calmait, il devenait plus clément et renonçait à se venger (1). C'était à l'occasion de révoltes que cette clémence apparaissait le plus souvent : le roi soutenait des guerres privées contre ses sujets, et, comme ces sujets entre eux, il les terminait par des paix, par des accords. Certains cas étaient moins nets ; Arnoul, archevêque de Reims, qui avait trahi, encourut la vengeance d'Hugue Capet : il fut mis en jugement par un synode ecclésiastique, mais le roi lui promit la vie sauve ; ce synode ne pouvant prononcer la peine de mort, la décision d'Hugue Capet n'était pas une grâce (2).

Les pouvoirs régionaux usaient souvent de clémence envers ceux qui étaient sous leur autorité directe, mais ils ne grâciaient pas, faute de condamnation régulière. Des échançons qui avaient volé du vin au monastère de Saint-Père-de-Chartres encoururent la colère de leur maître, le comte Eude, et faillirent sur son ordre être aveuglés ; mais l'abbé Simon s'interposa et amena le comte à la clémence (3). Le comte renonça à punir ses domestiques, mais il ne leur fit pas grâce à proprement parler.

Une lettre d'Eude II de Blois au roi Robert, vers 1023,

chie, moins l'Etat poursuivra les crimes, surtout ceux qui ne l'intéresseront pas directement ; mais à cette époque, même pour ceux qui l'intéressaient directement, l'Etat ne disposait plus de tribunaux s'imposant à tous, cf. supra, p. 56.

(1) En 892 Ingou tue un chef de Normands qui venait de se laisser baptiser en présence du roi ; *rex tantum facinus indignans, principibus frementibus homicidam rapti ac trucidari jubet* ; après de belles phrases du coupable : *quibus rex animum temperans, tumultu barbaro, Ingonem in gratia resumit*. RICHER, *op. cit.*, t. I, ch. 10 et 11.

(2) *Arnulfus... pro vita... postulabat. Reges multa pietate flexi, vitam et membrorum integritatem indulgent*. RICHER, t. IV, ch. 70. — I. OR, *op. cit.*, p. 75.

(3) *Pro injuria ei facta jussit comes eorum oculos erui qui violententer de domo ipsius vinum obportaverant, idque in domum confestim reportari. Cumque vir beatus comitis animum vidisset admordum bile succensum, non prius ab eo discessit donec comitem verbis amifluis ab ira revocaret, et reos a poena liberaret*. Cartulaire de Saint-Père, p. 69.

montre combien la terminologie est délicate à interpréter (1). Dans le différend qui oppose ces personnages deux solutions sont envisagées, *judicium* ou *concordia*, du consentement des parties. Puis, le roi ayant déclaré qu'il voulait en tout cas la commise des fiefs de son vassal, Eude se dérobe aux *judicium* et *concordia* et écrit : *unde suppliciter exoro clementiam illam... ut jam tandem a persecutione mea desistas meque tibi sive per domesticos tuos seu per manus principum reconciliari permittas* ; il semblerait qu'on puisse voir là un appel à la grâce royale. En réalité les termes *judicium*, *concordia*, *clementia*, ne doivent pas nous induire en erreur. *Judicium* est en fait un arbitrage, par suite de l'inexistence de tribunaux stables ; il faut donc que l'arbitre, ici Richard II duc de Normandie, soit agréé par les parties ; son arrêt n'a de valeur que si les parties s'y soumettent ou s'il peut l'imposer. Combien ce *judicium* est précaire, combien la conception en est éloignée de celle de *jugement* au sens moderne, un fait le montre : le roi déclare qu'il n'acceptera qu'un *judicium* condamnant Eude à la commise des fiefs. La *concordia*, ou accord à l'amiable, indiquée dans cette lettre comme deuxième voie de droit, était de beaucoup la plus fréquente ; par l'accord les parties consentaient à abandonner une partie de leurs prétentions, elles transigeaient, et surtout elles savaient où elles allaient, elles n'étaient pas dans l'incertitude d'un jugement. Enfin la *clementia*, la *reconciliatio*, à laquelle fait appel Eude II comme dernière ressource, ne pouvait être une mesure de grâce, puisque les mesures de justice avaient été écartées ; c'était simplement une demande tendant à ramener la paix entre les parties, paix que la déclaration de forfaiture avait rompue.

Le mot *gratia* lui-même prête d'ailleurs à équivoque : jusqu'au milieu du xiv^e siècle il ne fut guère employé dans le sens que nous avons adopté pour le mot *grâce* en droit pénal (2). La *gratia regis* était simplement l'acte ou l'accueil bienveillant du roi.

(1) Cf. L. HALPHEN, la lettre d'Eude II de Blois, art. cit. Nous ne faisons que suivre cette étude.

(2) Voir l'introduction, p. 7.

CHAPITRE IV

Renaissance de la grâce aux XII^e et XIII^e siècles

La grâce avait disparu à la fin du IX^e siècle avec l'idée d'Etat ; sa renaissance dépendait donc de la restauration de cette idée, restauration qui fut surtout l'œuvre de Louis VI et Louis VII en France, de Frédéric Barberousse dans l'Empire, d'Henri II Plantagenêt en Angleterre (1). Au XII^e siècle la grâce ne se manifesta encore que d'une manière restreinte en France, mais dès le premier tiers du XIII^e siècle les coutumes de Saint-Gilles exprimaient d'une manière générale l'opposition de la grâce et de la justice (2). Vers la même époque la grâce reparut dans l'Empire (3) et en Angleter-

(1) Cf. L. HALPHEN, *L'essor de l'Europe*. P. 180 et 186, *l'œuvre de Louis VI et le pouvoir royal sous Louis VII : l'évolution amorcée sous Louis VI se poursuit [sous Louis VII]... au profit de la maison capétienne, quelle que soit la médiocrité personnelle du souverain*. P. 135, *les débuts de Frédéric Barberousse, la restauration de l'idée l'Etat*. P. 166, *les progrès du pouvoir royal sous Henri Plantagenêt*.

(2) [De vicario carceris]. *Et sy losditz prisoniers son absolz per misericordia, per gracia ho per sentencia, non retendran ren de lor despoilha* ; éd. LAMOTHE, p. 22.

(3) Boncompagni écrivait vers 1215 à Bologne dans son *Boncompagnus* : *Notula qua doctrina datur quomodo petitiones imperatori et regibus porriguntur... Ab imperatore siquidem et regibus petuntur secularia officia... Item petuntur securitates, restitutio gracie, remissio pene, tutela et libertas* ; I. IV, t. 1 ; éd. ROCKINGER, p. 154. — D'après le formulaire de Baumgartenberg, composé en Autriche dans les dernières années du XIII^e siècle, *imperator resumit et revocat ab exilio relegatum, ac ipsum ad famam restituit ; pars quinta*, n° 191 ; éd. ROCKINGER, p. 828. — Il n'est pas très sûr par contre que

re (1). Dans des régions plus méridionales cette renaissance fut peut-être un peu plus précoce ; les coutumes de Barcelone semblent indiquer dès la fin du XI^e siècle un usage régulier de la grâce par les magistrats municipaux (2).

La grâce porta d'abord sur la peine la plus fréquemment prononcée, le bannissement ; les rappels de bannis furent nombreux dès le XII^e siècle ; les chartes de commune donnent à ce sujet d'abondants renseignements. Mais à la fin du XII^e siècle on trouve aussi des remises d'amende ou de confiscation. Enfin au XIII^e siècle toutes les peines, même les condamnations à mort, furent l'objet de grâce, et la pratique des commutations de peine s'établit.

LES CONDITIONS DE CETTE RENAISSANCE.

Au XII^e siècle, en même temps que les pouvoirs central et régionaux prenaient plus d'autorité, une organisation judi-

les chartes municipales suivantes fassent allusion à la grâce ; l'opposition de la *justicia* et de la *misericordia* est peut-être plus simplement l'opposition de la condamnation et de la non-condamnation ou absolution ; coutumes de Soest (Rhénanie) de 1120, art. 6 : *Causa que coram preposito mota fuerit, et terminata, vel per justiciam, vel per misericordiam, ab alio iudice retractanda non est* ; coutumes de Medebach (Westphalie) de 1165, art. 1 : *Quodcunque negotium coram preposito nostro vel decano terminatum fuerit, sive per justiciam, sive per misericordiam, in tali stabilitate manebit ut ad altiorum iudicem amplius non transferatur* ; éd. GIRAUD, t. I, p. 31 et 43. Cf. cependant note 1, p. 55, *ibidem*.

(1) Nous verrons des exemples au cours de ce chapitre pour les provinces françaises occupées par les Anglais.

(2) [94] *Quia justiciam facere de malefactoribus datum est solummodo potestatibus, videlicet de homicidiis, de adulteriis, de veneficiis, de latronibus, de raptoribus, de bauzatoribus, et de aliis, sicut eis visum fuerit, truncare pedes et manus, trahere oculos, tenere captos in carcere longo tempore ; ad ultimum vero si opus fuerit eorum corpora pendere* ; [95] *mulieribus autem truncare nares et labra et aures, et mamillas, et si necesse fuerit in ignem cremare. Et quia terra sine justitia non potest vivere, ideo datur potestatibus justiciam facere ; et sicut datum est eis justiciam facere, sic licitum erit eis cui placuerit dimittere et perdonare. Usatici Barcinone patrie de 1068, éd. GIRAUD, t. II, p. 485. Les expressions perdonare et cui placuerit paraissent indiquer nettement qu'il s'agit de grâce et non pas seulement d'absolution ; la répression est d'ailleurs soigneusement organisée dans ces communes.*

ciaire s'établit sous l'influence du droit romain ; l'établissement de tribunaux réguliers permit la poursuite et la punition normales de certains crimes ; des peines afflictives ou pécuniaires déterminées étaient prévues pour chaque infraction (1). Par tous ces caractères le XII^e siècle s'opposait au siècle précédent ; cependant les droits de vengeance privée restreignaient encore souvent les remises de peine aux cas où l'infraction portait atteinte directement à l'ordre public.

Une évolution très marquée se produisit au XIII^e siècle dans le domaine de la justice ; la *curia regis* donna naissance à des organes nouveaux, le duel judiciaire fut restreint, la procédure par enquête se développa ; sous l'influence des tribunaux d'église la dénonciation remplaça l'accusation et la poursuite d'office fit des progrès. La prise pour soupçon permit au juge d'emprisonner un malfaiteur désigné par la voix publique et d'instruire son procès en l'absence ou dans le silence du lignage intéressé ; l'apprise permit d'assimiler à un délit flagrant un délit notoire, c'est-à-dire fondé sur des témoignages irréprochables (2). Les progrès de l'autorité royale sous Philippe-Auguste et saint Louis furent considérables. Néanmoins la vengeance privée était encore fréquente et entravait parfois l'exercice de la grâce (3).

Au milieu de ces conditions générales indispensables, la grâce se développa sous l'influence du droit romain et la terminologie l'indique souvent : l'imitation de la *restitutio in integrum* se trouve dans des rappels de ban de 1218-1223, de 1277, de 1310 (4) ; les *conductus* des XII^e et XIII^e siècles,

(1) Pour l'organisation judiciaire en Anjou au XII^e siècle voir BOUSSARD, *op. cit.*, et comparer avec la situation de cette même province au XI^e siècle, *supra* p. 56-57.

(2) CHÉNON, *op. cit.*, *passim*. ESMEIN, *histoire de la procédure criminelle et spécialement de la procédure inquisitoriale depuis le XIII^e siècle*. DUCOUDRAY, *op. cit.*, ch. XVIII (p. 469 et s.) ; le *procès criminel* ; p. 482 : l'apprise.

(3) Le droit de vengeance était encore vivace dans les Pays-Bas au XV^e siècle ; PETIT-DUTAILLIS, *op. cit.*

(4) *Potest restitui per voluntatem regis ad redeundum in patriam suam ; ad plenam suam gratiam restituerunt ; restituimus in integrum* ; pièce just. n^o 4 ; pièce just. n^o 5.

sauf-conduits permettant aux bannis de rentrer, sont tout-à-fait semblables aux *commeatus* romains, d'abord titres de permission ou ordres de route donnés à des militaires, ensuite autorisation de retour accordée au déporté ou au relégué (1). Le droit canonique accrut encore l'influence du droit romain : l'Eglise usait très souvent des remises ou des commutations de peine, spécialement envers les hérétiques, dès le début du XIII^e siècle (2) ; Yves de Chartres, mort en 1117, citait déjà dans son *Decretum* des capitulaires carolingiens sur l'exercice de la grâce (3).

Enfin l'expansion de la grâce fut sans doute favorisée à l'origine par une certaine confusion avec l'appel. Les *Etablissements de saint Louis* distinguaient l'*appel*, fait dans les juridictions ordinaires, et la *supplicacion* pour *demande amendement de jugement*, faite dans les cours royales (4) : quand il s'agissait d'une condamnation pour crime, cette supplique devait ressembler beaucoup à une supplique pour obtenir une grâce.

LE RAPPEL DES BANNIS ET LES LIBERTÉS MUNICIPALES.

Le bannissement, une des rares peines prononcées au XI^e siècle, était fréquent au XII^e siècle ; une remise de peine pouvait intervenir même après un commencement d'exécution ; aussi les rappels de bannis furent-ils les plus anciennes et les plus nombreuses manifestations de grâce. Les chartes

Nous aurons l'occasion de voir dans la Deuxième partie de nombreux aspects de cette influence ; cf. en particulier les crimes irrémissibles, p. 128.

(1) Cf. *supra* p. 30 et *infra* chapitre suivant.

(2) Cf. *infra* p. 76.

(3) *Pars XVI, de officiis laicorum* ; chap. 269 : *de hominibus qd mortem judicatis et postea eis vita concessa, si justitiam quaesierint* ; chap. 344 : *ut quos regia potestas in gratiam receperit, his etiam minores potestates communicent*. *Patrologie latine*, t. 161, col. 954 et 965. Cf. *supra* p. 48, n. 4.

(4) *Et se li jugementz a esté donnez en cort de prevost ou de bailli ou de roi, il doit demander amandement de jugement en souploiant ; car supplicacions doit estre faite en cort de roi non mie appel ; car apiaus contient felonie et iniquité, selonc droit escrit* ; l. II, 16 (éd. Viollet, t. II, p. 383). Cf. l. I, 1 (t. II, p. 7).

communales, qui contenaient toujours beaucoup de dispositions de droit pénal, donnent des précisions sur les conditions d'exercice de ces rappels.

Dès la première moitié du XII^e siècle le roi, ou le seigneur suzerain, pouvait rappeler des bannis chassés d'une ville par le jugement des magistrats municipaux. Si la charte de Laon de 1128 ne donne que des indications restreintes (1) à un cas déterminé, il n'en est pas de même pour beaucoup d'autres. La charte de Beauvais, octroyée par Louis VI, confirmée en 1144 par Louis VII, puis par Philippe-Auguste, reconnaissait au roi et à son sénéchal seuls le droit de rappeler en ville les coupables bannis parce qu'ils n'avaient pas payé l'amende (2) ; ce droit était refusé à l'évêque, qui fut débouté de ses prétentions quand il voulut faire des rappels au XIII^e siècle (3). La charte de Senlis, octroyée en 1173 par Louis VII, contenait le même article presque mot pour mot ; il en était de même pour celle de Crépy-en-Valois, donnée en 1215 par Philippe-Auguste (4). La charte de Saint-Quentin, de 1195, semble avoir réservé le droit de rappel au maire et aux jurés (5) ; mais en 1223 les bourgeois de cette ville recon-

(1) *Antiqua enim forisfacta, quae ante urbis destructionem vel hujus pacis institutionem facta fuerunt, penitus sunt condonata, exceptis tredecim quorum nomina hec sunt... Praeter istos, si quis de civitate ejectus pro antiquo forisfacto, redire voluerit, de omnibus suis investiatur, quaecumque habuisse, nec vendidisse vel in vadmonto posuisse, poterit ostendere.* ISAMBERT, t. I, p. 141.

(2) ART. 6. *Nemo autem, preter nos et dapiferum nostrum, conducere poterit in civitatem illam hominem qui homini de communia illa aliquod forisfecerit, nisi forisfactum, secundum deliberationem parium emendare venerit. Verum, si Belvacensis episcopus ignoranter adduxerit in civitatem aliquem qui homini de communia forisfactum fecerit, posteaquam ei ostensum fuerit, nullo modo eum postea adducet, nisi consilio parium, et ea vice eum reducere poterit.* LABANDE, *op. cit.*, pièce just. n° VIII, p. 268.

(3) Arrêt du Parlement du 24 mai 1265 : *non est probatum quod episcopus Belvacensis sit in saisina revocandi ad villam licentiatos de civitate Belvacensi* ; éd. BEUGNOT, t. I, p. 210-211, n° XIII. En 1268 saint Louis, pour apaiser la querelle qui s'était élevée à ce propos, fit rentrer les bannis en question dans la ville. Cf. LABANDE, *op. cit.*, p. 107.

(4) Pour Senlis voir FLAMMERMONT, *pièce just. n° II*, p. 159. — Art. 6 et 7 de la charte de Crépy-en-Valois ; *Ordonnances*, t. XI, p. 306.

(5) ART. 9. *Si aute mforisfactor domum non habuerit, a villa*

naissaient que le roi pouvait rappeler n'importe quel banni pour n'importe quel crime, et cette reconnaissance était faite en cour du roi lors de la première entrée de Louis VIII à Saint-Quentin après son couronnement (1) ; en fait dès Philippe-Auguste on voit le prévôt de Saint-Quentin ordonner, au nom du roi, au maire et aux jurés de la ville de laisser rentrer un banni pour meurtre (2). Saint Louis rappelait en 1263 un banni de Bray-sur-Somme, en vertu de dispositions analogues de la charte communale donnée en 1210 par Philippe-Auguste (3) ; Philippe le Bel agissait de même en 1287 à Bruyères (4).

Les seigneurs se réservaient le même droit de rappel dans les chartes de commune qu'ils accordaient ; ainsi les ducs de Bourgogne Hugues III à Dijon, en 1187, et Eude III à

bannietur, aut de suo ad reficiendas firmitates accipietur. Et quando major et jurati voluerint bannitum in villam reducere, poterunt. MARTIN, le livre rouge, charte de commune.

(1) PETIT-DUTAILLIS, actes de Louis VIII, n° 46.

(2) Comme Robertz li maires qui banniz estoit de Saint Quentin pour l'ocision Jehan Herquelin soit rapelez par le volenté le roi qui nous en fist commandement, mes que nous eussions avant apris comment il avoit fait le pèlerinage d'outremer, ou il dust demorer trois anz, alant et venant, par le pais qui faite fu entre li et les amis de mort... nous vous mandons que vous le restablistiez a le vile de Saint Quentin que li roys li ha rendue. LEMAIRE, op. cit., t. I, n° 12, p. 12-13.

(3) Major Brati banniverat quemdam de villa sua propter forisfactum suum, ballivus Ambianensis adjornavit ipsum bannitum in villam Brati, et ipsum volebat in villam reducere, majore e contra dicente quod hoc non poterat facere per cartam ipsorum : quia in carta ipsius ville continetur quod bannitus a villa non potest reduci in villam nisi per conductum proprie persone domini regis, determinatum fuit quod ballivus non poterat ipsum bannitum reducere in ipsam villam ; Olim, t. I, p. 551, n° II. — Charte de 1210 [19] Si homo de villa bannitus, in villam sine licentia majoris et juratorum redierit, nisi per conductum persone nostre venerit, unum de membris suis amittat, aut majori et juratis satisfaciat. [20] Quod si homicidium fecerit, et nobis constituerit, non poterimus eum in villam conducere. Ordonnances, t. XI, p. 296.

(4) Cum Jaquemardus de Bior bannitus esset a communia Brueriarum pro suspitione occisionis cujusdam hominis qui dicebatur Odinetus, dominus rex, ex gracia, concessit ei quod ipse et ejus uxor, hujusmodi banno non obstante, possint reverti et morari in patria et in dicta communia, et bonis suis gaudere. Olim, t. II, p. 261-262, n° VII.

Beaune en 1203 pouvaient rappeler les bannis (1), de même que les seigneurs de Seix-en-Couserans, au moins depuis 1280-1285 (2). La charte de Ham, de 1158, était beaucoup moins nette : elle reconnaissait simplement au seigneur de la ville le droit de rappeler une seule fois le banni, à condition qu'il n'y ait pas eu homicide (3).

Mais souvent les communes se protégeaient contre l'intervention de leur suzerain et obtenaient dans leurs libertés que le droit de rappel fût limité ou même supprimé. La charte d'Amiens était large en certains points : le roi, son sénéchal ou son prévôt, l'évêque et le maire pouvaient rappeler les bannis ; mais elle était plus stricte en d'autres points, car les grâces ne pouvaient être accordées qu'une fois par an, et les coupables d'homicide, d'incendie, de trahison ne pouvaient en bénéficier (4). Des chartes stipulaient que certains rappels de ban seraient subordonnés à l'assentiment du lignage de la victime ; il en était ainsi à Abbeville, d'après la charte de 1184 (5), à Bayonne, d'après les

(1) ART. 8 de la charte de Dijon : *Nemo, praeter me et senescallum meum, poterit conducere in villam Divionis hominem qui forisfactum fecerit homini qui hanc communiam juraverit, nisi forisfactum emendare venerit, secundum iudicium eorum qui communiam servant.* ART. 8 de la charte de Beaune identique. GARNIER, t. I, n° V, p. 7, et n° CXXIV, p. 209.

(2) ART. 60. *Item qui mettra foc a la villa o en algu dels hostals, se entremet aytal, sia punit com murtrier ; et sel met en garbas, que perga lous bes mobles, sia-relegat de toute la iurisdicchio del dit loc, sino que augues gracia dels seignors.* Ed. PASQUIER, p. 9.

(3) ART. 22. *Si quispiam aliquid alicui homini de communia forisfecerit, pro quo infra villam venire non audeat, dominus semel eum conducere poterit, nisi ille sit de guerra mortali.* GIRY, Etude.

(4) ART. 51. *Si quis bannitus est pro aliquo forisfacto, excepto multro, homicidio, incendio, prodicione, raptu, rex, vel senescallus, vel prepositus regis, episcopus, major, unusquisque eorum, semel in anno, poterit eum conducere in villam.* BOCA, op. cit., p. 234, n° 5.

(5) ART. 21. *Si quis fortuito casu vel ex precedente inimicitia, juratum suum occiderit, et super hoc convictus fuerit, domus ejus et omnia ad ipsius mancionem pertinencia prosternantur ; si vero burgenses malefactorem poterunt invenire, de eo plenam justiciam faciant ; si autem manus eorum evaserit, et, elapso anni termino, misericordiam scabinorum pecierit, primum misericordiam parentum eum oportebit exigere ; et si invenire non poterit, requisita misericordia a scabinis, libere et pacifice villam intrare et in ea manere*

coutumes de 1273 (1) ; de même Alfonse de Poitiers s'interdisait en 1248 de rendre la ville de Riom sans l'assentiment de la partie lésée (2). La Keure de Saint-Omer, accordée par Philippe d'Alsace vers 1168 (3), paraît avoir exclu toute possibilité de rappel de ban sans le consentement de la victime, mais le comte n'était pas désigné formellement. Les rappels de ban étaient donc souvent impossibles. En 1188 Philippe-Auguste avait beaucoup de difficulté à obtenir le retour de bannis d'Andrézy, même avec l'autorisation des chanoines de Paris, seigneurs de cette terre (4) ; en 1263 le Parlement annulait un rappel de ban octroyé par saint Louis au mépris de la charte de Cernay (5).

LE RAPPEL DE BAN HORS DES COMMUNES.

Les rappels de ban sont moins faciles à discerner hors des communes ; néanmoins on en trouve des cas dès la première

poterit ; et si inimici ejus in eum postea insurrexerint, de eis tanquam de interfectore scabini justitiam facient. C. BRUNEL, *op. cit.*, p. 162. — Cf. *ibidem* la charte d'Hiermont de 1192, p. 193.

(1) GIRY, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 173.

(2) *Nec debemus conducere vel guidare aliquos in villa Riomi qui aliquam injuriam fecerit hominibus ipsius ville in villa Riomi, sine voluntate illius cui facta est injuria vel illata.* RIVIÈRE, *op. cit.*, II, p. 252.

(3) [16] *Si quis in villa Sancti Audomari hominem occiderit, si deprehensus et reus convictus fuerit, nusquam salvationis remedium habebit... [31]... Postea de villa expelletur nec ultra in illam redire poterit, nisi permissione illius quem injuriando offendit et communione assensu... [37] Nullus autem militum vel optimatum seu burgensium potest conducere in villam eum contra quem aliquis de communione habet querelam, nisi per ejus licentiam.* GIRY, *Histoire de Saint-Omer*, pièce just. XIV, p. 388.

(4) Pièce just. n° 2.

(5) *Cum dominus rex concessisset cuidam, bannito de villa Cerniaci a majore et juratis ejusdem loci, quod rediret ad villam, et ipsi major et jurati inde conquerentur, dicentes hoc contra cartam suam factum fuisse : postmodum, audita ipsa carta, determinatum fuit quod bannus ipsorum majoris et juratorum debebat teneri, non obstante mandato domini regis de ipso revocando. De consensu tamen ipsorum majoris et juratorum ordinatum fuit quod idem bannitus a rege revocatus, eiceretur de ipsa villa Cerniaci per duos vel tres dies, et postmodum rediret, et remaneret in ipsa villa.* Olim, t. I, p. 558-559, n° XVIII.

moitié du ^{xiii}^e siècle. On peut suivre avec assez de précision les progrès du pouvoir central à ce sujet en Normandie.

Le duc de Normandie, dans les dernières années du ^{xiii}^e siècle ne pouvait faire de *paix* avec les coupables, mais devait les punir suivant la coutume ; il pouvait encore moins grâcier que transiger. La première partie du *Très ancien coutumier*, rédigée vers 1199-1200, déclare que le duc ne doit pas accepter une composition des voleurs, des traîtres et incendiaires nocturnes, mais qu'il doit les faire pendre. Pour un homicide fugitif la solution est un peu différente : le duc peut composer avec lui, si les amis de la victime ont déjà transigé ; alors l'homicide pourra circuler tranquillement dans le duché, à condition d'avoir, pendue à son cou, la lettre qui contient la paix du duc. Si l'homicide en fuite est noble, et s'il est réclamé par les Templiers ou les Hospitaliers, il échappe au châtiment en entrant dans l'un de ces ordres (1). Mais de toute manière il ne saurait être question de grâce ou de rappel de banni par la seule volonté du duc : les droits de la victime s'y opposaient. Le bannissement n'apparaît d'ailleurs pas nettement dans la première partie du *Très ancien coutumier* : cette peine n'était guère en usage, et c'était un état de fait, la fuite du coupable, suivi de certaines conséquences comme la confiscation des biens, plutôt que le résultat d'une condamnation (2).

Une vingtaine d'années plus tard la situation avait notablement changé : le roi de France, qui s'était emparé de la Normandie, possédait en partie le droit de rappeler les bannis, car le bannissement existait très régulièrement alors. La deuxième partie du *Très ancien coutumier*, rédigée entre 1218 et 1223, contient un modèle de lettre de rappel de ban ; le roi annonce aux baillis de Normandie qu'il a rappelé un homicide banni et que le coupable doit profiter de cette paix pour faire un accord avec les amis de la victime ; mais si ces derniers refusent et se plaignent du coupable, alors

(1) Pièce just. n° 3. Cf. LE FOYER, *Exposé*, p. 279-280.

(2) Pièce just. n° 3, et chap. XXXVII, *de fugitivis* du *Très ancien coutumier*, TARDIF, p. 32. Cf. LE FOYER, *Exposé*, p. 234-239.

celui-ci devra repartir et il ne pourra plus être rappelé (1). L'évolution de 1199 à 1218 s'est manifestée de deux manières, bien que le terme de *pax* soit toujours employé ; d'abord le caractère gracieux de l'acte royal apparaît plus nettement : le roi fait une *restitutio* ou une *condonatio* assez différente de la simple *pax*, voisine de l'*acceptio pecuniae* ; d'autre part le roi rappelle le coupable avant qu'il se soit entendu avec les amis de la victime et non après : sa décision précède l'accord, au lieu de le suivre, comme à la fin du XII^e siècle, et il est probable que cette décision entraîne une pression en vue de l'accord. Il n'en reste pas moins que la grâce du roi demeure subordonnée à l'assentiment tacite de la partie intéressée, et que le rappelé ne recouvre jamais ses biens confisqués.

Cette évolution, que nous voyons s'esquisser d'une manière générale en Normandie au début du XIII^e siècle, et que nous avons vue dès le XII^e siècle dans certaines communes, nous ne pouvons la suivre dans tous ses détails. Mais il est certain que dès la deuxième moitié du XIII^e siècle le rappel des bannis existait dans toute la France. Les coutumes de Beauvaisis, terminées vers 1283, déclarent que le rappel de bannis fait par le roi s'impose à tous les seigneurs et oblige ceux-ci à rendre les biens confisqués ; les seigneurs hauts justiciers peuvent également rappeler ceux qu'ils ont bannis de leurs terres, et non ceux que le roi a bannis du royaume (2) ; mais

(1) Pièce just. n° 4.

(2) ART. 1536. *Car voirs est que, se li rois rapele aucun bani, tout fust il banis du roiaume seur la hart, ou il suefre que pes soit fete d'aucun vilain acusement, il convient que tuit li seigneur de qui li banis ou li acusés tenoit li rendent tout ce qu'il tenoient du sien pour le banissement ou pour l'acusacion, sauf ce qu'il ne rendent pas les despueilles qu'il ont levée de leur eritages. Et aussi disons nous que, quant aucuns banis ou acusés a la pes du seigneur qui tient en baronie, li sougit du baron en doivent rendre en la manière qu'il est dit dessus des sougiés le roi, car qui a la pes du souverain, il doit avoir la pes du sougiet. Et chascuns doit savoir que li rois puet fere teus rapeau ou soufrir tel pes qu'il li plect, par son drouit, et li baron aussi en leur baronie, de ceus qui ne sont bani que de leur terres tant seulement ; car il ne le pueent pas fere de ceus qui sont bani du roiaume, sans le roi ; mais ce puet fere li rois sans aus et nus des autres après le roi. Et après li baron n'ont pouoir de rapeler*

parmi les hauts justiciers Beaumanoir distingue le *cuens*, grand vassal de la couronne, qui possède un droit de grâce général, et le *baron*, arrière-vassal, qui ne peut grâcier que dans les cas de pitié ou cas d'aventure, c'est-à-dire quand il n'y a pas responsabilité (1). D'ailleurs cette grâce devait être courante dans la pratique, et non pas seulement théorique chez Beaumanoir, car les *Coutumes de Beauvaisis* font encore allusion au rappel de ban en différents endroits (2).

Enfin il est certain que les rois d'Angleterre rappelaient souvent les bannis dès le milieu du XIII^e siècle ; les *rôles gascons* en fournissent de nombreux exemples tant pour la

banis de vilains cas de crime ne prendre louier ne pramesse de nul vilain cas dont li ples soit en leur court ; et s'il le font, li seigneur de qui il tiennent pueent prendre leur justice comme mesfete... ; car cil qui tient sa justice d'autrui doit fere droite justice, non pas vendre ne prendre louier pour deport. Mes es cas ou pitiés et misericorde ont lieu, leur loit il bien a fere debonaire soufrance sans prendre louier ; et liquel cas ce sont, il est dit ou chapitre qui parole des cas d'aventure. Ch. LI, éd. SALMON, II, p. 279.

Sur la distinction entre vilains cas de crime et cas d'aventure, cf *infra*, p. 92 et s.

(1) ART. 1731, cf. *infra* p. 93, n. 3. — ART. 1732. *Se li banis est rapelés par le souverain pour aucune cause de pitié, si comme j'ai dit dessus, il doit ravoit tout ce qui estoit tenu du sien pour le soupeon du mesfet, soit que li cuens le tiegne ou autres, car cil qui est assous en la court du souverain ne puet pas estre tenus pour condamnés en la court des sougiés. Mes autre chose seroit se li cuens rapeloit son bani par louier, on par priere, ou par sa volenté sans cause de pitié, car en teus rapeaus li sougiet ne li rendroient pas ce qu'il tenroient du sien pour le mesfet, s'il ne se fesoit purgier par jugement du mesfet pour quoi il fu banis, si comme s'il estoit apelés et il se delivroit de l'apel, ou il se metoit en l'enqueste et il estoit délivrés par l'enqueste, car adonques convenroit-il qu'il eust le sien, quiconques le tenist.* — ART. 1733. *Li homme qui ont fet en leur court aucun bannissement pour cas de crime ne pueent le bannissement rapeler sans l'acort le conte pour nule cause, mes ce puet bien fere li cuens, si comme j'ai dit dessus.* Chap. LXI ; éd. SALMON, t. II, p. 382-383. — Cf. art. 1536 *in fine*, n. *supra*.

(2) Ch. XXXIV, art. 1035 : *qui donne le sien a banis pour paour du bani, se li banis fet tant qu'il soit rapelés et quites du forban, l'en li puet demander ce que l'en li envoia pour paour de li et de ses menaces* ; éd. SALMON, t. II, p. 18-19. — Ch. LX, art. 1696 : *la seconde maniere de gens qui pueent estre mis hors de trives et d'asseurement, ce sont cil qui estoient bani avant que li asseuremens fust fes ; mes s'il sont rapelé et assout du bannissement par volenté du souverain, par quoi il reviegnent ou pais, l'en en doit ouvrer en la maniere qu'il parla devant des asseuremens* ; éd. SALMON, t. II, p. 369.

France du sud-ouest que pour l'Angleterre. Dès 1242, début de ces rôles, on trouve des actes par lesquels le roi Henri III rappelle des individus bannis pour homicide (1) ; en 1254 des rappels de ban étaient donnés pour adultère ou vol (2).

RAPPEL DE BAN ET SAUF-CONDUIT.

Un rapprochement s'impose entre le rappel de ban et le sauf-conduit ; le rappel de ban ne fut sans doute à l'origine, pour la forme, qu'une variante de sauf-conduit. La terminologie pousse déjà à faire ce rapprochement ; *conducere* est employé dans les chartes de commune de Beauvais en 1144, de Ham en 1158, de Senlis en 1173, d'Amiens en 1190, entre autres, avec le sens de rappeler un banni ; on trouve *conductus regis* dans le même sens à Bray en 1210 et 1263.

La deuxième rédaction du *Très ancien coutumier de Normandie* contient une formule de lettre de rappel de ban ; mais le passage correspondant de la première rédaction faite vers 1199, qui parle plus vaguement des lettres du duc accordant paix aux bannis, *pès fuitis*, offre un détail intéressant : le banni grâcié doit porter ces lettres à son cou ; cette pres-

(1) *Pro Herberto de Clerbec. Rex omnibus, etc., salutem. Sciatis quod perdonavimus Herberto de Clerbec fugam quam fecit et ullagariam in eo promulgatam pro morte R., quem occidit ; et firmam pacem etc., dummodo pacem faciat cum amicis ipsius defuncti, et stet inderecto, etc. In cujus etc... T. R., apud Burdegalam, VII die augusti. N° 1105, éd. FRANCISQUE-MICHEL, t. I, p. 146. — Rex perdonavit Henrico filio Radulphi, clerico, fugam quam fecit, et ullagariam in eum promulgatam pro morte Willielmi, filii Ricardi Masse, unde rettatus est. Et rex firmam pacem suam ei concessit, dummodo stet inde recto, si quis versus eum inde loqui voluerit... N° 1127 ; ibidem, p. 148. — Cf. n° 932 ; 1032 : de perdatione pro pluribus de morte hominum propter parcum Regine ; 1038. Cf. en 1254, n° 3824, 3972.*

(2) *Pro Johanne de Basella. Rex omnibus etc. Sciatis quod concessimus Johanni de Basella, qui pro quibusdam debitis que ab eo requirebantur in Anglia, et, quia abduxerat secum extra Angliam quandam mulierem desponsatam, subtraxit se a regno Anglie, quod libere reverti possit... N° 2287, ibidem, p. 297. — Pro Johanne de Beudinga. Rex omnibus etc. Sciatis quod, ad instanciam Guidonis de Lezignan, fratris nostri, perdonavimus Johanni de Beudinga fugam quam fecit et ullagariam in eum promulgatam pro roberia unde rettatus fuit, et per veredictum patrie convictus... N° 2481, ibidem, p. 326. — Cf. pour un délit forestier, n° 4008, ibidem, p. 502.*

cription avait pour but de rendre apparente la paix ducale et de préserver le porteur de toute avanie ; d'ailleurs les grands personnages étaient dispensés de ce port apparent, car pour eux la paix était rendue publique dans les quinze jours, et ils étaient connus de tous dans leur pays (1). Or cette manière de porter en évidence une lettre, et même plus spécialement de la porter à son cou, devait être le fait de celui qui avait un sauf-conduit, surtout pendant les guerres (2).

Au point de vue diplomatique les rappels de bannis, dès le début du XIII^e siècle, dans le *Très ancien coutumier* de Normandie, avaient la forme de petites lettres-patentes, et non de chartes ou de grandes lettres-patentes. Au XIV^e siècle ils se distinguaient ainsi des autres grâces et avaient la forme de sauf-conduits (3).

LES REMISES D'AMENDE.

L'amende, qui était presque la seule peine au XI^e siècle, fut encore la peine la plus fréquente au XII^e siècle ; les chartes de commune en particulier prévoyaient la somme à verser pour chaque infraction et le tarif s'imposait au juge. L'amende ne pouvait être diminuée ou supprimée que par un acte de grâce ; mais elle avait souvent le caractère d'une indemnité à la victime ou à son lignage, et elle procurait des ressources financières aux justiciers ; aussi les remises d'amende, qui se heurtaient au principe de la satisfaction à la partie lésée, et qui allaient contre l'intérêt des seigneurs, furent plus rares au XII^e siècle que les rappels de ban. Au

(1) Pièce just. n^o 3.

(2) Voir un passage de la chronique de CUVELIER, vers 1548-1550 et 1553-1556. L'édition CHARRIÈRE porte (t. I, p. 58) : *Adonc isnellement un héraut appela, — Et puis un sauf conduit tantost li céela, — Pour baillier a Bertran... — Li héraux se parti et le cheval brocha ; — Les armes du seigneur droit a son col porta ; — A bailles est venus : quant on le regarda, — Nulz homs vivans a lui ne trait ne ne lansa.* Mais DU CANGE (art. *conductus*) donne une variante aussi vraisemblable pour le vers 1554 : *Le conduit du seigneur droit a son col porta.*

(3) Cf. *infra* l'étude diplomatique, p. 67 et s.

xiii^e siècle l'amende fut remise plus souvent, en même temps que le principe de la satisfaction à la partie civile s'établissait très nettement.

Les *Fors de Bigorre* déjà, composés dans les dernières années du xi^e siècle ou au début du xii^e, promettaient dans un cas particulier une remise d'amende ressemblant à une indemnité : si un chevalier perdait un membre dans un combat, en présence du comte, il n'avait plus à payer à l'avenir aucune amende (1). En 1177 la charte de l'Estrée, quartier d'Arras compris dans le domaine de l'évêque, précisait que ni l'évêque, ni le comte de Flandre ne pourrait diminuer ou remettre seul les amendes communes à l'un et à l'autre (2). En 1204, d'après les coutumes de Montpellier, suivies à Carcassonne, la cour de justice du bayle avait le droit de remettre les condamnations pécuniaires prononcées pour injures (3). Cette disposition fut reprise à Montpellier avec quelques modifications par les Etablissements de 1258 : le bayle pouvait remettre le cinquième des amendes pécuniaires, non seulement pour injure, mais pour n'importe quel crime ; le seigneur de la ville, le roi d'Aragon, ou son lieutenant, pouvait seul permettre une remise d'amende au-delà du cinquième (4). La charte de Clermont de 1262 était moins

(1) ART. 39. *Si quis militum, presente comite, in pretio membrum sui corporis perdiderit, ulterius comiti LXV solidos vel aliquid dampnum non persolvat.* Ed.² FOURGOUX et BEZIN.

(2) *Preterea sciendum est quod nec episcopus, nec comes, poterit minuire vel condonare forisfacta utrique communia, nec aliquam inde compositionem facere, absque assensu alterius.* GUESNON, t. I, p. 77.

(3) ART. 22. *...Si quis ea vel aliquid eorum dixerit, injuriarum teneatur, et quantum per sententiam et compositionem prestiterit injuriam passo tantum et non plus teneatur pro justitia curie ; sed inde possit fieri remissio voluntate curie.*

ART. 115. *Si quis condemnatus fuerit de injuria, tantum del curie pro justitia, et non plus, quantum emendare condemnatus fuerit per sententiam aut compositionem injuriam passo ; sed inde fiat remissio voluntate curie.* GIRAUD, t. I, pièce just. p. 54, 70.

(4) *Empero se alcuns per crim peccunialmen seran condemnastz leza al bayle segon que ad el sera vistz de cauza proada et honesta de la dicha condemnation remetre puesca la quinta part, e plus de remetre ad el non leza senes nostre autreyamen o del nostre luoc-tenent.* Le petit Thalamus, p. 110.

nette, mais il semble qu'elle reconnaissait au bailli le pouvoir de remettre les amendes (1). D'autres cas paraissent se rapprocher davantage de la grâce que de l'appel : en 1252 le juge d'Albi, après avoir prononcé une amende, réservait expressément le droit du sénéchal de la diminuer à sa volonté (2).

Dans le dernier quart du XIII^e siècle les remises d'amende, totales ou partielles, étaient courantes, et prononcées non seulement par le roi, mais par les cours de justice ou le Parlement (3) ; ce dernier paraît avoir alors possédé un droit de grâce assez étendu en matière d'amendes.

AUTRES GRACES.

Pendant longtemps la peine de mort ne fut remise qu'après un recours à l'asile ; quelquefois d'ailleurs l'asile personnel ressemblait à une grâce ; ainsi d'après les *Fors de Bigorre*, de la fin du XI^e siècle ou du début du XII^e, la per-

(1) *Item si quis bajulus noster et quicumque fuerit bajulus noster pro arbitrio taliter mutabit, remittet et transiget, seu donabit de emendis nostris... praedicta volumus valere.* RIVIÈRE, *op. cit.*, t. II, p. 263-264.

(2) *Sententia a iudice Albiensi lata contra Mancipium et Berengarium de Galliaco, eorumque socios, qui, inter se rixantes, in media dictae civitatis platea manus conseruerant : ...Ideo ego dictus iudex... prenomatos XXVI singulariter condepno in M. solidis Caturcensibus... Retineo tamen ego, dictus iudex, in prenominata cententia sive condemnatione, voluntatem domini mei senescalli Tholose, ita quod ad voluntatem suam et ad beneplacitum possit memoratam superius mitigare.* TEULET, n^o 4026, t. III, p. 167.

(3) En 1275. *Visis actis et processibus habilis contra homines Castri Novi de Arrio, super colligacione quam fecisse dicebantur, dictum fuit quod confederacio facta ab ipsis est confederacio prohibita, et quod sententia lata propter hoc contra ipsos fuit iuste et rite lata. Verumptamen, ex gracia, fuit dicta sententia moderata, ad eo quod quilibet solvet tantummodo terciam partem summe in qua fuit condemnatus ;* Olim, t. II, p. 64. — En 1277. *Nicholaus de Passu, tunc ballivus Altissiodorensis, pro eodem delicto, super quo fuit culpabilis, solvet ducentas libras Turonenses, et per dominum regem parcientur, secundum quod viderit bonum esse inter capitulum Altissiodorense et... clericum domini regis ;* ibidem, p. 102. — En 1279. *Emenda quingentarum librarum Turon, in quibus abbas de Daurato et quidam clerici condemnati fuerunt... quia alti clerici sint pauperes.. moderata fuit et minorata ad centum libras Turon ;* ibidem, p. 141.

sonne qui se réfugiait auprès d'une religieuse était sauve (1). Si les coutumes de Barcelone semblent faire allusion dès 1068 à une grâce de la peine de mort (2), il faut attendre le milieu du XIII^e siècle pour en avoir des exemples certains. Les Etablissements de Montpellier de 1258 reconnaissaient au seigneur de la ville le droit de gracier les condamnés à mort, mais dans les cas de meurtre, ou autres cas graves, ce droit restait subordonné au consentement de la partie lésée (3). En 1290 seulement on peut citer un cas précis de grâce royale avant une condamnation à mort, pour un faussaire qui avait avoué (4) ; mais ce genre de grâce était encore rare, et Beaumanoir par exemple n'en parle pas.

L'emprisonnement n'était pas une peine régulière au Moyen-Age ; de plus, lorsqu'il n'avait pas un caractère préventif, la durée en était incertaine en général ; aussi ne peut-on parler sûrement de grâces à propos de certaines libérations qui en offrent cependant quelques caractères dès le milieu du XIII^e siècle (5). Il faut faire une exception pour les

(1) ART. 9. — *Omni tempore pax teneatur clericis ordinatis, monachis et dominabus et earum comitibus : ita quod si quis ad dominam confugerit, restituto dampno quod fecerit, persona salvetur* ; éd. FOURGOUX et BEZIN. Cf. TIMBAL, p. 27.

(2) Cf. *supra*, p. 61, n. 2.

(3) *Empero pueys que a mort o a pena alcuna corporal o ad issilh alcuns seran condampnatz, donada sentència, al bayle revocar non leza ni mudar senes nostre autreyamen o de nostre luoclement ; mayz si alcunas de las penas desus dichas donadas seran per homicidi o per nafra o per alcun greu causa, neguna remission o mandamen non sia fags de pena senes autreyamen daquel que la enjuria aura sufferlada o de son heres. Le petit Thalamus*, p. 110.

(4) *Quia Bertrandus de Manata, falsarius, per consiliarios domini regis clericos captus fuit, pro suspicionem dicte falsitatis, placuit domino regi quod non condempneretur ad mortem, licet falsitas probata fuerit contra eum et de ea convictus fuerit et confessus. Olim*, t. II, p. 319.

(5) En 1260. *Universis presentes litteras inspecturis, major, jurati et commune consilium Baionense, salutem in Domino. Noveritis quod, cum dominus Alfonsus, illustris comes Pictavie et Tholose, Arnaldum de Grestede, qui de civitate nostra traxit originem, in suo carcere pro suis maleficiis detineret, dictus comes nobis dictum Arnaldum, ad preces nostras et instanciam, liberavit, videlicet sub tali pacto, quod nos eidem domino comiti promissimus... quod dictus Arnaldus nullum dampnum inferet de cetero... hominibus terre comitis... Datum Baione... Arch. Nat. J 310, dans TEULET (III), n° 4578² —*

tribunaux d'église qui employaient largement cette peine : aussi en 1247 Innocent IV accordait-il commutation de peine à tous les hérétiques du comté de Toulouse *condamnés au mur* qui prendraient la croix (1).

Enfin la confiscation des biens, peine généralement accessoire, était aussi l'objet de grâces. Le rappel de ban entraînait parfois la restitution des biens (2), et parfois n'avait pas cet effet (3). Si la confiscation avait été la seule peine appliquée, la restitution pouvait avoir lieu indépendamment de toute autre grâce (4).

En 1266. *Universis presentes litteras inspecturis Guido Aymardi, miles, salutem. Noveritis quod, cum ex parte domini regis Francie, ratione quorundam delictorum que michi imponebantur, captus fuisset longo tempore in suo carcere detineri, tandem ipse dominus rex, misericordia motus, a predicto carcere me jussit penitus liberari. Et ego juravi... quod ego nullo unquam tempore... forisfaciam in aliquo ipsi domino regi Francie... Actum Parisius...* Arch. Nat. J 620, dans TEULET (IV) n° 5234. — Cf. R. GRAND, art. cit.

(1) *Innocentius... archiepiscopo Auxitanensi... Cum, sicut acceptimus, nonnulli in terris dominio dilecti filii nobilis viri comitis Tholosani subjectis, agentes injunctam ad tempus eis pro heresi penitentiam muro clausi existant... nos paternitati tue presentium tenore committimus, ut si tales voluerint signum crucis assumere, ac in Terre Sancte subsidium personaliter proficisci, possis hujusmodi eorum penitencias in dictum subsidium commutare. Datum Lugduni...* Arch. Nat. J 430, dans TEULET (III), n° 3625.

(2) Cf. BEAUMANOIR, *supra*, p. 70, n. 1.

(3) Cf. *Très ancien coutumier de Normandie*, pièce just. n° 3, art. 7.

(4) En 1247. *Significat discretioni vestre Sicardus de Podio Tericho, dyocesis Carcassonensis, et Guillelmus Sigarii, fratres... quod tempore illo quo Johannes de Bello Monte venit cum suo exercitu..., et ob timorem ipsius domini Johannis tota terra aufugeret, ipsi fratres aufugerunt timore mortis inducti, et in terram domini comitis Tholose se receptaverunt... tunc senescallus Carcassone saizivit et occupavit omnia bona et jura et possessiones dictorum fratrum. Unde supplicanti dicti fratres, petunt et requirunt regie celsitudini, tanquam pauperes et orphani, ut dominus rex, Deum habens pre oculis, et motus pietate et misericordia, restituat eisdem dicta bona et jura...* Arch. Nat. J 318, dans TEULET (III) n° 3627^s.

CHAPITRE V

Progrès et évolution de la grâce royale du milieu du XIV^e siècle au début du XVI^e siècle

A la fin du XIII^e siècle et au XIV^e siècle la grâce prit un grand développement et une organisation régulière ; tous les hauts justiciers, qu'ils fussent seigneurs laïcs, juges d'Eglise, ou magistrats municipaux, grâcièrent comme le roi. Mais ils ne pouvaient grâcier que les individus se trouvant dans le ressort de leur justice, tandis que le roi étendit très vite son droit de grâce à tout le royaume ; la grâce royale, comme la monnaie royale par exemple, eut cours dans toutes les provinces (1).

A cette première transformation une autre vint s'ajouter à la fin du XIV^e siècle : la grâce non royale disparut peu à peu, sans régularité. Dans les dernières années du XV^e siècle l'évolution n'était pas terminée ; cependant la grâce était alors devenue presque complètement un droit régalien.

Une dernière évolution se manifesta à la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e : les grâces pour des cas de non-responsabilité se séparèrent de la masse des grâces et eurent une procédure spéciale. C'est l'origine des *lettres de rémission* au sens strict.

(1) Depuis saint Louis la monnaie de chaque seigneur n'a cours que dans les terres relevant de lui, la monnaie du roi a cours dans tout le royaume. BLANCHET et DIEUDONNÉ, *op. cit.*, t. II, p. 115.

L'EXTENSION DE LA GRÂCE ROYALE A TOUT LE ROYAUME.

Le droit de grâce avait une grande importance pour la royauté : il lui permettait, comme l'appel d'ailleurs, d'intervenir dans les justices seigneuriales et de rendre inefficaces les condamnations prononcées par celles-ci (1) ; les rois eurent tout une politique de grâce (2). Aussi dès que la royauté devint assez puissante elle chercha à développer ce droit et à l'étendre à tout le royaume (3).

Dès la fin du ^{xiii}^e siècle Beaumanoir déclarait que le rappel de ban fait par le roi s'imposait à tous les seigneurs ; mais pour ceci encore Beaumanoir devait être en avance sur son temps (4). Il semble que c'est surtout au cours du ^{xiv}^e siècle que l'extension de la grâce royale fit les plus grands progrès ; en matière de servage par exemple on peut noter une grande différence entre la première moitié de ce siècle et la deuxième moitié : en 1344 l'abbé de Saint-Faron de Meaux refusait de prendre en considération la grâce royale et de libérer un de ses serfs, coupable d'homicide, et Philippe VI devait aller jusqu'à la saisie du temporel de l'abbaye (5), tandis qu'en 1375 un serf du trésorier de l'église de Châlons était grâcié par Charles V sans la moindre difficulté (6). Dans la plus grande partie de la France les droits

(1) Par exemple en 1396 dans une lettre de rémission accordée par Charles VI : *et, pour ce que ledit Berthaut fu prins en la juridiction temporelle de nostre amé et féal conseiller l'evesque de Beauvais,...* est en aventure de finer ses jours deshonestement et de tenir prison a grant povreté... se nostre grace et misericorde ne lui est sur ce pourveu. Arch. Nat. JJ 150, fol. 37v., n° 72.

(2) Surtout dans les communes ; cf. *infra* conclusion, p. 172.

(3) Les juristes eurent naturellement un grand rôle dans cette extension, cf. *infra* art. 6, p. 82 n. 1. Charles V leur avait montré la voie dans son Ordonnance de 1372, art 8, *infra* p. 81, n. 2.

(4) Cf. *infra*, p. 93 et n. 1.

(5) Pièce just. n° 8.

(6) Charles etc. *Savoir faisons... a nous avoir esté exposé de la partie de povre et miserable personne Jehan Couillart, fevre, demourant a Coupel, en la parroiche de Cernon, ou bailliage de Senz, homme de corps de nostre aimé et féal conseiller Hue de Roche, trésorier de l'église de Chaalons...* [rixe après boire et mort d'homme causée par le serf] *nous a très humblement fait supplier... nous lui vueillons sur ce entendre nostre dicte grace...* La grâce est accordée, sans qu'il soit fait autre mention de Hue des Roches. Arch. Nat. JJ 107, fol. 172, n° 348.

supérieurs du roi étaient reconnus à la fin du ^{xiv}^e siècle, mais il y avait des différences suivant les justices.

Les justices municipales invoquaient souvent leurs libertés ou leurs privilèges contre les empiètements de la grâce royale ; dès le ^{xiii}^e siècle en effet les cas de grâce royale étaient soigneusement réglementés (1) ; cependant comme le régime municipal déclinait au ^{xiv}^e siècle, la royauté imposa rapidement sa volonté dans ce domaine. D'après la charte d'Amiens (2) le roi ne pouvait rappeler les bannis qu'une fois par an ; au début du ^{xiv}^e siècle les magistrats municipaux prétendaient encore posséder seuls le droit de grâce. Mais en 1338 Philippe VI grâciait un Amiénois en dehors des cas prévus, et, tout en faisant une déclaration de non-préjudice, ordonnait à l'échevinage de prendre cette grâce en considération ; en 1344 une nouvelle grâce aboutissait à un conflit devant le Parlement et les droits du roi triomphaient (3). A Abbeville des lettres de rémission étaient accordées exceptionnellement par le roi au ^{xiv}^e siècle ; elles n'obtenaient leur plein effet que si l'échevinage les enregistrait ; parfois, comme en 1378, les échevins refusaient et obtenaient gain de cause, parfois ils exigeaient une satisfaction pour la ville ; mais au début du ^{xv}^e siècle la grâce royale ne connaissait plus d'entraves (4).

Il en fut de même pour les justices ecclésiastiques au cours du ^{xiv}^e siècle. Dès 1337 Philippe VI grâciait un justiciable de Saint-Martin-des-Champs ; mais il prenait encore certaines formes pour ne pas heurter trop violemment les droits et la juridiction du prieur : il accordait une clause de non-préjudice (5). Nous avons vu la résistance de l'abbé de Saint-Faron de Meaux en 1344 au sujet d'un de ses serfs. Au contraire à la fin du siècle, en 1396, Charles VI donnait une

(1) Cf. *supra*, p. 64 et s.

(2) Cf. *supra*, p. 66, n. 4.

(3) Aug. THIERRY, *op. cit.*, t. I, p. 474 et p. 505-506.

(4) BOCA, *op. cit.*, p. 145-147.

(5) *Par Pons Duboys maire. Aujourd'hui avons remis et quicté, du commandement de monsr le prieur de Saint-Martin... a Perrin Duport le ban qu'il estoit encouru, en la court de Saint Martin, par coutumaces, et lui fut remis et quicté par des lectres du roy nostre*

rémission à un justiciable de l'évêque de Beauvais sans difficulté ; bien plus il reconnaissait dans la lettre que cette grâce avait pour but de faire échec à la juridiction épiscopale (1).

La grâce royale s'imposa moins vite aux seigneurs laïcs, tout au moins aux grands vassaux ; sa progression fut souvent retardée par l'indépendance de certains d'entre eux. La royauté dut user de beaucoup de ténacité et ne fit pas admettre en bloc ses prétentions à tous les seigneurs. En particulier la restitution des biens confisqués par les seigneurs, à la suite d'une grâce royale, soulevait encore des difficultés au début du xiv^e siècle (2). Au xv^e siècle cependant la grâce royale était acceptée presque partout ; c'est ainsi que le Parlement rejetait les prétentions de Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, en 1454 (3). Le puissant duc de Bourgogne Philippe le Bon, le grand duc d'Occident, qui s'était rendu indépendant à la faveur de la guerre anglaise, était sans doute presque le seul à ne pas vouloir accepter la grâce royale (4). D'ailleurs les transformations territoriales de la fin du xv^e siècle, les progrès du domaine royal, amenèrent le triomphe de tous les droits du roi (5).

LE DROIT RÉGALIEN DE GRACE.

Aux xiii^e et xiv^e siècles la théorie des cas royaux s'était formée (6), et l'appel, dont les résultats ressemblent parfois à ceux de la grâce, s'était établi. Les légistes, qui préten-

sire, a luy octroiez et a nous sur ladicte rémission faites, sans offense de nostre juridicion. Registre criminel de Saint-Martin-des-Champs, le 18 février 1337. TANON, *op. cit.*, p. 493.

(1) *Cf. supra*, p. 78, n. 1. — Pour le cas exceptionnel de l'archevêque de Rouen, *cf. infra*, p. 156.

(2) *Cf. infra*, p. 104, n. 7.

(3) *A ladicte rémission s'opposa l'appellant [Loys de Luxembourg] ; lui fut dit que ung hault justicier ne se pouoit oposer.* Arch. Nat. X^{2a} 25, fol. 239.

(4) *Et si a Aubert persuadé audit duc de Bourgoigne de faire prendre lesdiz appelans, parce qu'ilz avoient obtenu lettres de pardon du roy, et ilz la devoient prendre dudit duc de Bourgoigne.* En 1449. Arch. Nat. X^{2a} 25, fol. 64 v. 65.

(5) *Cf. infra*, p. 83, n. 1.

(6) PERROT, *op. cit.*, avant-propos, p. 2, et *passim*.

daient que le roi de France est *empereur en son royaume*, ne pouvaient manquer d'invoquer la situation du Bas-Empire où l'empereur possédait seul toute grâce ; *comme tous les officiers royaux de cette époque, Boutillier revendique un pouvoir absolu pour le roi et combat les prérogatives de la noblesse et du clergé* dans le *Somme rural* rédigé entre 1370 et 1392 (1).

Charles V, roi novateur, restreignit pour la première fois, dans un cas particulier, l'exercice de la grâce seigneuriale. Lorsqu'il fit une nouvelle concession de la baronnie de Montpellier au roi de Navarre Charles le Mauvais, en 1372, Charles V se réserva un certain nombre de *cas royaux* : l'ordonnance du 8 mai 1372, ou *instruction pour la conservation des droits de souveraineté dans la ville et la baronnie de Montpellier cédées au roy de Navarre*, déclarait que le roi de France seul pourrait gracier et n'admettait à ce propos l'intervention d'aucun autre pouvoir (2). *Peu de textes sont aussi importants pour l'histoire des progrès de l'autorité royale* (3). On peut rapprocher cette ordonnance d'un édit d'octobre 1374, dans lequel Charles V établissait une conception nouvelle de l'apanage transformé en un revenu fixe assis sur un fonds de terre : dans les deux cas Charles V se révélait un précurseur et il fallut attendre la fin du xv^e siècle pour retrouver ces théories (4). L'ordonnance de 1372 fut reprise et généralisée dans le *Grand Coutumier de France*, au chapitre des *droits royaux* (5) ; cet ouvrage fut achevé

(1) *Si sçachez que le Roy de France, qui est empereur en son royaume, peut faire ordonnances... peut aussi remettre, quitter et pardonner tout crime criminel, crime civil, donner graces et respit de dettes... Somme rural*, l. II, t. I (éd. CHARONDAS, p. 646). — TARDIF, *Histoire des sources*, p. 449.

(2) *Ce sont les drois de souveraineté et de ressort et autres drois royaux au roy nostre sire appartenans seul et pour le tout... Art. 7. Item au roy appartient seul et pour le tout de faire remissions de crimes et rappeaux de bans. Art. 8. Se le roy a fait grace ou remission de crime, avant condempnacion ou bannissement ensuis, nul autre seigneur, per, ne autre baron, ne peut puis cognoistre du cas, ne s'y entremettre en aucune manière. Ordonnances*, t. V, p. 480.

(3) LAVISSE, *Etude*, p. 253-254.

(4) LE FOYER, *Deux problèmes*, p. 12-13.

(5) *Au roy seul et pour le tout, en tout son royaulme, appartient*

vers 1388, mais le chapitre en question fut sans doute rédigé vers 1372, bien qu'il ne soit pas certain que Jacques d'Ableiges ait joué un rôle dans les négociations entre Charles V et Charles le Mauvais.

L'ordonnance de Charles V semble être restée une tentative isolée, et pendant un siècle rien ne vint modifier directement l'exercice de la grâce ; les troubles de la guerre de Cent Ans et les difficultés qu'éprouvèrent les rois de France jusqu'à la fin du règne de Louis XI furent sans doute la cause de cet arrêt des progrès de la royauté. Mais si les rois n'intervinrent pas, les juristes continuèrent à traiter de la grâce suivant le droit romain du Bas-Empire, et ils en firent un droit régalien : pendant tout le xv^e siècle les listes de cas royaux contenaient l'exercice du droit de grâce (1). Au début du xv^e siècle déjà Masuer pensait que seuls *rex* et *princeps* pouvaient gracier (2).

A la fin du xv^e siècle un fait politique essentiel, la disparition de presque toutes les grandes maisons féodales, amena de grands changements dans l'exercice de la grâce. Sous Louis XI disparurent principalement les maisons de Bourgogne avec Charles le Téméraire, et d'Anjou avec le roi

donner rémissions et rappeaulx de ban ; combien que les Navarrois débatten' ces mots : seul et pour le tout ; et aussi le pourroit débatre le roy d'Ivetot, qui est en Normandie, qui se dit avoir celle puissance et autorité. (Ed. LABOULAYE, p. 100, 4). Cf. FERROT, p. 10-19.

(1) *Cy ensuient les drois royaulx que le roy a acause de sa souveraineté et qui a lui appartiennent seul et pour le tout.* Art. 5. *Item au roy seul et pour le tout appartient donner et octroier sauves gardes et graces a plaider par procureur et lettres d'estat, de nobilitacion et légitimacions, rémissions de crimes et rappeaux de bans.* Art. 6. *Item se le roy a fait grace ou rémission de crime avant condempnacion ou banissement, ensuite nul autre seigneur ne autre baron ne peut puis congnoistre du cas ne s'en entremettre en aucune manière.* PERROT, App. I, n° 1, p. 327-328 ; cf. GUILHIERMOZ, *op. cit.*, p. 170-171. Texte du début du xv^e siècle, repris avec quelques variantes à la fin des coutumes d'Issoudun, art. 14, 17 et 18, BOURDOT DE RICHEBOURG, t. III, p. 923-924 ; cf. PERROT, p. 17. — *Les cas privilégiés au Roy.* Art. 3. *Le Roy a auctorité de remectre et pardonner tous cas de crimes et l'entérinement des lettres de rémission appartient aux juges royaulx et non a autres.* PERROT, App. I, n° 2, p. 329. Four d'autres textes contenant des listes semblables de cas royaux au xv^e siècle, voir PERROT, p. 19-20.

(2) Cf. *infra*, p. 103, n. 2.

René et Charles II du Maine ; sous Charles VIII l'annexion de la Bretagne fut préparée ; avec Louis XII les possessions de la maison d'Orléans entrèrent dans le domaine royal (1). Ces transformations favorisèrent les progrès de la grâce royale ; non seulement elle devint tout-à-fait générale et s'étendit à tout le royaume, mais les autres grâces disparurent.

Louis XI considérait déjà le droit de grâce comme un des attributs de la souveraineté qui ne pouvait être exercé dans le royaume que par une autorisation du roi (2). En 1493 Charles VIII interdisait formellement au Parlement de remettre les peines prononcées (3). Enfin en 1498, par l'ordonnance de Blois, Louis XII rangeait officiellement le droit de grâce parmi les droits réservés au roi (4) ; l'ordonnance de 1507 reprit l'Ordonnance de Blois pour la Normandie (5).

(1) LONGNON, *La formation de l'unité française*, p. 266-271, p. 276-277, p. 305-306.

(2) *Nous... désirans encores plus largement estendre nostre liberalité envers nostredit cousin le Prince... avons octroyé et octroyons a nostredit cousin prince d'Orenge, que lui et ses successeurs en ladicte principaulté puissent, de grace espécial, user en leur intitulation de ces mots : par la grâce de Dieu prince d'Orenge ; aussi faire et forger monnoye... ; pareillement donner graces et rémissions a leurs subjects de ladicte principaulté, sinon en cas de hérésie, de crime de leze-magesté fait contre nous et la chouse publique.* Ordonnance de juin 1475. *Ordonnances*, XVIII, p. 123.

(3) Ordonnance de juillet 1493 sur l'administration de la justice, art. 47. *S'il advient que aucun soit infracteur de nosdites ordonnances, et pour ce que il ait été, en plaidoirie ou a jour du conseil, condamné en aucunes peines, soit pécuniaires ou autres, nous défendons a nostredite cour, sous peine d'encourir grandement nostre indignation, qu'elle ne procède aucunement a remettre lesdites peines ; mais voulons icelles peines estre exécutées et levées sans dissimulation.* ISAMBERT, t. 11, p. 232-233.

(4) Art. 70. *Combien que a nous seul et a nos successeurs rois de France appartienne de donner graces, pardons et rémissions, et avec ce que nous avons plusieurs droits singuliers et privilégiés qui sont a nous et a nos successeurs rois de France réservés en signe de souveraineté ; néanmoins aucuns de nos lieutenans et gouverneurs, et aussi leurs lieutenans par nous établis en plusieurs contrées de nostre royaume, ont entrepris et s'efforcent, sous couleur d'aucun pouvoir qu'ils disent avoir obtenu de nous... donner graces, rémissions et pardons..., annoblissemens... Pour ces causes révoquons... leurdit pouvoir.* ISAMBERT, t. 11, p. 353.

(5) *Lettres pour l'enregistrement et l'exécution en Normandie des*

ÉVOLUTION DE LA GRACE AU DÉBUT DU XVI^e SIÈCLE.

Il apparaît qu'au milieu du xv^e siècle la grâce intervenait dans de nombreux cas de non-culpabilité, et qu'il n'y avait pas de différence de procédure entre un homicide ordinaire et un homicide en légitime défense par exemple ; d'autre part à cette époque le roi concentrait entre ses mains tout l'exercice du droit de grâce et interdisait plus particulièrement à ses officiers et à ses cours souveraines de remettre des peines sans son autorisation expresse (1). A ces deux points de vue un grand changement se produisit au début du xvi^e siècle ; certaines infractions, dont l'auteur n'apparaissait pas comme pleinement coupable, purent être grâciées d'une manière plus rapide par les officiers royaux et sans avoir recours au roi lui-même. Il faut d'ailleurs noter que dès la fin du xiii^e siècle Beaumanoir avait proposé une solution de ce genre : le *baron*, ou arrière-vassal, qui ne possédait pas le droit de grâce général, et en particulier ne pouvait grâcier les *vilains cas de crime*, aurait pu au contraire grâcier les *cas de pitié* ou *cas d'aventure* (2).

Ce changement de procédure fut facilité par l'essor des petites chancelleries à la fin du xv^e siècle. Au xiii^e siècle il n'y avait pas d'autre chancellerie publique que celle qui était auprès du roi sous le nom de Grande Chancellerie de France ; *les actes de la royauté et de la justice, qui se confondaient avec elle, ne pouvaient être scellés ailleurs* (3). Mais aux xiv^e et xv^e siècles les attributions et la juridiction du Parlement de Paris, puis des Parlements de province prirent une grande extension ; on dut avoir auprès des cours souveraines des chancelleries particulières qui s'appelèrent petites chancelleries. Il est difficile de préciser les dates de leur institution ; dès 1482 un édit de Louis XI mentionne pour la première fois l'existence de plusieurs chancelleries ;

ordonnances précédemment rendues sur la justice, ISAMBERT, t. 11, p. 514, art. 253.

(1) Cf. *supra*, p. 80 et s.

(2) Cf. *supra*, p. 69, n. 2, 70, n. 1 ; *infra*, p. 92 et s.

(3) GRÜN, *op. cit.*, ch. XVIII, p. CLXXXVII.

en 1490 la chancellerie du Parlement de Toulouse, et en 1494 la chancellerie du Parlement de Bretagne existaient sûrement (1). La distinction entre la chancellerie royale et les chancelleries des cours souveraines fut sans doute une des causes de la division des lettres de grâce en *lettres de grâce* proprement dites et *lettres de justice* ; cette scission fut très importante pour toute l'évolution postérieure de la grâce.

L'ordonnance de Villers-Cotterets d'août 1539 sur le fait de la justice établit, pour la première fois cette distinction (2) : les gardes des sceaux des chancelleries et cours souveraines purent désormais donner des *grâces* ou *rémissions de justice*, c'est-à-dire dans les cas d'homicide par nécessité ou légitime défense ; pour tous les autres cas de grâce ces gardes des sceaux n'avaient aucun pouvoir et il fallait avoir recours à la grande chancellerie. L'ordonnance d'Orléans de janvier 1560 reprit ces prescriptions : les conseillers du roi, maîtres des requêtes de l'hôtel et gardes des sceaux des chancelleries purent accorder des grâces *es cas de droit*, c'est-à-dire dans les mêmes cas que ceux prévus par l'ordonnance précédente (3).

Le jugement réel du coupable se trouvait ainsi reporté en

(1) Sur les petites chancelleries, voir GRÜN, *op. cit.* ; GIRY, *Manuel*, p. 776 ; LA ROCHE-FLAVIN, *op. cit.*, t. XIII, ch. LXXXIX.

(2) Art. 168. *Nous défendons à tous gardes des sceaux de nos chancelleries et cours souveraines de ne bailler aucunes grâces ou rémissions, fors celles de justice, c'est à sçavoir aux homicidaires qui auraient esté contraincts faire des homicides pour le salut et la défense de leurs personnes, et autres cas où il est dit par la loi que les délinquans se peuvent ou doivent retirer par devers le souverain prince pour en avoir grâce.* Art. 170. *Nous défendons auxdits gardes des sceaux de ne bailler aucuns rapeaux de ban, ne lettres pour retenir par nos cours souveraines la cognoissance des matières en première instance.* Art. 169 et 171 édictent la peine de nullité pour les contraventions. ISAMBERT, t. 12, p. 635. — Cf. VIAUD, *op. cit.*, p. 16. — La distinction s'ébaucha peut-être dès la deuxième moitié du X^v siècle, avec l'apparition des premières lettres d'abolition individuelles ; cf. *infra*, p. 123.

(3) Art. 75. *Défendons à nos améz et fiaux conseillers, maîtres d. requestes de nostre hostel, et gardes des sceaux de nos chancelleries, d'accorder aucunes lettres de rémission ou pardon, fors celles qui sont es cas de droit...* ISAMBERT, t. 14, p. 83.

quelque sorte à l'entérinement de la lettre de rémission : le roi se bornait, par la grâce, à rendre aux juges la liberté d'apprécier l'exactitude matérielle du fait de non-responsabilité (1). Malgré les facilités qui étaient ainsi données pour le *cas de droit*, les grâces n'étaient pas alors obtenues à coup sûr. Un condamné pour homicide involontaire par exemple courait le risque de ne pas être grâcié ; les juges essayaient parfois, dans un esprit d'équité, de le prémunir contre ce risque et attendaient l'octroi de la grâce avant de prononcer la condamnation (2).

Les dispositions de l'ordonnance de Villers-Cotterets furent reprises en détail dans la deuxième moitié du xvii^e siècle ; bien que cette réglementation ne rentre pas dans les limites chronologiques de notre étude, il est bon cependant d'en voir les grandes lignes qui développent simplement et expliquent l'ordonnance de 1539. L'ordonnance de 1670, véritable code de la justice criminelle, mit à part les grâces pour homicide involontaire ou commis par légitime défense, et les dénomma *lettres de rémission, stricto sensu*, ou *lettres de pardon* quand la peine de mort n'était pas encourue ; ces *lettres de rémission* purent être données par les petites chancelleries aussi bien que par la grande chancellerie ; elles s'opposaient aux *lettres d'abolition* ou autres grâces (3). Une

(1) Cf. VIARD, *op. cit.*, p. 15. Nous n'irons pas jusqu'à dire comme cet auteur que la rémission rend aux juges *la liberté de condamner ou d'acquitter* ; l'entérinement n'eut jamais une telle importance ; cf. *infra*, p. 134 et s.

(2) *En France les juges ne peuvent faire grâces aux accusés des homicides, forfaits casuels ou commis par juste deffence, et d'ailleurs excusables et rémissibles : ains est nécessaire en obtenir du Prince lettres de pardon : pour ce que luy seul peut remettre les fautes à ses subjects. Et de fait j'ay veu quelque fois, que la cour par grande et accoustumée équité, auparavant que procéder au jugement de ceux qui estoient accusés d'homicide fait en se deffendant, leur ont enjoinct d'obtenir du Roy ou de sa chancellerie lettres de rémission et pardon : et si l'accusé estoit pauvre, ils ordonnoient qu'elles luy seroient gratuitement expédiées.* LA ROCHE-FLAVIN, *op. cit.*, I. XIII, ch. LXIX (p. 845).

(3) Titre XVI. Art. 2. *Les lettres de rémission seront accordées pour les homicides involontaires seulement, ou qui seront commis dans la nécessité d'une légitime défense de la vie.* Art. 5. *Les lettres d'abolition... de rappel de ban ou de galères, commutation de*

déclaration de juin 1678 rappela aux petites chancelleries qu'elles n'étaient compétentes qu'en matière d'homicide involontaire ou commis en légitime défense, et qu'elles ne devaient pas leur assimiler les homicides commis sous l'empire de la colère ou par ressentiment d'une injure (1). Enfin une autre déclaration, en novembre 1683, affirma de nouveau les droits supérieurs du roi ; le roi conservait toujours le droit d'accorder des grâces pour n'importe quel crime et n'était pas obligé de respecter les règles de forme en distinguant lettres de rémission et lettres d'abolition (2).

peine, réhabilitation du condamné à ses biens et bonne renommée... ne pourront être scellées qu'en notre grande chancellerie. Art. 27. Si les lettres de rémission et pardon sont obtenues pour des cas qui ne sont pas rémissibles, ou si elles ne sont pas conformes aux charges, les impétrants en seront déboutés. ISAMBERT, t. 18, p. 403 et s. — Cf. introduction, supra, p. 7.

(1) *Louis... par notre ordonnance du mois d'août 1670... bien que... il ne puisse être expédié en chancellerie près nos cours que les remissions qui sont de droit, comme pour homicides involontaires, ou qui sont commis dans la nécessité d'une légitime défense de la vie, et que pour les autres cas qui ont besoin de notre grâce particulière, elles ne puissent être expédiées qu'en notre grande Chancellerie, néanmoins dans les chancelleries près nosdites cours non seulement il s'expédie des lettres de rémission pour les cas qui ne peuvent être remis que par nous... NÉRON, op. cit., t. II, p. 143.*

(2) *Nous avons été informé qu'en procédant par nos cours au jugement des remissions que nous estimons d'accorder... signées de nous... scellées de notre grand sceau, nosdites cours non seulement déboutent les impétrants de l'entérinement desdites lettres, mais les condamnent en des peines afflictives, quand les cas énoncés dans lesdites lettres ne sont pas des homicides involontaires ou commis dans une légitime défense de la vie, bien même que l'exposé desdites lettres se trouve conforme aux charges et informations, nosdites cours étant persuadées qu'elles se conforment, en ce faisant, à ce qui est porté par les articles 2 et 27 du titre 16 de notre ordonnance du mois d'août 1670. Et d'ailleurs parce que le terme d'abolition, au moyen duquel nosdites cours estiment qu'il n'y a pas lieu d'examiner les charges, ne se trouvant pas énoncé dans lesdites lettres, il n'y a pas lieu aussi d'avoir égard aux remissions dans lesquelles ces termes n'ont pas été employés. Et comme lesdits articles 2 et 27 ne doivent s'entendre que pour les remissions qui s'expédient es chancelleries près nos cours seulement ; que notre intention n'a point été non plus d'affaiblir les grâces que nous faisons à nos sujets en n'usant pas des termes d'abolition... ISAMBERT, t. 19, p. 436-437.*

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT DE GRACE AUX XIV^e ET XV^e SIECLES

Cette deuxième partie contient une étude plus détaillée de la grâce aux XIV^e et XV^e siècles, étude rendue possible par les progrès des idées juridiques et l'abondance des documents à cette époque. La grâce se régularise et se transforme ; un droit de grâce s'élabore, d'où sortira le droit de grâce moderne.

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux de la grâce aux XIV^e et XV^e siècles

La grâce royale et la grâce non royale eurent au Moyen-Age des caractères généraux communs venant des idées et de l'organisation judiciaire du temps. Une certaine théorie de la grâce s'en dégage, théorie que le droit médiéval ne connut d'ailleurs jamais. Il faut examiner ces caractères généraux avant d'étudier l'exercice même de la grâce par les rois, les seigneurs ou l'Eglise : nous allons voir l'étendue d'application et les effets de la grâce, les droits de la victime et des tiers, les causes spéciales de grâce, enfin les grâces collectives et les abolitions.

Etendue d'application de la grâce ; la grâce et la non-culpabilité.

Les cas de grâce étaient aussi variés au Moyen-Age que les infractions, et généralement toute peine était rémissible (1). Mais il y avait des infractions plus fréquentes que d'autres, pour lesquelles des grâces étaient octroyées plus souvent ; les grâces dépendaient ainsi des habitudes et des mœurs. Les grâces pour meurtres étaient de beaucoup les plus nombreuses, non pour des meurtres crapuleux, mais

(1) En principe certains cas étaient irrémissibles, mais les règles n'étaient guère observées ; cf. *infra*, p. 128-129.

pour des meurtres après rixe, après querelle, et de même pour les coups et blessures. Nombreuses étaient les grâces pour vols, pour affaires de mœurs : viols, enlèvements, meurtres en cas d'adultère, et les grâces pour faits politiques : rébellions, émeutes, propos séditieux. Enfin on trouve moins fréquemment des grâces pour blasphèmes, faux-monnayage, sorcellerie (1). Il y avait d'ailleurs des différences suivant les époques ; ainsi entre 1340 et 1350 une proportion considérable de lettres de rémission se rapporte à des délits monétaires, ce qui s'explique par les nombreuses fluctuations du cours de la monnaie à la fin du règne de Philippe VI (2) ; dans le troisième quart du xiv^e siècle un grand nombre de grâces pour pillages signale la révolte des Tard-Venus (3).

La grâce intervenait également dans des situations spéciales, qui sont tranchées de nos jours par une justice plus évoluée et plus souple. Il en était ainsi dans des cas de non-responsabilité, soit pour défaut d'intention, soit même pour non-discernement. Ces cas nous paraissent spéciaux, mais naturellement les contemporains, sauf de rares exceptions, ne les distinguaient pas des cas ordinaires. Avant d'étudier l'application de la grâce à ces cas de non-responsabilité, il convient de voir dans l'ensemble quelle était l'appréciation de la culpabilité au Moyen-Age.

L'APPRÉCIATION DE LA CULPABILITÉ.

Suivant nos conceptions modernes de droit pénal, l'homme ne doit être puni du fait illicite commis par lui que s'il en est responsable. Le Moyen-Age ne semble pas avoir connu ce principe, ou du moins il ne le connut qu'imparfaitement. Les juges ne cherchaient guère à apprécier exactement la culpabilité de l'auteur d'un fait délictueux ; ils se bornaient à constater l'existence du seul fait matériel et à en tirer

(1) Cf. le tableau à l'appendice, *infra*, p. 175.

(2) VIARD, *op cit.*, p. XXII.

(3) GUIGUE, *op. cit.*, p. 140-141 et pièces just. *passim*.

condamnation. D'une manière générale l'homicide *per infortunium*, ou *par mésaventure*, était considéré comme un homicide ordinaire ; seul l'homicide par absence de discernement (fou, mineur) restait parfois impuni. Des circonstances comme la contrainte, la légitime défense n'étaient prises en considération lors du jugement et pour le prononcé de la peine ; il en était seulement tenu compte parfois plus tard pour l'octroi de la grâce. Certes le droit romain classique avait fait la distinction entre les responsables et les irresponsables ; mais dès le v^e siècle ces idées juridiques s'étaient effacées et une grâce devait être demandée pour l'homicide involontaire (1).

Des auteurs ont cru cependant que la culpabilité au Moyen-Age supposait l'intention et la liberté de mal faire, qu'il n'y avait ni condamnation, ni matière à grâce par conséquent, si l'inculpé avait agi par contrainte ou en état de légitime défense ; des textes ont été invoqués à l'appui de cette hypothèse (2). Les principaux arguments étaient tirés de Beaumanoir. D'après ce dernier ne seraient pas punissables les meurtres accidentels d'un ami à la guerre ou dans un tournois, les meurtres commis en état de légitime défense ou sur une femme adultère en flagrant délit (3). Mais il faut remarquer que Beaumanoir était un esprit original et très

(1) Cf. *supra*, p. 34.

(2) Voir GLASSON et les références qu'il indique, *op. cit.*, t. VI, p. 647-658.

(3) *Nus ne dois douter, se... en moi defendant je cuide tuer un de mes anemis et je tue un de mes amis, que ce ne soit mesaventure, car nus n'en est plus courouciés de moi. Et pour ce ne m'en doit on riens demander en tel cas ; ch. XXX, n° 1940. — Aucune fois avient il que jeus est commencié... et avient qu'aucuns est tués ou afolés pour le jeu... Et quant tele chose avient, l'en n'en doit riens demander a celi qui le fist ; ch. LXIX, n° 1957. — Nepourquant l'en puet bien metre a mort autrui en tel maniere que l'en ne pert ne vie ne membre ne le sien, en deux manieres : ... la seconde maniere si est de tuer autrui seur soi defendant ; ch. XXX, n° 887. — Se uns hons defent a un autre... qu'il ne voist plus entour sa fame..., et il, après la defense..., le trueve en fet present gisant a sa fame, s'il occist l'homme et la fame... il n'en pert ne cors ne avoir. Et en tel cas nous les avons reus delivrer par jugement III fois en l'ostel le roi avant que nous feissions cest livre ; ch. XXX, n° 933.*

en avance sur son temps (1), que les *Coutumes de Beauvaisis* ne représentaient guère l'état général de la coutume et eurent même peu de succès (2) ; sauf en ce qui concerne le cas de flagrant délit d'adultère nous avons seulement les idées personnelles de l'auteur. En effet Beaumanoir reprenait une règle du droit romain classique pour les cas de non-responsabilité ou *cas d'aventure*, et souhaitait qu'il n'y eût pas condamnation quand il n'y avait pas responsabilité ; mais il était en opposition complète avec le droit de son temps, et il dut convenir dans une partie de son œuvre que les coupables de *cas d'aventure* pouvaient être condamnés : il créa simplement pour eux une nouvelle catégorie de grâces, les grâces *pour cause de pitié*, qu'il opposa aux grâces *pour vilains cas de crime* (3).

Un autre texte à l'appui de cette hypothèse, le *Livre des droits et des commandements*, n'est explicite qu'en matière de flagrant délit d'adultère : il reconnaît que le mari peut tuer les coupables sans être inculpé ; pour la légitime défense le texte dit simplement que le meurtrier ne sera pas pendu (4). Enfin on a fait état d'une ordonnance de Charles V de 1368 sur la commune de Péronne qui prévoit le cas de violation de domicile : le propriétaire meurtrier serait déchargé de l'inculpation ; mais il s'agit simplement de la réparation

(1) Beaumanoir a critiqué les procès faits aux animaux (ch. LXIX, n° 1944) : ceux-ci étaient souvent condamnés au Moyen-Age comme les humains non responsables ; Beaumanoir a d'ailleurs signalé l'intérêt fiscal de ces condamnations. De même Beaumanoir a rejeté la prison pour dette, et cependant elle existait de son temps ; cf. R. GRAND, art. cit., p. 65. — Cf. *supra*, p. 78.

(2) Ed. BEUGNOT, p. XXXI et s.

(3) *Coutumes de Beauvaisis*, n° 1536, *in fine* ; *supra*, p. 69, n. 2. — N° 1731 : *Se li cuens rapele aucun bani pour aucune cause de pitié, — si comme il a entendu que cil qui fu banis, ou point qu'il fu apelés et banis, fu en estrange país ou en pelerinage, et est aperte chose qu'il ne seut riens des apeaus ne du banissement, ne il ne fu qui ou banissement ne es apeaus l'en escusast, ou li cuens a puis seu de certain qu'il n'a coupes ou fet pour quoi il fu banis, — il fet euvre de misericorde de rapeler tel manière de banissement.*

(4) Si aucun trouvoit un homme couchié ou sa femme, il le pourroit tuer sans en cheoir en paine criminelle ; n° 850. Homme qui occist autre en meslée il ne sera pas pendu ; n° 345. Ed. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, t. II, p. 237-238, et p. 19.

envers la commune, et cette mention d'un cas déterminé prouve que nous sommes en présence d'une exception (1).

Plus récemment des auteurs ont repris la théorie de la distinction des responsables et des irresponsables, en étudiant le droit pénal de certaines régions ; ils ont soutenu de nouveau qu'il n'y avait pas condamnation lorsqu'il n'y avait ni intention, ni liberté de mal-faire. Pour la *justice criminelle de l'échevinage d'Abbeville au Moyen-Age* aucune preuve n'a été fournie à l'appui d'une assertion hasardeuse que démentent les faits cités par l'auteur lui-même (2) ; mais pour le droit pénal normand au XIII^e siècle quelques arguments ont été avancés. On pourrait peut-être admettre que certains homicides par absence de discernement, cas de folie ou de minorité, n'étaient pas punis en Normandie (3) ; mais il ne paraît pas possible de soutenir cette théorie pour les homicides *par mésaventure*. Suivant le *Très ancien coutumier* l'homicide *par mésaventure* commis par les parents entre eux n'était pas suivi de peine, mais seulement d'une pénitence imposée par l'Eglise, et l'homicide *par mésaventure* du seigneur par son vassal était puni de mort (4) ; un auteur en a conclu que le droit normand, à part l'exception du vassal meurtrier, ne punissait jamais l'homicide *par mésaventure* ; il a même ajouté qu'il en était à peu près de même pour l'homicide commis en état de légi-

(1) *Ordonnances*, t. V, p. 160, n° 8.

(2) BOCA, *op. cit.* Théorie avancée au ch. VIII, section I, p. 263. Faits contraires *ibidem*, p. 269-270 (*infra*, p. 98, n. 3) et p. 267 (*infra*, p. 99 n. 2).

(3) C'est l'opinion de Le Foyer qui a cité des exemples (p. 50-52) ; voir cependant des exemples contraires en Normandie même, en 1425 et 1434, *infra*, p. 100, n. 2 et 3. Le Foyer constate par ailleurs l'existence de procès contre les animaux dans cette province au XIV^e siècle (p. 52, n° 3).

(4) Le *Très Ancien Coutumier*, ch. XXXV, de *homicidio*, art. 1, 2, 6, envisage l'homicide commis par les parents sur les enfants, par les enfants sur les parents, par le frère sur le frère, le cousin sur le cousin, la sœur sur la sœur : *si per infortunium... occiderit, penitentiam agat ab ecclesia sumptam*. LE FOYER, p. 53-54. — *Très Ancien Coutumier*, XXXV, art. 5 : *si homo dominum suum occiderit... per infortunium, morte puniatur*. LE FOYER, p. 55, et *ibidem* un exemple tiré d'Orderic Vital vers 1040.

time défense (1). De telles conclusions sont hâtives et contredites parfois par les textes mêmes invoqués par l'auteur : il déclare que le droit normand ne punit pas l'homicide *par mésaventure* à l'exception du vassal meurtrier de son seigneur, mais il pourrait aussi bien déclarer que le droit normand punit l'homicide *par mésaventure* à l'exception des parents meurtriers de leurs enfants (2) ; enfin comment parler d'absence de sanction pénale quand le *pardon du prince* est nécessaire pour l'homicide commis en état de légitime défense : c'est bien que cet homicide serait normalement puni (3). Rien ne distingue les grâces données pour des cas de légitime défense des autres grâces avant le xvr^e siècle (4).

Bref les quelques objections précédentes ne sont pas décisives. La non-culpabilité ne paraît reconnue que pour meurtre en cas de flagrant délit d'adultère (5), ce qui peut s'expliquer par une survivance du droit de vengeance privée. On peut même généraliser et aller au-devant d'objections nouvelles : les principes tirés des écrits des juristes en faveur de la non-culpabilité dans certains cas ne tiendraient pas devant l'examen des faits concrets. Les auteurs étaient souvent imprégnés de droit romain ou bien avaient des théories personnelles ; Boutilier par exemple dans différents cas : *d'occire autre par cas d'aventure, d'occire larron en emblant, d'assaillir autre sur son bien*, proclamait la non-cul-

(1) *En somme nous pouvons dire que mise à part l'exception ci-dessus rapportée au Très Ancien Coutumier, XXXV, 5, le droit normand classique épargne toute sanction pénale à l'homicide involontaire. Il en va de même des homicides légitimes, tel l'homicide commis en état de légitime défense, pour lequel, toutefois, l'auteur doit obtenir le pardon du prince.* LE FOYER, p. 54-55.

(2) Si on veut tirer une règle de ce qu'on croit une exception.

(3) L'auteur cite (p. 55, n. 3) un texte de Bracton : *Fenétur etiam [rex] aliquando de gratia concedere ei vitam et membra, ut si... se defendendo hominem interfecerit*, qui le contredit nettement, et des textes de Beaumanoir sur lesquels nous nous sommes expliqués, *supra*, p. 92-93.

(4) Dans tous les cas l'octroi de la grâce était incertain ; *cf. supra*, p. 86, n. 2.

(5) On trouve très rarement des lettres de rémission pour des meurtres en cas de flagrant délit d'adultère ; *cf.* le tableau à l'appendice.

pabilité du meurtrier, mais spécifiait : *par raison écrite* (1). La doctrine ne pourrait pas nous faire connaître le véritable état du droit en la matière ; seules les décisions judiciaires peuvent nous le révéler (2).

Les conceptions rudimentaires de la justice au Moyen-Age, l'absence d'une théorie de la criminalité (3), sont les causes de ce singulier état de droit ; plus tard des raisons fiscales intervinrent pour maintenir cet état : le paiement des droits pour les lettres de grâce formait une ressource importante de la chancellerie. Jusqu'à la fin de l'ancien régime le meurtrier en cas de légitime défense devait obtenir des lettres de rémission (4), parce que, *suivant notre droit français tout homme qui tue est digne de mort, s'il n'a lettre du Prince* (5). Il faudrait même dire *tout être vivant qui tue* au Moyen-Age, car des animaux, du taureau ou du porc à la limace ou à la mouche, furent condamnés à maintes reprises (6).

Il nous faut donc étudier l'application de la grâce au défaut d'intention ; dans ce cas un élément moral de l'infraction manque : le délinquant n'a pas agi volontairement ; il y a eu contrainte ou nécessité, légitime défense, ou d'une manière plus large homicide involontaire. Il faut étudier également la grâce en cas d'absence de discernement, lorsque l'élément intellectuel de l'infraction fait défaut : le délinquant n'est pas capable de distinguer le bien du mal ; c'est un dément ou un mineur.

(1) Livre II, titre 40, p. 870, 871, 868 ; cf. p. 870 : *coustumiers dient que crime n'a point d'aventure qu'il ne chée en peine de mort ou rémission du prince.*

(2) Sur un autre aspect plus net du conflit entre doctrine et pratique en droit pénal, cf. R. GRAND, art. cit., à propos de la prison pour dette, p. 65 ; *ibidem*, p. 84 : *c'est la doctrine, beaucoup plus que la pratique, qui a refusé à la prison le caractère pénal.*

(3) GLASSON, t. VI, p. 640.

(4) Ordonnance criminelle de 1670, titre XVI, art. 2.

(5) SERPILLON, t. II, p. 435.

(6) CHÉNON, n° 255, *op. cit.* t. I, p. 680-681. BERRYAT DE SAINT-PRIX, *op. cit.* — Cf. BEAUMANOIR, *supra*, p. 93, n. 1. — Cf. pour la Normandie, *supra*, p. 94, n. 4.

CONTRAINTE OU ÉTAT DE NÉCESSITÉ.

La contrainte physique s'exerce matériellement par le fait de l'homme, et oblige l'individu à faire ce qu'il ne doit pas faire, ou l'empêche de faire ce qu'il doit (1). Elle ne supprimait pas l'incrimination au Moyen-Age. Ainsi en 1414 un habitant qui n'avait pu s'échapper de Soissons pendant l'occupation anglaise, parce qu'il était surveillé, dut demander une grâce pour recouvrer ses biens lors de la reprise de la ville par le roi de France (2).

La contrainte morale, qui a la même cause que la précédente, ne prive pas l'individu de la possibilité physique de suivre le droit, mais pèse sur sa volonté (3). Comme la précédente elle ne permettait pas à l'inculpé d'échapper à la condamnation. C'est pourquoi en 1382 la capitaine de l'église fortifiée de Lumeau-en-Beauce dut solliciter une rémission : il avait livré une femme de mauvaise vie réfugiée dans la forteresse à des soldats pillards, car ceux-ci menaçaient à défaut d'elle de violer toutes les femmes du village (4).

D'une manière plus générale l'état de nécessité contraint l'homme à faire une action répréhensible en elle-même, mais nécessaire ; il ne provient pas du fait de l'homme, mais découle plutôt d'une situation spéciale, d'un ensemble de circonstances. Comme la contrainte l'état de nécessité ne supprimait pas le délit. Des bourgeois de Tours, qui avaient fait abattre des maisons pour la défense de la ville contre les Anglais durent obtenir des lettres de grâce en 1359 ; il en fut de même pour un homme d'arme du roi à Lille en 1344 (5).

LÉGITIME DÉFENSE.

La légitime défense, une variante de la contrainte, est un

(1) GARRAUD, n° 341.

(2) Arch. Nat., JJ. 168, fol. 7 v°, n° 9.

(3) GARRAUD, n° 342.

(4) Arch. Nat., JJ. 120, fol. 150, n° 307.

(5) Arch. Nat. JJ. 86, n° 555 ; X^{1a} 10, fol. 25.

des cas les plus typiques. Dans les législations anciennes c'était un droit ; mais le christianisme modifia, semble-t-il, cette idée : la légitime défense perdit son caractère primitif pour devenir une nécessité et n'être plus qu'une simple cause d'impunité. Cette nouvelle conception explique en partie qu'au Moyen-Age le roi devait intervenir par une grâce à la place du juge ; il y avait eu crime et condamnation (1).

Les cas de légitime défense furent innombrables en un temps d'insécurité, où les mœurs étaient violentes et les hommes souvent armés, et par suite du droit de vengeance privée et des guerres qui en sortaient. Un homme de bonnes vie et mœurs, attaqué traîtreusement par un bandit, et ne pouvant sauver sa vie qu'en tuant ce dernier, devait néanmoins obtenir pour ce fait une lettre de rémission ; les exemples abondent (2).

HOMICIDE INVOLONTAIRE.

L'homicide involontaire était puni au Moyen-Age comme l'homicide ordinaire ; la peine appliquée, généralement le bannissement, était la même ; on en voit des exemples à Abbeville, en 1285, pour la chute accidentelle d'un mât de bateau, et en 1304 pour la chute d'une pierre lors de la réparation d'une maison (3). La responsabilité était donc reconnue d'une manière très générale pour les conséquences imprévisibles d'un acte, et une grâce était nécessaire pour échapper à la peine. Ainsi en 1380 et 1384, lors de représentations théâtrales, le canon tiré par l'acteur pour annoncer le diable fit des victimes : l'acteur dut demander chaque fois une rémission (4). Il en fut de même en 1396 pour un homme dont la jument s'emballa et renversa un passant (5).

(1) GARRAUD, n° 438.

(2) Cf. *infra* l'appendice, n° 50 à 69.

(3) PRAROND, p. 25 et BOCA, p. 269-270 ; l'auteur du second accident fut banni *auxi comes il l'eust ochis de sa propre main*.

(4) THOMAS, art. cit. (Arch. Nat. JJ. 116, n° 254 et JJ. 125, n° 17).

(5) Arch. Nat., JJ. 150, fol. 1, n° 1. — Cf. l'appendice, n° 106 à 113.

Au mois de juillet 1418, sur le pont de Vernon, un écuyer lança par jeu un chien dans la Seine, mais une jeune fille voulut retenir la bête, tomba à l'eau et se noya ; l'écuyer dut solliciter une rémission (1).

DÉMENCE ET MINORITÉ.

Des études spéciales seraient nécessaires pour approfondir les idées du Moyen-Age en ces matières, car le sujet est très confus. Il n'y avait pas d'idées très nettes sur la démence ; l'aliéné, bien qu'il ait eu souvent des allègements de peine, ne fut jamais traité uniformément en irresponsable comme dans le droit romain. La folie, inspirée par le diable, constituait selon certains une manière d'être délictueuse (2). Il subsistait des traces de ces idées encore à la fin de l'ancien régime : le juge ne devait pas tenir compte de l'état mental et l'insensé convaincu était frappé de la peine ordinaire ; c'était en appel seulement qu'on informait des faits de folie (3).

Cependant, au moins pour la période qui nous intéresse, à partir de la fin du ^{xiii}e siècle, les fous étaient rarement condamnés, ou leur condamnation était atténuée. Dès 1302 Philippe le Bel ordonnait aux échevins de Montreuil de lui rendre compte du bannissement d'un individu atteint d'*insania mentis*, meurtrier de son fils, et le roi déclarait que le jugement serait annulé si la folie était constatée (4) ; de même au ^{xiv}e siècle des suicides de fous n'étaient pas punis (5). Il n'y avait donc pas toujours lieu de gracier des

(1) *Ledit Pierre, après souper, estant sur le pont de Vernon, en soy esbatant print ung chien, pour le cuidier gecter en la rivière. Et la estoit une jeune fille, de l'aage de XIII a XV ans ou environ, qui print ledit chien, et en le prenant, elle et ledit chien cheurent de dessus ledit pont en l'eau, dont mort s'en est ensuie... Pour lequel fait ledit Pierre a esté et encores est détenu prisonnier en noz prisons de Vernon...* ; Arch. Nat., JJ. 170, fol. 157, n° 157.

(2) GARRAUD, n° 316. Cf. BOCA, p. 267.

(3) (SERPILLON, t. II, p. 49 et s. ; p. 158. MUYART DE VOUGLANS, t. I. t. V, ch. 1.

(4) Aug. THIERRY, t. IV, p. 744.

(5) TANON, p. 539-540, p. 551.

fous ; en fait on trouve des lettres de rémission accordées à des insensés, mais assez rarement. En 1388 un *povre bergier fol et insensible*, qui depuis deux ans se trouvait emprisonné à Limoges pour certains propos politiques, reçut une rémission (1). En 1425 une femme enceinte, *come toute demoniacle*, qui *par frenaisie et merencolie* avait tué son mari pendant son sommeil, n'échappait à la peine de mort que par une grâce (2). En 1434 une rémission était donnée à un *povre simple homme insensible* coupable de vol (3).

Pour la minorité, comme pour la démence, il est impossible de dégager une règle générale : mais il semble bien que la culpabilité du mineur, parfois jugée moins grande, n'était jamais considérée comme supprimée (4). Aussi des rémissions étaient parfois nécessaires. Un nommé Jaquet, qui avait enfreint les ordonnances sur les monnaies, fut grâcié en 1343, *considéré que ledit Jaquet estoit lors et encores est de petit aage* (5) ; une jeune fille fut grâciée en 1348 parce qu'elle n'avait que seize ans (6) ; il en était de même en 1418 *attendu la jeunesse et simplesse dudit Micheaul qui est jeune enfant de l'aage de xv ans ou environ* (7).

Les effets de la grâce.

Les effets de la grâce portaient sur l'exécution de la con-

(1) Arch. Nat., JJ. 132, fol. 85 v., n° 156 bis.

(2) *Elle demourra en prison perpetuelle ou sera autrement tenue en seuregarde, considéré son cas... pour eschever qu'elle ne face ou temps a venir peril ou autre inconvenient* ; Arch. Nat., JJ. 173, fol. 33 v., n° 63. LE CACHEUX, *op. cit.*, t. I, p. 181.

(3) Arch. Nat., JJ. 175, fol. 133, n° 369. LE CACHEUX, *op. cit.*, t. II, p. 301.

(4) Voir des exemples pour Abbeville dans Prarond, p. 88, 182. — Un enfant de onze ans, qui avait tué une fillette avec un caillou, fut conduit devant le Parlement et *jugé a trainer et a pendre*, à l'époque de Boutillier (éd. CHARONDAS, p. 870).

(5) *Et veu par lesdiz maistres l'ignorance, la simplesse et la jeunesse dudit Jaquet* ; Arch. Nat., JJ. 74, n° 167.

(6) *Nous at rescript que ladicte Jehannette est tant seulement dudit aage de XVI ou XVII anz ou environ* ; Arch. Nat., JJ. 77, fol. 214, n° 350.

(7) Arch. Nat., JJ. 170, fol. 203, n° 234. — Cf. l'appendice *infra*, n° 132, 133.

damnation, sur les peines prononcées, principales ou accessoires. La peine pouvait être diminuée dans des proportions variables, ou même supprimée ; elle pouvait être subordonnée à l'exécution de certaines conditions. D'une manière plus spéciale la grâce pouvait avoir un effet sur les biens, en entraînant leur restitution, ou sur la capacité des individus par la réhabilitation.

GRACES PARTIELLES, CONDITIONNELLES OU TOTALES.

L'effet d'une grâce partielle était limité et se traduisait par une réduction ou une commutation de peine. La grâce partielle n'apparaissait avec netteté que dans les cas où la condamnation avait été prononcée, et non dans les cas où la remise intervenait avant la fixation d'une peine initiale par la justice. La réduction est une diminution de la peine dont la nature subsiste. Les peines de prison et de bannissement, qui offraient la particularité de pouvoir être remises après un commencement d'exécution, étaient rarement réduites, mais remises à des dates plus ou moins tardives (1). Par contre l'amende était très souvent réduite, car son caractère s'y prêtait (2).

La commutation est le remplacement d'une peine par une autre plus douce ; la nature de la peine change. Ainsi en 1408 un faux-monnayeur, qui devait être bouilli, échappait à la mort et était simplement banni (3). La commutation de peine fut très souvent prononcée par les justices d'Église (4).

La grâce conditionnelle avait parfois la même apparence qu'une grâce partielle et on pouvait la confondre avec la commutation de peine : la condition imposée pour l'octroi de la grâce ressemblait souvent à une peine nouvelle, surtout parce qu'au Moyen-Age la liste des peines n'était pas

(1) Cf. *supra*, ch. IV, p. 63, 75, BOCA, *op. cit.*, p. 143.

(2) Arch. Nat., K 51, n° 25², 25³ en 1377. BOCA, p. 144.

(3) Arch. Nat., JJ 163, n° 34 ; DOUËT D'ARCQ, t. II, p. 257-259.

(4) Cf. *supra*, p. 76 ; et particulièrement les tribunaux d'inquisition, *infra*, p. 155.

d'une grande fixité ; il en était ainsi particulièrement dans les cas de paiement de sommes d'argent.

Parmi les conditions imposées quelques-unes revenaient fréquemment et avaient la forme d'un acte pieux, par exemple faire dire des messes pour l'âme d'un mort (1), offrir un cierge à une église (2), contribuer à la reconstruction d'une église (3), faire un pèlerinage (4), ou simplement faire une aumône (5). Souvent aussi le grâcié devait subir une courte peine de prison en expiation de son crime (6). On trouve parfois des conditions plus rares ; en janvier 1475 Louis XI grâcia un franc-archer de Meudon pourvu qu'il se laissât examiner et opérer par des médecins : le condamné souffrit de *pierre et colique* (7).

Il y avait enfin une condition qui mettait en question le fond même du droit de grâce ; c'est celle qui soumettait la grâce à l'assentiment de la victime ou de la partie lésée. Nous étudierons ce cas à propos des droits des tiers (8).

La grâce totale, ou remise, dispensait entièrement le condamné de l'exécution de la peine ; elle faisait disparaître complètement les conséquences pénales de la condamnation ;

(1) *Ledit Neauton fera dire et célébrer cent messes pour le salut de l'ame du trespasé en l'église ou il est enterré* ; en 1425 ; Arch. Nat., JJ 173, fol. 85 v., n° 165.

(2) *Et si yra tout nu et deschaussié en pellerinage a Nostre Dame de Montfort et ylece offera devant l'image Nostre Dame un cierge de cire pesant deux livres, et de ce avoir fait rapportera certification souffisant* en 1426 ; Arch. Nat., JJ 173, fol. 216 v., n° 456. — Cf. JJ 132, fol. 54 v., n° 95.

(3) En 1408 à Tours pour un délit de chasse ; Arch. Nat., JJ 163, n° 92.

(4) *Seront tenuz d'aler tous deux en Chippre et demourer XL jours et rapporteront lettres de certification soubz aucun scel autentique du royaume de Chippre, et XL jours après leur retour tront a Saint Jaques en Galice et rapporteront semblablement certifications dudit pelerinage*, pour la grâce de deux meurtriers en 1388 ; Arch. Nat., JJ 132, fol. 4 v., n° 8.

(5) *Il paiera cent solz tournois qui seront distribués aux religieux des carmes de nostre ville de Rouen*, en 1426 ; Arch. Nat., JJ 173, fol. 253 v., n° 531.

(6) *Si sera un mois prisonnier au pain et a l'eau*, en 1424 ; Arch. Nat., JJ 172, fol. 345, n° 621 ; LE CACHEUX, *op. cit.*, t. I, p. 111.

(7) *Chronique scandaleuse*, éd. MANDROT, t. I, p. 322.

(8) Cf. *infra*, ch. suivant.

la satisfaction à la partie civile subsistait seule. Elle avait lieu aussi bien avant la condamnation qu'après ; elle intervenait très souvent dans les cas de légitime défense, de contrainte, bref dans tous les cas de non-culpabilité.

LA RESTITUTION DES BIENS.

Les biens d'un inculpé étaient presque toujours, et dès le début du procès, dans une situation spéciale : ils étaient placés dans la main de l'officier royal ou seigneurial du lieu ; ce dernier les administrait en attendant l'issue du procès. Quand la condamnation était prononcée, tantôt les biens étaient rendus au condamné ou à sa famille par la main-levée, tantôt ils demeuraient la propriété du seigneur justicier par la confiscation. La confiscation était fréquente au Moyen-Age, parfois comme peine principale, souvent comme peine accessoire, soit totale, soit partielle. Il est naturel que la grâce ait eu fréquemment une influence sur le sort des biens du grâcié.

La main-levée des biens non-confisqués suivait en général la remise de la peine (1) et il n'était pas nécessaire ordinairement de la demander d'une manière spéciale ; en effet la mise des biens dans la main de la justice avait un caractère provisoire et la main-levée n'était qu'une mesure d'administration.

La confiscation au contraire était le résultat d'un jugement, et la restitution des biens ne suivait pas automatiquement la remise de la peine (2) ; aussi le grâcié qui réclamait ses biens confisqués pouvait être débouté de sa demande si les lettres de grâce étaient muettes à ce sujet (3).

(1) *Le remettons... a ses biens non confisqués*, dans une lettre de rémission de 1376 ; Arch. Nat. X²A 9, fol. 60 v. — *Levant nostre main mise de ses diz biens*, en 1390 ; Arch. Nat., JJ 138, n^o 273.

(2) *Item quandoque princeps indulget crimen commissum et remittit penam simpliciter... : idem quoad bona, si per sententiam fuerint confiscata, ut fit in casu banni, quia tunc bona remanent fisco* ; MASUER, *Practica forensis, de poenis, restitutio et indulgentia quomodo differunt*.

(3) *Guerardus, virtute remissionis predictae, in curia nostra petit dictum Johannem compelli ad admovendum manum suam de bonis*

Il fallait demander cette restitution dans la requête (1), l'obtenir dans la lettre de rémission, et la faire enregistrer (2). Quand l'enregistrement avait lieu devant le Parlement, le roi ordonnait à l'officier royal compétent, le bailli en général, ou au premier huissier du Parlement de rendre les biens (3). La grâce précisait souvent que les biens resteraient confisqués (4) ; parfois certains biens seulement étaient exceptés de la restitution et leur sort ne pouvait être modifié par la rémission (5). Au contraire la restitution des biens était parfois le seul effet de la grâce ; il en était ainsi généralement pour les parents d'un suicidé (6), ou si la confiscation avait été la peine principale.

La grâce royale conservait tous ses effets à ce point de vue envers les hauts justiciers ; un seigneur était obligé de restituer les biens confisqués sur l'individu qu'il avait condamné, si le roi le décidait par sa grâce ; du moins il en était ainsi lorsque le vassal n'était pas trop indépendant (7).

predictis... Tandem... visa gracia remissionis, per arrestum nostre curie dictum fuit quod dicta remissio non extendit se ad bona que dictus Guerardus sub eodem Johanne habebat, en 1311 ; *Olim*, éd. BEUGNOT, t. II, p. 544, n° XIII.

(1) A l'époque carolingienne il y avait une formule spéciale, *cf.* pièce just. n° 1.

(2) *Prefata curia... ordinat quod bona quecumque dicti Johannis... arrestata... sibi reddentur*, à l'enregistrement d'une rémission en 1396 ; Arch. Nat., X²A 13, fol. 98 v.

(3) *Quocirco batllivo de Cepeysio... aut ejus locumtenenti, primoque parlamenti nostri hostiario aut serviente nostro... mandamus quatinus dicto Johanni... predicta bona reddant* ; en 1396 ; Arch. Nat., X²A 13, fol. 98 v.

(4) Arch. Nat., JJ 71, fol. 221, n° 311 ; en 1340.

(5) Lettres de Philippe VI maintenant la donation d'une maison confisquée sur un criminel, malgré une rémission accordée à ce dernier ; en 1342 ; Arch. Nat., JJ 74, n° 644.

(6) Arch. Nat., JJ 170, n° 154 ; DOUËT D'ARCO, t. II, p. 176 ; en 1418.

(7) *Le Roy peut par lettres de rémission pardonner au condamné ou accusé, et le restituer en ses biens, ce que le hault justicier ne saurait empêcher* ; arrêts du 4 avril 1327, 29 may 1328 ; *Grand Coutumier*, éd. CHARONDAS, p. 329.

Procès fait au sire de Montjoy par un bourgeois de Paris demandant la restitution de ses biens en vertu d'une grâce royale en 1323 ; BOUTARIC, n° 7040. — *Cf. supra*, p. 80.

LA RÉHABILITATION.

La condamnation à une peine afflictive avait ordinairement au Moyen-Age, comme de nos jours, des conséquences infamantes, mais ces conséquences étaient variables et peu nettes (1). En tout cas la grâce supprimait souvent l'infamie en réhabilitant le grâcié ; cette réhabilitation se traduisait dans les lettres de grâce par la formule : *et le remettons a sa bonne fame et renommée*, ou une phrase équivalente (2) ; il fallait d'ailleurs que cette réhabilitation fût expressément indiquée (3).

Un des principaux résultats de l'infamie était la déchéance de la fonction publique quand le condamné était officier royal ou seigneurial ; mais l'individu déchu pouvait quelquefois reprendre sa fonction à la suite d'une grâce (4). Parfois la grâce n'avait aucun effet sur cette déchéance, parce que la réhabilitation avait été d'avance écartée ; l'autorité royale ou seigneuriale avait prévu et empêché le retour d'un condamné grâcié à un emploi public : il en était ainsi pour l'élection au consulat dans la ville d'Ouveillan (5). D'une manière plus générale la condamnation à une peine afflictive entraînait dans certains cas l'incapacité d'exercer un métier ; il arrivait alors que la grâce réhabilitât le condamné

(1) Le sujet n'a d'ailleurs pas été étudié.

(2) Arch. Nat., X²A 9, fol. 60 v., en 1376, et la plupart des lettres de rémission. La formule : *le restablissons a sa bonne renommée et a son estat*, dans beaucoup de rémissions, a sans doute la même signification, et non pas un sens plus précis. — L'influence du droit romain ici encore est manifeste ; cf. *supra*, p. 62.

(3) *Item quandoque princeps indulget crimen commissum et remittit poenam simpliciter : et tunc remanet infamia* ; MASUER, *Practica, de poenis*, p. 338.

(4) En 1400 un sergent royal, condamné pour meurtre, conservait sa fonction après une rémission ; Arch. Nat., JJ 155, n° 176. — Par contre une rémission accordée en 1340 à un garde de la monnaie, banni pour malversation, interdisait au grâcié de reprendre son emploi ; Arch. Nat., JJ 71, fol. 221, n° 311.

(5) Lettres confirmant le règlement fait par le sénéchal de Carcassonne en 1380. Art. 3 : *jurabunt dicti consules... quod ipsi non eligent ad regimen dicti consulatus... aliquem alium quem sciant delatum aut dampnatum seu redemptum de aliquo crimine seu infamia* ; LAURIÈRE, t. VI, p. 376.

à l'exercice de ce métier (1). Le grâcié recouvrait aussi sans doute le droit de témoigner en justice (2), et était relevé de différentes incapacités, variables suivant les condamnations.

La réhabilitation était rarement l'unique effet d'une grâce ; aux XIV^e et XV^e siècles il est exceptionnel de la rencontrer seule, sans remise d'autre peine ; cependant après une destitution d'office public elle permettait au réhabilité de reprendre ses fonctions (3). Les lettres de réhabilitation devaient former plus tard une catégorie de grâces spéciale dans l'ordonnance de 1670 ; à l'époque qui nous intéresse, les réhabilitations pures et simples ne se distinguaient pas sensiblement de l'ensemble des grâces ou rémissions ; toutefois elles avaient déjà quelques caractères spéciaux : leur nom surtout, *habilitation*, et l'absence des termes *remissio*, *remittere*.

Les droits de la victime et des tiers.

La grâce accordée à un individu risque toujours de faire tort à la victime ou à des tiers. En droit pénal moderne

(1) En 1343, un changeur, qui avait enfreint les règlements sur les monnaies, obtint des lettres de rémission, par lesquelles Philippe VI lui permit de reprendre son métier : *voulons que ledit Jaquet puisse faire et exercer office de changeur* ; Arch. Nat., JJ 75, fol. 280, n^o 460.

(2) Les criminels condamnés ne pouvaient être témoins : cf. *ques proeves sont a recevoir en court laie et quels non*, dans le *Coutumier d'Artois*, éd. TARDIF, p. 115.

(3) En 1375 : *Habilitation pour Jehan de Saint Père. Charles, etc... Savoir faisons a touz presens et a venir, que comme Jehan de Saint Père, qui par long temps a esté receveur de noz aides en la cité et diocèse du Mans, ait esté naguere poursuiuz et accusé par nostre procureur ou son substitut par devant noz amez et féaulx conseillers... réformateurs généraux par nous députés ou Maine... sur ce qu'il li imposoient avoir commis plusieurs excès... en extorquant grans sommes de deniers malicieusement soubz umbre de sondit office... Et tant aient nosditz conseillers procédé de rigueur contre ledit Jehan, qu'il ont entre les autres choses privé d'office de recepte royal... Sur quoy ledit suppliant, véant son estat et sa renommée estre bleciée..., nous ait requis lui estre impartie nostre grace... Nous... avons restitué ledit Jehan... a sa bonne fame et renommée, et le habilitons a office royal faire et exercer...* Arch. Nat., JJ 107, fol. 18, n^o 32.

on ne conçoit ce tort, et on ne s'efforce de l'éviter, qu'en matière civile : les indemnités ou dommages et intérêts ne peuvent en aucune façon être supprimés ; au Moyen-Age on reconnaissait souvent l'existence de ce tort même en matière criminelle.

LE DROIT D'OPPOSITION AUX GRACES.

Toute personne qui se prétendait lésée par une décision royale pouvait s'opposer à celle-ci et faire valoir ses prétentions devant les tribunaux ; c'était le droit d'opposition. Ce droit existait d'une manière très générale au Moyen-Age et pouvait se manifester à propos de toutes les lettres royales (1). En particulier une victime ou son lignage pouvait s'opposer à une grâce, non pas seulement à cause du préjudice matériel, mais à cause d'un préjudice moral : le droit d'opposition était la suite du droit de vengeance privée.

Nous avons vu que la vengeance privée avait gêné longtemps le développement de la grâce ; mais les idées de vengeance privée ne disparurent pas complètement après le ^{xiii}^e siècle : elles survécurent assez tard et d'une manière variable suivant les régions. Dans certains cas le criminel devait solliciter son pardon de la partie offensée avant de demander la grâce du roi ou des seigneurs (2). Parfois la grâce accordée était conditionnelle ; la condition était suspensive et la grâce donnée sous réserve de l'approbation de la victime : en 1373 le sire d'Amboise, qui avait enlevé un officier royal, obtint une lettre de rémission, à condition qu'il restât huit jours en prison et qu'il s'entendît pendant ce laps de temps avec l'officier (3) ; ou bien la condition

(1) Cf. la clause de réserve, *sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes*, dans la plupart des actes royaux.

(2) Cf. VALAT, *op. cit.*, p. 190 et s.

(3) *Pendant lesquels huit jours nostredit conseiller sera appelle pour sçavoir s'il se tient pour content et est a accord avec ledit sire d'Amboise,... auquel cas qu'il s'en tiendra pour content et seront a accord lesdites parties, nous voulons nostre présente rémission et grâce avoir son plain effect et non autrement* : ISAMBERT, t. V. p. 392 et s., n° 530.

était résolutoire et les droits de la famille de la victime à une action criminelle expressément réservés : en 1318 le roi mandait au sénéchal de Toulouse d'admettre les poursuites qui pourraient être faites contre un criminel grâcié, car la lettre de rémission contenait une clause de non-préjudice à l'action criminelle de la famille de la victime (1). Enfin le plus souvent c'était à l'enregistrement de la grâce que la victime faisait opposition ; c'était en effet le moment le plus pratique pour une intervention de ce genre par suite de la publicité et du procès qui s'engageait (2).

Certaines juridictions pouvaient aussi se prétendre lésées par la grâce royale (3). Des communes prétendirent que des grâces, des rappels de ban en particulier, étaient contraires aux privilèges municipaux lorsque les coupables avaient été châtiés par la justice municipale ; les échevins de Tournai conservaient cette prétention jusqu'au milieu du xv^e siècle (4).

Mais ce droit d'opposition ne fit que décroître, à mesure que le pouvoir central ou les pouvoirs régionaux devenaient plus forts ; à la fin du xv^e siècle il n'avait plus guère d'importance.

LA SATISFACTION A LA PARTIE CIVILE.

D'une manière générale les droits de la victime ou des tiers en matière civile étaient sauvegardés par la grâce. Le grâcié était toujours tenu de faire réparation des préjudices matériels qu'il avait causés ; la condamnation à des dommages et intérêts au profit de la partie civile subsistait toujours.

Dans presque toute les lettres de rémission cette condition

(1) BOUTARIC, *op. cit.*, n^o 5365.

(2) *Cf. infra*, p. 136 et s.

(3) *Cf.* pour la restitution des biens, *supra*, p. 104 ; et d'une manière générale, p. 78 et s.

(4) *Le procureur du roy... dit que le roy a toute puissance ; a laquelle ceulx de Tournay ne veulent aucunement detraire, mais par le privilège que le roy leur a donné il ne veut point que les bannissemens et confiscations y soient compris ; en 1451 ; Arch. Nat., X^aA 25, fol. 166.*

est énoncée, aussitôt après la remise de la peine, *satisfaction faite a partie civilement tant seulement se faite n'est* (1). Lorsque cette clause n'était pas inscrite dans la lettre de rémission, il fallait la considérer comme sous-entendue. Les coutumes d'Anjou et du Maine, à la fin du xv^e siècle, posaient d'une manière absolue le principe de la satisfaction à la partie civile : *par remission on ne doit laisser le délinquant, que premièrement partie ne soit satisfaite* (2). Parfois la grâce précisait ce droit de la victime : elle transformait la peine en un équivalent pécuniaire, et l'amende criminelle ou la peine se muait en amende civile (3). D'ailleurs l'autorité compétente refusait souvent l'enregistrement d'une grâce, tant qu'elle n'était pas sûre que la partie civile fût satisfaite (4).

Quelles étaient les personnes considérées comme partie civile et pouvant demander des dommages et intérêts ? Dans le cas d'homicide c'étaient le conjoint, les parents et les enfants ; les autres membres de la famille en étaient exclus ; par contre les associés y avaient également droit s'ils subissaient un dommage effectif. Tel est du moins l'avis de Masuer au xv^e siècle (5). Quant au montant de l'indemnité il dépendait de la victime, de son état, et aussi de la condition du coupable (6).

(1) En 1463 par exemple ; Arch. Nat., X²A 30. fol. 294 v., fol. 295 v. *Sauf le droit de partie a poursuir civilement tant seulement*, en 1376 ; Arch. Nat. X¹A 9182. fol. 167. — Cf. la formule de chancellerie : *sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donnè...*, en 1410 par exemple ; Arch. Nat. X²A 16. fol. 61 v.

(2) Ed. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, t. IV, p. 270, L 308.

(3) Charles... *avons mué et... muons toute la poine et amende corporelle et criminelle que pour ce il puet avoir encouru en amende civile...* ; en 1376 ; Arch. Nat. X²A 9, fol. 60 v.

(4) Cf. les vices des grâces, *infra* p. 144 et s.

(5) *Item si propter homicidium delinquens obtinuerit a rege vel principe literam gratie vel remissionis, in ea semper continetur aut subintelligitur satisfactio leso, et lesi dicuntur... Primo mulier illius qui occisus est. Secundo pater... Tertio liberi... Alii vero consanguinei non admittuntur ; socius autem bonorum vel alicujus artificii seu mercantie posset petere dampnum si quod inde emergerit. Practica : de expensis, interesse et damnis.*

(6) *Parmy ce qu'elles seront punies civilement selon leur faculté ; rémission de 1410 ; Arch. Nat. X²A 16, fol. 61 v.*

Causes spéciales de grâce.

Vouloir associer la joie au pardon et faire participer un condamné à la réjouissance populaire en le grâçant était une idée courante au Moyen-Age ; aujourd'hui encore certaines fêtes sont l'occasion d'amnisties et de grâces. L'*abolitio generalis* pascalle était un exemple de cette coutume au Bas-Empire (1) ; mais au Moyen-Age les grâces furent distribuées plus souvent pour des fêtes royales ou seigneuriales que pour des fêtes religieuses. Il y avait une autre cause spéciale de grâce, plus curieuse, qui paraît s'être imposée aux autorités un peu partout en France, bien qu'elle apparût rarement : un condamné était grâcié lorsqu'une jeune fille demandait à l'épouser.

FÊTES RELIGIEUSES.

Les grâces distribuées à l'occasion des fêtes religieuses étaient ordinairement l'œuvre du clergé ; elles avaient alors une forme spéciale. Elle subsistèrent en quelques coutumes, en quelques privilèges religieux, que nous étudierons avec la grâce non royale. Il en était ainsi du privilège de la Fierté à Rouen, le jour de l'Ascension, du privilège du chapitre Notre-Dame à Paris aux processions du premier dimanche de carême ou de la fête de la translation de saint Martin ; à Vendôme on délivrait un prisonnier le vendredi avant les Rameaux (2).

Les autorités laïques n'accordaient pas régulièrement des grâces lors des fêtes religieuses ; cependant on pourrait en trouver quelques exemples. En 1428 un Normand homicide recevait une rémission *pour révérence de la solennité qui se fait le jour d'uy de la benoite et sainte Passion que nostre sauveur Jesu Christ receut pour nous racheter des peines d'enfer* (3). D'autre part au xv^e siècle, lors de la fête de

(1) Sur l'influence du droit romain, cf. *supra* p. 62.

(2) Cf. *infra* p. 157.

(3) *Donné à Paris, le jour du benoit vendredi adouré* ; Arch. Nat. JJ 174, fol. 53 v., n^o 128.

Pâques, le Parlement octroyait souvent l'enregistrement des grâces en abandonnant toute enquête (1).

JOYEUX AVÈNEMENT OU PREMIÈRE ENTRÉE.

Le changement de prince entraînait régulièrement des distributions de grâce aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, et beaucoup de grands seigneurs, comme le roi de France, suivaient la coutume du joyeux avènement. Mais ce n'était pas précisément à l'occasion de son accession au trône, ou de son sacre, qu'un roi octroyait des grâces ; c'était presque toujours à l'occasion d'une première entrée dans une ville de son royaume. L'expression *joyeux advenement* ne doit pas induire en erreur : l'avènement était simplement la venue du nouveau souverain dans une de ses villes ; c'est pourquoi des lettres de rémission font mention du joyeux avènement bien après le début d'un règne (2). Charles VI accordait des grâces en février 1394, quatorze ans après son accession au trône, dans les formes suivantes : *en nostre joyeux advenement en la ville de saint Philebert sur Rille, en nostre joyeux advenement en la ville de Caen, a nostre joyeux advenement et première entrée de ladite ville de Vernueil* (le Rigault) (3). D'autres cas sont évidemment moins nets, mais ne laissent cependant pas de place au doute (4) ; quelquefois, très rarement, on pourrait être tenté d'interpréter l'expression *joyeux avènement* dans le sens d'un avènement au trône, mais aucun argument définitif ne peut être invoqué, et ce seraient des cas exceptionnels (5).

(1) *Cum dictus prisionerius supplicaverit quatinus, ob reverentia dicte Passionis, eadem nostra curia compateretur,.... prefata curia nostra dicto Johanni Pitou dictos carceres aperit...* Die jovis sancta ; 16 avril 1405 ; Arch. Nat. X²A 15, fol. 14 v.

(2) DELACHENAL, *op. cit.*, t. III, p. 10, n. 1, avait déjà reconnu que cette expression s'appliquait parfois à des premières entrées.

(3) Arch. Nat. JJ 145, fol. 153, n° 348 et 349 ; fol. 156, n° 355.

(4) En avril 1382 : *Charles... Savoir faisons... que comme la première fois que nous sommes venuz ou entrez es villes et lieux de nostre royaume ou passons par icelles villes ou lieux apres nostre sacre, a nous appartiegne pour raison de nostre joyeux advenement...* ; Arch. Nat. JJ 120, fol. 112.

(5) En 1381 : *Cum nos... in jocundo adventu nostro suscepti regni*

A partir du début du xiv^e siècle tous les rois ont octroyé des grâces en cette circonstance : ainsi Louis X (1), Charles V (2), Charles VI (3), Charles VII (4), Louis XI (5). La délivrance des prisonniers était le plus souvent confiée soit à une commission, soit à un personnage qui agissait par délégation royale (6). Les criminels fugitifs, ou ceux dont le crime était resté inconnu, pouvaient prévoir ces occasions et essayer d'en profiter ; mais il ne fallait pas que le crime eût été commis juste avant la première entrée et dans l'espoir de l'impunité qui en résulterait (7) ; d'ailleurs les rois restèrent toujours libres de refuser des grâces, même à ce moment (8). Enfin les rois de France distribuaient souvent des grâces pour honorer la venue d'un prince ou d'un grand seigneur étranger. En 1463 Louis XI grâciait deux prisonniers de la Conciergerie *en faveur et contemplacion de la nouvelle venue et entrée en nostredite ville de Paris de nostre très cher et très amé père le duc de Savoye* (9).

nostri regiminis factum mortis... remiseraimus ; Arch. Nat. X²A 9, fol. 282. Des cas ambigus, mais rares, sont évidemment ceux où des grâces sont distribuées à l'arrivée du représentant d'un nouveau roi : cf. *infra* Douai.

(1) En 1315 ; MARTIN, *le livre rouge de Saint-Quentin*, p. 20, n^o XIV.

(2) DELACHENAL, *op. cit.*, t. III, p. 9, 16.

(3) Arch. Nat. JJ 120, fol. 112, 112 v., 113 v., 149 v.

(4) *Dit que se constituèrent prisonniers a Rouen ou temps de l'entrée du roy afin d'estre délivrés et exemps dudit cas, et par ladicte entrée furent mis hors desdictes prisons, et incontinent... obtindrent lettres de rémission de roy*, en août 1450 ; Arch. Nat. X²A 25, fol. 131 v. Cf. JJ 120, fol. 149 v.

(5) Le registre de la justice de Saint-Germain-des-Prés porte l'indication suivante à la date du 31 août 1461, jour de l'entrée de Louis XI à Paris : *et délivra ce jour et mit hors de prison plusieurs et grant quantité de prisonniers* ; Arch. Nat. Z² 3267.

(6) Cf. *infra*, p. 126.

(7) MASUER, ch. 41, *de privilegiis* : *Primo si quis committat homicidium eo quia seil regem vel principem de proximo venturum, qui consuevit saltem in primo adventu remittere et indulgere crimina et delicta, iste delinquens non debet gaudere isto privilegio*. — Cf. également *supra*, n. 4.

(8) Voir le supplice public de Pierre de Sacquenville en juin 1364, au moment de la première entrée de Charles V à Rouen ; DELACHENAL, t. III, p. 123.

(9) L'un des grâciés était inculpé de meurtre et complice de Villon ; l'autre avait été condamné pour fausse-monnaie ; Arch. Nat. X²A 30, fol. 294 v.

La reine avait un pouvoir semblable à celui du roi en cette matière et agissait comme lui. Par exemple la reine Jeanne, femme de Jean le Bon, grâciait des prisonniers le 10 août 1357 pour sa première entrée à Provins, et le 26 juillet 1358 pour sa première entrée à Chenoves (1). Les dauphins exerçaient également le droit de grâce à leur venue en Dauphiné ; le futur Charles V accorda le premier, en 1350, à son arrivée à Grenoble, une amnistie générale sauf pour les condamnés à mort (2).

Les grands seigneurs agissaient en tout point comme le roi. Les ducs de Bourgogne, véritables souverains, distribuaient régulièrement des grâces en ces circonstances, comme Philippe le Hardi en novembre 1389, et Philippe le Bon en septembre 1420, à leur première entrée dans Saint-Omer (3) ; et dans cette même ville, la venue des duchesses, en 1390 et en 1432, était marquée par des mesures de clémence analogues (4). Louis II d'Anjou, roi de Sicile, passant par la ville de Sens en 1412, délivra tous les prisonniers (5). Le comte d'Angoulême, vers 1477, accordait des rémissions pour le même motif dans les lieux qui étaient de sa seigneurie ; mais n'étant pas très sûr que son droit serait reconnu par les officiers royaux, il en sollicitait la confirmation de Louis XI (6).

La vie de François Villon offre deux exemples de ce genre

(1) *Karolus regis Francie primogenitus, regnum regens... Notum facimus... nos infrascriptas carissime domine nostre regine in filis de serico et cera viridi sigillatas vidisse litteras, formam que sequitur continens. Jehanne par la grace de Dieu royne de France. Savoir faisons... que comme nous, de nostre droit royal, pour cause de nostre joyeux avenement, la première foiz que nous entrons en quelque ville que ce soit ou royaume, puissions absoudre et délivrer touz prisonniers illec...* Arch. Nat. JJ 86, fol. 35 v.-36, n° 100. — JJ 86, fol. 109 v.-110, n° 327.

(2) DELACHENAL, *op. cit.*, t. I, p. 42.

(3) PAS (J. de), *op. cit.*, p. 143, 355 et 406-407.

(4) PAS (J. de), p. 143 et 408 ; *a la requeste de madame la Duchesse a son joyeux advenement.*

(5) *Nostre très cher et très amé cousin le roy de Sicile qui est passé par nostredicte ville de Sens par son joyeux advenement a délivré tous les prisonniers* ; Arch. Nat. X¹A 59, fol. 12 v.-13.

(6) ISAMBERT, t. X, p. 782-783.

de grâce. En 1460 le poète se trouvait dans la prison d'Orléans, craignant une condamnation à mort ; heureusement le 17 juillet la jeune princesse Marie d'Orléans, âgée de trois ans, fit sa première entrée dans la ville,

*Pour les discordez ralier
Et aux enclos donner yssue,
Leurs lians et fers delier* (1).

L'année suivante le poète était dans la prison de l'évêque d'Orléans à Meung-sur-Loire, sans doute à cause d'un vol, mais le 2 octobre 1461 Louis XI passait par cette ville, peu après son avènement, et Villon fut encore une fois délié (2).

Une ville comme Douai au xiv^e siècle nous fait connaître un ensemble de grâces pour différentes joyeuses entrées. De 1305 à 1369 Douai appartenait au roi de France, mais celui-ci n'y venant guère les grâces étaient distribuées lorsque le représentant du nouveau roi arrivait dans la ville ; il en fut ainsi en 1322, à l'avènement de Charles IV, et en 1351, quand arriva le duc de Bourbon, lieutenant de Charles V en Picardie (3). Ceci n'empêcha pas d'ailleurs Philippe d'Evreux, roi de Navarre et parent du roi, de grâcier des bannis en 1339 lors de son passage à Douai ; toutefois, sur la plainte des échevins, il fit annuler ses grâces ; son fils, Charles le Mauvais, en accorda dans les mêmes circonstances, en 1353, mais Jean le Bon ne les toléra pas (4). Quand

(1) *Épître à Marie d'Orléans*, v. 30-32, éd. cit. p. 86. — Cf. *ibidem*, v. 73-75 et 97-98, p. 88 : *Cy, devant Dieu, fais congnoissance — Que créature fusse morte. — Ne feust votre doulce naissance... — Princesse, ce loz je vous porte, — Que sans vous je ne fusse rien.* Cf. CHAMPION, *op. cit.*, t. II, p. 105, 109. LONGNON, *op. cit.*, p. 81, n° 1, attribue ces vers à un autre écolier que Villon.

(2) *Escript l'ay l'an soixante et ung, — Que le bon roy me délivra — De la dure prison de Mehun, — Et que vie me recouvra ;* VILLON, le *Testament*, v. 81-83, éd. cit., p. 14. Cf. LONGNON, *op. cit.*, p. 88-89, et CHAMPION, *op. cit.*, t. II, p. 110-124. — Notons pour terminer que Villon avait déjà obtenu des lettres de rémission ordinaires en 1456 ; LONGNON, p. 133-139.

(3) ESPINAS, pièce just. 1002, t. IV, p. 146. — *Avunculus noster, dux Bourbonnii, in adventu nostro jocundo per nos tanquam nostrum locum tenentem missus...* ; ESPINAS, pièce just. 1191, t. IV, p. 340.

(4) ESPINAS, pièce just. 1113 et 1205, t. IV, p. 258 et 354.

Douai eut passé à Louis de Male, comte de Flandre, en 1369, les grâces pour joyeuses entrées se succédèrent, non seulement pour la venue du comte lui-même, mais pour la venue du receveur de Flandre en 1371, et de la fille de Louis de Male, Marguerite, duchesse de Bourgogne, en 1376 ; bien plus, en 1383, pour honorer l'arrivée du duc de Bretagne dans la ville, le comte de Flandre pria son hôte d'octroyer des grâces (1). Quand Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, posséda Douai, il accorda des grâces en février 1384 pour sa première entrée, et en 1386, à l'occasion de la venue de son fils, le comte de Nevers (2).

Enfin il ne faut pas oublier que les autorités ecclésiastiques jouissaient souvent de ce droit. Dès le ^{xiii}^e siècle les grâces étaient distribuées à Abbeville, sans aller au-delà de l'abandon des amendes, *quant legas de Romme est envoyés en Franche de nouvel, ou li archevesques de Reims, ou li vesques d'Amiens, et il viennent premièrement en Abbeville* (3). Les archevêques de Bourges (4), les évêques d'Orléans (5), et bien d'autres aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles usaient habituellement du droit de grâce à leurs joyeuses entrées.

NAISSANCES ROYALES ET AUTRES RÉJOUISSANCES.

La naissance d'un héritier royal n'était pas une source de grâce aussi régulière. Cependant déjà vers 582 Chilpéric avait accordé une amnistie générale parce qu'il lui était né un fils (6). De même Philippe VI fit délivrer en 1338 bon

(1) ESPINAS, pièces just. 1277, t. IV, p. 443 ; 1316, 1317, 1320, t. IV, p. 495, 500, 499 ; 1393, t. IV, 585.

(2) ESPINAS, pièces just. 1400, 1401, t. IV, p. 592-594 ; 1427, t. IV, p. 617-618.

(3) *Livre rouge*, dans BOCA, p. 147.

(4) *Nos itaque Petrus archiepiscopus prefatus equitalem rigori preponere volentes, juriq[ue] nostro utentes quo predecessores nostri hactenus uti consueverunt in eorum nova promotione seu ingressu in diocesi Bituricensi... eidem Girardo casum predictum ac omnem culpam et offensam corporalem, criminalem et civilem... remittimus et indulgemus...* Arch. Nat. JJ 145, fol. 20, n° 44.

(5) D'après la tradition, c'est saint Aignan qui aurait obtenu ce droit du gouverneur Agrippa ; CHAMPION, *op. cit.*, t. II, p. 117.

(6) Cf. *supra*, p. 49.

nombre de prisonniers du Châtelet de Paris à l'occasion de la naissance de son petit-fils, le futur Charles V (1).

Une victoire militaire n'était pas en général une cause de grâce ; cependant en 1384, après Rosebeke, Charles VI grâcia les syndics de Senlis ; il est vrai qu'il s'agissait d'un délit militaire, en rapport direct avec cette bataille (2). Le roi Jean le Bon distribua des grâces en 1360, à son retour de captivité, en particulier lors de son passage à Valenciennes (3) ; mais on peut considérer cet événement comme se rattachant à une sorte de première entrée.

Dans un certain sens tout événement heureux pouvait devenir une cause de grâce ou inciter le roi à la clémence ; mais ces cas d'espèce n'avaient pas alors la régularité de ceux que nous avons étudiés précédemment.

DEMANDE EN MARIAGE PAR UNE FEMME.

L'usage de grâcier le condamné qu'une femme demandait à épouser paraît avoir été assez répandu en France ; cependant il n'est indiqué que dans de rares textes coutumiers ; suivant la coutume de Bayonne on chassait les mariés aussitôt qu'ils étaient unis, et on ne faisait justice du condamné que s'il revenait à Bayonne (4).

On trouve de nombreuses applications de cet usage. Phi-

(1) *Philippe... a noz améz et féaulx conseillers... salut. Nouz, meus de pitié... recognoïssans la grace faite de la nativité de nostre très chier filz Charles... si mandons et comettons que vous vous transportez en nostre Chastellet et faites traire par devant vous tous les prisonniers... et a tous ceus a qui il vous semblera grace estre bien employée... faites leur graces.* DOUËT D'ARCO, art. cit. dans *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*.

(2) Les syndics, qui avaient rappelé leur contingent de l'armée de Flandre, sont grâciés *considéré que nous avons obtenu la victoire contre les Flamens.* DOUËT D'ARCO, *op. cit.*, t. I, p. 42, n° 21.

(3) BOCA, *op. cit.*, p. 145.

(4) *Quent pucele per sa paubretat o putang qui sie, per treir se de peccat, requer lo mayre eus cent partz en centeye augun per marit qui sie murtrer, quent son sober judgement, lo maire et los cent partz li poden dar per marit... ; pero l'omi et le femme seran gitatz de Baione...* Coutume de 1273, CIII, 5 ; GIRY, *Etablissements*, t. I, p. 173 et n° 4. Cf. coutume de Bourgogne, *infra*, p. 118, n. 3.

lippe V le Long accordait des lettres de grâce en 1318 à un homicide condamné à mort par la justice de Saint-Germain-des-Prés : le coupable échappait à la peine parce qu'une jeune fille avait adressé une supplique au roi pour obtenir le mariage (1). Un homme eut la vie sauve en 1352 dans des circonstances analogues (2). En 1352 encore un individu qui allait être pendu par la justice de l'évêque de Limoges fut délivré par l'intervention d'une jeune fille (3). Une rémission fut accordée pour le même motif en 1424 à un gentilhomme fait prisonnier par les Anglais et condamné à la potence (4). En 1426 une autre rémission fut donnée à un page voleur qui allait être exécuté à Domfront (5). Le *Journal d'un bourgeois de Paris* raconte d'une manière pittoresque un autre exemple de ce genre de grâce, qui intervint au dernier moment en 1429 (6). Enfin Masuer, dans sa *Practica forensis*, déclare que cet usage se conservait dans quelques régions (7).

(1) Arch. Nat. K 40, n° 17.

(2) *Clemens de Rivo condemnatus ultimo supplicio, de concessione sibi facta, quod Johanna de Poix possit eum recipere in virum et maritum* ; Bibliothèque du Sénat, ms 8936, fol. 5.

(3) Arch. Nat. JJ 81, n° 906 ; cf. GIRY, *Etablissements*, t. I, p. 173, n. 4.

(4) *Et après ladicte sentence... une jeune fille et pucelle... qui est aagée de XV ans ou environ, estant conduite de sa mère et autres ses amis, a requis que on lui voulsist donher pour estre son mary ledit Gilet. Après laquelle requeste de ladicte fille ainsi faicte, l'exécution de ladicte sentence a esté différée, et icelui Gilet a elle baillé par le licol et remis en nosdictes prisons, jusques a ce que lui aions fait grace.* Arch. Nat. JJ 172, fol. 257 v., n° 460 ; LE CACHEUX, *op. cit.*, t. I, p. 82-87. La grâce est donnée par le roi Henri VI d'Angleterre.

(5) *Survint une femme qui requist et demanda en mariage ledit suppliant, qui lui fut accordé, mais qu'il nous pleust lui quicter, pardonner et remectre les faiz et cas dessus diz ; et par ce moien fut surcie et différée l'exécution de ladicte sentence.* Arch. Nat. JJ 173, fol. 279 v., n° 566.

(6) A propos d'une exécution de brigands : *le unziesme estoit ung très bel jeune filz d'environ XXIII ans ; il fut despouillé et prest pour bander ses yeulx, quant une jeune fille, née des halles, le vint hardiement demander ; et tant fist par son bon pourchas, qu'il fut ramené ou Chastellet, et depuis furent espousez ensemble.* Ed. TUNETY, p. 250.

(7) *Item in aliquibus partibus servatur, quod si puella illum qui*

Cette coutume était si répandue au Moyen-Age, et même encore au xvr^e siècle, qu'elle était passée en proverbe ; on disait que *quand un homme avoit gagné la corde, il n'avoit point un plus beau moien de s'en racheter que d'aller prendre une putain en plain bordeau* (1). Toutefois il y eut parfois des résistances, comme celle du prévôt de Beaugency en 1376 (2), et plus tard celle du juriste Chasseneuz (3).

Il faut noter qu'il existe quelques rares exemples du cas contraire où une jeune fille était grâciée parce qu'elle était demandée en mariage par un jeune homme. Ce genre de grâce était peu courant (4).

L'origine de cette coutume n'a pas été bien précisée. On y a vu la survivance de mœurs germaniques d'après les-

condemnatus ducitur ad patibulum requirat, ut cum eo matrimonialiter coeuletur, quod traditur ei, et isto modo ille evadit mortem. De poenis, 30.

(1) On appliquait ce proverbe en 1596 au maréchal de Balagny, qui avait capitulé à Cambrai, et venait d'épouser Diane d'Estrées, de mœurs assez légères ; *Mémoires de l'Estoile*, éd. cit., t. VII, p. 52.

(2) *A laquelle justice vint une fille à marier qui demanda audit prevost en mariage l'un des diz III qui pour larrecin estoit condempnéz, disant que par la coustume du pays elle devoit avoir sa dicte requeste ; à laquelle ledit prevost [de Beaugenci] respondi qu'il ne savoit rien de la dicte coustume, et lors la plus grant partie du peuple qui la estoit assambléz a une voix cria audit prevost que la coustume estoit telle...* Arch. Nat. JJ 109, fol. 25 v., n° 49. — Voir également l'exécution d'un homme dans Chastelain, éd. cit., t. V, p. 404 : *entr'autres y avoit multitude de povres filles, femmes, qui le sievoient et qui crioient et ploroient piteusement sur luy et le demandoient avoir en mariage, qui toutefois leur fut escondit.*

(3) *Consuetudines ducatus Burgundiae*, n° 96, 97, 98.

(4) *Oye l'umble supplication des amis charnelx de Hannette de Herangnie, de l'aage de XVI ans ou environ... contenant que pour ce que elle avoit confessié que un enfant né de son ventre elle avoit laissié mourir par son fait senz ce qu'il eust eu batesmes ne crestienté, ycelle Hanette avoit été jugée et condempnée a mourir... et après ce qu'elle fu liée a l'estache pour estre exécutée, Hennin Buignet... de l'aage de environ XXII ans la demanda ou fist demander... pour la pitié du cas et l'amour qu'il avoit a elle, que l'en la lui vouldist rendre et délivrer pour la preenne en nom de mariage comme sa femme et espouse. Pour laquelle chose ladicte justice la fist... remectre es dictes prisons... et ne pourroit ledit mariage estre fait se sur ce par nous ne lui estoit eslargie notre grace.* Arch. Nat. JJ 109, fol. 124, n° 266. — Cf. BRANDT DE GALAMETZ, op. cit.

quelles la femme rachetait dans certaines occasions la vie de l'homme : la loi ripuaire condamnait à mort l'esclave qui séduisait une femme libre, mais la femme libre pouvait faire périr son séducteur ou racheter sa vie en l'épousant (1). Cet usage paraît plutôt se rattacher au droit d'intercession ou à l'asile personnel. Nous avons vu que l'asile personnel existait déjà à Rome et que l'intercession des clercs était très fréquente du v^e au ix^e siècle ; d'après les *Fors de Bigorre*, du début du xii^e siècle, la personne qui se réfugiait auprès d'une religieuse était sauve (2). L'asile personnel ou l'intercession pouvait donc exister plus largement en vue du sacrement de mariage (3).

Grâces collectives et abolitions.

Les mesures de grâce étaient généralement individuelles au Moyen-Age, c'est-à-dire prononcées pour une inculpation spéciale et par une mesure visant une personne déterminée (4). Cependant on peut considérer comme des grâces individuelles les mesures qui ne visent pas une seule personne, mais un nombre restreint d'individus, désignés par leur nom dans une seule lettre, impliqués dans une même affaire pour des faits semblables. C'était souvent le cas pour des co-inculpés, ou pour un inculpé principal et des complices ; en 1378 Charles V accordait une grâce générale à la comtesse de Flandre et à tous ceux de ses officiers qui s'étaient rendus coupables d'une répression brutale à Arras (5) ; en 1424 une

(1) GIRY, *Etablissements*, p. 174, s'appuie sur la loi ripuaire, LVIII, 18 : *Quod si ingenua ribuaria servum ribuarium secuta fuerit, et parentes ejus hoc refragare voluerint, offeratur ei a rege seu a comite spatam et conucla. Quod si spatam acceperit, servum interficiat. Si autem conucla, in servicio perseverit.*

(2) Cf. *supra*, p. 75, n. 1.

(3) BRANDI DE GALAMETZ semble être de cet avis par le titre de son article, *les fiancées volontaires et l'asile dans le mariage*, plus que par le texte.

(4) En 1424 sept lettres de rémission furent données à sept personnes complices d'un même meurtre ; Arch. Nat. JJ 172, fol. 350 v. à 354 v., n^o 633 à 639.

(5) ISAMBERT, t. V, p. 502.

rémission fut accordée en même temps à trente-huit Normands insurgés (1).

GRACES COLLECTIVES.

Les grâces collectives étaient prononcées à l'occasion d'un fait déterminé, mais pour des inculpations parfois diverses : la mesure générale visait un nombre indéterminé de personnes non désignées par leur nom. Le plus souvent les grâces collectives étaient des grâces totales, ayant presque tous les caractères de l'amnistie moderne.

La procédure employée avait quelquefois une forme particulière. Le roi rendait une ordonnance annonçant la mesure dans ses détails ; les intéressés obtenaient ensuite, en vertu de cette ordonnance, des lettres spéciales de grâce. C'est ainsi qu'en 1360 le régent fit une ordonnance qui remettait toutes les peines pour crimes et délits commis pendant la guerre ; il l'adressa au prévôt de Paris, afin que ceux qui voudraient obtenir des lettres fussent conduits au conseil du roi (2).

Les troubles de la guerre de Cent ans, ceux du début du règne de Louis XI, et d'une manière générale tous les troubles politiques furent des sources de grâces collectives. C'est en effet pour des motifs comme la rébellion, les services rendus à l'ennemi, que des lettres de rémission furent données après 1360 aux Navarrais (3), en 1419 et 1449 aux Bourgui-

(1) Arch. Nat. JJ 172, fol. 317 v., n° 570.

(2) *Savoir vous faisons que par délibération de grant conseil de monseigneur et de nous, et eüe considération... que ladite paix soit ferme et estable a toujours et vrays amour et union audit royaume, avons fait, ordené et octroyé... plenièrre rémission et absolucion des maléfices dessusdiz et de toute paine et amende criminelle et civile... ; que tous ceulx qui en voudront avoir noz lettres viengnent devers nous et devers nostre chancelier, nostre conseil...* ISAMBERT, t. V, p. 94.

(3) Lettres de rémission données le 20 juin 1365 à un Navarrais : *suivant le traictié et accord de paix nouvellement faite entre nous [Charles V] et nostre très chier et féal frère le roy de Navarre, soit expressément contenu que a toutes personnes vivans qui auront tenu le parti de nostredit frère durans... la guerre entre nous et lui seront par nous quietéz et pardonnés*, Arch. Nat. K⁴⁹ A, n° 11.

gnons, en 1446 au duc de Bretagne et à ses sujets, en 1461 aux partisans de Jean d'Armagnac et du duc d'Alençon, en 1466 aux rebelles de la Ligue du bien public, en 1470 et 1477 au duc de Bourbon et à ses sujets (1). De nombreuses villes reçurent également des lettres de grâce collectives pour leurs habitants dans les mêmes conditions : Amiens en 1358 (2), Neufchâteau en 1367 (3), Paris en 1413 (4), Figeac en 1444 et Périgueux en 1446 (5), Arras, Coutances et Montaigu-en-Laonnois en 1449 (6), Bordeaux en 1453 (7).

ABOLITIONS.

Les abolitions étaient des mesures de grâce tantôt individuelles, tantôt collectives, sans caractère bien net ; plusieurs définitions ou explications ont été données à leur sujet : elles ne paraissent pas entièrement satisfaisantes.

D'après certains auteurs les lettres d'abolition éteindraient entièrement le crime *en quelque manière qu'il soit arrivé*, sans que l'impétrant puisse être poursuivi à l'avenir pour le même fait ; elles différeraient des lettres de rémission, accordées pour homicide involontaire ou en cas de légitime défense *s'il en est ainsi qu'il est exposé*, et des lettres de pardon, accordées pour les faits n'entraînant pas la peine de mort ; ces dernières seules auraient été scellées du petit sceau (8). On a cru aussi que les abolitions avaient été inventées pour tourner les listes de cas irrémissibles : le roi, qui s'était interdit solennellement d'accorder des rémissions dans certains cas, aurait employé une nouvelle catégorie d'actes non réglementés (9).

(1) STEIN, *op. cit.*, n° 346, 1538, 1533, 1552, 1553, 1557, 1558 et 1559.

(2) Aug. THIERRY, *op. cit.*, t. I, p. 583-589.

(3) ISAMBERT, t. V, p. 293.

(4) Arch. Nat. X¹A 8602, fol. 282-283.

(5) STEIN, n° 1536 et 1535.

(6) STEIN, n° 1539. — Arch. Nat., JJ. 179, n° 377. — STEIN, n° 1540.

(7) STEIN, n° 678 ; *Ordonnances*, t. XIV, p. 271.

(8) TARDIF, introduction à *l'Inventaire des Monuments historiques*, p. XVI. C'était le principe de l'ordonnance de 1670 ; mais nous avons vu ce qu'il faut penser de cette distinction au Moyen-Age ; cf. *supra*, p. 84 et s. ; p. 91 et s.

(9) GOBRON, *op. cit.*, p. 55 et s.

Chacun de ces exposés contient sans doute une part de vérité ; il est certain par exemple que l'opposition entre lettres d'abolition, lettres de rémission et lettres de pardon existait au xvii^e siècle ; il est possible que l'extension des abolitions au xvi^e siècle soit due aux progrès du pouvoir royal qui voulait s'assurer une entière liberté. Mais il faut d'abord remarquer que le terme *abolitio* n'existait pas au xiv^e siècle ; s'il est employé parfois pour désigner des actes de cette époque, il s'agit d'additions postérieures (1). L'abolition n'apparut qu'au xv^e siècle et n'eut pas une signification très précise. Elle désigna d'abord des grâces collectives, accordées généralement lors de guerres ou pour des crimes de lèse-majesté ; c'était l'ancienne *indulgentia generalis* ou *abolitio generalis* du Bas-Empire. Ainsi Charles VII accordait en 1432 une abolition aux habitants de Limoges pour des malversations sur les monnaies (2), une autre en 1449 lors de la prise de Coutances (3), et une pour tous les gens de guerre en 1461 (4). Masuer, mort vers 1450, avait la même notion de l'abolition générale (5). L'abolition simple, grâce individuelle, n'apparut qu'après l'abolition générale, dans la deuxième moitié du xv^e siècle ; elle se distinguait peu de la rémission : elle avait simplement un caractère plus solennel et gracieux d'une manière plus générale (6). Peut-être

(1) Une grâce accordée aux habitants de Beauvais en 1316 porte comme titre : *abolition a la ville de Beauvais* ; mais l'écriture de cette addition est du xvi^e siècle. Arch. Nat. JJ 45 bis, fol. 1, n^o 3.

(2) Arch. Nat. X²A 20, fol. 43 v.-45.

(3) *Et qu'il soit comprins en l'abolicion et composition faicte par nostre... nepveu le duc de Bretagne et autres noz chiefz de guerre estans en la redduccion... de Coustances.* Arch. Nat., JJ 179, n^o 377.

(4) Charles VII avait donné et octroïé *abolicion générale a tous lesdits gens de guerre, et vout et ordonna que toutes et quanteffois qu'ilz en voudroient avoir et lever lettres, qu'elles leurs fussent faictes et délivrés et les commanda a aucuns de ses notaires et secrétaires.* Arch. Nat. JJ 198, fol. 194 v.-195, n^o 209.

(5) *Practica forensis*, ch. 41, de *privilegiis* : *idem si pax inter principes erat in proximo promulganda, nec debet talis malfactor comprehendere sub generali abolitione*, en parlant d'un cas irrémédiable.

(6) *Loys, par la grâce de Dieu roy de France. Savoir faisons a tous présens et advenir Nous avoir receu l'umblé supplication de nostre chier et féal coustin Bertran... conte de Boulogne et d'Auvergne...*

aussi l'abolition individuelle marquait-elle dans certains cas, à la fin du xv^e siècle, le début d'une différenciation parmi les grâces ; elle se serait alors opposée aux rémissions *stricto sensu* pour non-responsabilité (1).

[qui] a favorisé ceulx qui s'estoient lors eslevéz a l'encontre de nous... Remectons, quictons, pardonnons et abolissons tous et chascuns les cas, crimes, faultes et délits... et généralement toutes autres choses quelxconques en quoy il pourroit avoir failli... supposé que les cas et circonstances d'iceulx ne soient icy déclaréz et spécifiéz, lesquels nous y tenons pour ditz et expriméz... ; que de nostre présente grace, quittance, abolition et pardon... jouisse... Si donnons en mandement... Donné à Amboyse... Arch. Nat. K 70, n^o 56. Cet acte, conservé en original, a tous les caractères diplomatiques d'une rémission.

(1) Cf. *supra*, p. 84 et s.

CHAPITRE II

La grâce royale

La grâce royale eut toujours un rôle très important parmi l'ensemble des grâces. Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles le roi possédait un droit de grâce presque général pour tout le royaume, tandis que les seigneurs, les autorités locales, ne pouvaient grâcier qu'à l'intérieur de leur ressort ; à la fin du ^{xv}^e siècle la grâce royale subsistait presque seule par suite de la disparition des grâces seigneuriales. Aussi les conditions d'exercice de la grâce royale ont-elles une importance particulière ; c'est de la grâce royale que la grâce des temps modernes découle, et c'est elle que les seigneurs imitèrent souvent.

L'exercice direct et les délégations.

Le roi agissait le plus souvent sans intermédiaire ; l'exercice direct du droit de grâce devint peu à peu d'ailleurs un des principaux attributs de la souveraineté. Mais le droit de grâce, même quand il fut devenu un droit régalien, n'était pas toujours exercé directement par le roi. Il pouvait être délégué, et la délégation était soit générale, soit restreinte à un cas déterminé.

DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES.

Les délégations générales du droit de grâce furent très

nombreuses ; les rois durent même réagir contre les abus de cette pratique à la fin du xv^e siècle et au début du xvr^e.

Souvent ces délégations, plus ou moins tacites, n'étaient en fait que des usurpations de pouvoir. On arrivait alors à un nombre assez élevé de délégués, comme en 1358, où *souventes fois, par nostredit seigneur et nostre très chière dame madame la Roïne, Nous, noz lieux tenans, capitaines, connestables, et autres qui se dient avoir de ce pouvoir, aucuns et plusieurs crimes... sont et ont esté remis et pardonnés* (1).

Les délégations générales de pouvoir étaient souvent accordées aux lieutenants généraux, représentants du roi dans une province ; elles comprenaient le droit de grâce dans toute son étendue, parfois même pour crime de lèse-majesté ; elles assimilaient ainsi parfaitement le délégué au délégant, le lieutenant général au roi (2). Philippe VI, instituant en 1342 l'évêque de Beauvais son lieutenant général en Languedoc, lui concédait le pouvoir de donner des rémissions pour tous les crimes, sans restriction aucune (3). Les successeurs de l'évêque de Beauvais en Languedoc, le duc de Berri en 1380, l'archevêque d'Auch en 1386, reçurent de Charles VI des pouvoirs analogues (4). Il en était de même pour les réformateurs généraux nommés par le roi : trois de ceux-ci, envoyés dans le bailliage de Mâcon et les sénéchaussées de Toulouse, Beaucaire, Carcassonne, reçurent en 1362 des lettres leur permettant de remettre tous les crimes, même ceux de lèse-majesté (5).

Les gouverneurs de province, qui supplantèrent les lieutenants généraux, surtout au xv^e siècle, eurent les mêmes droits en général. Dès le xiv^e siècle le gouverneur du Dauphiné, après la réunion de cette province, eut le droit de donner des lettres de grâce (6) ; cependant ses pouvoirs

(1) Ordonnance de 1358, art. 13 ; *Ordonnances*, t. III, p. 226.

(2) D'autres droits, plus tard régaliens, étaient ordinairement délégués avec le droit de grâce, comme le droit d'anoblir, de légitimer.

(3) *Ordonnances*, t. VIII, p. 375-376.

(4) *Ordonnances*, t. VI, p. 529 et s. ; t. VII, p. 152.

(5) *Ordonnances*, t. IV, p. 214-216.

(6) *Statuta Delphinalia* (1367), p. 79. — ISAMBERT, (1410), t. VII, p. 240 — DUPONT-FERRIER, *op. cit.*, p. 677.

étaient un peu restreints, car le cas de lèse-majesté était exclu (1). Après la réunion de la Provence, Louis XI établit au contraire un gouverneur avec des pouvoirs immenses ; les lettres de provision données à Thouars en décembre 1481 à Palamède Forbin prévoyaient que celui-ci pourrait *remettre et pardonner tous crimes de lèse-majesté et autres* (2). Cependant dès la fin du xv^e siècle la royauté essaya de restreindre la puissance des gouverneurs qui menaçait d'être aussi envahissante que l'avait été celle des grands vassaux auparavant. L'Ordonnance de Blois, de mars 1498, entre autres, leur enleva le droit de grâce (3). Certains gouverneurs obtinrent encore cette délégation au xvr^e siècle ; Lautrec eut le droit de grâce en 1515 dans son gouvernement de Guyenne plutôt par égard pour sa personne que pour son titre (4) ; il en avait été de même en 1511 dans ce gouvernement pour le duc de Longueville (5).

A côté des lieutenants généraux et des gouverneurs, le personnage qui parut le plus qualifié au Moyen-Age pour recevoir une délégation générale du droit de grâce fut le grand officier chargé de la justice ; le chancelier Arnaud de Corbie reçut ce pouvoir en particulier de Charles VI en 1401, avec obligation d'agir selon la procédure normale en conseil et l'assistance des conseillers nécessaires (6). D'autres grands officiers reçurent ce droit, comme le bouteiller en 1366 (7).

DÉLÉGATIONS SPÉCIALES.

Les délégations spéciales ne furent jamais très nombreuses, et restèrent sans conséquence pour le pouvoir royal. Celles qui furent établies pour une seule personne, dans des cas non prévus par la coutume, étaient rares. On en trouve cependant des exemples dans certains cas : ainsi la duchesse

(1) VALBONNAIS, t. II, p. 605. — DUPONT-FERRIER, p. 677.

(2) DUPONT-FERRIER, p. 618, 619 et n. 1.

(3) ISAMBERT, t. XI, p. 353 ; *cf. supra*, p. 83.

(4) *Actes de François I^{er}*, t. I, 259. — DUPONT-FERRIER, p. 238.

(5) DUPONT-FERRIER, p. 238.

(6) ISAMBERT, t. VII, p. 14.

(7) ISAMBERT, t. V, p. 255.

d'Orléans en 1381 reçut le droit de faire grâce à un condamné qui se trouvait dans ses prisons (1). En temps de guerre le roi déléguait souvent ce droit, explicitement ou non, à ses chefs d'armée pour des faits militaires ; les habitants de Coutances eurent des lettres d'abolition, qui furent octroyées, selon le traité de capitulation de cette ville, par le duc de Bretagne et les autres capitaines du roi (2) ; Du Guesclin distribuait des grâces en 1362, de même que Charles, duc de Normandie, au cours des campagnes militaires (3) ; les habitants de Rouen recevaient une abolition du comte de Dunois en 1449 (4).

Les délégations spéciales les plus fréquentes étaient données dans des cas établis par l'usage, à l'occasion d'une naissance royale, d'un joyeux avènement, ou d'une première entrée ; dans ces cas il y avait tantôt un seul délégué, tantôt plusieurs formant une commission. Ainsi Philippe VI en 1338, à l'occasion de la naissance de son petit-fils, nommait une commission de deux membres, deux conseillers du Parlement de Paris, chargés de se rendre au Châtelet et d'y grâcier ceux des prisonniers qu'ils trouveraient dignes d'intérêt (5).

Les limites du droit de grâce.

La grâce royale, même quand elle n'était pas obtenue par des moyens frauduleux, dégénérait bien souvent en abus. De grands coupables restaient impunis et pouvaient sans crainte récidiver ; le cours de la justice était trop fréquemment arrêté et l'insécurité grandissait. Les rois essayèrent parfois

(1) *Nous avons donné et donnons congé, pouvoir et licence à nostre très chère et très amée tante, la duchesse d'Orléans, soubz qui jurisdiction ledit suppliant est demourant, que elle lui face ou puisse faire sur ce grâce telle comme il lui plaira...* Arch. Nat. JJ 119, n. 105. DOUËT-D'ARCO, *choix de pièces inédites*, t. II, p. 206.

(2) LUCE, *Chronique du Mt-St-Michel*, t. II, p. 221.

(3) LUCE, *Histoire de Bertrand du Guesclin*, p. 559 ; p. 563-575. — Arch. Nat. JJ 91, fol. 126 v.

(4) CHARTIER, *Chronique*, ch. 204.

(5) Cf. *supra*, p. 116, n. 1.

de réagir contre ces pratiques détestables ; ils instituèrent d'abord des règles de procédure et des formalités obligatoires pour surveiller l'octroi des grâces ; ils imposèrent ensuite directement des limites à leur propre droit de grâce. C'est ce dernier point que nous allons étudier, car le premier se rattache à la procédure ; une triple limitation s'établit, quant aux crimes, quant aux délinquants, quant aux victimes .

CRIMES IRRÉMISSIBLES.

Dès le XII^e siècle, dès ses origines, la grâce ne pouvait s'appliquer à certains crimes : ce fut sans doute sous l'influence du droit romain, cause principale de la renaissance de la grâce, qui connaissait un grand nombre de cas irrémisibles (1). La charte de franchise d'Amiens, en 1190, faisait une distinction entre les crimes : le rappel de ban annuel était impossible pour l'homicide, l'incendie, la trahison, le rapt (2).

Mais ce fut seulement au XIV^e siècle, avec le développement de la grâce, que les cas irrémisibles apparurent fréquemment. En 1355 des lettres royaux de Jean le Bon adressés à Douai, énuméraient les cas qui devaient être exceptés des grâces pour les premières entrées dans cette ville (3). L'ordonnance de 1356, parmi bien d'autres réformes, posa d'une manière générale le principe que certains crimes ne pourraient plus être l'objet d'un pardon ; elle en dressa une liste : c'étaient le meurtre et la mutilation préméditées, l'enlèvement et le viol, l'incendie volontaire, la rupture d'une

(1) Cf. *supra*, p. 33 et s.

(2) Cf. *supra*, p. 66, n. 4.

(3) *Pro turpibus et vilibus homicidiis, treugis, quadragenariis aut pace infractis, incendio, reuba, raptu, violatione mulierum, routa sive conspiratione... falsa drapperia* ; ESPINAS, *op. cit.*, pièce just. 1217, t. IV, p. 363. Il semble qu'il faudrait ajouter la *sorcerie* ; *ibidem*, pièce just. 1277, t. IV, p. 443. Ces prescriptions, comme d'habitude, ne furent d'ailleurs pas observées bien strictement ; voir des rémissions pour homicide et rupture de trêve en 1383 ; *ibidem*, pièce just. 1392.

trêve, d'une paix ou d'un asseurement (1). Le crime de lèse-majesté fut quelquefois aussi considéré comme irrémissible (2). Mais toutes ces règles n'étaient pas souvent observées par la royauté.

Enfin des restrictions plus spéciales furent parfois édictées ; par exemple en 1338 Philippe VI, distribuant des grâces par l'intermédiaire de commissaires à l'occasion de la naissance de son petit-fils, en excluait les partisans de Robert d'Artois (3).

DÉLINQUANTS NON GRACIABLES.

Certains délinquants ne pouvaient être grâciés, non pas à cause de l'énormité de leurs crimes, mais pour des motifs personnels ; des circonstances spéciales aggravaient la responsabilité de certaines personnes, sans modifier la nature de l'infraction.

Ainsi les récidivistes ne purent être grâciés en certaines circonstances. Louis XI éliminait en 1464 de toute grâce à venir les malfaiteurs qui venaient de bénéficier d'une rémission à cause du joyeux avènement du roi, s'ils retombaient dans une nouvelle faute leur valant la prison. Parfois la mesure était d'une application encore plus restreinte ; des bénéficiaires d'une rémission étaient par avance écartés d'une grâce à venir, parce qu'ils en avaient déjà obtenu une ; ou bien des individus ne pouvaient plus être grâciés parce

(1) *Ne dores en avant nous ne ferons pardons, ne remissions de murdres ou de mutilacions de membres faiz et perpétréz de mauvais agait, par mauvaise volonté et par déliberacion, ne de ravisement ou efforcement de femmes, mesmement de religions, mariées ou pucelles, de feus bouter en esglises ou en autres lieux par mauvais agait, de trièves, asseuremens ou paix jurées, rompues ou brisées par semblable manière, ne de sauves gardes enfreintes, ou autres cas semblables plus grans ; et se fait estoit par importunité, nous voullons que il ne vaille et que obéy n'y soit. Ordonnances, t. III, p. 128-129.*

(2) *En telz commissions de crimes de lèse-majesté et mesmement quant les délinquans ont persévéré par longues espaces de temps... on ne les doit jamais pardonner... et ne sont mie telz cas remisibles ; en 1410. Arch. Nat. X²A 16, fol. 170.*

(3) *Cf. supra, p. 115.*

qu'ils avaient été traités la première fois avec bienveillance (1).

VICTIMES OU TIERS FAISANT OBSTACLE A L'OCTROI DES GRACES.

Nous avons vu que le droit d'opposition aux grâces existait d'une manière générale au Moyen-Age, toutes les fois que la victime ou un tiers était lésé (2) ; on peut considérer comme se rattachant à ce droit d'opposition, et le précisant, des mesures que le roi édicta en faveur de certaines personnes.

Des individus privilégiés voyaient leur personne protégée par des règles spéciales envers les crimes et délits qui pouvaient les atteindre ; en particulier des lettres de rémission ne pouvaient leur porter préjudice et être octroyées à leurs agresseurs. C'était ordinairement un moyen d'encourager le commerce et de rassurer les négociants étrangers. Les marchands castillans qui trafiquaient dans le royaume de France reçurent un privilège de ce genre en avril 1364 (3). De la même manière était garantie la sécurité des foires, et par là leur succès ; au ^{xiv}^e siècle les marchands qui se rendaient aux célèbres foires de Champagne et de Brie pouvaient compter qu'il serait fait bonne justice de ceux qui les détrousseraient ou les mettraient à mal (4).

Enfin certaines villes étaient parfois protégées par leurs libertés communales contre le droit de grâce royal, et les jugements de leurs magistrats municipaux en tiraient plus de poids ; c'est ainsi que les prévôts et échevins de Tournai

(1) Arch. Nat. U 446, fol. 101 v. et STEIN, *op. cit.*, n° 1556.

(2) Cf. *supra*, p. 107.

(3) *S'il avenoit que aucun dudit royaume de Castille fut tué en nostre dit royaume, Nous voulons que celui ou ceulx qui ledit fait auront commis et perpétré en soient pugniz selon raison, sanz ce que rémission ou pardon en soit fait.* ART. 17. *Ordonnances*, t. IV, p. 430-431.

(4) *Ordonnons que par nous... ne seront aucune grâces ou répit octroyez contre les marchans fréquentans lesdites foires ;* art. 2, ISAMBERT, t. IV, p. 544. Cf. les autres articles et le préambule, car l'art. 2 ne s'applique pas précisément aux grâces en matière criminelle.

s'opposaient à la grâce d'un Tournaisien par Charles V en invoquant le privilège accordé par le roi (1) ; Philippe VI devait donner des lettres de non-préjudice à l'échevinage d'Amiens en 1338 avant de gracier un Amiénois, et il serait facile de citer bien des conflits entre le roi et des communes à ce sujet (2).

L'octroi des grâces.

En droit pénal, à la différence du droit civil, les lois de forme sont d'une manière générale inséparables des lois de fond (3). La procédure a une très grande importance car elle crée directement la répression ; en tout cas elle est souvent le plus sûr garant d'une bonne justice. Dans la matière de la grâce les règles de l'instance ont un autre intérêt qui touche l'existence même du droit : elles sont un moyen d'auto-contrôle pour le roi qui craint les abus et s'impose une réglementation et des formalités.

LA REQUÊTE.

Le roi n'était généralement amené à exercer son droit de grâce qu'après une requête ; cette formalité était presque indispensable. La requête était une demande qui longtemps ne fut régie par aucune règle ; elle était faite par le condamné, ses parents ou ses amis ; elle pouvait être réduite à la forme la plus simple, n'était même pas toujours rédigée par écrit, et était remise au roi à un moment quelconque, celui qui paraissait le plus favorable.

Un changement important se produisit à la fin du ^{xiii}e siècle, lorsque des maîtres de la Grand Chambre du Parlement furent délégués pour recevoir les requêtes, formant ainsi le début de la Chambre des requêtes du palais. Dès Philippe III ces maîtres, délégués par les présidents de la cour, ou direc-

(1) En 1383, Arch. Nat. X²A 10, fol. 160 ; cf. en 1375, fol. 3.

(2) Aug. THIERRY, *op. cit.*, t. I, p. 474 et 505-506. Cf. *supra*, p. 66 et p. 79.

(3) GARRAUD, *op. cit.*, t. I, p. 1 et s.

tement par le roi, reçurent toutes les requêtes et transmirent au roi celles qui comportaient l'octroi de lettres de grâce ; c'est l'ordonnance de 1278 qui régularisa cette institution (1).

Sous Charles VI le caractère des requêtes subit de nouvelles modifications : des lettres-patentes du 7 janvier 1407 et l'ordonnance cabochienne du 26-27 mai 1413 établirent une réglementation minutieuse et renforcèrent les prescriptions de l'ordonnance de 1278 (2). Les demandes de grâce ne purent absolument plus être présentées au roi en particulier ou avant le conseil : elles étaient reçues seulement au conseil que le roi tenait le vendredi. Elles devaient être rédigées par écrit et contenir tout l'exposé du cas avec tous ses détails : *que ilz expriment bien au long le cas* ; la signature de l'impétrant était exigée. Les demandes devaient être remises directement entre les mains des maîtres des requêtes, qui faisaient ensuite un rapport au roi hors de la présence de ceux qui avaient présenté les requêtes. Cette réglementation était un moyen de renforcer la surveillance de l'octroi des grâces, surveillance qui s'était établie au cours du XIV^e siècle.

D'ailleurs les tiers, les parents du condamné, comme le condamné lui-même, purent toujours présenter la requête, et cette requête pouvait être faite même lorsque la condamnation n'était pas prononcée ; un inculpé pouvait ignorer, puis désavouer la grâce obtenue par ses amis, sous prétexte qu'elle impliquait une reconnaissance de sa culpabilité (3). En cette matière une règle s'établit au cours du XV^e siècle : *pour celui qui est prisonnier, est faite la rémission au nom*

(1) *Les requestes soient ouiez en la sale par aucun des mestres, et seront portées au roi celles qui contandront grace...* ; art. 16 ; LANGLOIS, *op. cit.*, p. 91. *Etablissements de saint Louis*, abrégé champenois, art. 11 ; éd. VIOLLET, t. III, p. 142.

(2) *Ordonnances*, t. IX, p. 284, art. 11 ; t. X, p. 124, art. 215. — COVILLE, *op. cit.*, p. 141-142.

(3) *Idem prisonarius... in quaquidem curia nostra dicta prefata prefatos amicos suos carnales, super dicta remissione seu gracia a nobis impetrata, desavoasset et effectui dicte gracia renunciasset, se innocentem... asserendo...* ; 24 mai 1406 ; Arch. Nat. X²A 15, fol. 88. — Les amis charnels sont tous les parents au sens large et moderne du mot ; cf. DU CANGE, *amici*.

des parens et amis charnelz ; et celui qui est fugitif, on la fait volontiers en son nom et a sa requeste (1) ; mais il ne faut voir là qu'une règle de chancellerie, comportant sans doute des exceptions.

Notons pour terminer que malgré toutes ces règles il y eut certainement encore au xv^e siècle des requêtes assez irrégulières ; un exemple poétique nous en est parvenu dans une ballade de Villon (2).

L'OCTROI DE LA GRACE.

L'octroi de la grâce, partie essentielle de la procédure, analogue au jugement en matière contentieuse, fut de bonne heure réglementé. Déjà Philippe le Bel avait prescrit en 1302, d'une manière générale, de ne sceller du grand sceau aucune lettre en matière criminelle, si elle n'était signée par deux conseillers, ou au moins un (3). Cette prescription, renouvelée encore par Philippe le Long en 1321 (4), ne semble pas avoir été observée jusqu'au règne de Jean le Bon ; en 1351 ce dernier décida qu'un ou deux conseillers devraient signer tous les actes délivrés aux requêtes, en particulier les lettres de rémission (5).

Les abus qui se commettaient à propos des grâces comme ailleurs furent vivement combattus par les Etats-Généraux réunis à l'époque de la défaite de Poitiers ; les grandes ordonnances de mars 1356 et de mai 1358, confirmées en partie le 27 janvier 1359, s'occupèrent des grâces. L'ordonnance de

(1) Bibl. Nat., ms fr. 5909, fol. 89 v. ; CHAMPION, *op. cit.*, t. II, p. 15, n. 3.

(2) *Aiez pitié, aiez pitié de moy, — A tout le moins, si vous plaist, mes amis ! — ... Princes nommez, anciens, jouvenceaux, — Impétrez moy graces et royaulx seaux...* Ces vers furent composés par Villon lors de son emprisonnement à Meung-sur-Loire, en 1461. *Œuvres*, éd. cit., p. 91-92.

(3) 23 mars 1302 ; *Ordonnances*, t. I, p. 366, art. 57.

(4) *Ordonnances*, t. I ; p. 234.

(5) ART. 57. *Quod literae super factis criminalibus... nullatenus recipiantur, donec signatae et correctae fuerint per duos fideles homines nostri consilii, vel saltem per unum.* *Ordonnances*, t. II, p. 461.

1356 déclarait que les officiers royaux, maîtres des requêtes ou autres, ne pourraient solliciter et obtenir du roi l'octroi de grâces hors la présence du grand conseil (1). L'ordonnance de 1358 précisait la procédure : le roi ne pourrait accorder une grâce *senz la présence, advis et délibération de trois des genz de nostre grant conseil ensemble* ; s'il y avait moins de trois conseillers l'octroi était nul (2). En 1359 une ordonnance réduisit le nombre des conseillers nécessaires de trois à deux, et spécifia que leurs noms seraient inscrits dans les lettres de grâce (3).

Le contrôle des grâces par le conseil n'était qu'une règle de forme, dont on espérait d'ailleurs une répercussion sur le fond ; le roi restait entièrement libre et maître de sa décision, pourvu qu'il eût pris l'avis des conseillers dont le rôle était simplement consultatif ; il pouvait même octroyer la grâce avant la condamnation. Mais la victime, ou la partie lésée conservait toujours le droit de s'opposer à cet octroi.

Enregistrement et vérification des grâces.

Les grâces devaient être transcrites sur un registre pour être vérifiées ; elles étaient parfois aussi transcrites sur un deuxième registre pour être plus sûrement conservées. L'enregistrement des lettres royaux eut ainsi au Moyen-Age un double rôle.

L'enregistrement servait d'abord à vérifier les actes, et c'était son rôle le plus important dès le xiv^e siècle ; il fallait se prémunir contre les actes faux ou obtenus par surprise de l'inattention et même de la faiblesse royale. Le contrôle porta au début sur la forme extérieure de l'acte ; puis le roi permit, et même désira, qu'il portât sur le fond même de la teneur, sur son accord avec les intérêts généraux du

(1) ART. 47. *Nous ferons jurer audit chancelier, auxdiz maistres des requestes et aux autres officiers qui sont entour nous... que par devers nous il... ne requerront de passer graces ou remissions... sinon présent nostre grant conseil.* Ordonnances, t. III, p. 142.

(2) Ordonnances, t. III, p. 226, art. 11.

(3) ISAMBERT, t. V, p. 69.

royaume (1). Cette vérification était exercée pour les lettres concernant la justice et les actes solennels du gouvernement par le Parlement, pour les lettres concernant les finances par la Chambre des Comptes, pour les lettres concernant la police, les métiers par le Châtelet (2) ; elle était exercée aussi par les baillis et les sénéchaux dans les provinces.

L'enregistrement servait en outre à la conservation des actes ; ce fut peut-être son rôle originel, mais il devint vite secondaire. Les registres de la chancellerie gardèrent ce caractère.

COMPÉTENCE DES JUGES ROYAUX.

Dans certaines justices féodales, à l'instar des justices royales, les juges procédaient à la vérification et à l'enregistrement des grâces octroyées par le seigneur (3). Mais les juges royaux étaient seuls compétents pour enregistrer les lettres de grâce du roi ; une ordonnance non datée, probablement du xiv^e siècle, fit défense à tous les justiciers du royaume de connaître en aucune manière des rémissions et de leur entérinement (4), et le *Grand Coutumier de France*, terminé vers 1388, reprit cette interdiction (5). Ce cas royal se rattachait sans doute à la vérification du sceau et des lettres en général.

(1) Cf. ordonnance de 1358, art. 13 ; *Ordonnances*, t. III, p. 226.

(2) MOREL, *op. cit.*, p. 321-331.

(3) Pour la Bretagne voir l'art. 28 de la constitution de 1451. *Doresnavant toutes les lettres de grâce, rémission et abolition... ou autres grâces perpétuelles données par nos prédécesseurs puis trente ans et aussi par nous et nos successeurs ducs de Bretagne... jajoit qu'elles soient baillées pour publier en nos barres ordinaires, les parties impétrantes lesdites grâces soient tenues de leur personne... a porter... a nostre prouchain Parlement ensuivant de l'impétration d'icelles, pour les y publier, visiter et a plein remonstrer l'excusation et vérification d'icelles.* PLANIOL, *op. cit.*, p. 415-417.

(4) TUELEY, *op. cit.*, n° 1807.

(5) *Au Roy seul... et pour le tout appartient la vérification et enterinement de toutes graces, pardons et rémissions par luy faictes a quelconques personnes, de, et sur quelque cas de crime ou excès, sans ce qu'aucun seigneur, baron ou per, ou autre dudit royaume s'en puisse aucunement entremettre en quelque manière que ce soit ;* l. I, ch. 3, *des droicts royaux*. Ed. LABOULAYE et DARESIE, p. 100, al. 4.

Dans la pratique cette règle fut fidèlement observée dès la deuxième moitié du xiv^e siècle ; les juges seigneuriaux (1), les magistrats municipaux (2), les juges d'Eglise (3) étaient toujours écartés de l'enregistrement des grâces royales, même s'ils avaient été saisis de la cause criminelle, et même si le coupable grâcié se trouvait dans leurs prisons. Le Parlement faisait respecter les prétentions royales et ordonnait parfois le transfert des grâciés de la prison seigneuriale dans la prison royale en vue de l'enregistrement (4).

ENREGISTREMENT PAR LES PARLEMENTS.

Le Parlement de Paris était compétent pour l'enregistrement des lettres de grâce, soit lorsqu'il avait instruit l'affaire auparavant, soit lorsque celle-ci avait été évoquée devant lui. La vérification des lettres se faisait toujours en présence des intéressés.

Le principal intéressé, celui qui venait d'obtenir sa grâce, devait se présenter en personne devant les juges chargés de

(1) Arrêt du Parlement du 13 juillet 1378 contre une vérification de lettre de rémission royale faite par le bailli de Bourges pour le duc de Berry : *ac senescallo Bituricensi pro carissimo germano nostro duce Bituricensi et Arvernie presentaverat seu presentari fecerat exequendas, licet cognitio verificacionis ipsarum nostrarum remissionis et gratie literarum ad nos et justiciarios nostros in solidum et non ad alios pertinet...* Arch. Nat. X²A 9, fol. 127. — *Et si a le prisonnier empetré grace du roy, dont la vérification en appartient aus juges royaulx*, dit le procureur du roi en janvier 1382, en s'opposant à une réclamation de sire de Marnay qui possédait haute et basse justice. Arch. Nat. X²A 10, fol. 138 v.

(2) Le bailli communal et les échevins de Douai, par exemple, n'avaient pas le droit d'enregistrer les grâces royales : ils les videraient simplement ; c'est le grand bailli royal qui présidait à l'enregistrement. ESPINAS, pièce just. 1484 et 1398, t. IV, p. 690 et 590.

(3) *Si le juge d'Eglise ayant prévenu est saisi de la cause criminelle intentée par le clerc contre le laïque, il ne sera pas néanmoins le juge de l'entérinement des lettres de grâce ou de pardon que ce laïque aura obtenus ; il n'y aura que le parlement ou le juge royal qui soit compétent pour les entériner.* GUY PAPE, l. I, section VIII, art. 13.

(4) Ainsi l'évêque de Paris en 1400 dut remettre au prévôt de Paris un inculpé détenu dans les prisons épiscopales et qui dépendait de la haute justice de l'évêque. Arch. Nat. X²A 13, fol. 372 v.-373.

l'enregistrement (1). Cette comparution personnelle empêchait certains abus ; sans elle tout inculpé ou condamné en fuite, loin de toute justice, aurait demandé sa grâce, au besoin sur un exposé faux ; il aurait ensuite pu tenter d'en obtenir l'entérinement sans aucun risque supplémentaire si la fausseté des faits était reconnue (2). Cependant le roi accordait parfois l'autorisation au grâcié de se faire représenter par procureur ; mais il fallait une autorisation expresse, sans laquelle le Parlement refusait l'enregistrement, même à de grands seigneurs (3).

La victime ou son représentant devait venir, et si elle faisait défaut on la réassignait ; au-delà du deuxième défaut on poursuivait la procédure sans elle, mais ces délais pouvaient retarder beaucoup l'enregistrement (4). En tout cas le défaut de la victime n'entraînait pas automatiquement l'enregistrement que le grâcié devait demander (5). Si la partie civile ne venait pas, du moins le procureur du roi était présent dans tous les cas sans exception.

Quand les parties se trouvaient en présence devant le Parlement, un véritable procès s'engageait ; il pouvait durer plusieurs jours, avec plaidoiries et répliques, si la victime ou son représentant s'opposait à l'enregistrement. Souvent la victime déclarait consentir à l'enregistrement et les lettres

(1) *Sera tenu venir personnellement en jugement requérir l'entérinement... ; et en déffault de s'i trouver... sera déclaré défaillant ;* coutumes d'Anjou et du Maine, à la fin du x^v^e siècle, BEAUTEMPS-BEAUFRE, L. 90, t. IV, p. 412. — Cf. ordonnance de 1358, n. suivante.

(2) *Se ils voient ou scevent que le jugement [de la rémission] doie venir pour euls, lors ils se traient avant, mais se ils doubtent que le jugement doie venir contre euls, il n'y vendront ja.* Ordonnance de 1358, art. 13. Ordonnances t. III, p. 226.

(3) *Fault que requerent ledit enterinement en personne, et ainsi fut fait des viconte de Thouars et conte de Ventheadour, lesquels la court ne vout recevoir par procureur l'entérinement des lettres de leur remission ;* en 1450. Arch. Nat. X²A 25, fol. 132 v.

(4) Jusqu'à trois mois de retard pour défaut en 1399 ; Arch. Nat. X²A 13, fol. 278-284.

(5) A l'occasion du défaut d'un opposant à l'enregistrement : *et etiam fuit ratio, quia gratia non debet reputari verificata per talen viam, videlicet per defectum, ut delicta puniantur ;* Quaestiones de Jean LE COQ, n^o 166, dans DU MOULIN, *op. cit.*, t. II, p. 585.

étaient alors plus vite transcrites (1). Mais le procureur du roi était quelquefois exigeant : il étudiait l'affaire, ce qui conduisait souvent à un nouveau renvoi, faisait une enquête, ou faisait examiner l'état de la victime (2) ; enfin il s'opposait à l'enregistrement ou l'approuvait ; exceptionnellement il ne formulait aucun avis et s'en remettait à la discrétion de la cour (3). En tout cas la formule des lettres de rémission, *et sur ce imposons silence perpétuel a nostre procureur*, n'était qu'une formule de chancellerie, et n'empêchait nullement celui-ci de prendre la parole contre l'enregistrement (4). La cour de Parlement faisait ensuite une étude sérieuse de l'affaire ; quand le crime ou délit s'était passé en province elle faisait venir des témoins, demandait un rapport à l'officier royal de l'endroit ; elle pouvait aussi déléguer des commissaires pour enquêter sur les faits (5). En cas de difficulté le prévenu devait répondre à certaines questions, et, d'une manière générale, il devait *probare casum prout narratur in littera* (6) ; on pouvait même lui appliquer la procédure extraordinaire qui comportait la torture (7).

Enfin, après ces débats, la cour rendait son arrêt : la grâce

(1) L'évêque du Puy vint au Parlement en personne pardonner à ses agresseurs en 1406. Arch. Nat. X²A 14, fol. 369 v.

(2) Par exemple en 1403 ; Arch. Nat. X²A 14, fol. 101-109.

(3) *Le procureur du roy dit qu'il a veu la grace ou remission... et pour ce que le procès est par devans la court, il se rapporte a la court sans autrement discuter sur ce, assavoir se ladicte remission est bonne ou surresptice* ; 12 janvier 1378 ; Arch. Nat. X²A 10, fol. 56 v.

(4) Ainsi en 1437, après lecture d'une rémission contenant cette formule, le procureur déclare les lettres *subreptice et nullatenus integre*. Arch. Nat. X²A 23, fol. 6 et v.

(5) *Pour ycelle faire ordennames certains commis qui en ycelle ont oy plusieurs tesmoins a eulx administrés*, à propos d'une rémission en 1359. Arch. Nat. X²A 6, fol. 430 et s. — *Per certos commissarios a dicta curia nostra deputandos inquiretur veritas*, en 1410. Arch. Nat. X²A 16, fol. 13 v. — fol. 98 v.

(6) MASUER, *Practica forensis ; de probationibus*.

(7) *Cum Johannes Pitou, prisionierius in carceribus Castelleti nostri Parisius... certas nostras remissionis et gratie litteras... nostre parlamenti curie presentaverit exequendas, ipsasque procurator noster generalis impugnaverit, et deinde dicta nostra curia ex ejus officio per viam extraordinariam questionum et tormentorum adversus dictum prisionarium processerit...* ; 16 avril 1405. Arch. Nat. X²A 15, fol. 14 v.

était enregistrée ou rejetée. Le Parlement jugeait ainsi l'octroi des lettres de grâce ; il refusait d'enregistrer les lettres obtenues sur un faux exposé, d'une manière frauduleuse, ou même arrachées par importunité : il les déclarait subreptices. Dans ce cas, pour échapper à la condamnation, l'inculpé devait avoir recours au roi une deuxième fois. Le roi pouvait octroyer de nouvelles lettres contenant un exposé plus exact de l'affaire (1) ; ou parfois plus simplement il autorisait expressément la cour à se contenter comme preuve du serment général et solennel prêté par le prévenu (2). Il fallait dans le premier cas recommencer une nouvelle procédure d'enregistrement.

Les Parlements de province, ou les institutions analogues, enregistrèrent naturellement les lettres de grâce à partir du xiv^e siècle, au fur et à mesure de leur création. L'échiquier de Normandie, par exemple, suivait la même procédure que le Parlement de Paris (3). Les Grands Jours de Champagne paraissent aussi avoir enregistré des grâces à la fin du xiv^e siècle, mais d'une manière plus sommaire et sans discussion (4). Au xv^e siècle les Parlements de Toulouse et de Poitiers procédaient à l'enregistrement et à la vérification des rémissions (5).

(1) En 1397 des coupables déjà bénéficiaires d'une lettre de rémission apportent *certas nostras alias litteras de et super surreptionibus contra predictas remissionis et gratiae litteras... per nos concessas*. Arch. Nat. X²A 13, fol. 166.

(2) MASUER, *Practica forensis ; de probationibus*. — DUPONT-FERRIER, *op. cit.*, p. 434.

(3) *Exstitit ordinatum quod prefatus miles coram dilectis et fidelibus gentibus nostris qui nostrum proximum Scacarium Rothomag. tenebunt personaliter comparebit, quibus gentibus nostris predictae remissionis et gratie litere ac informaciones... transmittentur... ; dictusque miles de predictis suis remissionis et gratie litteris... se juvare, et dictus procurator noster, si sibi videatur expedire, eas impugnare poterunt... ; et dictis partibus auditis ipse gentes nostre facient... prout viderunt racionabiliter faciendum...* 26 juin 1368. Arch. Nat. X²A 8, fol. 9 v.

(4) Cf. à la fin de lettres de rémission : *donné à Troyes en noz ditz Jours* ; en 1376. Arch. Nat. X¹A 9182, fol. 167, 177 v.

(5) Arrêts du Parlement de Toulouse de 1448 à 1452 ; n^o 8 et 18, dans DU MOULIN, *op. cit.*, t. II, p. 649-650. Pour le Parlement du Poitiers, cf. *infra*, p. 141.

ENREGISTREMENT PAR LES AUTRES COURS SUPÉRIEURES.

D'autres cours supérieures possédaient un certain droit d'enregistrement et de contrôle des grâces, mais il était restreint et n'intervenait qu'après celui du Parlement, du moins à partir de la fin du xiv^e siècle.

La Chambre des Comptes avait eu au xiv^e siècle un rôle analogue à celui du Parlement pour l'enregistrement (1). C'est ainsi qu'en 1354 Jean le Bon avait décidé que les grâces délivrées par ses lieutenants ou capitaines en Languedoc devaient obtenir confirmation royale et passer par cette chambre (2). Mais au xv^e siècle la Chambre des Comptes n'enregistrait plus guère de rémissions, et elle n'agissait qu'après le Parlement ; son rôle n'était pas aussi actif qu'en matière de dons (3) ; en 1401 un clerc de la Chambre des Comptes, bigame et faussaire, qui avait présenté à cette chambre des lettres de rémission pour les faire entériner, s'était heurté à une protestation du Parlement de Paris revendiquant la connaissance de la cause (4). Cependant la Chambre des Comptes conserva toujours le contrôle financier des rémissions, ce qui pouvait entraîner un droit de vérification assez étendu ; en particulier elle examinait les lettres qui ne devaient pas payer le droit de sceau et qui lui étaient soumises par l'audiencier, et pouvait naturellement aussi surveiller les lettres qui remettaient les confiscations de biens (5).

(1) MOREL, *op. cit.*, p. 322-323.

(2) *Mandamus vobis... quatinus dictas litteras et gratias... minime exequamini... quousque a nobis de ipsis obtinuerint confirmationem et transiverint per cameram supradictam [compotorum Parisius]. Ordonnances, t. IV, p. 152-153.*

(3) JASSEMIN, *op. cit.*, p. 253.

(4) *Et avoit ycellui obtenu certaines lettres de rémission du roy [cf. Arch. Nat. JJ 156, n° 309], desquelles avoit requiz en ycelle chambre l'enterinement... Et les dessusdiz présidens et autres messieurs [du Parlement], considérans que auxdiz des comptes n'appartenout pas la connoissance de ladicte cause... Journal de Nicolas DE BAYE, éd. TUETEX, p. 16.*

(5) Cf. l'ordonnance de 1320, art. 24 (*Ordonnances, t. I, p. 703*) et MOREL, p. 365. Cf. aussi des mentions de ce genre dans des lettres de rémission : *et voulons que ceste présente charte soit passée et délivrée en la Chambre de noz comptes sanz finance*, en 1345, et :

La Cour des Aides s'occupait des grâces qui rentraient dans sa compétence. Ainsi en 1473 elle rendit un arrêt annulant des lettres de rémission accordées par le roi pour un meurtre, à l'occasion d'une saisie de chevaux chargés de sel fraudant la gabelle (1).

Enfin certaines cours, plus spécialisées et moins importantes, n'exerçaient qu'un droit d'enregistrement secondaire et se réduisant presque au droit général d'opposition que possédaient tous les tiers intéressés. Par exemple les généraux réformateurs des monnaies n'enregistraient pas des lettres de rémission données en 1432 aux habitants de Limoges qui avaient commis des délits sur les monnaies : ils déclaraient simplement ne pas faire obstacle à l'enregistrement ; c'était le Parlement de Poitiers qui procédait à l'enregistrement effectif (2).

OFFICIERS ROYAUX.

Certains officiers royaux enregistraient les grâces, quand ils étaient compétents et que le Parlement ne les désaisissait pas. Les officiers subalternes, comme les prévôts, réclamè-

rescripte pour ce qu'elle a esté perdue en la Chambre des comptes, en 1350. Arch. Nat. JJ 68, n° 174 ; JJ 78, fol. 96 v. n° 184.

(1) *Entre le procureur du roi nostre sire sur le faict des aides,... Michelle, veuve de feu Jacques Belin, mère d'iceluy défunt, demandeurs en cas d'excès, et deffendeurs sur l'entérinement de certaines lectres qu'on dict estre lectres de rémission, grace et pardon, d'une part, et Pierre Cornillot, deffendeur esdicts cas d'excès, demandeur sur l'entérinement... ; la Cour a adjugé auxdits demandeurs tel profit, c'est a sçavoir que pour le meurtre et délit commis par ledict Pierre Cornillot en la personne dudit feu Léonard Belin, en prenant et arrestant certains chevaux chargés de sel non gabellé appartenant audit Pierre Cornillot, la Cour déclare lesdictes lectres de rémission nulles et de nul effect et valeur, et partant le déboute de l'entérinement d'icelles. Ordonnances, t. XVII, p. 602.*

(2) *Nous généraulx réformateurs ordonnez par le roy nostre sire sur le faict des monnoyes, veues par nous les lettres du roy nostre dit sire a nous adreçans... [résumé des lettres]... consentons et sommes d'accord, en tant que a nous est, au don, pardon et abolition... et a l'entérinement et accomplissement d'icelles... Escript au dos desdites lettres : Lecta in camera Parlamenti Pictavis. Arch. Nat. X²A 20, fol. 43 v.-45.*

rent souvent le droit de vérifier les lettres de grâce, surtout lorsqu'ils avaient eu à juger la cause qui faisait l'objet de la clémence royale. Ils eurent parfois gain de cause, comme le prévôt de Péronne en 1396 (1). Mais ce fut assez rare, même avant l'édit de Crémieu de juin 1536 qui leur enleva formellement ce droit (2).

Par contre les baillis, les sénéchaux, le juge ordinaire en Anjou, eurent normalement le droit d'enregistrer les grâces données pour les crimes et délits commis dans leur ressort, et le roi, quand il avait accordé une grâce, en avisait le bailli intéressé ou son remplaçant (3). S'il était parent du prévenu, cet officier était récusé et remplacé par son collègue le plus proche (4). Avant d'accorder l'entérinement le bailli devait examiner les lettres royaux, et à la fin du xve siècle c'était l'objet de toute une procédure. Le grâcié, tête nue, à genoux, en présence de l'avocat, du procureur du roi, de tous les intéressés, écoutait devant le tribunal la lecture de l'acte royal ; quelquefois il était reconduit en prison (5). D'une manière générale l'instance devant le bailli était analogue à celle qui avait lieu devant le Parlement, avec les mêmes particularités pour les lettres subreptices ; mais on pouvait faire appel au Parlement lorsqu'un officier royal refusait l'enregistrement (6).

(1) *Curia [regis]... cognicionem mortis... ac verificationis et executionis predictarum nostrarum remissionis et gratiae litterarum coram domino preposito de Perona remisit.* Arch. Nat. X²A 13, fol. 108.

(2) ART. 11 ; ISAMBERT, t. XI, p. 506. — DUPONT-FERRIER, p. 433.

(3) *Et quand euls ou leurs amis présentent aus bailliz ou a autres officiers les lettres desdites rémissions ou pardon, l'en se efforce de vouloir estre receuz par procureur ;* ordonnance du 14 mai 1358, art. 13. *Ordonnances*, t. III, p. 226.

(4) *Si donnons... a nostre bailly de Touraine... pour ce que nostre seneschal de Poictou est cousin dudit suppliant...* ; en septembre 1498. Arch. Nat. JJ 230, fol. 136 v. — 137 v., et DUPONT-FERRIER, *op. cit.*, p. 433.

(5) ART. 126, 127 de l'ordonnance de Blois ; ISAMBERT, t. XI, p. 368-369. — DUPONT-FERRIER, p. 434.

(6) Par exemple en 1384 appel fait du bailli de Troyes au Parlement de Paris. Arch. Nat. X²A 10, fol. 190 v.-192.

CONTROLE ET ENREGISTREMENT EN CHANCELLERIE.

Le contrôle du chancelier, qui pouvait se manifester par le refus de sceller, était chronologiquement le premier contrôle qui s'exerçât sur les grâces ; mais il n'aboutissait pas à une vérification aussi minutieuse que celle du Parlement. Ce contrôle et l'enregistrement par le Parlement avaient une origine semblable : ils avaient pour but, en principe, de sauvegarder les véritables intérêts du roi et de l'empêcher d'accorder des grâces préjudiciables au bien commun. Ce contrôle était naturel, puisque c'était le chancelier qui donnait l'authenticité et la validité par l'apposition du sceau (1) ; le roi lui-même, à diverses reprises, régla ce moyen de vérification (2).

Par contre l'enregistrement des lettres royaux en chancellerie avait, depuis le ^{xiv}^e siècle, un caractère tout différent de l'enregistrement par le Parlement ou par les autres cours supérieures. Ce n'était plus une mesure de contrôle : le contrôle du chancelier avait eu lieu lors de l'apposition du sceau ou par le visa. C'était simplement une mesure de conservation, grâce à laquelle une copie officielle des actes restait à la chancellerie et pouvait suppléer, s'il y avait lieu, aux originaux disparus. Aussi cet enregistrement n'était-il pas obligatoire, mais exécuté à la demande et aux frais des particuliers intéressés (3). Ces derniers ne demandaient pas d'ailleurs indistinctement l'enregistrement de tous les lettres royaux ; dans les registres de la chancellerie on ne trouve guère que des chartes, des lettres scellées en cire verte : c'étaient des actes à effet perpétuel, dont la conservation ou la reconstitution était infiniment plus importante que celle des lettres à double ou simple queue. Parmi cette catégorie les lettres de rémission tinrent une place capitale ; elles enva-

(1) MOREL, *op. cit.*, p. 180-191. Sur le détail de ce contrôle, voir *infra* chap. IV, *étude diplomatique*.

(2) En particulier voir l'art. 216 de l'ordonnance cabochienne de 1413 ; *Ordonnances*, t. X, p. 124. et COVILLE, *op. cit.*

(3) MOREL, p. 331-333. GIRY, *Manuel*, p. 753. — Ces caractères étaient moins nets au ^{xiii}^e siècle, mais à cette époque les lettres de rémission n'existaient pas régulièrement.

hèrent les registres de la chancellerie à la fin du xiv^e siècle (1).

PRINCIPAUX VICES DES GRACES.

C'est à l'enregistrement que les vices des grâces étaient évoqués. Ces vices étaient nombreux et la plupart peuvent se déduire des règles que nous avons énoncées au cours de l'instance.

D'une manière générale, suivant la nature de leurs vices, les grâces pouvaient être déclarées *subreptices*, *obreptices*, *inciviles*, *desraisonnables* et, pour conclure, *telles que la court n'y doit obtempérer* (2). On appelait généralement *subreptices* des grâces obtenues par ruse ou fraude, sur un exposé mensonger, *obreptices* des grâces obtenues par omission de faits ou de circonstances, par tromperie, *inciviles* des grâces données par collusion entre le coupable et des magistrats, ou des officiers royaux (3). Nous ne trouvons d'ailleurs ce détail dans la classification des vices qu'au xv^e siècle, et le Moyen-Age ne s'embarrassa jamais d'en tenir un inventaire complet ; avant le xv^e siècle toutes les grâces viciées étaient appelées *subreptices*.

Mais cette classification théorique est peu intéressante ; il vaut mieux étudier quelques cas concrets en suivant l'ordre de l'instance. Parmi les causes principales qui vicient les requêtes la plus fréquente est le faux-exposé ; on la rencontre très souvent ; le demandeur diminuait ses crimes ou en omettait une partie, ou ne mentionnait pas le fait qu'il avait

(1) Vers 1316 on ne trouve que 2 lettres de rémission sur 84 actes dans le registre JJ 45 bis des Arch. Nat. ; à la fin du siècle, vers 1393, on en trouve 465 sur 544 actes dans JJ 145. Au xv^e siècle la proportion est un peu moins forte, sans doute à cause du nombre croissant d'actes privés de toutes sortes enregistrés à la chancellerie : 293 lettres de rémission sur 571 actes vers 1461-1462 dans JJ 198.

(2) Arch. Nat. X²A 25, fol. 73, 74 ; en 1449.

(3) *Lesdites lettres sont surreptices et oreptices, car [le grâce] a donné a entendre [des choses] dont nichil est, aussi sont inciviles veu la manière de procéder par le lieutenant a Chinon et les pars et faveurs qu'il a euz illec* ; en 1453. Arch. Nat. X²A 25, fol. 212 v. — Cf. DU CANGE, *op. cit.*

déjà été condamné et grâcié. La grâce pouvait ensuite ne pas être octroyée régulièrement si la lettre elle-même était fausse (1), ou bien s'il n'y avait pas de conseillers présents, ou un nombre insuffisant de conseillers. Enfin l'enregistrement pouvait être vicié s'il avait eu lieu devant un officier non compétent ou parent du grâcié (2).

(1) *Firent tant que ung clerc... leur fist une lettre... et icelle lettre subtilement et cautelleusement fut seellée et signée d'un seing contrefait de l'un de noz notaires et secrétaires... icelle lettre ainsi obreptissement ou subtilement faite...* ; en 1425. Arch. Nat. JJ 173, fol. 64 v., n° 129.

(2) *A ladite remission s'opposa l'appellant..., combien qu'elle s'adreçast au bailli d'Amiens deça la rivière de Somme, neantmoins il la présenta au bailli d'Amiens de la rivière qui est son cousin ;* en 1454. Arch. Nat. X²A, 25, fol. 239.

CHAPITRE III

La grâce non royale

Au Moyen-Age la grâce était accordée par bien d'autres personnes que le roi. Le droit de condamner un coupable aux peines les plus graves entraînait le droit de grâcier ce coupable. Tous les hauts justiciers, seigneurs laïcs comme seigneurs ecclésiastiques ou autorités municipales, pouvaient accorder des grâces.

La grâce non royale, qui apparut au ^{xiii}e siècle en même temps que la grâce royale, prit une grande extension au début du ^{xiv}e siècle ; mais elle ne tarda pas à décliner et disparut presque complètement à la fin du ^{xv}e siècle. Elle est moins facile à étudier que la grâce royale : les documents sont plus dispersés et se rapportent à des justices différentes ; ils sont aussi relativement moins abondants parce que les chartiers seigneuriaux furent moins bien conservés.

Le droit de grâce des justiciers féodaux laïcs.

Il serait très difficile, et même impossible, d'énumérer tous les justiciers féodaux qui possédaient le droit de grâce au Moyen-Age, mais on peut citer un certain nombre d'exemples et tenter de dégager des règles communes.

D'une manière générale la grâce était liée à l'exercice du droit de justice, sauf quelques exceptions pour des privilèges religieux. Elle était ainsi exercée par des justiciers de toute

nature, nobles ou non, laïcs ou clercs, personnes individuelles ou collectivités. Nous allons étudier de ce point de vue les seigneurs laïcs et les communes ou villes franches, en renvoyant pour les seigneurs ecclésiastiques à l'étude plus générale du droit de grâce de l'Eglise.

LE DROIT DE GRACE DES SEIGNEURS.

Les seigneurs laïcs ne jouissaient pas tous du droit de grâce ; ils l'exerçaient dans la mesure où ils détenaient des pouvoirs régaliens. Comme le dit Brussel *il n'y a point à douter que les seigneurs qui jouissaient des droits régaliens n'aient tous eu celui de donner grâce aux criminels* (1) ; d'après Loyseau il y avait eu *usurpation des ducs et comtes, qui bailloient des rémissions comme ils faisaient loix* (2).

Les seigneurs bas-justiciers, qui jugeaient seulement les méfaits n'entraînant pas de peine corporelle, ne pouvaient pas gracier. Les hauts-justiciers, les seigneurs qui possédaient plénitude de juridiction, y compris la *justicia sanguinis*, pouvaient faire grâce. Toutefois les hauts-justiciers qui n'étaient pas châtelains ne pouvaient donner des rémissions que s'ils avaient acquis ce droit par possession. Tels sont du moins au début du xv^e siècle *les coutumes et stilles observéz et gardéz es pays d'Anjou et du Maine* (3), qui semblent bien correspondre à la situation générale en France. Quant aux moyens justiciers, qui s'intercalèrent au xiii^e siècle entre les précédents, leurs limites de juridiction furent mouvantes au Moyen-Age ; leur création était assez factice, et pour le droit de grâce ils se rattachèrent ordinairement aux bas-justiciers (4).

Les souverains étrangers vassaux du roi de France pour une province distribuaient couramment des grâces dans l'ensemble de leurs possessions. Les rois d'Angleterre, bien avant qu'ils se fussent proclamés rois de France, accordaient des

(1) *Nouvel examen de l'usage général des fiefs...* t. I, ch. XI, p. 217.

(2) *Traité des seigneuries*, v, n^o 42 et 39.

(3) *Anciennes coutumes d'Anjou et du Maine*, E n^o 11, 13 ; I n^o 15, 17 ; L n^o 308, 310.

(4) Sur les différentes justices cf. CHÉNON, *op. cit.*, t. I, n^o 250 ; TARDIF, *la procédure...* p. 12.

grâces à leurs sujets de Guyenne ; dès la deuxième moitié du ^{xiii}^e siècle les *Rôles gascons* en contiennent de nombreux exemples, tant en matière de crimes et délits publics qu'en matière de crimes et délits privés (1). De même Jeanne, reine de Sicile, grâciait en 1370 des membres de la maison de Baux en Provence (2) ; en Anjou on connaissait la clémence du roi René, qu'on implorait souvent : parmi les nombreuses rémissions qu'il a distribuées on conserve celle dont bénéficia la fausse Pucelle en 1457 (3).

Tous ceux qu'on appelait les grands vassaux de la couronne, tous hauts-justiciers, possédaient le droit de grâce. Les puissants ducs de Bourgogne, véritables souverains l'exerçaient au ^{xiv}^e siècle, comme Philippe le Hardi en 1376, et même les duchesses comme Marguerite de Flandre en 1370 (4). On possède de très nombreuses lettres de rémission de Philippe le Bon ; celles qui intéressent les Pays-Bas ont seules été étudiées (5), mais on peut y ajouter à titre d'exemple l'abolition générale que ce duc accorda aux Parisiens en 1436 (6).

Les ducs de Bretagne donnèrent toujours des grâces, au moins depuis le début du ^{xiv}^e siècle. A l'intérieur du duché ils veillaient avec soin à ce qu'aucun de leurs officiers ne s'arrogeât ce droit, mais ils ne pouvaient en empêcher l'exercice par certains de leurs évêques ou barons. Les grâces du duc étaient assujetties au ^{xv}^e siècle à des conditions de publication, de vérification et d'enregistrement au Parlement de Bretagne assez semblables à celles établies par le roi de

(1) Cf. *supra*, p. 70. — Il faut d'ailleurs noter que les rois d'Angleterre ne firent aucun hommage aux rois de France pour la Guyenne, depuis le début du siècle jusqu'au traité de Paris en 1259.

(2) BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, n° 1484, p. 426 ; n° 1489, p. 428.

(3) LECOY DE LA MARCHE, *op. cit.*, t. I, p. 308 ; t. II, pièce just. 40, p. 281-283.

(4) PETOT, *op. cit.*, n° 291, p. 127 ; n° 197, p. 70 : *a confessé qu'elle avoit impétre, mais elle ne avoit pas exécuté soubz umbre d'une grace ou pardon a lui fait par madame la duchesse.*

(5) PETIT-DUTAILLIS, *op. cit.*

(6) TUEY, *Inventaire*, n° 537. — Sur les prétentions des ducs de Bourgogne en matière de grâce, voir *supra*, p. 80.

France ; de même elles étaient subordonnées à la réparation et satisfaction à la partie civile (1).

Les comtes d'Artois donnèrent des rappels de ban dès le début du xiv^e siècle (2), et les comtes de Flandre ou de Hainaut grâciaient même les bourgeois des communes en dépit des franchises de celles-ci (3). *Le comte de Champagne souloit octroyer des rémissions*, bien qu'il fallût souvent en obtenir d'autres du roi (4).

Les dauphins, avant la réunion du Dauphiné à la couronne, accordaient des lettres de grâce ; la dauphine Anne en donnait une en 1284 aux Grenoblois qui n'avaient pas voulu se rendre aux chevauchées, et le dauphin Jean, en 1310, donna une abolition aux mêmes pour une émeute. Lorsque Humbert II partit en Terre-Sainte, son lieutenant en Dauphiné, Henri de Villars, archevêque de Lyon, disposa de ce droit (5).

Les ducs de Bourbonnais accordaient des lettres de rémission, comme en 1361 pour un meurtre après provocation, et en 1384 pour un vol de bœufs ; ces grâces étaient entérinées par le bailli de Bourbonnais, moyennant satisfaction à la partie civile (6).

Les ducs de Savoie et leurs vassaux, les comtes de Genevois, grâciaient également (7).

(1) Coutume de 1312-1325, art. 169 (éd. PLANIOL, p. 182) : *Des seneschaulx qui absolent de crime puis que la sentence est donnée. Nul seneschal ne officier... ne pout absoudre de crime... si ce n'est de la volenté au prince de la terre comme le Duc ou aucun des evesques ou des barons qui ont bien pooir d'asouldre de aucuns crimes.* — Constitutions du 25 mai 1451, art. 28 (éd. PLANIOL, p. 415-417) : *Des Publications et vérifications des lettres de rémission et autres grâces perpétuelles.* Cf. *supra*, p. 135, n. 3.

(2) Voir le rappel de ban donné par Mahaut d'Artois en 1315, *infra*, pièce just. n° 6.

(3) BAUCHOND, *op. cit.*, p. 139-141, p. 289.

(4) GUI COQUILLE, *op. cit.*, p. 6. — Le cas rapporté par ROUX-DESSARP, ch. 2, et BRUSSEL, t. I, p. 217 ; paraît être une grâce civile et non pas une grâce criminelle.

(5) Archives départementales de l'Isère, AA 9 (d'après l'*Inventaire*). — *Litterae remisstonis concessae per dominum locumtenentem [Delphini] Pontio Labarra falso monetario ad instantiam dominae Sibillae de Baucio, comitisse Valentiniensis* ; VALBONNAIS, *op. cit.*, pièce just. CCXXX, t. II, p. 529.

(6) HUILLARD-BRÉHOLLES, *op. cit.*, t. I, p. 495 ; t. II, p. 7.

(7) Cf. pièce justif., n° 12.

Enfin les reines de France et les princes des fleurs de lis avaient naturellement le droit de grâce dans leur douaire ou leurs apanages (1).

Les pouvoirs des grands vassaux étaient si étendus qu'ils pouvaient disposer de leur droit de grâce. Ils pouvaient le déléguer, comme Humbert II en Dauphiné. De même en 1428 Louis de Bourbon, comte de Vendôme, faisait le vœu de grâcier un prisonnier le Vendredi saint de chaque année à Vendôme, et en remettait le choix et la délivrance à un conseil composé de différentes notabilités de la ville (2). En Provence le sénéchal perdait en 1365 le droit de grâce que lui enlevait la comtesse Jeanne, mais il en recouvrait la délégation plus tard, en particulier en 1439 (3).

LE DROIT DE GRACE DES MAGISTRATS MUNICIPAUX.

Les villes qui possédaient toute juridiction avaient également le droit de grâce ; il n'est pas certain que toutes les communes l'aient eu ; d'ailleurs ce droit n'était pas en général indiqué dans les chartes de franchise, mais découlait naturellement de l'exercice de la haute-justice.

A Valenciennes le prévôt et les jurés avaient le droit de faire grâce et ils en usaient fréquemment en matière de bannissement. Dans les dernières années du xiv^e siècle les comtes de Hainaut commencèrent à exercer une certaine tutelle sur les actes de juridiction du magistrat municipal : ils pouvaient ordonner de rendre la ville aux bannis, mais ne prononçaient pas eux-mêmes cette décision, et un acte du prévôt et des jurés était toujours nécessaire (4).

(1) Pièce just. n° 11. — Rémission de Jean, duc de Berry, en 1412 ; DOUËT-D'ARÇQ, *op. cit.*, t. II, p. 59. — Cf. *supra*, p. 81, la décision exceptionnelle de Charles V à propos de Montpellier.

(2) JOUSSE, *op. cit.*, t. II, p. 404.

(3) MIROT, *art. cit.*, p. 97. Cf. *ibidem*, p. 102-105, app. I, les lettres de provision pour la lieutenance générale en Provence délivrées par le roi René à Tanguy du Chastel : *Et insuper possis et debeas... crimina, defectus et delicta dictorum officialium... punire, penas criminales in civiles alterare, remittere et indulgere...*

(4) BAUCHOND, *op. cit.*, p. 139-141.

A Tournai, ville qui dépendit du roi de France, directement ou non, pendant presque tout le Moyen-Age, les magistrats avaient un droit de grâce absolu, car le roi s'était interdit de grâcier les condamnés (1).

Le maire et les échevins d'Abbeville faisaient grâce, soit par remise entière de la peine, soit simplement par réduction ou commutation ; les remises d'amende et rappels de ban étaient les cas les plus fréquents aux XIV^e et XV^e siècles (2).

D'après la charte d'Amiens de 1190 un rappel de ban annuel pouvait être fait non seulement par le roi ou ses officiers et l'évêque, mais aussi par le maire (3).

Enfin à Montpellier le bayle, magistrat élu par les consuls et chef de la justice municipale, avait un certain droit de grâce dès le milieu du XIII^e siècle ; ce droit, limité par celui du seigneur suzerain, était déterminé avec soin et ne portait que sur une partie des amendes (4).

Le droit de grâce et l'église.

L'Eglise dont le rôle fut si important au Moyen-Age, et qui possède le pouvoir de remettre les fautes, put toujours grâcier en maintes circonstances. La juridiction propre qu'elle avait impliquait ce droit ; le culte des saints et la solennisation des fêtes religieuses lui permirent d'octroyer, dans quelques cas traditionnels, d'autres grâces plus exceptionnelles, survivances du droit d'intercession. Il faut naturellement ajouter les grâces que les clercs pouvaient accorder en tant que seigneurs temporels. On peut donc étudier successivement les justices ecclésiastiques ordinaires et d'except-

(1) Arch. Nat. X²A 10, fol. 3 et 169 ; cf. *supra* p. 108 et 130 ; X²A 25, fol. 166.

(2) *Le ville lui a esté prestée jusques a LX ans*, en 1384, après une condamnation au bannissement ; PRAROND *op. cit.*, p. 160 ; cf. *ibidem*, p. 162, 174. En 1458 réduction de la peine infligée à un coupeur de bourse considéré que le cas est pitoiable ; BOCA, *op. cit.*, p. 143 ; remise entière en 1462, *ibidem*, p. 145 ; cf. p. 232-233.

(3) Cf. *supra*, p. 66, n. 4.

(4) Cf. *supra*, p. 73, n. 4.

tion, les justices des seigneurs ecclésiastiques et les privilèges religieux.

Il faut noter auparavant qu'au ^{xiv}^e siècle les justices ecclésiastiques distinguaient assez mal, sous le nom général d'*absolutio*, la grâce et l'absolution (1). L'Eglise, se plaçant sur le terrain spirituel et recherchant l'amendement du coupable, employait souvent la grâce (2), qu'elle confondit longtemps avec l'absolution, se contentant parfois d'une simple amende civile pour les crimes les plus graves si le coupable était repentant (3). Les cours d'Eglise ne disposaient d'ailleurs pas de peine plus grave que la longue prison ; aussi pour les grands crimes elles livraient le coupable au bras séculier après l'avoir dégradé s'il était clerc (4). Ne pas livrer le coupable au bras séculier, demander au contraire confirmation d'une absolution prononcée malgré un crime grave, c'était recourir à la grâce ; tel est le caractère, au début du ^{xiv}^e siècle, de beaucoup de confirmations par le roi d'absolutions prononcées par les justices ecclésiastiques (5).

JUSTICES ECCLÉSIASTIQUES ORDINAIRES.

En matière criminelle les justices ecclésiastiques étaient compétentes *ratione personae* en raison du privilège de clergie, et *ratione materiae* pour des crimes contre la foi ; dans les limites de cette compétence l'évêque était le juge ordinaire : il possédait pour son diocèse le droit de juger, condamner et grâcier. Quelques abbayes échappaient à la juridiction de l'évêque et jouissaient elles-mêmes de ces droits.

(1) Ce terme d'*absolutio* avait été employé par la chancellerie royale pour désigner des grâces, mais seulement jusque vers 1350 ; cf. *supra*, p. 7.

(2) Cf. en particulier les pratiques des inquisiteurs, *infra*, p. 154-155.

(3) Pièce just. n° 9.

(4) BEAUMANOIR, n° 312, 355-356. FOURNIER, *op. cit.*

(5) Pièce just. n° 9. — A la fin du ^{xiv}^e siècle les clercs de la chancellerie royale ne s'y trompaient pas et intitulaient ces actes *confirmatio remissionis*, bien que le terme *remittere* n'y fût jamais : cf. Arch. Nat. JJ 154, fol. 127, n° 203, et fol 186, n° 303, deux actes de 1399, tout à fait semblables à la pièce just. 9 avec *absolvere*.

Ordinairement, depuis le ^{xiii}^e siècle, c'était un official qui disposait de la justice (1). La grâce pouvait donc être accordée soit par l'évêque ou l'abbé, soit par leur official ; nous en verrons quelques exemples.

En 1387 un clerc justiciable de l'évêque de Châlons, accusé de meurtre, avait été jeté dans les prisons épiscopales, et avait été par l'official *condemné a chartre perpetuelle, retenue et réservée la grace et volenté dudit évêque* ; prisonnier pendant dix-huit mois, ce clerc eut sa peine commuée par l'évêque en bannissement de deux ans, puis obtint même une remise complète (2).

A Toulouse le Parlement devait se méfier du droit de grâce de l'archevêque au milieu du ^{xv}^e siècle : il veillait à ce que les droits du roi sur les cas privilégiés ne fussent pas lésés par la grâce de ce prélat (3).

Les fragments de registres d'officialités qui nous restent, assez rares malheureusement, nous livrent d'autres exemples. A Chartres en 1404 l'official accorda une rémission à un clerc coupable d'avoir donné un coup de couteau dans le ventre d'un autre clerc ; en 1412 il condamna seulement à une amende un prêtre qui avait tué un de ses paroissiens, réduisant le cas criminel à un cas civil. Il faut noter que ces deux coupables avaient obtenu auparavant le pardon du pape ; malgré cela on avait instruit le procès du clerc en 1412, et dans les deux cas l'official avait prononcé la rémission ; il semble donc bien que le droit de grâce de l'évêque était incontestable (4).

(1) FOURNIER, *op. cit.*, p. 90-94, p. 251.

(2) *Ledit évesque pour pitié et compassion le délivre, et néantmoins pour eschever toute esclande et satisfaire a justice le bannit pour deux ans. Ce non obstant ledit évesque... voulant de sa grace anticiper le temps que avoit a durer ledit bannissement... mist au néant ledit.* Arch. Nat. JJ 132, fol. 118, n° 219.

(3) *Pro delictis communibus curia remisit ipsum tanquam clericum prefato archiepiscopo... inhibendo eidem archiepiscopo quod ipse, nec ejus officialis, utantur in eorum sententis retentione gratiae in prejudicium jurisdictionis regiae.* Arrêt du Parlement de Toulouse, n° 38 ; Du MOULIN, *op. cit.*

(4) *Johannem Escloche, clericum... pro eo quod manus suas temere violentas injecerat in Johannem Fouchier, clericum ipsum percu-*

Ce droit des évêques était si bien établi que l'installation d'un nouveau pontife était devenue une occasion de grâce pareille à une nouvelle entrée royale (1).

Enfin certaines abbayes avaient ces droits de justice et de grâce. Le registre de l'officialité de Cerisy est précieux à cet égard : l'official remet à maintes reprises des amendes ; tantôt la remise est pour un clerc qui s'est livré à des voies de fait ou à toute autre infraction (2), tantôt elle est pour un laïc condamné à cause du désordre de ses mœurs (3). On voit ainsi très nettement le double aspect du droit de grâce des justices ecclésiastiques, *ratione personae* et *ratione materiae*. Ces grâces étaient totales ou partielles, accordées sur la requête de tiers ou parce que la faute était ancienne.

Le droit de grâce de certains abbés était d'ailleurs quelquefois confirmé et augmenté par le roi : c'est ainsi que Philippe VI donnait à l'abbé de Saint-Denis le pouvoir de grâcier un criminel, détenu dans les prisons de l'abbé, mais sur lequel ce dernier n'avait aucune juridiction (4).

JUSTICES ECCLÉSIASTIQUES D'EXCEPTION.

Les justices ecclésiastiques d'exception possédaient comme les précédentes le droit de grâce ; ce droit n'était pas lié en

tiendo de quodam cultello in ventre, remisimus et remittimus... MERLET, art cit., p. 584, n. 1. — Abiit ad curiam romanam, in qua sibi impetravit gratiam a domino nostro papa... ; super quibus premissis, gratiam et misericordiam rigori justicie preferri, cupientes... predic-tum casum criminalem in civilem commutamus. Ibidem, p. 583 à 587.

(1) Cf. *supra*, p. 115.

(2) *In causa in qua ex officio nostro procedimus contra Guillelmum Trubliart, clericum... quod ipse insurtum fecit Ricardum Hequet... Emendam taxamus ad XXV libras... Remissa est amore Heinrichi Moisson ; en 1320. DUPONT, op. cit., 81 a, p. 337. — Rohasia uxor Gau-fredi Guillemain diffamatur de Petro de Alna, clerico... Inhibuimus ei ad penam decem librarum ne de cetero cohabitaret cum eadem, Emendam sibi remisimus amore amicorum suorum ; en 1315. DUPONT, 26 d, p. 307.*

(3) *Thomas Flamenc diffamatus est de Emmelota Fiquet... Sed inter se matrimonium contraxerunt et si solempnizent in brevi, re-mittimus sibi totum ; en 1315. DUPONT, 25 e, p. 304. — Cf. 8 a, p. 291 ; B c, p. 292 ; 171 b, p. 395.*

(4) Arch. Nat. K 42, n° 28 ; en 1334.

effet à la personne ou à la dignité des justiciers, mais à l'exercice de la justice.

Il semble bien que les légats du Saint-Siège pouvaient grâcier ; en tout cas ils jouissaient au moins de ce droit à leur première entrée dans certaines villes (1).

Les juges d'inquisition du Toulousain et du Carcassès usaient très souvent du droit de grâce, qui favorisait quelques conversions et permettait surtout la découverte de faits d'hérésie secrets ; dans leurs sermons les inquisiteurs fixaient un délai, ou *temps de grâce*, pendant lequel tout aveu était récompensé par la clémence des juges (2) ; de nombreux hérétiques furent ainsi grâciés pour s'être repentis et avoir facilité la tâche de l'inquisition. La remise totale de peine resta d'ailleurs très rare, mais les grâces conditionnelles ou partielles et les commutations étaient fréquentes ; on ordonnait en général un pèlerinage comme condition, et comme commutation on échangeait la prison contre le port de croix, le port de croix contre le pèlerinage, le pèlerinage contre une amende (3).

(1) Cf. *supra*, p. 115.

(2) *Notandum est incidenter quod inquisitores heretice pravitatis in partibus Tholosanis et Carcassonensibus consueverunt...*, ubi et quando expediens et rationabile visum fuerit, assignare et prefigere tempus gratie, promittendo videlicet gratiam et servando promissam impunitatis mortis, carceris sive muri, exilii et confiscationis bonorum uni persone vel pluribus sponte venientibus infra tempus seu diem gratie eis prefixum ad confitendum super facto heresis de se et de aliis plenariam veritatem. Bernard GUI, *Practica*, p. 182. — *Parcimus eidem tali N. et sue conjugi, propter ipsum, ex certa scientia, a perditione bonorum suorum... easque sibi remittimus ex misericordia et ex gratia sibi ante per nos promissa si hereticos seu Valdenses nobis revelaret. Ibidem*, p. 43.

(3) *Forma littere testimonialis de educatione muri in sermone publico cum crucibus et pergrinationibus et aliis generalibus...* Cum dum talis N. de tali loco pro hiis que commiserat in crimine dampnate heresis fuerit ad carcerem muri... condemnatus..., nos... penam seu penitentiam sibi carceris mitigantes... a predicto muri carcere duximus relaxandum ; injungentes eidem... in commutatione dicte penitentiae carceris sive muri, quod... portet perpetuo duas cruces duplices de filtro... Bernard GUI, *Practica*, p. 37. — *Forma alia deponendi seu commutandi cruces alicui... quod multas habebat filias maritandas. Ibidem*, p. 53. — Cf. Bernard GUI, *Manuel*, p. LXI, à LXVI.

Les œuvres de Bernard Gui, en particulier la *Practica* composée vers 1320, eurent certainement une grande influence pour la diffusion des commutations de peines.

JUSTICES DES SEIGNEURS ECCLÉSIASTIQUES.

Certains ecclésiastiques possédaient, comme seigneurs temporels, des pouvoirs semblables à ceux des autres seigneurs laïcs ; des évêques ou des abbés pouvaient ainsi avoir un double droit de grâce. Il est parfois malaisé de distinguer les deux sortes de grâce, quand le grâcié dépend des deux juridictions, comme un clerc fautif ou un laïc adultère.

L'archevêque de Rouen avait une position et une prééminence particulières : son échiquier formait le dernier ressort, tout au moins dans les périodes où il réussit à faire prévaloir ses privilèges ; contre ses sentences il ne restait aucun recours. De même le droit de grâce appartenait exclusivement à l'archevêque, sauf en matière de ban et d'arrière-ban. Cette organisation judiciaire, qui constitue le type le plus complet de franche-aumône aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, nous montre un droit de grâce exorbitant (1).

Un certain nombre d'évêques bretons devaient également posséder ce droit, chacun comme *prince de la terre*, dès le début du ^{xiv}^e siècle, ainsi que l'indique la *Très ancienne coutume de Bretagne* (2). Mais dans toute la France il y avait bien d'autres évêques propriétaires de leur comté ou d'une seigneurie (3).

Il en était de même pour certains dignitaires du clergé régulier. C'est ainsi que l'aumônier de l'abbaye de Saint-

(1) SOUDET, *op. cit.*, p. XXXII-XXXIII. *Ibidem* lettres royaux révoquant des lettres de grâce subreptices impétrées par un délinquant au préjudice de la juridiction épiscopale (26 juin 1346).

(2) *Cf. supra*, p. 149, n. 1 ; il ne paraît pas que le duc seul soit appelé *prince de la terre*.

(3) LONGNON, *La formation de l'unité française*, p. 163 et *passim*. — En dehors des limites territoriales de notre sujet, en terre d'Empire, on pourrait trouver un grand nombre de prélats seigneurs temporels jouissant d'un droit de grâce étendu, comme l'évêque de Genève : MICHEL, *op. cit.*, p. 134-135, et pièce just. 17, p. 239.

Denis possédait dans la banlieue de Paris la seigneurie et la haute justice de la Chapelle : il y établissait des officiers, et avait le droit de gracier après la sentence du bailli de l'Aumône (1).

PRIVILÈGES RELIGIEUX.

Sous le titre de privilèges religieux on peut réunir quelques cas particuliers de grâce, où le rôle de l'Eglise semble être déterminé par de très anciennes coutumes ; il est possible que certains de ces privilèges remontent parfois à l'époque mérovingienne ou carolingienne. Ces cas nous apparaissent comme des survivances de l'intercession ecclésiastique, mais des survivances étroitement contenues dans certaines limites et possédant toute la force que donne un long usage. Nous ne nous attarderons pas sur ces privilèges, qui pourraient être, ou qui ont été l'objet d'études spéciales ; ils constituent des cas exceptionnels et offrent plutôt un intérêt d'histoire locale.

Le plus important, et le plus connu, de ces privilèges est sans doute celui de la *Fierte* à Rouen : tous les ans, le jour de l'Ascension, le chapitre de la cathédrale de Rouen indiquait aux magistrats un prisonnier qui était délivré ; ce prisonnier soulevait en public sur ses épaules la *Fierte* ou châsse de saint Romain, évêque de la ville au ^{vi}^e siècle, et sa peine lui était remise (2). Cette coutume existait certainement dès la fin du ^{xii}^e siècle et elle subsista dans ses grandes lignes jusqu'à la fin de l'ancien régime (3). Elle avait

(1) *Sauf la grasse de m^r l'aumosner* dans des sentences du bailli de 1446 et 1447 ; TANON, *op. cit.*, p. 560.

(2) FLOQUET, *op. cit.*

(3) Lettre écrite en 1210 à Philippe-Auguste par l'archevêque d Rouen et le châtelain d'Arques, chargés d'enquêter sur le privilège de saint Romain : *qui jurati dixerunt unanimiter quod, temporibus Henrici et Ricardi regum Anglie, nunquam inde aliquam contentionem viderunt. Sed cum processio transibat, in die Ascensionis, per cellum, canonici ibant ad ostium carceris, et omnes qui erant in carcere extra carcerem ponebantur, et quemcumque illorum canonici deliberare volebant, eligeant, si non captus esset pro prodicione regis.* FLOQUET, *pièce just.*, t. II, p. 601.

probablement comme origine un mélange d'asile et d'intercession ; en effet des lettres de rémission royales, venant s'ajouter au simple fait de soulever la châsse, nous sont parvenues (1).

A Paris le chapitre de Notre-Dame avait le droit de délivrer deux fois par an les coupables détenus dans les prisons du prieuré de Saint-Martin-des-Champs, lorsqu'il se rendait en procession à l'église de ce prieuré le premier dimanche de carême et à la fête de la translation de saint Martin (2). Mais cette coutume n'offrait pas un caractère extraordinaire, puisque le prieuré dépendait plus ou moins du chapitre.

(1) Les lettres de rémission royales précédaient même parfois la levée de la Fierie. *Jehan de Riant, mareschal ou conté d'Eu*, qui porta la Fierie en 1427, à l'Ascension, avait bénéficié dès le 31 janvier d'une rémission du roi ; cf. FLOQUET, *op. cit.*, t. II, p. 356 et Arch. Nat. JJ 171, fol. 290, n° 585 (LE CACHEUX, *op. cit.*, t. II, p. 18).

(2) Cette coutume est signalée dans un acte de 1373, *charta compositionis inter capitulum Parisiense et prioratum Sancti Martini de Campis* ; GUÉRARD, *Cartulaire de l'église N. D. de Paris*, t. I, p. CXXV, t. III, p. 439.

CHAPITRE IV

Etude diplomatique des actes de grâce

Dans une étude du droit de grâce on ne peut négliger l'examen plus spécial des actes écrits par lesquels se manifeste ce droit. Ces actes sont innombrables aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ; il en est ainsi du moins pour les actes royaux, que nous étudierons seuls ici, car ils nous sont presque seuls parvenus ; les actes seigneuriaux se sont d'ailleurs modelés sur eux.

Les grâces rédigées dans des formes diplomatiques sont appelées généralement lettres de rémission ; elles prirent ce nom dès le milieu du ^{xiv}^e siècle, à l'exception des lettres d'abolition du ^{xv}^e siècle, qui n'étaient qu'une variante avec les mêmes formes diplomatiques. L'appellation *remissio*, tirée du verbe du dispositif, avait remplacé celle d'*absolutio*, qui fut employée dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle. Mais il ne faut pas confondre les lettres de rémission du Moyen-Age avec les lettres de rémission postérieures, au sens plus étroit ; il ne faut pas non plus les confondre avec les lettres de grâce du Moyen-Age, lettres accordant des dons ou concessions gracieuses en matière civile (1).

Les lettres de rémission étaient, dans leur immense majorité, des chartes, c'est-à-dire des actes solennels, à effet perpétuel ; aussi étudierons-nous d'abord les rémissions en

(1) Cf. introduction, p. 7.

forme de charte. Mais ce caractère d'acte solennel ne paraît pas avoir été essentiel, car on trouve de nombreuses grâces ayant la forme de petites lettres-patentes, surtout dans les trois premiers quarts du ^{xiv}^e siècle.

Rémissions en forme de charte.

Les chartes n'émanaient pas directement du souverain, mais passaient par l'intermédiaire de la chancellerie ; ce n'étaient pas à proprement parler des lettres, car elles n'avaient ni adresse, ni salut, et il n'y avait plus de raison de distinguer au ^{xiv}^e siècle les lettres en forme de charte des diplômes-chartes, puisque ceux-ci avaient disparu (1) ; malgré tout le nom subsista et les chartes de grâce furent appelées lettres de rémission.

Après la forme externe et la forme interne, nous étudierons les mentions hors la teneur, qui rentrent dans la forme interne, mais sont nombreuses, variables, et nous donnent beaucoup de renseignements sur l'élaboration diplomatique des actes ; enfin nous traiterons la question du paiement des droits.

FORME EXTERNE.

La matière subjective sur laquelle on écrivait les rémissions était le parchemin sans exception. Il ne saurait être question du papyrus, et le papier, employé en France depuis le ^{xiii}^e siècle, était réservé aux brouillons et aux actes de peu d'importance ; le parchemin était employé pour toutes les lettres-patentes ou lettres de chancellerie (2). La peau de mouton était raclée, poncée, réglée. Les dimensions en étaient évidemment variables, suivant l'exposé qui pouvait être très long, ordinairement entre 35 × 25 cm., ou 35 × 20 avec le repli, et 65 × 40 cm., ou 65 × 35 avec le repli (3). L'encre était

(1) MOREL, *op. cit.*, p. 122.

(2) GIRY, *Manuel*, p. 146 et s.

(3) 27 × 29,5 ou 37 × 24 avec le repli en 1366 ; Arch. Nat. K. 49 A, n° 12 ter. 61 × 29 ou 61 × 27 avec le repli en 1469 ; Arch. Nat. K 70, n° 56.

noire, ou du moins l'était primitivement ; des encres de couleur ne furent jamais utilisées par la chancellerie française (1).

Le sceau était le grand sceau à type de majesté, en cire verte, pendant sur lacs de soie verts et rouges, avec contre-sceau (2). En l'absence du grand sceau royal, pendant les voyages du roi, les lettres pouvaient être scellées d'un scel ordonné (3) ; à partir de 1349 le sceau du Châtelet fut le remplaçant normal (4). On trouve aussi le sceau delphinal en cire verte, lorsque le dauphin était régent du royaume, par exemple en 1358 ; il faut noter que ce n'est pas alors le sceau royal-delphinal, mais le sceau delphinal simple (5).

FORME INTERNE.

Les lettres de rémission furent d'abord rédigées en latin au début du xiv^e siècle ; depuis Philippe VI le français remplaça ordinairement le latin ; le français fut employé presque sans exception depuis Charles VI (6).

Le protocole initial débutait par la suscription : *N. Dei gratia Francorum rex*, ou *N. par la grace de Dieu roy de France*. Puis il y avait la notification : *Notum facimus universis presentibus et futuris quod*, ou *savoir faisons a tous presens et a venir que*.

L'exposé était essentiellement l'exposé de la requête ; celle-ci était faite au nom des parents et amis charnels du

(1) GIRY, *Manuel*, p. 146 et s.

(2) Le sceau subsiste dans la lettre suivante de 1469 : Arch. Nat. K 70, n° 56. Les lacs, mais non les sceaux, restent attachés aux deux originaux K 49 A, n° 12 ter et K 51, n° 1 ter. — Cf. un enregistrement de 1350 : *rescripte pour ce que l'autre estoit en forme de scel en cire blanche et elle doit estre en vert* ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 30, n° 57 ; autre cas *ibidem*, fol. 11 v., n° 29.

(3) *Soubz nostre scel ordonné en l'absence du grant* ; en 1424, Arch. Nat. JJ 172, fol. 325 v., n° 589 ; en 1461, JJ 198, fol. 207, n° 223.

(4) Ce sceau subsiste à une lettre de 1356 : Arch. Nat. K 47 B, n° 39.

(5) Sceau équestre de Charles dauphin, S. [Karoli] *primogeniti*, Arch. Nat. K 47 B, n° 47. — Cf. MOREL, *op. cit.*, p. 255.

(6) GIRY, *Manuel*, p. 777. Cf. cependant une lettre de rémission de 1418 en latin : Arch. Nat. JJ 170, fol. 172 v., n° 182.

coupable, si ce dernier était prisonnier, au nom du coupable lui-même s'il était fugitif : *de la partie de... nous a esté exposé*, ou *avons reçu l'umble supplicacion de...* (1). La requête comprenait le récit de toute l'affaire qui était parfois très long ; cette partie est précieuse pour l'histoire des mœurs et on en a tiré déjà une foule de renseignements.

Le dispositif contient le fond même de l'acte, la clause portant grâce. Il commence par *quapropter, ergo, his attentis* ou *pour ces raisons, pour ce*, et comprend essentiellement le verbe *remettre*, en général accompagné d'autres du même sens : *remettons, quittons et pardonnons*, ou *remittimus et quictamus*. Le mot *grâce* s'y trouve aussi souvent, mais sous la forme : *de nostre grâce spéciale*.

L'injonction est une disposition impérative du roi s'adressant à ses justiciers pour qu'ils veillent à l'exécution de la rémission ; la phrase est gouvernée par le verbe *mandamus*, ou par *mandons, si donnons en mandement*. L'injonction est adressée au justicier de qui relève le coupable grâcié, à l'officier royal du domicile du grâcié ou du lieu où ce dernier est emprisonné ; elle est également générale et adressée à tous les justiciers.

Le protocole final commence en général par la formule de corroboration et d'annonce du sceau : *quod ut firmum et stabile perpetuo perseveret, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum*, ou *et pour que ce soit ferme chose et estable a touz jours, nous avons fait mettre notre scel a ces présentes*. La clause de réserve a pour but de ménager des voies de recours ; le type ordinaire en était : *sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes*. La satisfaction à la partie civile était parfois spécifiée à cet endroit. Enfin la date comprend l'indication du lieu, du mois, de l'an, et de l'année du règne : *Donné au bois de Vincennes, ou mois de septembre, l'an de grâce mil trois cenx soixante et six, et de nostre règne le tiers* (2).

(1) Cf. *supra*, p. 132.

(2) Arch. Nat. K 49 A, n° 12 ter.

MENTIONS HORS LA TENEUR.

Ces mentions, souvent nombreuses et délicates à interpréter, donnent de précieux renseignements sur l'élaboration diplomatique des actes.

Signature du notaire. La signature du notaire apparut en bas des actes royaux après le règne de Philippe le Bel ; toutes les lettres de rémission en furent donc munies. Cette signature était un avertissement au chancelier : l'acte pouvait être scellé, car le notaire l'avait examiné et engageait sa responsabilité. La place de cette signature était sur le repli, tantôt au milieu (1), tantôt, et de plus en plus, à gauche (2).

Mention du service. Divers services royaux, et certains officiers délégués par le roi, avaient le droit de commander au notaire la rédaction des lettres de rémission ; dès le règne de Philippe le Bel le notaire inscrivit cette indication de sa propre main et depuis Jean le Bon la mention du service précéda invariablement la signature du notaire. Le notaire inscrivait *per regem* ou *par le roy*, si la lettre avait été commandée par le roi en personne, *per regem in consilio*, ou *per regem in requestis*, si le roi avait donné son ordre lors d'une séance du conseil ou aux requêtes de l'hôtel, *per regentem*, si c'était le régent (3) ; quant l'ordre émanait du chancelier il y avait *per vos*, quand il venait du conseil ou des requêtes il y avait *par le conseil*, ou *es requestes* (4). Les mentions *par le roi a la relation du conseil*, ou *a la relation d'un tel*, ne signifiaient pas en général que le roi avait commandé lui-même la lettre, mais que le conseil, ou le personnage indiqué avait donné l'ordre (5).

(1) Arch. Nat. K 51, n° 1 ter, en 1374.

(2) Cf. MOREL, *op. cit.*, p. 155-159.

(3) *Par le Roy. Ogier*. Original de 1366, Arch. Nat. K 49 A, n° 12 ter. — *Par le Roy en ses requestes. Genest*. Original de 1374, Arch. Nat. K 51, n° 1 ter. — *Per D. regentem*, en oct. 1316 ; Arch. Nat. JJ 45 bis, fol. 20 v. n° 26.

(4) *Ainsi signé : Par le Conseil. L. Calot*, en 1428 ; Arch. Nat. JJ 174, fol. 94, n° 214. — *Es requestes tenues par vous*. En 1434 ; Arch. Nat. JJ 175, fol. 104 v., n° 506.

(5) Sur cette interprétation voir MOREL, p. 300-308. — *Par le Roy a la relation du conseil. M. de Puigiraut*. En 1461 ; Arch. Nat. JJ 198,

Souscriptions et présence d'officiers. Nous avons vu que dès 1302 les lettres en matière criminelle devaient être signées par deux conseillers, et qu'en 1359 cette mesure avait été reprise spécialement pour les lettres de rémission (1). On trouve ces deux signatures, très souvent une seulement, sur le repli, à gauche en général. Parfois la signature d'un même officier se trouve répétée à droite et à gauche, ce qui correspond à une vérification avant et après le scellage de l'acte, en cas d'absence du chancelier (2). On indiquait aussi les officiers présents au commandement de l'acte après la mention du service ; mais ces officiers ne souscrivaient pas (3).

Contrôle du chancelier. Toutes les mentions que nous venons de voir avaient pour but de préparer le contrôle du chancelier. A partir de Jean le Bon le chancelier ne se contenta plus d'apposer le sceau sur les chartes solennelles ; il indiqua par le *visa* qu'il avait vérifié l'acte. Mais les lettres de rémission, chartes non solennelles, ne reçurent pas souvent le *visa* (4) ; la place de celui-ci était sur le repli, à droite. Le contrôle exercé par le chancelier se manifestait aussi par certaines mentions accidentelles sur le repli, quand l'acte avait été corrigé ou récrit (5).

Enfin un certain nombre de mentions, comme *solvit...*, *gratis*, *contentor*, avaient trait au paiement des droits que nous allons étudier spécialement.

fol. 207, n° 223. — *Par le Roy a la relacion du secret conseil*. En 1350 ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 54, n° 114. — *Ad relationem magistri P. de Campis*. En 1316 ; Arch. Nat. JJ 45 bis, fol. 20 v., n° 26. — *Par le Roy a vostre relacion*. J. Bude. En 1393 ; Arch. Nat., JJ 145, fol. 2.

(1) Cf. *supra*, p. 133 et 134.

(2) Ainsi en 1374 ; Arch. Nat. K 51, n° 1 ter. — Voir MOREL, p. 172-174.

(3) *Par le Roy, présent Mons. Lois de Beaumont* ; en 1350 ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 32, n° 65.

(4) MOREL, p. 178. Voir cependant un *visa* en 1374, Arch. Nat. K 51, n° 1 ter ; en 1461, Arch. Nat. JJ 198, fol. 207, n° 223 ; en 1469, Arch. Nat. K 70, n° 56.

(5) *Correcta per vos* en 1349 : Arch. Nat. JJ 78, fol. 1 v., n° 2. *Rescripte*. O. de Fontenay en 1350 ; *ibidem*, fol. 101 v., n° 192. *Corrigée par vous pour ce que l'autre estoit trop générale*, en 1349, *ibidem*, fol. 11 v., n° 29.

LE PAIEMENT DES DROITS.

Le grâcié devait en général payer plusieurs droits à propos de sa lettre de rémission ; la chancellerie avait une organisation financière développée avec des tarifs détaillés (1).

Droit de sceau. Le sceau donnait force et valeur aux actes, aussi le paiement du droit de sceau à l'officier chargé de le recevoir, l'audiencier, était une formalité essentielle. Le montant en resta fixé, pendant presque tout le xiv^e et le xv^e siècle, pour les lettres de rémission comme pour toutes les chartes, à soixante sols parisis ou trois livres ; les chartes de Champagne, de Navarre, ou des Juifs, avaient un tarif spécial plus élevé. Sur ces soixante sols, dix revenaient au roi, quarante à la minute, cinq aux chauffe-cires, enfin cinq au notaire rédacteur comme nous le verrons plus loin et sous réserve de modification (2). Il y avait des exemptions du droit de sceau pour certaines personnes, comme la famille royale, le personnel de la chancellerie, quelquefois des religieux ou des pauvres. L'audiencier ne décidait pas alors lui-même de l'exemption, mais faisait examiner le cas par la Chambre des comptes, et généralement un des maîtres de celle-ci inscrivait la mention de l'exemption sur la lettre, au dos, dans l'intérieur du repli, ou sur le repli (3). Mais en dehors de ces cas, si le grâcié ne payait pas le droit, la rémission devenait caduque (4).

(1) Il fallait se munir d'argent pour solliciter une rémission ; voir l'aventure d'un voyageur *qui portoit l'argent pour le fait du pourchaz de la rémission* : l'ayant perdu en route il dut faire demi-tour, et fabriqua de fausses-lettres qui lui coûtèrent moins cher. En 1425 ; Arch. Nat. JJ 173, fol. 64 v., n° 129.

(2) *Solvit LX sols*, en 1350 ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 32 v., n° 67 ; fol. 34, n° 69. — Enquête de 1329, n° 7 ; MOREL, app. III, p. 458. — Tarif de Charles V, n° 14 ; MOREL, app. III, p. 465. — *Sciendum*, art. 52 ; MOREL, app. IV, p. 476. — Cf. *Taxa sigillorum et scripturarum litterarum gratiarum et remissionum per Dominum factarum*, dans les Statuts du duc Amédée VIII de Savoie, au début du xv^e siècle, livre IV, art. 7 ; COLLET, *op. cit.*, p. 152.

(3) *Reddatur gratis pro Deo quia sic rex voluit*, en 1350 ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 144 v. n° 259. — *Sine financia*, en 1344 ; Arch. Nat. JJ 75, n° 78.

(4) En 1388 une rémission déjà transcrite sur les registres de la

Droit de collation. Le droit de collation n'était que la partie du droit de sceau allant au notaire rédacteur de l'acte ; ce droit fixe était son *salaire raisonnable* (1), et l'ordonnance de 1361 interdit de demander des gratifications en sus pour le parchemin ou pour grossoyer l'acte (2). Il s'élevait à cinq sols ordinairement, mais pour les lettres de rémission le notaire rédacteur touchait les soixante sols en entier : ainsi quand le notaire avait rédigé de sa main l'acte, c'est à lui qu'allait le droit de sceau ; il est donc la plupart du temps impossible de distinguer le droit de sceau du droit de collation (3). Dans certains cas, pour les abolitions accordées à des villes, le montant de ce droit n'était pas fixé (4). A partir de 1406 ce droit ne fut plus personnel, mais fut transformé en bourse collective (5). Lorsque le notaire rédacteur recevait directement son droit de collation, sans l'intermédiaire de l'audiençier, il inscrivait *contentor* sur la lettre de rémission : c'était sa quittance ; après 1406 ce fut le receveur des collations qui inscrivit le *contentor* (6). Le notaire pouvait accorder exemption du droit de collation ; dans ce cas il écrivait sur le repli *gratis* et signait.

Droit d'enregistrement en chancellerie. L'enregistrement en chancellerie, mesure facultative pour le grâcié, n'était exécuté que moyennant le paiement d'un droit, perçu par

chancellerie y fut cancellée avec cette indication : *nichil solvit pro sigillo et registro, et ideo est radiata* ; Arch. Nat. JJ 132, fol. 85 v., n° 156 bis.

(1) Ordonnance de mars 1356, art. 56 ; *Ordonnances*, t. III, p. 144.

(2) *Jureront... qu'il ne prendront rien, ne souffreront a prendre par leurs clerks, ne sur couleur de parchemin, ne sur couleur de grossoier lettres une fois ou plusieurs, se ce n'est des chartres et des lettres criminelles le droit accoustumé* ; *Ordonnances*, t. III, p. 533.

(3) MOREL, p. 410. — *Habent eciam secretarii et notarii jus quod vocatur collatio..., videlicet pro remissionibus criminum, pro quolibet cui remittitur crimen LX solidos parisienses* ; art. 21 du *Sciendum* ; MOREL, app. IV, p. 474. *Similiter... habet sigillum literarum sanguinis vel criminis, quas faciunt et quas signant* ; *ibidem*.

(4) *Arbitrarie sunt remissiones criminum urbium et habitancium, et sic de aliis juxta multitudinem et casum exigenciam* ; art. 23 du *Sciendum* ; MOREL, app. IV, p. 475.

(5) MOREL, p. 415 et 565.

(6) *Par le Roy. A la relation du Conseil. M. de Puigiraut. Visa, Contentor*. En 1461 ; Arch. Nat. JJ 198, fol. 207, n° 223.

l'audiencier. Jusque vers le milieu du xiv^e siècle ce droit était variable, et déterminé par le nombre de lignes de l'acte (1). Mais dès le début du règne de Charles V un tarif à forfait, donnant lieu à moins d'abus, remplaça l'ancien usage. Pour les lettres de rémission, comme pour toutes les chartes, ce droit s'élevait à une livre parisis ; en effet on trouve en bas de plusieurs lettres de rémission, à l'intérieur du repli, la mention suivante : *solvit m^{or} libras pro sigillo et registro* ; comme le droit de sceau était de trois livres, il restait une livre pour l'enregistrement ; d'ailleurs ce tarif est indiqué dans l'ordonnance cabochienne (2). L'exemption de ce droit devait être très rare et nous n'en avons pas rencontré d'exemple pour des rémissions.

Rémissions en forme de petites lettres-patentes.

Avant le milieu du xiv^e siècle beaucoup de grâces avaient la forme de petites lettres-patentes, forme qui se conserva jusqu'à la fin du xiv^e siècle pour une certaine catégorie, les rappels de ban. Il ne semble pas que la forme de charte fût nécessaire pour la validité d'une grâce ; c'est ainsi qu'on peut trouver, rarement il est vrai, des grâces données sur double queue et même sur simple queue.

La forme de charte était nécessaire pour des actes à effet perpétuel ; elle était sans doute souvent imposée par la chancellerie à cause des droits plus élevés qu'elle permettait de percevoir ; il dut y avoir aussi une influence des grâces données en matière civile, habituellement scellées de cire verte. Mais si le roi y consentait, et si le grâcié se contentait d'une simple petite lettre-patente, cette forme était suffisante. Ce fut d'ailleurs la forme des plus anciennes grâces, des rappels de ban.

LES RAPPELS DE BAN.

Il n'est pas toujours facile de discerner la forme diploma-

(1) Enquête de 1329, art. 19 ; MOREL, app. II, p. 460. MOREL, p. 370-371.

(2) Arch. Nat. K 51, n^o 1 ter, en 1374. — Ordonnance cabochienne, art. 228. — MOREL, p. 371.

tique des plus anciens rappels de ban ; ils ne nous sont jamais parvenus en originaux avant la fin du ^{xiv}^e siècle, et la forme interne seule peut nous renseigner dans les copies que nous possédons. Cependant il est certain que ces rappels de ban eurent le plus souvent la forme de petites lettres-patentes à double queue.

Le rappel de ban donné *per litteras regis patentis*, dans le *Très ancien coutumier de Normandie*, au début du ^{xiii}^e siècle, possédait déjà une adresse spéciale, un salut et une injonction (1). La plus ancienne copie intégrale d'un rappel de ban qui nous soit parvenue est datée du 8 mars 1310 ; elle contient suscription, adresse générale, salut, préambule, exposé, injonction, annonce du sceau et date avec quantième (2). Des rappels de ban de 1331 et 1342 possèdent les mêmes caractéristiques, moins le préambule (3). Enfin le *Sciendum*, dont la rédaction peut être placée entre 1370 et 1389, paraît indiquer que les rappels de ban se faisaient en chancellerie sur double queue (4).

Mais l'influence des rémissions de type courant amena vite une modification dans la forme des rappels de ban. Les bénéficiaires de ces actes préféraient souvent qu'ils fussent scellés en cire verte et sur lacs de soie, car ces caractères leur donnaient une grande force ; la chancellerie y trouvait aussi son compte, car les droits perçus étaient bien plus élevés. Certains cas montrent nettement cet aspect de la transformation. Un banni avait reçu le 2 avril 1340 des lettres de grâce *scellées en double queue et en cire blanche* ; comme il avait été inquiété malgré ces lettres par les officiers du roi, les parents demandèrent aussitôt, pour plus de sûreté, que le rappel de ban fût confirmé par une charte ; la grâce fut

(1) Pièce just. n° 4.

(2) Arch. Nat. JJ 45, fol. 42-44. Cf. un rappel de ban assez semblable donné par Mahaut d'Artois en 1315, pièce just. n° 6.

(3) Arch. Nat. X²A 3, fol. 139, en 1331 ; JJ 74, n° 47, en 1342.

(4) ART. 26 : *similiter notarii... habent sigillum literarum sanguinis vel criminis quas faciunt et quas signant, etiam de arrestis criminalibus sigillum, et de remissione bannorum in forma, que fiunt in duplici cauda* ; MOREL, app. IV, p. 471.

donnée sous sa nouvelle forme en juillet 1340 (1). Pour des causes analogues on trouve au ^{xiv}^e siècle beaucoup de rappels de ban, donnés primitivement par petites lettres-patentes, récrits en forme de chartes (2).

AUTRES GRACES.

Parmi les grâces susceptibles d'avoir la forme de petites lettres-patentes, on ne rencontre guère, à côté des rappels de ban, que des remises d'amende. Ces grâces étaient relativement moins importantes que les autres, et leurs effets n'étaient pas perpétuels. Jean le Bon donnait en 1353 une grâce sur simple queue à un individu coupable de coups et blessures, qui n'avait pas encore été jugé mais craignait d'être condamné à une amende (3). En 1377 Blanche de Navarre, veuve de Philippe VI, accordait une remise d'amende par acte sur simple queue (4).

(1) *Nous suppliant humblement... que nozdites lettrés, ci dessus transcriptes, et la grace contenue en ycelles vousissons confermer par noz lettres seelées en cire vert et en las de soie, a gréigneur et a plus perpétuelle mémoire de l'absoulcion dudit Lyon...* ; Arch. Nat. JJ 71, fol. 258, n° 384 ; VIARD, *op. cit.*, t. II, p. 85, n° 247.

(2) En 1348 à la fin d'un rappel de ban : *et rescripte au seel par manière de charte, pource que l'autre estoit en double queue* ; Arch. Nat. JJ 77, fol. 245 v., n° 396 ; VIARD, *op. cit.*, t. II, p. 317, n° 406. — En 1350 : *rescripte pource que l'autre estoit en forme de seel en cire blanche, et elle doit estre en vert* ; Arch. Nat. JJ 78, fol. 30, n° 57. — En 1349 : *et corrigée au seel* ; Arch. Nat. JJ 77, fol. 146 v., n° 257.

(3) Pièce just. n° 10.

(4) Pièce just. n° 11.

CONCLUSION

L'existence de la grâce, du Bas-Empire à la Renaissance, demeura subordonnée à la conception politique et juridique d'Etat, de souveraineté. La grâce variait suivant l'autorité des pouvoirs publics.

Certes le rôle du christianisme fut très important au Bas-Empire comme au Moyen-Age. A certaines époques, sous les Mérovingiens par exemple, l'intercession ecclésiastique fut le moyen courant d'obtenir une grâce ; sous les Carolingiens le caractère religieux de la grâce fut également très marqué. D'une manière générale la foi profonde du Moyen-Age favorisait toute manifestation de grâce. L'Ecriture est pleine de menaces contre ceux qui veulent s'ériger en justiciers ; on n'oubliait pas en particulier les paroles de saint Jacques : *judicium sine misericordia ei qui non facit misericordiam*, puisque Honorius d'Autun, au XII^e siècle, les commentait dans son sermonnaire à l'usage des juges (1) ; les puissants de ce monde, ceux qui possédaient le droit de justice, faisaient œuvre pie en grâçant (2).

Mais le fondement de la grâce n'en resta pas moins l'idée d'Etat. Lorsque cette idée disparut, comme au XI^e siècle, la grâce disparut également ; lorsque les notions romaines survécurent, comme aux époques mérovingienne et carolingien-

(1) *Epître de saint Jacques*, II, 13, et *Speculum ecclesiae* d'Honorius, *sermo generalis, ad iudices* (éd. MIGNE, col. 863). Cf. également, au XIV^e siècle, dans le *Style de la Chambre des enquêtes* : *ciculus Deus reprehendet iudices in extremo iudicio de nimio rigore quam de nimia misericordia* : GUILHIERMOZ, *op. cit.*, n° 142, p. 213.

(2) Préambule d'une lettre de rémission de Charles VI en 1383 : *etiam utens exemplo Christi qui mortem peccatoris non querit*. Arch. Nat. JJ 132, fol. 17, n° 31.

ne, ou lorsqu'elles reparurent, comme aux XII^e et XIII^e siècles, la grâce exista régulièrement. Dès le XIV^e siècle le caractère politique de la grâce devint prépondérant et l'emporta nettement sur le caractère religieux. A la fin du Moyen-Age, lorsque la royauté eut une tendance à devenir absolue, le droit d'asile fut battu en brèche, parce qu'il gênait parfois la justice royale (1) ; au contraire la grâce subsista car elle devenait un instrument de domination : c'était pour les rois un moyen de se constituer une clientèle aux dépens des autorités municipales ou seigneuriales (2) ; c'était, au même titre que l'appel, un moyen de ruiner les justices seigneuriales, de réformer leurs jugements.

*
**

La grâce eut aux XIV^e et XV^e siècles une ampleur d'application extraordinaire, difficile à concevoir avec les idées modernes (3) ; son rôle social fut très important. La fréquence d'octroi des grâces est due à des causes profondes et d'abord à des imperfections du droit pénal au Moyen-Age.

D'après Beccaria, *à mesure que les lois deviennent plus douces, la clémence et le pardon deviennent moins nécessaires* (4) ; or la justice et les peines, basées sur l'idée de vengeance, étaient dures au Moyen-Age (5), et à cette rigueur de la pénalité des grâces fréquentes venaient apporter d'heureuses exceptions.

D'ailleurs les lois ou les coutumes, sur quelque principe

(1) TIMBAL, *op. cit.*, 3^e partie, *la décadence du droit d'asile*, particulièrement p. 288 et s.

(2) Par exemple à Douai ducs de Bourgogne et rois de France eurent toute une politique de grâces ; la grâce était un dissolvant de la justice communale. ESPINAS, *op. cit.*, t. I, p. 837. Cf. *supra*, p. 78.

(3) *Aujourd'hui la loi nous apparaît comme une règle uniforme pour tous et inévitable... Il s'était établi au Moyen-Age une toute autre conception de la loi... ; on admettait que le prince, qui réunissait alors dans ses mains le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire, pouvait, quand il y avait une juste cause, dispenser de l'application de la loi.* ESMEIN, *éléments de droit constitutionnel*, p. 525-526.

(4) BECCARIA, *op. cit.*, ch. XX.

(5) CHÉNON, *op. cit.*, n° 255, t. I, p. 678.

de justice qu'elles soient fondées, ne prévoient pas tous les cas particuliers ou bien les règlent d'avance une fois pour toutes ; les conventions sociales se tiennent à une justice applicable à la moyenne des cas. Ce trait était encore bien plus frappant pour un droit pénal peu évolué, se bornant à des règles simples, et auquel aurait pu s'appliquer bien souvent l'adage *summum jus, summa injuria*. Surtout le Moyen-Age n'eut jamais une notion nette de la responsabilité ; non seulement le juge ignorait les circonstances atténuantes, mais il condamnait des individus qui nous paraissent aujourd'hui parfaitement innocents. La grâce ne faisait alors que remplacer un jugement de droit strict par une décision d'équité.

En tout cas la grâce a racheté bien des lacunes du système pénal du Moyen-Age, et il est impossible de ne pas en tenir compte quand on étudie celui-ci. Les jugements très sévères que l'on a portés sur le droit pénal, comme sur plusieurs activités de cette période, paraissent ainsi beaucoup moins fondés (1).

■
* *

C'est principalement par le rôle qu'elle jouait dans les cas de non-responsabilité que la grâce du Moyen-Age diffère de la grâce moderne ; mais la Révolution et l'Empire, qui créèrent le droit nouveau, ne firent que préciser les transformations amorcées à la fin du xv^e siècle et par l'ordonnance de Villers-Cotterets en 1539. Nous avons vu que cette ordonnance, et celles qui suivirent au xvii^e siècle, distinguaient de l'ensemble des grâces les rémissions au sens strict, données aux non-responsables suivant une procédure simplifiée. Le Code de 1791 ayant supprimé la grâce (2), il devint indispensable de réglementer ces cas de non-responsabilité, pour lesquels la grâce venait autrefois remédier à l'iniquité d'une condamnation. On revint donc en particulier à une concep-

(1) Si la justice médiévale était rigoureuse, du moins la cruauté des peines n'était pas telle qu'on le pense ordinairement ; voir l'article rectificatif de Halkin.

(2) 1^{re} partie, titre VII, art. 13. — Cf. VIAUD, *op. cit.*

tion plus exacte de la légitime défense considérée comme un droit, et il n'y eut plus ni crime, ni condamnation dans ce cas ; il en fut de même pour l'homicide involontaire et pour l'homicide commis sur l'ordre de la loi (1). Quand la grâce fut rétablie par un sénatus-consulte du 16 thermidor an X, au profit du premier consul, les transformations que sa suppression avait amenées dans le Code pénal de 1791 subsistèrent : dans le Code de 1810 la légitime défense, la contrainte, l'ordre de la loi, la démence faisaient disparaître le crime et ne rendaient plus nécessaire l'intervention de la grâce (2). En ceci d'ailleurs le Code de 1810 ne faisait que reprendre la réglementation du droit romain.

La grâce moderne apparaît donc dans ses aspects essentiels comme le résultat d'une longue évolution. Ses origines se trouvent dans le droit du Bas-Empire et du Moyen-Age.

Vu :

Le Doyen,

G. RIPERT.

Vu :

Le Président de la thèse,

PETOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GILBERT GIDEL.

(1) *En cas d'homicide légitime il n'existe point de crime, et il n'y a lieu à prononcer aucune peine, ni même aucune condamnation civile ; 2^e partie, t. II, sect. 1, art. 5 ; cf. GARBAUD, op. cit., n^o 438. — 2^e partie, t. II, sect. 1, art. 1, 2 et 3.*

(2) ART. 328. *Il n'y a ni crime ni délit lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. Art. 64... lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Art. 327... lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi.*

APPENDICE

Tableau des lettres de rémission accordées par Charles VI du 1^{er} janvier au 1^{er} mai 1399, d'après un registre de la Chancellerie (Arch. Nat. JJ 154), et rangées par crime ou délit.

Homicide après rixe.	1. janvier n° 34 fol. 19.
—	2. » n° 40 fol. 22.
—	3. » n° 43 fol. 23 v.
—	4. » n° 44 fol. 24.
—	5. » n° 47 fol. 25 (1).
—	6. » n° 52 fol. 28.
—	7. » n° 58 fol. 30 v.
—	8. » n° 59 fol. 31.
—	9. février n° 23 fol. 13.
—	10. » n° 45 fol. 24 v.
—	11. » n° 60 fol. 31 v.
—	12. » n° 62 fol. 32 v.
—	13. » n° 81 fol. 41 v.
—	14. » n° 84-85 fol. 43 (2).
—	15. » n° 86 fol. 43 v.
—	16. mars n° 90 fol. 45.
—	17. » n° 95 fol. 48 v.
—	18. » n° 96 fol. 49.
—	19. » n° 99 fol. 50 v.
—	20. » n° 102 fol. 52.
—	21. » n° 104 fol. 53.

(1) Les coupables étaient âgés de 18 et 15 ans.

(2) Nous avons groupé les lettres de rémission données pour un même crime.

—	—	22.	»	n° 112-113 fol. 59.
—	—	23.	»	n° 114 fol. 59 v.
—	—	24.	»	n° 115 fol. 60.
—	—	25.	»	n° 125 fol. 67 v.
—	—	26.	»	n° 131 fol. 70.
—	—	27.	»	n° 134 fol. 71 v.
—	—	28.	»	n° 136 fol. 72 v.
—	—	29.	»	n° 143 fol. 82.
—	—	30.	»	n° 148-149 fol. 87 v.
—	—	31.	»	n° 160 fol. 96.
—	—	32.	»	n° 181 fol. 111 v.
—	—	33.	»	n° 191 fol. 116 v.
—	—	34.	avril	n° 154 fol. 93.
—	—	35.	»	n° 156 fol. 94.
—	—	36.	»	n° 157 fol. 94 v.
—	—	37.	»	n° 162 fol. 97.
—	—	38.	»	n° 164-171 fol. 97 v.-101.
—	—	39.	»	n° 172 fol. 101 v.
—	—	40.	»	n° 174 fol. 102 v.
—	—	41.	»	n° 183 fol. 112.
—	—	42.	»	n° 186 fol. 113 v.
—	—	43.	»	n° 196 fol. 119 v.
—	—	44.	»	n° 208 fol. 129 v. (1).
—	—	45.	»	n° 247-248 fol. 155.
—	—	46.	»	n° 249 fol. 155 v.
—	—	47.	»	n° 250 fol. 156.
—	—	48.	»	n° 252 fol. 157.
—	—	49.	»	n° 291 fol. 179.

Homicide en légitime
défense (2).

—	—	50.	janvier	n° 13 fol. 7.
—	—	51.	»	n° 36 fol. 20.
—	—	52.	»	n° 38 fol. 21.
—	—	53.	»	n° 44 fol. 26 v.

(1) Mari ivre, qui, battant sa femme, de cas d'aventure l'atainsi par la teste.

(2) Nous n'avons retenu que les cas les plus nets, mais certains cas d'homicide après rixe pourraient encore passer dans cette catégorie.

—	—	54.	»	n° 52 fol. 28 v.
—	—	55.	février	n° 30 fol. 15 v.
—	—	56.	»	n° 67 fol. 35 v.
—	—	57.	»	n° 80 fol. 41.
—	—	58.	»	n° 82 fol. 42.
—	—	59.	»	n° 87 fol. 44.
—	—	60.	mars	n° 74 fol. 39.
—	—	61.	»	n° 74 bis fol. 39 v.
—	—	62.	»	n° 91 fol. 45 v.
—	—	63.	»	n° 101 fol. 51 v.
—	—	64.	»	n° 109 fol. 58.
—	—	65.	»	n° 111 fol. 58 v.
—	—	66.	»	n° 151 fol. 88.
—	—	67.	avril	n° 187 fol. 114.
—	—	68.	»	n° 220 fol. 137 v.
—	—	69.	»	n° 245 fol. 154.
Vol simple.		70.	janvier	n° 15 fol. 8.
—		71.	»	n° 29 fol. 15.
—		72.	»	n° 35 fol. 19 v.
—		73.	»	n° 55-70, fol. 29 v.-37.
—		74.	février	n° 27 fol. 14 v.
—		75.	»	n° 28 fol. 14 v.
—		76.	»	n° 83 fol. 42 v.
—		77.	mars	n° 88 fol. 44 v.
—		78.	»	n° 94 fol. 48.
—		79.	»	n° 97 fol. 49 v.
—		80.	»	n° 118 fol. 65.
—		81.	»	n° 126 fol. 68.
—		82.	»	n° 133 fol. 70 v.
—		83.	avril	n° 155 fol. 93 v.
—		84.	»	n° 161 fol. 96 v. (1).
—		85.	»	n° 168 fol. 99 v. (2).
—		86.	»	n° 188 fol. 114 v.
—		87.	»	n° 192 fol. 117.
—		88.	»	n° 197 fol. 120.
—		89.	»	n° 198 fol. 120 v.

(1) Le coupable avait gardé un manteau trouvé sur une route.

(2) Vol avec emploi de faux dés.

Coups et blessures avec

bris d'asseurement.

—	—	90.	janvier	n° 2 fol. 1 v.
—	—	91.	»	n° 16 fol. 9.
—	—	92.	»	n° 39 fol. 21 v.
—	—	93.	»	n° 50 fol. 27.
—	—	94.	février	n° 25 fol. 13 v.
—	—	95.	»	n° 63 fol. 33.
—	—	96.	»	n° 66 fol. 35.
—	—	97.	»	n° 75-76-77, fol. 40 et v.
—	—	98.	mars	n° 110 fol. 58 v.
—	—	99.	»	n° 170 fol. 100 v.
—	—	100.	»	n° 240 fol. 151.
—	—	101.	avril	n° 169 fol. 100.
—	—	102.	»	n° 207 fol. 129 (1).
—	—	103.	»	n° 209 fol. 130
—	—	104.	»	n° 239 fol. 151.
—	—	105.	»	n° 254 fol. 158 v.

Homicide accidentel.

—	—	106.	janvier	n° 17 fol. 10 (2).
—	—	107.	»	n° 51 fol. 27 v. (3).
—	—	108.	»	n° 54 fol. 29 (4).
—	—	109.	février	n° 32 fol. 16 v. (5).
—	—	110.	mars	n° 107 fol. 57 (6).
—	—	111.	»	n° 137 fol. 73 (7).
—	—	112.	avril	n° 163 fol. 97 (8).
—	—	113.	»	n° 185 fol. 113 v. (9).

Viol.

—	—	114.	février	n° 65 fol. 34 v.
—	—	115.	mars	n° 108 fol. 57 v.
—	—	116.	»	n° 119-120 fol. 65 v.
—	—	117.	»	n° 150 fol. 88.
—	—	118.	avril	n° 244 fol. 153.

(1) Le coupable s'était réfugié en asile aux Cordeliers de Provins.

(2) Un bûcheron en tue un autre en abattant un chêne

(3) Un couvreur tue un enfant en laissant choir un *viel gouterel*.

(4) Des valets sont asphyxiés par un feu de charbon dans le *cetier* de leur maître.

(5) Un jeune homme tue un camarade au jeu du *bouquetier*.

(6) Noyade d'un berger qui fuyait son maître en colère.

(7) Un tireur tue un voisin d'une flèche malencontreuse.

(8) Chute mortelle d'une femme entraînée par un homme.

(9) Mort causée par un crochet lancé imprudemment.

Homicide pour cause			
d'adultère (1).	119.	mars	n° 147 fol. 87.
—	120.	avril	n° 176 fol. 104.
—	121.	»	n° 242 fol. 152 v.
Blasphème.	122.	janvier	n° 14 fol. 7 v.
—	123.	mars	n° 103 fol. 52 v.
—	124.	»	n° 135 fol. 72.
Détournements par			
officiers royaux.	125.	février	n° 24 fol. 13 v.
—	126.	»	n° 26 fol. 14.
—	127.	»	n° 64 fol. 33 v.
Rébellion et pillage.	128.	février	n° 22 fol. 12 v.
—	129.	»	n° 142 fol. 81 v.
Parjure.	130.	février	n° 89 fol. 45.
—	131.	»	n° 92 fol. 46 v.
Mariage sans			
l'aveu du suzerain.	132.	mars	n° 138 fol. 73 (2).
—	133.	avril	n° 195 fol. 119 (3).
Faux.	134.	mars	n° 73 fol. 38.
Excès de pouvoir.	135.	mars	n° 106 fol. 56.
Complicité involontaire			
de vol	136.	février	n° 129 fol. 69.

(1) Il n'y a pas de rémission pour homicide en cas de flagrant délit.

(2) Pour une fille d'un écuyer du Périgord, ruinée par les guerres, *jeune de l'âge de XII ans... mariée du consentement et volonté de sa mère depuis trois ans ença ou environ avecques un anglois... sans nous avoir sur ce demandé nostre congé.*

(3) De même pour une fille de 14 ans.

PIECES JUSTIFICATIVES

N° 1

Vers 821.

Praeceptum de rebus forfactis et postea restitutis.

*Formulae imperiales, n° 8. Formulae
merowingici et karolini aevi, éd.
cit., t. II, p. 293.*

Nulli praesentium fidelium sanctae Dei ecclesiae nostro-
rumque ambiguum est, qualiter Bernardus, quem Italiae
domnus et genitor Karolus pie recordationis serenissimus
imperator sive nos regem praeposuimus, et aliqui ex sibi
subjectis cum ipso Bernardo a fide decurrentes nobis infi-
deles exstiterunt. Pro qua infidelitate juxta procerum nos-
trorum seu cunctae nobilitatis Francorum generale judicium
et ille et hi, qui ei consenserunt, dignam subierunt senten-
tiam. Nonnulli in exilium missi, et res eorum, quibus secun-
dum legum sanctionem privati fuerant, fisco nostro sociatae
sunt. Nos, Dei misericordia inspirante, inter ceteros Amin-
gum, qui praedicti Bernardi nefando consilio particeps exsti-
tit, non solum in nostram praesentiam advenire fecimus,
insuper ei et libertatem ac res proprias, quas juste et lega-
liter eo tempore, quo haec res contigit, possidebat, liberali-
tatis nostro munere per hanc nostram auctoritatem perpe-
tualiter ad habendum reddimus. Proinde has praeceptionis
nostre imperiales apices ei firmitatis gratia fieri jussimus,
per quas decernimus atque jubemus, ut ipse in libertate sua
permaneat et omnes res, quas eo tempore, quo praenominata

res contigit, ex quolibet justo adtractu jure legitimo possidebat, deinceps teneat atque possideat ; ita videlicet, ut, quidquid exinde facere vel judicare voluerit, libero in omnibus potiatur arbitrio faciendi. Et ut hæc.

N° 2

1188, du 17 au 30 avril

Philippe Auguste donne des lettres de non-préjudice aux chanoines de Paris, qui sur sa demande ont consenti à ce qu'il laissât Gilbert, ancien maire d'Andrésy, et ses fils, coupables de divers meurtres, incendies et autres forfaits, tant sur les terres du chapitre que sur celles du roi, continuer à jouir, sauf les cens et la justice des chanoines, de leurs terres, mais sans la mairie et la justice, et cela jusqu'au quarantième jour après le retour de la croisade.

Delaborde, *op. cit.*, t. I, p. 341-343, n° 281.

Philippus Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, praesentes pariter et futuri, quod, cum Gillebertus, quondam major Andresiaci, et filii ejus, Colinus et Amauricus et alii fratres eorum, propter homicidia et incendia et alia forisfacta que in terra nostra et canonicorum Parisiensium fecerant, et propter dampna que canonicis ipsis et hominibus eorum intulerant, a terra nostra et ipsorum abjurati essent, canonicos ipsos instanter et affectuose rogavimus quatinus, interventu precum nostrarum et ob reverenciam crucis assumpte, misericorditer cum ipsis agerent, et, salvo jure suo in posterum, aliquam indulgentiam eis exhiberent. Cum autem, secundum consuetudines suas et institutionem quamdam, quam sicut asserebant, de consilio et assensu bone memorie avi nostri Ludovici, regis Francie, fecerant, homicidas et incendiarios, sicut petebamus, revocare non possent, permiserunt nobis ut, salvis censibus et justicia canonicorum, terras arabiles et prata et vineas quas ante abjuratio-

nem habebant illis permitteremus habendas, sine majoria et sine justitia, donec a peregrinacione Jerosolimitana nos aut principes nostri redissemus ; ita tamen quod nullam eis quitacionem fecerunt de dampnis que ipsis et eorum hominibus intulerant, et querelis quas adversus eos habebant antequam signum crucis assumerent. Unde, quoniam indignum est in lesionem ecclesie retorqueri quod ad tempus, intuitu nostro, fecit, concedimus et presenti pagina confirmamus quod canonici ipsi, de omnibus querelis et possessionibus eorum, in tali statu sint et tenore infra quadraginta dies post reditum nostrum aut baronum in quo erant antequam signum crucis dominice sumpsissemus, ita tamen quod, quando reversi fuerint, canonici eos juste tractabunt ubi debuerint. Actum anno ab incarnatione Domini M° C° LXXX VIII°, mense aprili.

N° 3

Vers 1199-1200

Grâce ou retour du banni en Normandie.

Très Ancien Coutumier de Normandie,
chap. XXXVI, [Des pès fuitis] ; éd.
Tardif, *op. cit.*, p. 30-32.

1. Dux de homicidio non potest pacem facere versus homicidam, nisi prius homicida reconcilietur amicis occisi.

2. De furto, de murcidio, de traditione, de combustionem domorum de nocte, de roberia per pacem facta, nulla fiet convictis reconciliato, sed capti suspendantur, nec Dux nec justicia sint ausi pecuniam accipere.

3. Tamen si hujusmodi homines malefactores sint de nobili genere, et viri religiosi exigant eos in suam religionem processuros, sicut in Templo, vel in Hospitali, per totam vitam suam servituros, eos, per indulgentiam justicie, habere poterunt.

4. Homicida vero fugitivus, si pacem amicorum occisi

acquirat, nichil valet ei, nisi pacem Ducis habeat ; et, si ab utraque parte pacem habuerit, habeat breve Ducis, in quo pax ejus contineatur, et collo illud sigillatum supponat ; quod per unum annum et unum diem portaverit visum ad assisias, et nundinas et fora patrie, ne servientes Ducis homicidam illum absque sigillo Ducis inveniant, et ut omnes et singuli equitatem et legalem justiciam Ducis videant, et hujusmodi homicidium incurrere timeant.

5. Si autem vir ille homicida fuerit comes, vel baro, vel de nobili genere, breve Ducis collo non portabit, sed habebit penes se in secreto ; hujusmodi enim homines magni nominis non possunt soli ire per patriam fraudulenter et latenter ; immo, infra XV. dies, pax eorum erit nota, velint nolint.

6. Homines vero de populo ideo portabunt breve Ducis in collo per diem et annum, ut videantur a vicinis suis ; quorum testimonio salvus erit homicida, si, per infortunium, infra dictum terminum breve suum perdiderit.

7. Omnis enim homicida, licet pacem Ducis habuerit, hereditatem suam non habebit, nec ipse, nec heredes sui, quam propter homicidium perdiderit ; sed eam habebit dominus fundi. Simile est de singulis fugitivis.

N° 4

Entre 1218 et 1223.

Le rappel de ban en Normandie.

*Le très ancien coutumier de Normandie ;
Capitulum LXXXVIII, Publicantur
res forisbannitorum ; éd. Tardif,
p. 99.*

3. Forisbannitus autem, vel qui abjuraverit terram, non potest restitui ad hereditatem, neque ad agendum, neque ad defendendum se, qui jam condempnatus est ; sed potest restitui per voluntatem Regis ad redeundum in patriam

suam, vel ad morandum ibi per litteras Regis patentes in hac forma :

Rex ballivis suis Normannie salutem. Sciatis quod nos tali condonavimus forisbanitionem factam de eo pro morte illius ; unde vobis mandamus quatinus pacem nostram habeat in terra nostra, ita ut pacem cum amicis defuncti faciat, nec clamorem de cetero audiamus.

4. Iste littere sustinent illum in pace in Normannia, quamdiu tacuerint illius amici. Conquerentibus autem illis de illo, oportet eum exire, datis ei induciis exeundi, nec deinceps valebunt ei hujusmodi littere.

N° 5

1310, février

*Rappel de ban accordé par le roi Philippe le Bel
à un homme soupçonné de meurtre et banni du royaume.*

Arch. Nat. JJ 41, fol. 113 v., n° 204.

Littera Felisii dicti le Vert super revocatione ipsius ad regnum. Philippus etc. Notum etc. quod nos Felisium le Vert, alias dictum le Buef de Oiseleto, armigerum, pro eo quod, cum ipse per tres quarentenas et amplius, pro suspensione mortis Margarete, filie quondam Johannis dicti le Buef, detentus fuisset, carceri mancipatus, ipse timens iudicis sui seviciem, a dicto carcere illicentiat, recesserat a regno nostro, diu est, bannitum, ad regnum nostrum, de potestatis plenitudine, ex certa scientia, restituimus in integrum et revocamus ad plenum, annullantes et revocantes dictum bannum de gratia speciali. Quod ut firmum etc. Actum Parisius, mense februario, anno Domini M° CCC° nono.

N° 6

1315, 19 septembre

Lettre de rappel de ban accordée par la comtesse d'Artois.

Arch. Nat. JJ 71, fol. 48, n° 61.
(Vidimus de 1338).

Nous Mahaus, contesse d'Artois et de Bourgoigne palatine et dame de Salins, a nostre baillif de Saint Omer et a touz noz autres justiciers de nostre conté d'Artois, salut. Savoir faisons que, a la requeste du doffin de Vyanne, Jehannot du Ploich et Michelet Odoûlf, banniz de nostre comté d'Artois pour ce que il furent en la compagnie ceuls qui tuèrent Jehan Roussel de Monnechone, rappellons et voulons qu'il puissent aler pasiblement et sanz nul empèkment par nostre dicte conté, fait gré et pais avant toutes choses aus amis dudit mort. En tesmoing de chou nous avons mis nostre petit scel a ces présentes lettres. Donné à Baupalmes, le XIX^e jour de septembre, l'an de grace mil CCC et quinze.

N° 7

1316, 26 octobre.

Lettre de rémission accordée par le régent Philippe le Long à trois individus bannis pour meurtres.

Arch. Nat. JJ 45. bis, fol. 20 v., n° 26.

Philippus etc. Notum facimus quod nos Florentio de Vulpillariis, Johanne de Piquegniaco et Petro de Roseyo, propter omicidium in personis Hugonis de Calvomonsvillio, Raolini et Theveneti de Vere fratrum, qui ipsos aggressi dicuntur se tuendo, ut accepimus perpetratum, bannitis, et se volentes ad gratiam, liberales et ex causa bannimentum predictum eisdem tenore presentium de gratia remittimus speciali, ad

bona restituentes eosdem. Mandantes universis et singulis justiciariis Franciae quatinus contra hujusmodi gratie nostre tenorem predictos Florentium, Johannem et Petrum in personis, rebus aut bonis ullatenus inquietent, impedient aut malefient. In cujus etc. Datum apud Crucem sancti Audoeni, XXVI^a die octobris, anno supra.

Per D. Regententem
ad relationem Magistri P. de Campis.

N^o 8

1344, 22 juin.

Levée de la main-mise royale sur les biens de l'abbaye de Saint-Faron de Meaux après accord au sujet d'une grâce donnée par le roi à un serf de l'abbé.

Arch. Nat. X^{1A} 10, fol. 52.

Preposito Meldensi etc. Quia Johannes Saudubois de novo monasterio, in nostra curia constitutus in presentia procuratoris religiosorum abbatis et conventus sancti Faronis Meldensis, consensit et voluit quod manus nostra, in temporalitate dictorum religiosorum ad instanciam dicti Johannis, eo quod prefati religiosi cuidam gracie per ipsum a nobis obtente ratione homicidii in personam defuncti Guillelmi de Atrio, ut dicitur, perpetrati parere recusaverant, ut dicebat dictus Johannes, apposita amoveatur et levetur a temporalitate predicta, et quod dictus Johannes, quem prefati religiosi suum esse asserunt hominem de corpore et ipsorum in omni casu justiciabilem, ad dictorum religiosorum curiam remittatur, recepturus ibidem justicie complementum, mandamus et committimus tibi quatinus dictam manum nostram in dicta temporalitate ob causam predictam appositam ab inde visis presentibus facias amoveri. Die XXII junii.

1347, avril.

*Confirmation par Philippe VI d'une absolution
donnée par l'official de Beauvais à un clerc criminel.*

Arch. Nat. JJ 77, fol. 35, n° 64.

Absolutio Reginaldi de Remerangle super certo et abominabili casu per eum perpetrato.

Philippe etc. A touz ceuls qui ces présentes lettres verront salut. Nous avons veu unes lettres contenant la forme qui s'ensuit. Universis presentes litteras inspecturis officialis Belvacensis salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod cum dudum Reginaldus de Romerangle, filius Petri de Romerangle, clericus Belvacensis dyocesis, instructu dyabolico, dominum Nicolaum Fame proprium sacerdotem suum curatum parrochialis ecclesie dicti loci de Remerangle, diocesis Belvacensis, in ecclesia predicta ad altare existentem, vestibus sacerdotalibus inductum et missam celebrantem, sacrosanctam Eucaristiam cum calice consecrato et in manibus suis tenentem et de corpore et sanguine Christi communicare volentem, invaserit, percusserit prostraveritque graviter, usque ad non modicam effusionem sanguinis vulneraverit, nedum sacrilegium huiusmodi committendo, et ipsam ecclesiam violendo et polluendo, quinimo ipsum sacratissimum sanguinem Christi in calice consecratum tam super altare quam in terra effundendo, propter quod idem clericus carceribus reverendi in Christo patris et domini nostri domini Belvacensis episcopi, in cujus diocesi predicta facinora commissa fuerunt, intrudi et in carceri meruerit et diutius detineri, quoad, reatum suum cognocens, seque predicta flagitiosa crimina commisisse et perpetrasse animo contritto coram nobis confitens, eadem per eundem si commissa emendavit et propter hoc preter alias penitencias sibi ob hoc injunctas emendam pecuniariam certis piis usibus applicando persolvit, sicut de solutione huiusmodi dicitur in lit-

teris quittance eidem Reginaldo super solutione dicte emende ex parte ipsius domini episcopi vel alterius ejus nomine concessis plenius contineri ; quocirca nos, de voluntate ipsius domini episcopi super hoc nobis tam per litteras suas quam per relationem venerabilis viri domini Petri de Masucage receptori ipsius domini certificata, eundem Regnaudum, quantum tangit curiam predictam Belvacensem, et emendam ejusdem curie nomine ipsius domini nostri episcopi, tam de dicto crimine sic per eum commisso, quam de dicta emenda pecuniaria sicut per ipsum de eadem ne supradictum est satisfactum extitit, necnon a sententia excommunicationis auctoritate nostra ordinaria in eum absentem et contumacem, ejus exigente contumacia lata, absolvimus in his scriptis sentencialiter et quitamus, et a carcere predicto et ejus recredentia eundem cum fidejussoribus suis totaliter liberamus, promotori ejusdem curie Belvacensis silentium perpetuum imponentes, presertim cum nobis constat per litteras venerabilis et religiosi viri fratris Johannis Taurini, domini pape penitenciarum, eundem Reginaldum absolutionis beneficium a generali excommunicationis sententia, quam pro premissis incurrerat, ab ipso domino penitenciarum sub certis modis et conditionibus in forma ecclesie obtinuisse, et penitentiam in ipsis litteris contentam ante fores parochialis ecclesie de Remerangle predictae humiliter complevisse, hoc etiam attento quod, sicut per relationem fide dignorum intelleximus, idem dominus Nicolaus lesus de dicto Reginaldo præter lesionem hujusmodi se tenuit pro contento offensamque suam indulsit et remisit, et nichilominus eidem Reginaldus, auctorizatus per dictum Petrum de Remerangle patrem suum, et ipse pater, ac eorum quibus in solidum promiserunt et super hoc se et bona sua obligaverunt satisfacere eidem domino Nicolao de injuriis, dampnis et interesse suis per eundem ob hoc passis, prout duxerimus de plano et sine strepitu et figura judicii rationabiliter ordinandum. In cujus rei testimonium sigillum curie Belvacensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini M° CCCXLVI^{to}, die XVI^{ta} mensis decembris.

Et sur ce nous ait supplié humblement que nous vousis-

sions confermer lesdites lettres dessus transcriptes. Savoir faisons que nous lesdites lettres et tout le fait contenu en icelles. louons, gréons, ratifions, approuvons et de nostre auctorité roial et de grace especial confermons. Si donnons en mandement et deffendons par ces présentes au bailli de Senlis et a touz les autres justiciers et sujets de nostre royaume que ledit Regnaudin de Remerangle il ne arrestent ne empeschent ou molestent en aucune manière en corps ne en biens pour l'occasion du fait contenu es lettres dessus transcriptes, mais l'en tiengnent et facent tenir paisiblement. Sauf en toutes choses nostre droit et l'autre. Et que ce soit ferme chose et estable a touz jours nous avons fait metre nostre seel a ces presentes. Donné à Saint Christoffe en Hal-
late, l'an de grace mil CCCXLVII ou mois d'avril.

Par le Roi a la relation de messire Guerart
Quieret et Philippe du Bois. G. Villains.

N° 10

1353, 14 avril.

*Grâce des peine et amende criminelles,
octroyée par Jean le Bon en forme de petites lettres-patentes.*

Arch. Nat. JJ 81, fol. 317, n° 616.

Johannes Dei gratia Francorum rex. Dilectis et fidelibus gentibus presens et futurum parlamentum nostrum Parisiis tenentibus salutem et dilectionem. Ad supplicationem Eustacii Arodi, militis, castellani castri de Revello, et quorundam de nostro consilio qui super hoc nos rogarunt, omnem penam et emendam criminalem et civilem, quam Petrus Arodi, domicellus, ejusdem militis filius, erga nos incurrit, sive incurrisse potuit, pro eo quod associavit Bernardum de Bareyo, burgensem Lugduni, quando Bertholomeus de Vico alapis et buffis in villa Lugduni verberatus extitit et ad terram prostratus, auxilium et concilium eidem Bernardo prestando in verberatione predicta, ex qua tamen vulnus aliquod,

aut mors, vel membri mutilatio non fuit, ut dicitur, subsequata, eidem domicello, auctoritate nostra regia ac speciali gratia, contemplacione serviciorum per eosdem militem et domicellum et eorum parentes et amicos carissimo domino et genitori nostro et nobis in guerris nostris fideliter impensorum, in casu predicto, tenore presentium, remittimus et quittamus, procuratore nostro super hoc silentium imponendo, satisfacto prius parti lese. Mandantes vobis quatinus ipsum domicellum in persona vel in bonis, occasione hujusmodi, nullatenus molestetis, sed eum presenti gratia uti et gaudere pacifice permittatis, nichil in contrario attemptantes. Datum Parisius, die XIII^{ia} aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo tercio.

In simplici cauda.

Per regem ad relationem consilii.

N° 41

1377, 10 septembre.

*Remise d'amende accordée par la reine Blanche de Navarre,
veuve de Philippe VI de Valois.*

Arch. Nat. K 51, n° 25².

Blanche par la grace de Dieu royne de France. A nostre viconte de la viconté de Gisors, salut. Savoir vous faisons que de la somme de quatre francs d'or, en quoy Gillebert Fouet de Noion sur Andelle a esté condempné envers nous par le maistre de nos torez a cause de la forfaiture d'une jument, nous audit Gillebert de grace especial avons donné et donnons par ces présentes deux francs. Si vous mandons que de notre dicte grace le faites et lessiez joir, senz le contraindre au contraire ; et par rapportant ce mandement les deux francs dessus dis seront alouez en vos comptes. Donné a Neaufle le X^e jour de septembre, l'an de grace mil CCC soixante et dix sept.

Par la Royne en son conseil

Loussel

[Sur simple queue].

1488, 17 février

*Grâce accordée par Janus de Savoie, comte de Genevois,
à un meurtrier.*

Turin, Arch. de Cour. Princes de
Genevois-Nemours, paquet 2, n° 14.

Janus de Sabaudia, comes Gebennensis... Universis facimus manifestum quod cum Guillelmus Exchaqueti de Annessiaco cum Jacobo de Ossens suo complice, processu in eum in curia castellanie nostre Annessiaci formato, intitulatus fuerit Aymonem Eyselleti, parrochie Veyriaci castellanie predictae Annessiaci, hostiliter invasisse, letaliter vulnerasse et tandem occidisse, cujus rei causa juxta formam edicti ducalis dati Carignani processum extiterit bonaque ipsius nobis fuerint confiscata et adjudicata et alie pene multiplices in eundem venirent infligende, super quibus in vim suarum deffensionum nobis multa exponi fecerit supplicando ut eidem in premissis sinistra ducto fortuna et de quibus vehementer perdoluit longaque jam temporis intervallo patriam nostram absentavit indulgere dignaremur. Cujus supplicationibus assensum prebere quovismodo voluimus. De materia tamen et totius negotii veritate informati, nobis super hoc factis et intervenientibus plurium ejus consanguineorum parentum et amicorum precibus ac crebris supplicationibus, et postremo interventu illustrissimi principis domini nostri metuendissimi qui super e jusmodi indulgentia apud nos nunciis et litteris sedule intercessit, ex nostra certa scientia, pro nobisque et nostris, prefato Guillelmo Exchaqueti de et super premissis quantum nostrum fiscale interesse ea concernere possunt, benigniter indulgemus, omnem infamie labem qua pretextu e jusmodi necis pollutus dici posset ab eo abstringentes, et insuper omnes penas, bampna et muletas tam declaratas quam declarandas quibus propterea tam in ere quam in corpore affligi posset unacum bonis suis propterea confiscatis et adjudicatis ac juribus et actionibus in eisdem nobis ideo

competentibus, reservatis fructibus seu preysiis super quibus liberis dicti interempti pro ipsorum injuria et interesse quinquaginta florenos parvi ponderis fecimus expediri etiam et mobilibus que tamen habuimus, remittimus et quittamus per presentes. Que premissa sic egimus tam liberaliter et de gracia speciali quam mediantibus omnibus inclusis CC florenis parvi ponderis manibus dilecti fidelis consilarii et Thesaurarii nostri Petri Mistralis qui de illis nobis legitime tenebitur computare. Mandantes propterea universis et singulis officiariis mediatis et immediatis, modernis et posteris, ac ipsorum locatenentibus et cuilibet eorundem quantum ad eum spectaverit et suo suberit officio quatenus hujusmodi indulgenciam, remissionem et litteras nostras eidem Guiljelmo observent et in possessionem dictorum bonorum ipsum ponant et inducant positumque manuteneant ; processum ideo formatum cancellet sumptibus moderatis et penas prementionatas a registris debeant alio non expectato mandato.

Datum Annessiaci XVII^o mensis februarii, anno Domini M^o CCCC^o LXXXVIII^o, Caroli Sabaudie ducis domini VI^o.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
SOURCES MANUSCRITES	11
SOURCES IMPRIMEES	12
ETUDES CRITIQUES	19

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE LA GRACE DU BAS-EMPIRE A LA RENAISSANCE	23
CHAPITRE I. — <i>La grâce dans le droit romain du Bas-Empire</i>	24
CHAPITRE II. — <i>La grâce depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la fin du IX^e siècle</i>	38
CHAPITRE III. — <i>Disparition de la grâce de la fin du IX^e siècle au début du XII^e siècle</i>	54
CHAPITRE IV. — <i>Renaissance de la grâce aux XII^e et XIII^e siècles</i>	60
CHAPITRE V. — <i>Progrès et évolution de la grâce royale du milieu du XIV^e siècle au début du XVI^e siècle</i>	77

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT DE GRACE AUX XIV^e ET XV^e SIECLES	89
CHAPITRE. I. — <i>Caractères généraux de la grâce aux XIV^e et XV^e siècles</i>	90
CHAPITRE II. — <i>La grâce royale</i>	124
CHAPITRE III. — <i>La grâce non royale</i>	146
CHAPITRE IV. — <i>Etude diplomatique des actes de grâce</i>	159
CONCLUSION	171
APPENDICE	175
PIECES JUSTIFICATIVES	181

TABIE OLS MATIERES

TEPAC, 9, rue de Mézières, PARIS VI^e

